COUP D'OEIL SUR LA SITUATION DE LA SICILE EN 1847 ET SUR LA MARCHE DE SA...

P. C. O'Raredon, Borbone di Napoli casa, Gino Doria





SITUATION DE LA SICILE EN 1847.

COUP D'OEIL

SUR

LA SITUATION DE LA SICILE

en 1847,

ET SUR LA MARCHE DE SA RÉVOLUTION,

PAR

P. C. O' RAREDON.

GENÈVE,
JOEL CHERBULIEZ, LIBRAIRE
1850.

PENDANT soixante années nous avons été à plusieurs reprises le jouet des révolutions produites par l'agitation des questions sociales. Nous avons vu de près les passions populaires. Mais nous n'avons pas uni toute la réflexion, dont nous étions capables, à l'expérience que nous donnaient, malgré nous, les événements dont nous étions témoins. D'ailleurs il n'y a rien qui s'oublie plus vite que les calamités des révolutions. C'est par ce fatal oubli que nous sommes toujours poussés vers de nouvelles catastrophes. Cependant l'époque du 1848, cette épopée révolutionnaire, dans laquelle la témérité des hommes devait le disputer à la soudaineté des événements, est déjà entré dans le domaine de l'histoire. L'Europe, qui parut d'abord dans l'engourdissement de la surprise et de l'impuissance, y voit déjà un passé que rien ne saurait lui faire oublier. L'avenir des états doit nous porter à l'interroger avec plus d'intérêt et de curiosité, car il a été d'une terrible et solennelle expérience. Il nous

a retournés au XVI siècle, au temps où la politique mêlait la controverse des paroles à la force des armes.

Cependant le temps peut-être n'est pas encore arrivé de prononcer sur ces terribles événements un jugement sévère et flétrissant. Il s'agit encore d'une histoire qui se présente aux lecteurs animés encore de toutes les émotions que raconte l'historien. Avec les documents qui sont épars, mis en œuvre par une plume éloquente, on écrira un jour un de ces livres qui restent eternellement vivants dans la justice et dans la mémoire des lecteurs. En attendant la digne peinture d'un si triste épisode de l'histoire de nos temps, je me bornerai à quelques considérations sur la Sicile, d'où partit cette étincelle qui devait embraser l'Europe. Je m'occuperai de la révolte de l'île et de la guerre qu'on eut à soutenir contre elle, parce que ces matières sont plus isolées et presqu'entièrement séparées des autres. Ce sont les faits de cette révolution, dont j'ai suivi avec une curiosité haletante les tristes épisodes que je vais esquisser. C'est elle qui éclaircit l'une des parties les plus importantes de l'histoire contemporaine.

Les événements de la Sicile n'ont pas été jugés chez-nous comme ils devaient l'être. On les a considérés comme une insurrection locale, tandis qu'ils faisaient partie d'un plan général de révolution. L'insurrection commen-

ce au nom de réforme et s'achève au nom de l'indépendance. Celle-ci servait de prétexte et de drapeau. Mais au fond c'était la lutte entre la monarchie et la république. Seulement une partie des promoteurs ne le savaient pas, et on croyait qu'il s'agissait de la cause de l'Unité Italique sur le continent, de l'indépendance pour la Sicile. C'était le mot qui était en jeu. Mais l'empire des mots a beau d'être immense; on finit par déchirer le prestige, derrière lequel se cache ordinairement la présomption. Il y a dans l'univers plus de choses que ne le pensent les savants, disait Shakespeare, et il ne faut pas se croire capable de mieux faire que Dieu. Ainsi la narration rapide de ces événements indiquera non pas la cause, mais le prétexte de la révolution.

Entre les événements de l'histoire, je n'en vois point qui méritent plus d'attention que les changements qui arrivent dans les états au sujet du gouvernement. Car chacun s'y trouve intéressé par ce qu'il y a de plus capable de toucher les hommes, l'ambition et la conscience. C'est à l'historien, s'il est un bon juge, de rendre ce spectacle utile, en montrant les malheurs affreux qui accompagnent et qui suivent ces étranges révolutions. On sait avec quelle lenteur, avec quelle difficulté le genre humain se civilise et la société se perfectionne. Cependant c'est déplorable que les réformateurs n'aient

cherché durant des siècles dans le dogme et dans les lois que de quoi ensanglanter sans relâche l'Europe. Comment a-t-on pu en effet ne pas songer à toutes les misères, à toutes les larmes qu'une crise révolutionnaire coûte ordinairement à tant d'existences grandes ou modestes, qu'elle renverse subitement? Cet élan fiévreux qui porte nos vieilles sociétés à se replier sur elles-mêmes et concentrer leur activité dans le cercle étroit de leurs agitations intestines, a fait de nos jours éclore sous l'atmosphère embrasée de la révolution un mauvais germe qui couvait depuis longtemps. Il s'est trouvé des esprits assez aveugles pour saper tous les fondements de la société en croyant la réformer, et assez fous pour soutenir que la propriété est un crime. Mais il n'y a que les filous qui mettent en pratique les théories enfantées par les comunistes et les Phalanstériens. Cependant fils du XVIII siècle, pétris de ses enseignements, désirant l'égalité, nous avons vu paraître ces ambitions dévoyées, qui consument leur energie dans les stériles agitations de la place publique. De nos jours le positif a dans la littérature tué l'idéal, la réalité a tué la pensée. Mais dans la politique c'est le contraire. On se plaint de maux imaginaires, on dédaigne d'observer les maux véritables, on ne trouve de remède efficace que dans une révolution. Un malade qui affronterait de dures é-

preuves, nous paraîtrait courir à la mort plutôt qu'à la guérison. Et c'est ainsi pourtant que les peuples en 1848 ont été lancés dans une mer orageuse, dont les vagues étaient poussées au hasard par bien de vents contraires. Mais les épreuves les plus douloureuses que l'humanité traverse profitent toujours au triomphe de la vérité, et l'ordre social échappe toujours aux coups dont il est assailli.

J'avoue que j'ai été blessé du peu d'exactitude ou du manque de bonne foi de ceux qui ont parlé de la Sicile. J'ai tout lu sans intérêt et sans passion que celle de connaître la vérité. En ma qualité d'étranger, ayant fait un long séjour en Sicile, je peux me flatter de pouvoir dire les faits tels qu'ils me sont personnellement connus. Et puisque je crois que le moment est arrivé de dire la vérité toute entière, je vais la dire telle que je la conçois et sans en rien déguiser. J'ai cru inutile de mettre sous les yeux des lecteurs les détails que je me suis procuré, mais qui m'ont paru n'avoir aucune influence bien directe sur la situation de la Sicile. J'ai recueilli avec soin, en les comparant, tous ceux qui sont parvenus à ma connaissance. Et lorsque les faits et les observations ont été semblables, je me suis décidé à présenter sous un point de vue générale, et d'une manière abrégée, mais exacte, le résultat des faits particuliers. Je ne me

flatte pas de donner mon travail comme un document historique. Car je n'ambitionnais d'être un annaliste exacte de ces annales brûlantes de la révolution, qui ne ressemblent pas à l'histoire telle que les anciens l'ont écrite, calme dans le fond et sévère dans la forme. Ainsi j'ai laissé parfois dans l'ombre les détails des faits, dont le publique n'a connu que le triste résultat, mais dont il a ignoré jusqu'à présent peut-être l'explication. On sait combien de petites particularités sont indignes d'arrêter les regards des lecteurs. Elles doivent être anéanties sous les grands événements, sans nous faire arrêter à chaque point de vue.

Cependant en mettant la main à l'ouvrage, j'ai bientôt reconnu que la tâche était plus difficile que je n'avais supposé. Je ne voulais point répéter tout ce qui avait été écrit sur les troubles de la Sicile. Mêler ce que tout le monde sait à ce que personne ne croit, sous l'appareil d'une haute conscience historique, c'est accroître l'incertitude des opinions, qui, aussi que l'instabilité des événements, a été le grand mal de notre temps. C'est abuser de la curiosité, cette faiblesse si commune, surtout quand elle a pour objet des faits qui attirent les regards du monde. Dans les mémoires récents il n'y a que trop de traits ou falsifiés par la passion, ou rapportés sur des bruits populaires. On doit user la plus gran-

de circonspection, réduire l'exageré et combattre la satire. Tout lecteur sensé ne voit qu'avec indignation ces recueils d'imposture, dont le public est surchargé, ces gazettes, dont la Hollande était jadis infectée, et qui maintenant fourmillent partout. Elles sont en si grand nombre, et tant de lecteurs oisifs et mal instruits prennent des contes pour des vérités, qu'on ne peut trop nous prémunir contre leurs mensonges.

On s'est demandé souvent s'il fallait garder devant leurs calomnies un dédaigneux silence. Contre leurs attaques en effet y a-t-il d'autres armes que le dédain et l'oubli? Mais quand les imputations les plus odieuses contre les gouvernements sont répandues avec facilité et accueillies avec empressement, se taire serait montrer une indifference coupable. Aujourd'hui invertir les opinions reçues et les réputations acquises, flétrir les noms consacrés par l'appréciation contemporaine, pour tromper ceux, qui entraînés par la curiosité ou cédant à l'attrait du mystère, prêtent une oreille favorable à toute accusation, c'est le travail assidu des hommes pleins de sagacité. Se taire c'est souscrire aux principes de cette école, qui avec la défiance, le mécontentement et l'agitation s'attend de tout bouleverser. Et quoiqu'on prête à l'attaque une importance, qu'on fait semblant de ne plus donner à l'apologie, il appartient à ceux qui sa-

vent la vérité, de la dire hautement. Ainsi ai-je besoin de justifier un seul trait de ce tableau en ce qui concerne la Sicile telle qu'elle s'offrait à l'observateur vers la fin de 1847? Omettant beaucoup de choses de propos délibéré, je rappellerai celles qui, quoique peu intéressantes au premier coup d'oeil, semblent néanmoins caractériser d'une manière évidente la marche des esprits dans les divers partis qui en ce temps-là divisaient la société. Examiner sur tout ce qu'il y avait de vrai ou de faux, de réel ou d'exageré dans les plaintes et les griefs qui nous sont parvenus, afin de constater, en un mot, avec le plus d'exactitude possible la situation du gouvernement napolitain en Sicile, voilà qu'elle était la tâche que je m'étais imposée. Mais en la remplissant je n'ai pas cherché d'un seul jugement à condenser toute l'histoire et toute la philosophie d'un peuple. On s'efforce de nos jours de caractériser du même coup toute une classe d'hommes, toute une race, toute l'humanité. D'abord il est important de considérer que tous les peuples ne se gouvernent pas sur le même modèle. Et les événements de 1848 prouvent assez qu'il n'est point de règle générale en politique.

Pour les hommes qui ont été placés en evidence par la révolution, ils n'auront jamais un nom devant la postérité. Les jugements de l'histoire n'auront jamais de

prise sur ceux dont l'élévation fut un insolent jeu de la fortune. Ils seront mieux peints par les faits, mieux saisis d'un trait de plume, que dans les pages décolorées et nullement sincères qui les ont jusqu'à ces derniers jours comblés de louanges. Ne pouvant me faire illusion sur leur conduite, j'ai tâché de laisser, s'il était possible, ignorer leurs noms.

Je vais donc retracer les événements, mais à grands traits, sans répéter ce qu'on sait, si ce n'est qu'en m'appliquant à les expliquer. Si je les précise c'est pour m'élever à des considérations générales, en m'attachant seulement à mettre sous les yeux de mes lecteurs des observations spéciales. Aussi je voudrais moi même moins de sous-entendus dans mon ouvrage. Mais ce défaut tient naturellement à ce que j'ai noté mes idées à mesure que je ressentais mes impressions. Aussi je ne me suis pas dissimulé, que les notes quotidiennes ne sont que des matériaux épars qu'il faut savoir réunir.

Quoique il en soit, j'ai lieu de croire que cet écrit, malgré ses défauts, portera au moins le cachet d'une profonde convinction, et qu'on ne me réprochera pas cet esprit de parti indigne de la fidélité et du disintéressement de l'historien. Je ne crains pas non plus d'être accusé d'injustice en disant que les Siciliens ont eux-mêmes excité la tempête, ce n'est pas la tempête qui est ve–

nue les assaillir et les briser. Ils ont refusé de tenir compte de la réalité, et ils se sont obstinés à ne pas voir les éléments contraires qu'il fallait rapprocher et unir. Ils ont procédé brusquement et révolutionnairement. Ils ont méprisé leurs ennemis, les ont irrités, puis comme tous les présomptueux, ils ont fini par expier cruellement leur folle témérité.

Je ne veux pas dissimuler non plus la vivacité de mes sentiments nationaux ; mais la vérité est mon premier devoir. Il m'en coûtera de donner des torts à l'Angleterre, mais je le fais sans hésiter, quand malheureusement elle en a à mes yeux. Je ne prétends ni incriminer, ni absoudre les intentions de nos ministres, qui ne peuvent intéresser personne. Ils restent les faits, par lesquels il est impossible de professer la même indifférence. Faut-il cependant l'avouer? Il me répugnait tout le premier de croire à la triste préméditation qui avait de nos jours excité les écarts de l'esprit révolutionnaire. C'était la mienne une incrédule équité, qui se révoltait au fond de mon esprit, et me laissait douter que l'Angleterre eût protégé ouvertement la révolution, en dérogeant systématiquement à cette ligne de conduite, dont elle s'est toujours honorée. Cependant puisqu'elle ressortait d'une série de faits, l'impartialité, j'ose le dire, ne me sera pas un devoir très-pénible. Mais qu'on le sache bien,

parce que c'est la vérité, la politique n'a aucune part à mes considérations. Les questions de formes de gouvernement ne sont, selon moi, que le luxe de la politique. C'est ainsi que j'ose me flatter que ceux qui voudront écrire l'histoire de nos temps me sauront quelque gré d'avoir ôté de leur route ce qui pouvait les arrêter, quand j'aurai montré le faux de tant d'opinions sur la Sicile, qui avaient passées jusqu'ici pour incontestables. Si la vérité était abandonnée à elle-même, les erreurs se multiplieraient chaque jour et se fortifieraient avec le temps.

Un écrivain inconnu n'a de garant que son ouvrage. Mais la vérité a son caractère et les hommes exercés ne s'y trompent pas. J'ai écrit dans une langue qui n'est pas la mienne, mais aujourd'hui il n'y a personne qui ne la possède. Je ne suis pas homme de style, je cherche dans un livre plus le fond que la forme. Ainsi plusieurs pourront trouver que le style de ce livre n'est pas assez peigné, qu'il est parsemé d'anglicismes, mais j'ai aimé mieux écrire moins bien, que de n'être pas compris par tout le monde.

CHAPITRE PREMIER.

Conditions des Principautés italiennes avant les dernières réformes de Pie IX.

La principauté montée à sa plus grande hauteur dans le seizième siècle, époque d'où part la civilisation moderne, était solidement assise sur ses bases dans le dix-septième, malgré la révolution d'Angleterre et les troubles de la France. Vers la fin du dix-huitième elle fut violemment ébranlée par une terrible et sanglante révolution. Avant cette époque la philosophie du dix-huitième siècle avait germé en Italie, et les princes y avaient accompli des belles réformes législatives, y avaient tenté avec succès les expériences les plus honorables et les plus humaines. Il était impossible que l'Italie partagée en tant de principautés désunies influàt beaucoup sur le système de l'Europe. Mais elle influa toujours par les sciences, les lettres et les arts de goût sur la civilisation du monde. La maison de Lorraine en Toscane, celle des Bourbons à Naples et celle d'Autriche dans la Lombardie, y donnaient des lois très-sages sur la justice, l'agriculture et le commerce. On y tentait

dejà la destruction de la féodalité, et à y introduire l'égalité civile, avec l'affranchissement des communautés, la suppression des mains mortes, une meilleure et éclairée organisation de la justice criminelle, et un grand nombre d'établissements d'utilité publique. Toutes ces réformes regardaient la liberté civile, qu'on y voulait fortement établir. Tout tendait à la perfection.

La révolution française vint bientôt effrayer les princes, avec l'égalité politique. Tout fut alors bouleversé. Les classes furent chassées de leurs bornes naturelles, et avec l'exaltation des esprits, il s'y prépara la domination étrangère. C'était sur la destruction des distinctions des classes, que la révolution française était appuyée.

Dans l'époque, où l'organisation de la milice rendait très-important l'usage de la cavalerie, et les connaissances étaient rares et couteuses, les armes rendaient la noblesse naturellement puissante. Son pouvoir était aussi naturel, que la suprématie qu'elle exerçait sur les états était légitime. Mais les ordres militaires étant changés, la presse inventée, les armes et les connaissances, et par conséquent l'influence, passaient insensiblement en d'autres classes. C'est ainsi que tandis que les classes élevées descendaient, la classe intermédiaire montait. Il résulta de ce double déplacement que les deux classes se rencontrèrent. La rencontre devait nécessairement produire un choc très-violent. Il avait été préparé par les déclamations des écrivains. On n'avait fait que de se plaindre hautement contre la distinction des classes, insupporta-

ble dans la société, incompatible dans les lois. Le principe de l'égalité proclamé par la révolution française était fait pour satisfaire l'ambition des classes inférieures. Surtout dans les armées, où les sous-officiers sentaient que toute carrière leur était fermée.

On a fait un très-grand mérite aux gouvernements issus de la révolution française d'avoir su choisir les hommes propres aux affaires publiques. Mais ce mérite se réduit à bien peu de chose, si l'on pense que justement dans les classes les plus éclairées de la société devait tomber le choix. Cela explique aussi l'attachement gardé par ces classes aux gouvernements tombés en 1814: les plus instruits, ou qui se croyaient tels, se trouvèrent trompés ou menacés dans leurs ambitions. Ce fut peut-être aussi la cause par laquelle l'ordre politique établi en France et en Angleterre devenait dans presque toute l'Europe, l'objet des désirs et des études des esprits les plus ambitieux. Ce n'était plus l'amour des réformes civiles qui avaient été déjà conquises. Surtout dans le royaume de Naples, où elles avaient été conservées intactes. C'était l'envie d'un régime qui laisse un champ plus vaste aux prétentions de la classe intermédiaire. De là les révolutions de Naples et du Piémont en 1821, et qu'on pouvait nommer d'amour propre plutôt que de besoins politiques, ou engendrées par la souffrance de maux civils.

Depuis les événements de 1821 les princes italiens furent effrayés et les réformes abandonnées. Les pouvoirs politiques ne furent plus maitres de consacrer aux

*

progrès pratiques et aux améliorations sociales une attention et des soins que les violences des factions avaient observées dans une stérile défensive. C'était un éloignement sensible dans quelques états de l'époque de 1789 à 1830. Mais comme en France il faut que la figure du monde politique change sans cesse, bientôt il survint la nouvelle révolution de juillet. Depuis cette époque si les gouvernements se tournèrent de nouveau aux améliorations, ce fut dans l'idée d'y trouver des préservatifs contre les troubles politiques. Ainsi on améliora les lois criminelles dans l'état de l'Église, dans la Sardaigne et dans la Toscane; et on adopta partout le système des conseils provinciaux, comme ils étaient à Naples.

Mais il y a les révolutionnaires de profession, qui ne se soucient guére des réformes. Ils énoncent la révolution comme unique éspoir et dernière perspective. Ils ont sanctifié le mot révolution, comme l'espression du patriotisme, du progrès et de la gloire. La patrie cependant par elle se trouve comme en jeu. La révolution, cet interrègne de la raison dans la vie d'un peuple, déploye naturellement des éléments dissolvants, et les forces brutes, qui effrayent et tuent l'autorité. Dans cet intervalle, les améliorations délibérées et expérimentées s'écroulent, le progrès s'éclipse ou s'égare. La société par la révolution se tue d'elle même. Mais n'importe: c'est au nom de révolution qu'on veut mettre en question tous les véritables progrès, et jouer le repos de l'état avec la vie des hommes.

Pendant donc que l'Espagne reprenait une nouvelle

vie, que la France fleurissait sous Louis Philippe, que l'Allemagne faisait des grands progrès dans la civilisation européenne, l'Italie ne jouait pas un grand rôle. Il est vrai qu'elle n'était plus cette république des princes, ayant toujours des prétentions les uns contre les autres, entretenant une guerre tantôt sourde, tantôt éclatante, nourrie par les intérêts opposés; mais elle était toujours divisée et en conséquence faible, surtout si on regardait de près l'esprit dont elle était agitée. Cependant elle portait toujours en son sein tout ce qui devait la soutenir en politique, l'unité de la religion (ce qui n'était pas partout ailleurs), celle de la langue, des moeurs, et de son histoire. Il y avait toujours le génie des sciences et des arts, et elle avait en effet fait des progrès aussi dans les avantages matériaux. Mais il y avait toujours cet esprit de révolution qui l'agitait, et qui sourdement empêchait au bien de s'achever.

Par cet esprit révolutionnaire les émigrés italiens avaient au de là des Alpes formé une association sous le nom de *Jeune Italie*. Ils répandaient dans la péninsule les liens de la secte, nommaient des autorités hiérarchiques, des chefs militaires, qui étaient préposés aux arrondissements dans lesquels on avait divisé cette Italie occulte. Les intrigues de ces patriotes follement emportés répendaient partout des principes subversifs. C'était un crier continuellement aux armes: la force devait régénérer l'Italie. Ils profitaient sans mesure de la liberté de la presse en France pour se déchaîner continuellement contre les gouvernements italiens. Leurs infati-

gables calomnies enveloppaient insensiblement les pouvoirs des princes d'un réseau de défiances. Ils croyaient que plus ils y mettraient d'acharnement, et plus les chances deviendraient favorables à la cause de l'insurrection. La crédulité du pauvre qui souffre, l'impatience du subordonné qui obéit, le malaise des ambitions mécontentes, et tout le grand domaine que les malheurs, les vices et les passions humaines tiennent sans cesse ouvert, tout était habilement exploité. Ni le danger de désorganiser les armées devant la guerre, ni la crainte de dégrader l'histoire d'Italie, par une brutale ignorance, ni le cynisme de provocations sanguinaires ne leur répugnaient. Étroitement unis par la conformité des idées, ils étaient capables de tout imaginer, de tout arranger, de tout faire. Ils auraient ébréché le granit, car ils tenaient à être impitoyables.

Cependant une autre opinion se répandait et s'enracinait en Italie. C'était celle de l'indépendance italienne. Malgré l'attitude des partis extrêmes, cette opinion voulait l'ordre, non cet ordre trompeur qu'aboutit à une périlleuse immobilité, mais l'ordre qui engendre le jeu régulier des institutions, et d'où naissent à la fois la sécurité et le progrès. C'était l'opinion des écrivains, qui voulaient, que l'action intelligente des gouvernements pût développer efficacement les conditions du bien-être des peuples, soit dans l'ordre moral, soit dans l'ordre matériel. C'était cet esprit d'accommodement et de conciliation, qui est indispensable pour le gouvernement des sociétés aussi complexes que nos grandes sociétés

modernes. La grande oeuvre des réformes dans un état, selon cette opinion, ne peut réussir que par l'accord et le développement régulier, non par le renversement violent de tous les rapports établis. Tandis donc que les métaphysiciens du radicalisme allemand préparaient une révolution dogmatique, et les sectaires de la *Jeune Italie* une ardente et brutale, les uns par les paroles, les autres par les faits, cet autre parti tâchait de raffermir la pensée et la confiance publique à travers l'incertitude des opinions et contre l'instabilité des événements.

On veut faire remonter le parti de l'indépendance en 1820, lorsque les rédacteurs du *Polygraphe* de Milan conseillèrent, dit-on, à Charles Botta d'écrire l'histoire de tous les états d'Italie. Toujours est il qu'à son apparition, l'histoire d'Italie qui fait suite à celle de Guicciardini, eut un effet prodigieux. Dans cet ouvrage on combattait ouvertement toute tendance aux gouvernements d'imitation étragère. Botta s'y montrait l'ennemi des tribunes parlementaires en Italie, les croyant tout-à fait dangereuses. Le but de son ouvrage est celui de l'indépendance italienne. Une foule d'écrivains suivit son exemple. Plus tard on pensa que le moyen puissant pour la régénération italienne, devait être le saint-siége, et le Pontife représentant de la civilisation introduite dans le monde par le Christianisme. Gioberti se fit l'apôtre d'une telle opinion. Le Giobertisme eut bientôt beaucoup de prosélytes, d'autant plus qu'il venait de se répandre d'après les événements de la Romagne. On ressuscitait le parti des Guelfes.

Le prince qui s'était fait le représentant et le promoteur de l'opinion de l'indépendance italienne était Charles Albert de Savoie. La position qu'occupe le Piémont, ses montagnes, l'aspect général du pays, le courage de ses habitants lui assignèrent son rôle entre la maison de France et l'Autriche, toujours en défiance ou en guerre entre elles. De là toute l'histoire et les malheurs de cette contrée. Sa mission est de s'interposer entre les rivalités des deux puissances, d'empêcher leur choc, et de refouler leur ambition dans des directions differentes. Mais il paraît que Charles Albert ne voulait pas dans une guerre avenir être exposé à la conséquence forcée de la position géographique et politique du pays. C'est ce qui devait ressortir des faits ultérieurs.

Il serait difficile au premier coup d'oeil d'assigner exactement l'époque dans laquelle ce prince donna au parti libéral les moyens de mettre en mouvements tous les ressorts de l'intrigue. Toujours est il vrai que dans les dernières années il redoubla ses efforts. Le génie ardent et belliqueux du Roi Charles Albert était adapté sans doute aux circonstances dans lesquelles il vivait. Mais il n'aurait pas délivré le Piémont des maux dont il était menacé. Les arts lui devaient des monuments magnifiques, les sciences des encouragements, le commerce des progrès merveilleux, la législation des réformes, surtout celle du code pénal. Après les événements qui venaient de se passer en France en 1830, les hommes du 1821 l'avaient entouré. Le roi encourageait le mouvement en dedans et en dehors. Après la mort du

Duc d'Orléans, la fin qu'on supposait prochaine de Louis Philippe, le levain de la sédition et la faiblesse d'une minorité en France, relevaient les espérances de son parti. On ne respirait pas la faction et le complot, mais c'était un accord entre la société visible et la secrète, laquelle marchait avec beaucoup de précaution. Si on proposait une réforme à Turin, les ministres se regardaient, ou faisaient semblant de s'opposer. Le roi baissait la tête en souriant, et la réforme était faite. La maison royale de Savoie n'ayant jamais démérité de l'amour de ses sujets, obtint de devenir une véritable puissance. La monarchie a ses racines dans les coutumes, dans les habitudes, dans les institutions, qu'il est difficile d'oublier, et plus encore d'extirper. La volonté du roi en Piémont était donc sans bornes. Les libéraux, qui voulaient s'en emparer, le devinèrent bientôt. Les écrivains qui soutenaient le principe de l'indépendance furent comblés d'honneurs et de bienfaits. Les ouvrages qui se publièrent à Turin, tout en soutenant ce principe, en montraient le roi comme l'unique soutien. Un discours lu à l'université en 1846 annonçait Charles Albert comme le chef et l'espoir de la patrie italienne.

On y faisait mention de la médaille frappée par ordre du roi, dans laquelle était représenté l'ancien lion de l'écusson de Savoie, qui tenait un aigle entre ses pattes avec le mot *j'attends*. Dans ce discours on annonçait qu'aucun Italien n'était étranger à la maison de Savoie, et que la seule famille royale vraiment italienne c'était celle du Piémont. La maison des Bourbons était étrangère, le dis-

cours, dont tous les journaux littéraires du temps s'occupèrent, fut imprimé par ordre et aux frais du gouvernement piémontais. On ne voyait pas qu'on laissait ainsi toutes les écluses ouvertes au flot révolutionnaire. Mais ordinairement une tranquillité de la surface nous fait perdre de vue ce qui s'agite à des couches, où notre regard pénètre difficilement.

On pouvait remarquer cependant un éloignement prononcé entre la Cour de Naples et celle de Turin. Dans les ouvrages, qu'on publiait dans l'Italie supérieure, on ne faisait jamais mention de l'armée napolitaine. On doit en excepter une brochure de M. d'Azeglio. Lorsque le roi de Naples eut excité l'enthousiasme du Congrès des savants en 1845, on tenta de lui procurer une démonstration significative et hostile au Congrès de Gênes. Il était évident que les anciennes tendances des Ducs de Savoie et les convoitises du Milanais s'étaient éveillées. Craignant une guerre, surtout à la mort de Louis Philippe, le Piémont se serait trouvé, comme toujours, entre les deux puissances rivales. On songeait donc à se faire une position indépendante. Ainsi placé entre les deux armées belligérantes, il aurait pu ou maintenir sa neutralité et se ménager tous les profits de la paix, ou jeter l'épée de Savoie dans le plateau de la balance, et profiter des chances de la guerre. Le parti de l'indépendance était donc flatté afin qu'il entraînât les autres princes italiens à tourner comme des satellite autour de l'astre piémontais. On ne songeait qu'à une guerre seulement possible, celle contre la maison d'Autriche. Dans l'état major de

Turin on ne dessinait que des plans de Peschiera et de Mantoue ; on y envoyait de temps en temps des officiers, on ne faisait qu'évaluer les forces des troupes impériales. Des officiers piémontais allaient immanquablement observer les manoeuvres des Autrichiens au camp d'exercice de Verone. L'Autriche ombrageuse de l'ambition grandissante de la Cour de Turin, et à qui ne pouvaient être cachés ces desseins et ces espérances, étant jalouse de la conservation de la Lombardie, se tenait armée et circonspecte. Les troupes impériales se réunissaient et s'exerçaient toujours auprès de Verone. L'Autriche était persuadée que sur cet ancien théâtre de ses luttes avec la France elle serait bientôt appelée à combattre. Profitant des soupçons et des inquiétudes des princes italiens, elle s'établissait plus que jamais comme centre de stabilité, de conservation et d'appui des dynasties légitimes.

En de telles conditions commençait avec le nouveau pontificat la réforme des états du saint-siége. Les Papes bienfaiteurs non seulement de Rome, mais du monde du V au VII siècle, acquirent une grande prépondérance sur les destinées du peuple romain abandonné par les empereurs de Bizanze. Pendant douze siècles la Chrétienté, avec le pouvoir temporel, pouvoir légitime dans ses origines, récompense les pontifes de leur tutelle bienveillante et éclairée. Ils ont encore une grande influence par les bienfaits de la religion sur les destinées du monde.

CHAPITRE II.

Réformes de Pie IX et leur caractère.—Avantages qui pouvaient en venir aux autres états dans une marche pacifique.

Le gouvernement de Rome en 1814 s'occupa à bouleverser tout ce que les Français avaient créé dans les états de l'Église. C'était la marche du gouvernement de Piémont, de Modène et de Toscane. L'exemple de Naples fut méprisé, tandis que les princes devaient tous s'y prendre de même et presque en même temps. On devait penser qu'il était difficile de faire reculer, plus difficile encore de contenter ses sujets. Faire revivre les bulles pontificales sur la justice, après les codes Français, satisfaire les ambitions en réduisant les emplois, c'était une tâche dangereuse. On détesta de telle manière toute réforme utile, que la torture ne fut abolie, aumoins par la lois, qu'en 1827. Dans le royaume de Naples elle l'avait été déjà un siècle auparavant. Cependant l'âge toujours avancé d'un Pontife, l'éspoir éveillé par une prochaine élection, tenaient toujours les esprits tranquilles. La révolution de Naples en 1820 n'éveilla à Ro-

me qu'une curiositè stérile. Les Romains restèrent spectateurs indolents des événements de cette époque.

Malheuresement dans les états de l'Église le gouvernement ne commençait pas même à jeter de racines, ne se mettait en devoir de recueillir les fruits des révolutions qui avaient agité l'Europe. On ne faisait saigner non plus les plaies mal fermées de l'occupation étrangère. En présence des nécessités impérieuses, en face d'un débordement de maux, ce gouvernement ne restait pas, sans doute, immobile et inactif. Mais que faisait-il? que devait-il faire? Il employait des remèdes qui ne remontaient pas à la cause même des maux, mais agissaient seulement sur les conséquences. Au milieu des crises continuelles, avant de songer à régler les futures destinées de l'état, il ne pourvoyait qu'aux pressantes nécessités du moment. Cette considération ne manquait pas de gravité. Mais elle se rattachait toutefois un peu trop visiblement à la politique qui répugnait à toute innovation. Ainsi en gagnant du temps par des simples palliatifs, le gouvernement d'un Pontife liguait à celui de son successeur la tàche de substituer aux expédients d'un jour, les mesures génerales, qui embrassent l'avenir, ces réformes qui replacent la société dans des voies normales de son développement. L'administration était un spectacle affligeant et un argument des plaintes journalières. Croissant la détresse des finances, et les abus engendrant des abus, l'inquiétude des ésprits produisit d'abord le mécontentement, le mécontentement se changea en révolte. Après les événements du 1831 le

gouvernement pontifical, soit qu'il s'aveuglât sur la situation, soit qu'il fût entrainé par des insurmontables nécéssités, ne fit que des réformes superficielles, et même avec une incroyable légèreté. Le défaut de toute force engendra des nouvelles animosités, des nouveaux troubles et des nouveaux malheurs. Napoléon n'a-t-il pas dit : Pour gouverner il faut des bottes et des éperons? La *Jeune Italie* agitait puissamment les esprits de la Romagne, en profitant des raisons d'inquiétude et de trouble qui survivent à tout bouleversement politique. En 1845 éclata une nouvelle révolte, dans laquelle des hommes qu'on avait jusqu'alors tenus comme incapables de résolution et ineptes aux armes, déployèrent de la fermeté et du courage.

En juin 1846 les esprits étaient inquiet et excités par l'influence secrète de la *Jeune Italie*, par les tendances savoyardes et par les soupçons autrichiens. On avait pu croire jusque-là à une agitation passagère, maintenant les princes italiens devaient s'effrayer de la possibilité d'une révolution. Les réfugiés allemands de la Suisse avaient déjà commencé en 1846 la grande campagne du radicalisme, et se préparaient déjà à étendre peu à peu leurs opérations en France, en Allemagne et en Italie. La démagogie, qui a ses *condottieri*, qui vont combattre par tout où la démagogie a un combat à livrer, on la voyait se remuer pour écarter la pierre d'achoppement qui était sur la route, l'influence du saint-siége en Italie. Surtout à Rome, à la mort de Grégoire XVI, on était déjà aussi aveugle dans la crainte, qu'on l'avait

été dans la confiance. On redoutait si fort un soulèvement de peuple, qu'à chaque instant on s'imaginait d'entendre éclater la révolution. On était dominé d'ailleurs par une nécessité provenant de la disposition des esprits. Pressé par ces considérations le Sacré Collège procéda à l'élection du nouveau Pontife en vingt-quatre heures. L'histoire de l'humanité abonde en retours étranges, qui s'accomplissent avec la rapidité d'un coup de théâtre. Avec le nouveau Pape Pie IX les ésprits s'ouvrirent à de nombreuses espérances. Le Pontife en sa qualité de père commun des princes et des peuples prit lui-même l'initiative d'une révolution pacifique. Il avait devant lui une oeuvre immense, qu'il n'était plus possible d'ajourner. Pour l'accomplir, il fallait cette habileté prévoyante et décidée qui triomphe des difficultés en sachant tout d'abord en pénétrer le caractère et en mesurer l'étendue. Mais comment pouvait-il suffire à cette grande mission? quels étaient les éléments qu'il devait chercher à contenir? quels étaient ceux dont devait favoriser l'influence? Comment oublier que les princes sont souvent obligés à faire contre leurs inclinations ce qui blesse leur bon naturel? Il offrait la véritable image de l'autorité de l'Église, l'abnegation de soi même, le désintéressement du pouvoir. Il sentait de mériter l'amour du peuple, et il s'en montra le père dés le premier instant. Mais donner une législation toute entière, malgré les résistances, les dissensions produites par la diversité des intérêts, la divergence des opinions, et l'élan désordonné des esprits, était une oeuvre dangereuse et difficile. Ici

commencèrent de profondes dissidences qui réagissaient naturellement sur le choix des réformes à tenter et des remèdes à mettre en usage. D'abord au point de vue des nécessités du moment, on objectait l'évidente inefficacité du remède des réformes. Quand seraient elles terminées? quand leur influence se ferait elle sentir? Le gouvernement n'aurait il pas depuis longtemps succombé, lorsqu'elles se trouveraient prètes à lui porter secours? Au point de vue de l'avenir, les réformes, renversant les intérêts existants, on aurait rendu tout effort du gouvernement impossible, et on se serait trouvé poussé, malgré soi, sur le brûlant terrain de la révolution. De l'autre côté on objectait que les réformes fussent le seul moyen de salut, pas de doute possible, et on pouvait s'étonner qu'il fallut le discuter sérieusement. Quelle digue le gouvernement pouvait-il opposer à la révolution, et quelle en serait l'égide et la sauvegarde? L'État de l'Église marchait depuis longtemps au hasard, sans système déterminé et conforme à sa situation spéciale. Comment s'expliquer que des efforts aussi longs et aussi divers, des sacrifices aussi considérables n'eussent pas produit en définitive des résultats significatifs? C'était que le besoin de réformer les institutions agissait comme un dissolvant au sein de l'état. Ainsi réformistes et conservateurs conservaient intacts leurs arguments et leur position respective. Toujours est il certain que parmi les premiers il n'y avait pas d'hommes qui se fussent préparés dès long-temps à la vie politique. Et pourtant ils auraient cru volontiers que la raison humaine est plus

maîtresse que Dieu des destinées du monde. Les autres plus expérimentés cédaient la place à leurs rivaux politiques, sans pouvoir leur opposer autre chose qu'un sombre silence. Pie IX avant que de fonder, était obligé de détruire. Successeur de Grégoire il devait s'éloigner de la politique de Lambruschini. L'état n'avait d'armée, d'argent et de crédit, placé en même temps entre les Autrichiens soupçonneux et la menaçante politique de la Savoie. Le passage de l'ancien au nouveau gouvernement ne devait pas être rapide, et il fallait suffire à tant d'embarras, malgré la mauvaise volonté des uns, l'opposition des intérêts des autres, et les exigences d'un peuple s'agitant du premier instant de tout côté. Les premiers ministres appelés par lui à partager ses travaux, après avoir accepté avec regret leurs fonctions, le quittèrent épouvantés. Mais il marchait avec courage et confiance, et la lumière du Vatican semblait vouloir éblouir plus que n'avait fait la splendeur du Capitole.

Mais quelles étaient les réformes qu'on exécutait? À les examiner attentivement, elles étaient les mêmes qu'on avait introduites et sans bruit pendant trente ans dans les autres états italiens. Elles ne regardaient que la liberté civile, de sorte que on peut dire que le gouvernement de l'Église ne faisait avec ses réformes que de se ranger dans la famille des états italiens. Dans le royaume de Naples surtout il y avait de bonnes lois civiles et criminelles, des conseils provinciaux avec le droit de censure sur les fonctionnaires, une Consulte d'état,

l'admission aux emplois sans privilége de classes et par voie d'examen publique.

Cependant les réformes de Pie IX, quoique très-importantes par elles-mêmes, ne s'écartaient pas de la nature du gouvernement de l'Église, et ne blessaient pas les intérêts des autres princes. Mais elles étaient dangereuses par l'esprit même dont elles se paraient. Par malheur l'effet des réformes est toujours un peu théâtral. Le Pape avec ce même empressement de plaire à ses nouveaux sujets, avait inauguré son pontificat par l'amnistie, avait organisé la Garde citoyenne, et donné à la Cité éternelle ses anciennes libertés municipales. Il avait successivement formé un Conseil de ministres, mis des limites aux acquisitions des mains mortes, jeté les fondements d'un collège militaire, et d'un d'arts et métiers. On se proposait l'amélioration de l'administration, la réforme de l'ordre judiciaire, la sécularisation des emplois ecclésiastiques. Si quelqu'une de ces réformes eût été faite du temps de Grégoire, cela aurait paru beaucoup; si la moitié en eût été exécutée peu de temps avant sa mort, les Romains l'auraient considérée comme une béatitude. Mais si tant est qu'elles aient été influencées du temps de Pie IX, il inspirait déjà des projets si vastes, des espérances si chimériques, qu'on devait bientôt s'attendre à des prétentions exagérées et hostiles.

Cependant il faut avouer que les réformes romaines amenaient le résultat de détruire la secrète influence de la *Jeune Italie.* Les défenseurs du principe de l'indépendance accourraient de toutes parts à Rome. On s'était si

longtemps déchaîné contre les Papes par l'opinion qu'ils fussent contraires à toute nouvauté, à toute réforme dans l'état, qu'on était ivre de joie de voir un Pape à la tête du mouvement. On ne faisait que prêcher et répandre l'opinion, qui était générale avant la révolution française, que toute réforme devait descendre de l'autorité légitime des princes. On prêchait la soumission et la tranquillité, et de ne pas compromettre par l'impatience des voeux et des désirs, l'avenir heureux que les princes laissaient entrevoir. Telle était la profession de foi d'écrivains remarquables, tels étaient les conseils de l'Ambassadeur de France. Les émigrés rentrés détrompés de leurs idées chimériques, instruits par le malheur, renonçaient à tout, jamais à la révolution. Après les expériences qu'ils avaient traversées, il aurait été impardonnable de s'abandonner aux exagérations de système. Ayant trouvé le port ils conseillaient de ne se rejeter de nouveau à la merci des vagues. Il suffirait pour le prouver la lettre du colonel Armando, qui avait été ministre de la guerre lors de la révolution en 1831. Cette lettre eut en peu de temps quatre éditions; c'était une exposition pratique de l'opinion du célèbre historien Charles Botta. Mais dans les révolutions, les infortunes et l'expérience de nos pères nous trouvent toujours aveugles. Cependant tant que cela était, on pouvait espérer que le principe de la modération, de la résignation et de l'obéissance détruirait celui de la *Jeune Italie*, qui voulait les troubles, l'insurrection et le bouleversement. Tant de livres répandus, avec la liberté de la presse et

à bas prix, détruisaient la curiosité pour les pamphlets, qui maudissaient le gouvernement et prêchaient la révolte. Les chefs de l'association qui étaient à Paris, qui prétendaient s'être élevés à puissances, étaient menacés de devenir des misérables folliculaires. Ces Encelades à bon marché qui s'apitoyaient chaque jour sur l'état de leur patrie, tombés du haut de leurs espérances, auraient été bientôt réduits à mendier les bonnes grâces de ces gouvernements qu'ils menaçaient depuis dix-huit ans de renverser.

Le Giobertisme minait en même temps l'influence savoyarde. Les principes de modération, avec lesquels on se proposait d'attendre de la munificence des princes les réformes utiles, éloignaient les esprits de la maison de Savoie. On n'aurait plus tourné ses regards vers l'armée piémontaise, laquelle seule jusqu'alors était considérée comme capable de tenir tête aux Autrichiens. On n'aurait plus nommé le roi du Piémont le seul prince italien, et les clefs du Vatican auraient été substituées à l'allégorique Lion de Savoie.

Détruits les abus oppressifs dans l'état de l'Église, et la révolution ne pouvant plus germer dans les autres états de la péninsule, l'influence de la maison d'Autriche aurait aussi diminué en Italie. L'Autriche s'était constituée à Milan l'unique soutien des princes qui s'effrayaient de la révolution. Les Cours d'Italie avaient conçu trop d'ombrage des réformes de Rome, non pas pour elles même, mais pour le cachet dont elles étaient empreintes. Elles hésitaient de les protéger. Cependant si les

réformes avaient pu se réaliser sans secousse, tout en restant fidèles aux nouvelles conditions de l'Italie; si le peuple eût marché paisiblement dans le chemin que le Pontife lui découvrait, on n'aurait plus songé à la protection des aigles autrichiennes. Mais les succès de grands événements tiennent souvent à de bien faibles mobiles.

CHAPITRE III.

Peu de stabilité dans les réformes romaines.—Craintes d'un bouleversement général en Italie.

Si la nouvelle condition des choses avait pu garantir l'avenir, il est certain que les réformes romaines se seraient paisiblement développées, et l'on aurait assuré à jamais, ou pour longtemps encore la tranquillité de l'Italie. Mais pouvait-on s'en flatter? Quel était le gage de stabilité qu'on y avait? Pour que l'état devînt un tout régulier, dont chaque ligne aboutit au centre, on avait tout à réparer ou à créer de ce temps; et il est toujours certain que les circonstances étaient graves, les prétentions étaient menaçantes, les passions aigries, les résistances déjà inconsidérées, et ce qui pouvait arriver était illimité. Car il est impossible que les excès ne troublent pas les révolutions qui samblent les plus pures. La révolution française de 1789 s'avançait aussi sans fureur, sans violence, sans brutalité anarchique, et pourtant elle dut céder au flot qui monta rapidement. Mais croire qu'il n'y aura plus de tempête, parce que le soleil a brillé ,

qu'il n'y aura plus de vent parce que l'air est calme, c'est une vieille maladie des gouvernements.

Les réformes de Pie IX étaient la condamnation de tout ce qu'on avait fait jusqu'alors, la réprobation des règnes de ses prédécesseurs, étaient la légitimation des révoltes de 1831 et 1845, la confession que le peuple romain avait été souffrant et calomnié sous les gouvernements précédents. Or cet esprit de reniement du passé, cet abjuration des mémoires historiques du pontificat, donnaient aux réformes de Pie IX un caractère bien autrement que pacifique. Les forces de chaque parti se dessinaient déjà clairement. Entre la réforme et le bouleversement de l'état, l'on pouvait prédire à coup sûr de quel côté tournerait l'avantage.

Le peuple tout à coup éveillé, prouva bientôt le besoin de se réunir, de s'agiter. Pouvait-il ne pas empiéter bientôt sur le pouvoir, et ne pas éclater avec violence? Forts de leur nombre, de leurs lumières, de leur puissance, de leur résolution, les exaltés avaient déjà conçu l'immense projet de régénérer toutes les parties de l'état. Une métaphisique politique, qui, à Rome surtout, était très-dangereuse, était déployée à chaque instant. Les discours les plus hardits, et qui bientôt devaient être impunis, étaient prononcés dans les cafés, dans les jardins, dans les places. Les cris des patriotes follement emportés, dans les clubs où s'agitait leur rhétorique furieuse, des intrigants, et des malveillants, qui secrètement souhaitaient l'humiliation du Pontificat, devaient bientôt à une joie délirante faire succeder la méfiance,

et l'implacable haine devait recommencer bientôt son cours. Cependant, comme il arrive toujours, Pie IX était toujours pour le peuple l'homme du progrès, le prince régénérateur de l'Italie, le Pape capable à faire renaître la grandeur de la papauté et de l'ancienne Rome.

La politique extérieure en Italie domine et régit tout, envoie ou précipite tout. La France, depuis la chute de Napoléon, n'avait plus représenté aucune part dans les affaires d'Italie. Au Congrès de Verone elle avait pour la première fois élevé la voix entre les potentats d'Europe. Mais elle avait demeuré presqu'étrangère à Leybaek, à tous les événements qui s'y décidèrent. En 1831 une révolution s'était faite à Bologne, qui avait été promptement comprimée par les Autrichiens. La France au lieu d'abandonner l'Italie à ses destinées, en prenait le souci, et s'efforça de faire adopter dans l'administration des états romains les réformes que l'esprit du temps réclamait. On se souvient de l'expédition d'Ancone : c'était le seul parti que l'honneur et la politique pouvait lui conseiller. Maintenant à l'agitation fiévreuse qui se manifestait en Italie, aux terreurs indéterminées qui agitaient les gouvernements, à la réserve dont l'Angleterre usait envers lui, la France se doutait de quelque grande machination. À cette époque la politique anglaise cherchait à susciter de toutes parts des ennemis à la maison d'Orléans. La France donc, perçant dans l'avenir, décida de prendre le Pape sous sa direction pour le protéger contre tout mouvement ré-

volutionnaire, tandis qu'il aurait accompli ses réformes législatives, et aurait déposé les germes du bonheur avenir de ses états. Elle le considérait déjà comme le centre des tendances des peuples de la péninsule, tout en désirant d'être elle même considérée comme la protectrice du développement pacifique des améliorations des gouvernements italiens. Elle voulait transporter en Italie un gouvernement de juste milieu, fils adoptif de celui que la révolution de juillet avait enfanté. L'Autriche, qui pendant ce temps observait, et se doutait des préparatifs secrets de la Savoie et du côté de l'Angleterre, n'était pas, a ce qui paraît, mécontente de cette intervention pacifique. Elle n'entravait les efforts éclairés de la France.

Le gouvernement pontifical pouvait en quelque manière se ressembler à celui de la France. Il n'était gouvernement ni de noblesse ni d'armée, mais de bourgeoisie, soigneux des biens véritables, et ne se souciant pas du tout de théories. Ce sont des gouvernements de paix, de tranquillité et de prudence par excellence. Mais une révolution pénétrante allait sourdement rompre la chaîne qui liait le présent au passé, et en effacer même les souvenirs. On ne devait pas, à coup sûr, oublier qu'en rendant tel le gouvernement de Rome, il ne pouvait avoir d'affection au présent, ni s'appuyer au passé. Il devait se trouver tout d'un coup destitué de ce pouvoir magique, qui avec Grégoire VII domina le monde. C'est ce pouvoir fondé sur les traditions chrétiennes, qui malgré les tempêtes politiques, se tint debout à une

très-grande hauteur. Le gouvernement du Saint-siége, fondé sur de nouvelles bases, devait bientôt se ressentir de l'incertitude de son origine, et faire concevoir des doutes sur sa destinée. Tout gouvernement a besoin de cette force morale, sans laquelle la résistance matérielle est moins une sauvegarde, qu'un danger de plus. Les principes de celui qui était le chef du gouvernement de Rome, pouvaient sans doute être dignes de considération. Mais les gouvernements de la sorte ont besoin de tranquillité et des bienfaits du temps. Or on devait naturellement appréhender qu'on allait manquer de l'une et de l'autre.

Le plus grand danger était de ne pas savoir à quelles désagréables exigences on aurait été contraint, jusqu'à quel point on aurait dû faire des concessions pour acheter la faveur populaire. Le gouvernement qui veut se fonder sur les multitudes, doit toujours être incertain et embarrassé. Celui de Rome allait bientôt se trouver entre le parti de la raison et celui de la passion. Un prince peut bien se tracer un chemin, il pourra bien entrevoir le port, mais saura-t-il attraper le vent favorable? Lui sera-t-il permis d'éviter les écueils? Où s'arrêtera-t-il? Le Pontife pouvait-il s'aventurer avec le présent et pourvoir à l'avenir? Pouvait-il profiter des idées modernes, sans détruire les anciennes sur lesquelles le Saint-siége depuis des siècles était fondé? Aurait-il su deviner les nécessités politiques de son temps pour céder ou resister à propos? C'était un problème bien difficile, car on pouvait s'entendre crier à tout mo-

ment : marchez. Le prince qui a besoin d'une faction pour gouverner, ne doit pas s'arrêter.

Bientôt donc le parti qui nourrissait d'anciens ressentiments, cyniques, violents et faux, qui voulait couvrir de la personne du Pape les trames secrètes qu'il ourdissait, devait faire renaître la méfiance et les soupçons entre le gouvernement et le peuple.

Il était impossible donc de fonder à Rome un gouvernement de bourgeoisie, s'élevant entre la divergence des idées et les habitudes, entre la raison et l'imagination, la religion et l'incrédulité, l'esprit monarchique et la frénésie réformatrice, le besoin d'ordre et de tranquillité et la folie toujours renaissante de nouvautés et de bouleversement. Qui est celui qui pouvait se constituer le défenseur des idées réformatrices et en même temps être sûr de se voir soutenu par l'autorité ? Une monarchie de tel caractère s'était soutenue pendant dix-sept années en France. Mais elle avait pour soi une bourgeoisie très-puissante, et une armée forte et devouée. Avec de tels secours il pourrait y avoir un prince fort, mais le système serait toujours faible. Qu'est ce qui devait arriver à Rome, quoique le prince y fût adroit autant que sage, entre les deux partis, l'un poussé par le désir d'abattre, l'autre par celui de prévenir les désordres, où chacun réclamait le triomphe de ses propres opinions ? Il était aisé de s'apercevoir que dans tout ce qui arrivait dans les états de l'Église, il n'y avait pas de liens entre le gouvernement et le peuple. Point d'affection pour l'ancien, point pour le nouveau. L'ordre des

choses qu'on voulait établir n'avait pas de racines dans les habitudes et dans l'histoire. Il n'était fondé que sur des passions éphémères, il ne représentait pas la puissance du trône pontifical d'Hyldebrande, ni la grandeur et la majesté de Léon X. Il préparait les turbulences du temps de Cola de Rienzo.

Il y avait donc beaucoup à craindre qu'on ne serait jamais arrivé à lier le passé avec le présent, et bientôt on aurait dû regretter de s'être jeté dans un gouffre dont la profondeur ne pouvait pas être aperçue. Les émigrés rentrés, les classes éclairées, qui soutenaient des principes modérés, auraient quelque temps encore opposé aux passions révolutionnaires la loi et la force. Mais la plus part se seraient bientôt fatigués. Les autres n'auraient point voulu d'une hypocrisie qui aurait renfermé leurs espérances dans un cercle bien étroit. D'ailleurs cette tribu vagabonde et audacieuse qui est toujours prête à mettre à la loterie de la révolution, n'aurait pas manqué (et ne manqua pas bientôt en effet) d'affluer à Rome, où déjà elle se donnait rendez-vous. Les chefs de ce parti, c'est à dire les esclaves de ceux qu'ils croyaient conduire, et les premières victimes qu'immole ordinairement la victoire, se seraient bientôt montrés. Et on pouvait être certains qu'ils n'auraient reculé devant rien pour arriver à leurs fins. Enfin il y avait le plan caché des esprits plus déliés et plus dégagés des préjugés de parti, qui consistait à se servir des erreurs et du fanatisme de tous les autres pour devenir leurs maîtres. Les multitudes, dont les adresses étaient encore dans le sens

des lois et de la modération, auraient bientôt crié à la trahison et à la vengeance. Dans les révolutions les actions commencent toujours par des paroles audacieuses, par des phrases théâtrales. Si le gouvernement eût été fort, les esprits se seraient aigris; s'il n'eût pris que des partis faibles ou incertains, ils se seraient enhardis par degrés. Une couche de cendre couvrait à peine la bouche du volcan.

Il en est de la vie des empires, comme de la vie des hommes. Le cours des événements peut amener des chances qui dépassent toutes les combinaisons humaines, car il n'est pas donné aux hommes de les apprécier. Et comme les maladies politiques sont contagieuses ainsi que les maladies physiques, l'Italie entière pouvait être en émoi. Pouvait-on engager les princes italiens à une intervention ouverte ou secrète pour faire marcher la révolution romaine dans la voie de la modération? L'esprit conservateur n'aurait il pas été combattu par l'ambition? Pie IX, dont le coeur aurait été bientôt justement ulcéré, devait chercher à gouverner un coursier qui trop bridé pouvait le culbuter, abandonné à lui même devait l'emporter.

CHAPITRE IV.

Congrès de Vienne et réunion de la Sicile au royame de Naples. — Injuste reproche de la convoitise de l'Angleterre à l'égard de la Sicile. — Prétention de l'île à l'indépendance.—Réorgarnisation de 1817; on en donne connaissance à l'Angleterre.

Au Congrès de Vienne, en réordinant les États d'Europe qui s'était délivrée d'un ennemi si redoutable, on s'occupa du royaume de Naples, qui est d'une si grande importance en Italie. La séparation de la souveraineté de Naples d'avec la Sicile rendait naturellement ces deux parties d'un même état evidemment ennemies; surtout depuis que le séjour des Anglais en Sicile et l'occupation de Naples par les Français avaient mis les armes en main des populations, et fomenté pendant dix ans des haines envenimées. L'inimitié des souverains était passée toute entière chez les peuples, et y était constante. Une séparation des deux parties du royaume de Naples aurait donc renouvelé les maux de l'ère anjouine et aragonaise. Les Napolitains et les Siciliens sont trop voisins les uns des autres, pour que les prétentions et les défiances ne surgissent à tout instant et ne

produisissent la ruine commune. Le roi Ferdinand IV revenant à Naples y aurait apporté avec lui la guerre civile. Les deux parties du royaume, séparées par cette éternelle émulation des Anglais contre la France, auraient hérité de leur ambition et de leur haine réciproque. C'etait mettre aux prises l'une avec l'autre. Le feu des guerres civiles y aurait couvé toujours, et une étincelle lancée par hasard pouvait la rallumer. On aurait bientôt vu éclore les fruits d'une jalousie si naturelle. Les communications en auraient été embarrassées, le commerce de la Méditerranée en aurait souffert, et par conséquent celui de l'Europe. Scylla et Charybdy, selon l'expression de l'abbé de Pradt, auraient menacé de nouveaux écueils les navigateurs. On pouvait espérer au contraire qu'en réunissant les deux parties, comme elles l'avaient été toujours, dans un seul royaume, les moeurs se ressentiraient de l'unité des lois, de gouvernement comme de religion. Les deux peuples pouvaient mettre toute leur rivalité à marcher à l'envie aux véritables améliorations. On était persuadé qu'il y avait dans ces deux parties du royaume une force morale de gravité réciproque qui tendait à les rapprocher et à les tenir étroitement liées. Ces raisons, ajoutées à tant d'autres qui donnaient à la famille des Bourbons le droit d'être indemnisée des dommages soufferts dans la lutte contre Napoléon, firent déterminer la réunion des deux parties du royame. Il faut même avouer que la compensation, si elle en etait une, fut bien peu proportionnée. Car tous les souverains obtenaient dans le Congrès des accroisse-

ments de territoire et de force. En Italie l'Autriche, le Piémont, la Toscane devenaient plus puissants qu'ils n'étaient auparavant. Le roi de Naples, qui avait souffert plus que tous les autres, perdait au contraire les *Presidj* de Toscane, était obligé de payer un subside à Beauharnais, et n'obtenait pas même ni Pontecorvo, ni Bénévent, qui sont enclavés dans ses états et qui furent rendus au Pape.

On à dit souvent que l'Angleterre avait ambitionné la possession de la Sicile. Montesquieu a dit que celui qui serait maître de cette île finirait par s'emparer de l'Italie. Mais les exemples de Bélisaire, d'Alphonse et de Ferdinand le Catholique ne sont plus à citer de nos jours. Les nations qui demandent l'union de la Sicile avec Naples sont bien autrement puissantes, et les circonstances de l'Europe et de l'Italie ne peuvent point faire craindre une invasion durable de la part de quiconque tenterait l'occupation de la Sicile. Sous le point de vue militaire, cette île est la citadelle du continent Napolitain, ce qui la rend très-importante, se liant au système de défense de la place de Gaète. Une fois envahi le continent, Roger le Normand revint de la Sicile et reconquit le royaume de Pouille. Il en arriva de même aux Aragonais, aussi bien qu'aux Bourbons, qui deux fois de la fin du siècle passé au commencement de celui-ci, après avoir tout perdu dans le continent contre les Français, comme jadis Roger contre Lothaire, et Alphonse contre Carles VIII, se retirèrent vaincus en Sicile, et de là partirent pour reprendre leurs provinces. Une nation

puissante qui posséderait cette île, qui sied pour ainsi dire à cavalier entre la mer Tyrrène et la mer Adriatique, donnerait de graves appréhensions pour l'indépendance des États italiens. Elle domina en effet d'une mer à l'autre. Mais il serait absurde de penser que l'on pût jamais en faire un pont-levis pour envahir l'Italie. Pierre d'Aragon disposait de son temps de toutes les forces de l'Aragon et d'une flotte puissante pour s'opposer à Charles d'Anjou. Néanmoins il fut obligé de lui susciter d'autres ennemis éloignés; à la tête desquels était le Pape, qui était la première et la puissance la plus formidable de l'époque. Ni la Sicile aurait résisté contre les successeurs de Charles, sans les secours de l'Aragon et les troubles du royaume de Pouille. De nos jours l'Angleterre ne réussit qu'avec peine à conserver la possession de cette île contre Napoléon. Sans l'insurrection espagnole, les guerres de l'Allemagne, et plus tard celle de Russie, nous ne l'aurions pas gardée longtemps. Lorsque l'insurrection des Calabres fut apaisée, et pendant tout le temps que nous occupâmes la Sicile, le royaume de Naples avec trois cent lieues de côtes suffit à soi même pour repousser nos attaques. La bataille de Mayda n'obtint d'autre résultat que celui de faire insurger les populations contre le gouvernement français. Lors de l'invasion en 1809, la seule nouvelle de la victoire de Wagram suffit pour nous faire retirer précipitamment.

Si l'Angleterre eût ambitionné l'acquisition de la Sicile, il était très-difficile de la lui contester dans le Congrès de Vienne. Il ne faut que jeter les yeux sur la car-

te de l'Europe. Tandis que la Prusse étendait ses possessions sur le Rhin, et la Russie gardait pour soi la Pologne, on donnait les Pays-Bas à la Hollande, l'Autriche s'agrandissait en Italie, et on réunissait l'état de Gênes au Piémont. Ces accroissements d'état de toutes les puissances auraient légitimé les vives instances de l'Angleterre, si elle eût désiré garder la Sicile. On ne se serait pas fait scrupule peut-être de la soustraire au roi de Naples, comme on n'en avait eu, en le dépouillant des *Presidj* de Toscane, appartenants à la couronne des Deux Siciles. On n'aurait pas manqué de mettre encore sur le tapis ces projets de compensation, moyennant les îles Baléares et la Dalmatie et autres semblables. lambeaux dont on avait déjà parlé en 1806. L'Angleterre avait occupé la Sicile jusqu'alors pour garantir Malte, et pour ne point laisser tant de si belles fortifications entre les mains de son redoutable ennemi. Quiconque se rappellera la correspondance de Castellreagh avec Alexandre, et jusqu'à quel point l'Angleterre fut contrariée de voir que la Russie absorbait la Pologne, démeurera convaincu que si en 1815 elle eût voulu conserver la Sicile, aucune puissance ne s'y serait opposée. A cet effet il lui était très-facile d'exciter des troubles dans l'île pour obtenir l'adhésion des peuples, tandis qu'elle l'occupait encore avec ses propres troupes. Mais l'occupation d'une vaste île dans la Méditerranée eût été pour nous trop dispendieuse. La diversité de religion et de moeurs des habitants aurait requis une armée très-forte, presqu'égale à celle des troupes européennes que nous entretenons

dans les Indes. L'Angleterre préfère des îles comme Malte et Corfou. D'ailleurs la Sicile en ses mains aurait présenté une actitude menaçante envers la France et les autres États italiens, qui bientôt l'aurait entraînée dans des guerres nouvelles et dangereuses.

Mais ce n'est pas de même quant à la suprématie commerciale qui est l'invariable tendance de sa politique. La Sicile sans industrie, et ayant peu de commerce, devait comme le Portugal, subir l'influence anglaise et servir seulement, comme dans le temps qu'elle était occupée par nous de 1806 à 1815, d'entrepôt général à nos manufactures. Malte serait devenue pour l'Italie ce qu'il est Gibraltar pour l'Espagne. Et je ne sais ce que deviendraient Barcelone, Marseille, Livourne et Trieste même et Vénise, si la Sicile fût devenue le dépôt général et le canal de contrebande des marchandises de Manchester et de Liverpool; surtout par la communication qui aurait été établie avec le commerce des Indes par la voie d'Alexandrie. Cette suprématie était seulement caressée par notre gouvernement, et en effet on peut dire que le commerce de la Sicile, si non esclusivement, demeura presqu'entièrement depuis 1815, dans les mains de nos commerçants.

Dans le Congrès de Vienne on ne fit nullement attention à la prétendue indépendance de la Sicile. Cette île depuis 1130 sans remonter au de là, fut presque toujours unie au royaume de Naples, qu'on s'est arraché si souvent et si aisément. Les Siciliens fondent leurs prétentions sur une loi de Frédéric III, avec laquelle il pro-

mettait de n'abandonner lui et ses successeurs le royaume de Sicile. Mais ce royaume embrassait les îles aussi bien que le continent en bonne partie. Depuis cet époque le royaume par testament passa de Martin le Jeune à son père Martin le Vieux, et devint une province de l'Aragon. Particulièrement depuis l'année 1435 les deux Siciles ne furent point séparées, excepté un demi siècle à peu près.Le duc de Savoie depuis la paix d'Utrecht eut quatre ans la Sicile, et ne l'eut que pour soutenir contre Rome le droit d'être souverain chez-lui dans les affaires ecclesiastiques. On en voit ensuite depuis 1721 la possession continuée; et les dix ans de l'occupation de Naples par les Français, ne pouvaient point constituer un droit à l'indépendance. L'histoire donc nous prouve que les deux terres ne furent jamais divisées. Sous le règne de Frédéric III le royaume de Sicile comprenait les terrés insulaires et les continentales, et les descendants ne méconnurent jamais sa loi. Sous Martin le Vieux la Sicile fut gouvernée comme province de royaume étranger. Sous les Angevins l'île n'avait point été séparée du continent; sous Alphonse d'Aragon les deux terres furent dénommées royaume des deux Siciles, comme sous Charles VI, Charles III Bourbon, sous Ferdinand III, et dans les actes du Congrès de Vienne jusqu'à nos jours.

Sans nul égard donc à cette prétention d'indépendance, il fut établi un seul royaume sous le titre de royaume des deux Siciles, et il ne fut pas dit un mot de l'ordre politique que nous avions imposé en Sicile en 1812. Les violences aux quelles avait été exposée la Cour des

Bourbons réfugiée en Sicile pour avoir suivi la cause de l'Angleterre, étaient trop notoires. On devait naturellement se souvenir de l'injustice avec la quelle l'Angleterre, intervenant entre les sujets et le souverain, avait changé la constitution de l'île, en y en substituant une autre calquée sur la constitution anglaise. Ainsi une proclamation du roi suffit pour en annoncer la chute. Pas une voix ne s'éleva, le peuple ne s'émut pas le moins du monde, tandis qu'il n'y avait aucune troupe pour le contenir, les seules garnisons étant anglaises. Celles-ci, qui n'en avaient ancun droit, ne firent ancune résistance. Dans ce temps-là tonnait l'opposition dans notre Parlement de l'époque, et surtout Lord Bertink, auteur de la révolution sicilienne. Nos ministres ne proférèrent aucune parole qui pût faire soupçonner qu'ils considéraient le gouvernement britannique comme garant de la constitution que nous mêmes avions imposée au roi des deux Siciles. En 1817 ensuite, lorsqu'à Naples on publiait la loi constitutive de l'île, qui était assimilée en tout au continent, quant aux lois, à la magistrature, au drapeau, l'Angleterre, à la quelle cette loi fut notifiée, ne fit pas la moindre objection. Cette loi fut communiquée par l'entremise de Ser W. à Court, et tous les bons offices de notre cabinet se bornèrent à recommander au gouvernement napolitain ceux qui en 1812 c'étaient montrés partisans des Anglais. Les recommandations avaient pour but principal de les faire préférer dans les emplois. Et les Siciliens, ceux mêmes qui avaient été membres du Parlement, se précipitaient en foule à Naples pour y briguer

des honneurs à la Cour et des emplois du gouvernement, dans la nouvelle organisation de l'île. Presque tous s'en retournaient satisfaits. Le généreux protectorat de notre gouvernement se bornait à demander à celui de Naples, que la Sicile n'eût point à trouver une condition pire que celle qu'elle avait avant l'occupation anglaise. Il y à peu que notre gouvernement a avoué que nous n'avions pas garanti la constitution de 1812, ni de cette garantie était fait mention dans la constitution elle même. Il importe donc d'exposer qu'elle était la condition que le roi en 1817 fit à la Sicile, à la quelle dans notre Parlement même on s'est plu à donner le nom d'Irlande italienne. Car il est arrivé, que pour n'avoir pas su l'apprécier à sa juste valeur, on a vu prêtes à courir aux armes des puissances qui les avaient déposées à la chute de Napoléon. Et si ce funeste résultat ne se vérifia pas, on doit en être redevable moins à la prudence de nos hommes d'état, qu'à un hasard heureux.

CHAPITRE V.

Comparaison de la Sicile avec l'Irlande. — État de l'île pendant l'occupation anglaise. — Sa situation intérieure à la paix générale. — Réorganisation du gouvernement. —Travaux législatifs et administratifs. — Insurrection du 1820.

Pour apprécier à leur juste valeur les faits et les jugements, qu'on a portés sur les prétendues causes de la révolution sicilienne, il importe, dans le siècle d'agitations où nous vivons, de se faire une idée bien exacte de la situation où se trouvait la Sicile. On y méditait depuis longtemps la révolution; les détails de celle qui y est arrivée en sont récents. Aussi il m'importe moins d'en retracer les faits, que d'en donner la clef aux lecteurs. Quelques observations générales pourront s'appliquer à tous.

La Sicile, ne voulant pas remonter à des époques très éloignées, a son origine commune avec celle de toutes les autres parties de l'Italie. Elle a la même religion, la même langue, les même coutumes, les mêmes besoins, les mêmes intérêts que le royaume de Naples. Parmi les causes qui ont provoqué les convulsions des premiers mois de l'année 1848, il y eut celle qui tenait à ce mou-

vement, d'où sont sortis le panslavisme, le pansgermanisme, le pandiscanavisme, et qui a étendu aussi son influence sur notre Angleterre. Or cette tendance prétendue des peuples à se constituer des nationalités basées, non sur les droits héréditaires des princes, mais sur leur origine et leurs traditions, comme races distinctes, n'avait pour les Siciliens aucun appui dans leur histoire. Et pourtant bien que le but avoué de l'ébranlement politique de l'île ne fût que la réforme des lois, on ne voulait rien moins qu'une nationalité distincte.

Les réformes qu'on demandait n'étaient pas même bien appréciées, ni les facultés du peuple étaient à la hauteur de la tâche qu'on voulait aborder sans même patiemment avoir attendu avant de se mettre à l'oeuvre.

La Sicile quand notre occupation militaire y cessa en 1815 était encore barbare quant aux lois. Tout y était privilége dans les classes, les individus, les métiers. La justice était distribuée par les seigneurs, et dans les juridictions royales par les magistrats; mais elle était lente, partiale et cruelle dans les poursuites criminelles. Par la réunion avec Naples, la Sicile eut bientôt une administration nationale, des employés natifs de l'île, les mêmes lois et la même organisation judiciaire de la partie continentale du royaume. C'était un véritable bienfait dont beaucoup d'états d'Europe, notre vieille Angleterre y comprise, pouvaient être jaloux. Elle jouissait par un privilége de siècles, aussi ancien que la monarchie, d'une parfaite indépendance de Rome dans les affaires religieuses. C'est un droit que les rois de Naples

ont conservé toujours, et que aucun prince d'Europe n'a eu. Elle n'était pas soumise à la conscription militaire, pour laquelle les habitants avaient une répugnance invincible. L'égalité des impôts ne maltraitait pas la propriété foncière. Elle payait moins de contribution foncières même, moins de taxes que la partie continentale du royaume. Il y avait l'enregistrement, mais pas le timbre; le sel, les poudres, les cartes à jeu ne furent pas comprises dans les matières imposées. La Sicile jouissait de plusieurs priviléges de commerce; les douanes et l'administration se régissait au gré d'une administration locale. La presse même y avait acquis par tolérance beaucoup de liberté.

Cependant dans notre Parlement je ne sais comment on a pu décrire les Siciliens comme affaissés par de longs malheurs, comme un peuple enseveli dans le plus honteux avilissement. Comment on se soit permis cheznous d'appeler la Sicile du nom d'Irlande italienne, n'est pas aisé à comprendre. Cette race irlandaise, qui doit naturellement en vouloir aux Anglais de la mépriser, a-t-elle une communauté d'origine avec eux? A-t-elle oublié peut-être les massacres, l'oppression séculaire, la misère constante et les opinions anglaises si flétrissantes pour elle? L'Irlande peut-elle oublier la division si marquée des classes privilégiées par religion, tandis que la plus nombreuse git dans une misère épouventable? Nos Irlandais sont, sans contredit, les Parias de l'Empire britannique. Tous les cultes sont également protégés par nos lois, et cependant six milions d'Ilotes ca-

tholiques sont condamnés à enrichir par la dîme un nombreux clergé anglican. Les prêtres catholiques, les vrais pasteurs des ouailles irlandaises, vivent d'aumônes!

Certainement en 1815 l'union de la Sicile avec Naples était plus naturelle qu'autrefois celle du Portugal avec l'Espagne, de la Corse avec la France et celle du Canada, de Malte et de Corfou avec l'Angleterre. Il faut avouer que ces parties de l'Empire britannique ne sont Anglaises ni par les moeurs, ni par l'esprit, ni par le langage. Il faut avouer qu'il n'y a aucune architecture régulière, nulle philosophie dans la législation, nulle logique dans la plus part des institutions. Surtout il n'y a pas la même religion et un culte commun, ce qui est un des plus grands liens des hommes, et qui suffit ordinairement là où tous les autres manquent. Certainement on ne pouvait dire la même chose des deux populations du royaume des deux Siciles : les deux populations, qui ne sont séparées que par un étroit espace, ont trop vécu côte à côte pour ne pas se joindre, se pénétrer et ressentir cette communion de sentiments et d'idées qui fait la vraie patrie. Et pourtant on a parlé des Siciliens et des Napolitains, comme on aurait fait des Transilvains et des Valaques, qui habitent le même pays et se conservent si différents comme dès leur origine.

La Sicile n'avait été affligée jusqu'au commencement du siècle par aucun de ces tristes événements dont le royaume de Naples avait été bouleversé. Elle jouissait depuis des siècles d'une paix profonde, si on en excepte

la courte durée de la révolte de 1648, la rébellion de 1674 et le tremblement de terre de 1693. Il y eut dans le siècle suivant la peste de Messine de 1743, le tremblement de terre de Palerme en 1779 et celui qui bouleversa Messine en 1783. Mais les changements de dynastie n'y avaient causé aucune perturbation, si on en excepte quelques méprisables faits d'armes en 1720, dont les Siciliens ne furent que les témoins. Dans celui de 1735, ils n'en eurent pas seulement le temps. La Sicile demeura aussi étrangère à la révolution de Naples en 1799, et ne fut pas agitée par toutes les passions que provoque un changement de constitution. Les opinions de la révolution française, n'y étaient pas encore inoculées, et n'y venaient pas encore retentir pour y provoquer une affreuse tempête. Ainsi, grâce à la présence de la Cour, la Sicile avait été assez heureuse pour échapper aux conséquences d'une révolution. Elle se trouva tout d'un coup en 1806 en guerre avec la France. Mais ce fut une fortune inattendue et véritable. Car protégée par notre prépondérance maritime, elle vit son commerce florissant plus que jamais. Grâce aux manufactures et aux capitaux anglais, la Sicile se trouva bientôt plus riche dans l'état de guerre, qu'elle n'avait jamais été dans la paix. Cette île resplendissante de fertilité, n'ayant besoin d'aucune faveur pour le débit de ses denrées, intéressée à traiter librement toutes les nations, avait ressenti de la libre présence des pavillons étrangers un avantage infini. Avec notre Angleterre le commerce sicilien entretenait ses plus avantageuses relations. Dans

cette époque le parti royal était aussi le parti populaire. Le roi trouva en Sicile la fidélité et l'enthousiasme pour résister à l'invasion des Franco-Napolitains.

Mais les beaux côtés du caractère des peuples ont toujours leurs ombres; c'est l'inévitable partage de la nature humaine. Les Siciliens ont un penchant invétéré à l'opposition. Cette fatale disposition a contribué sans doute, autant que la situation géographique de l'île, à fomenter les troubles qui l'ont agitée. Cependant l'opposition de cette époque, qui tenait à un système général contre le gouvernement, qui était ouverte et en pleine activité, n'était guère qu'une coalition de grandes familles et de grands intérêts. L'opposition reprochait surtout à la Cour la partialité pour les Napolitains émigrés. En cette occasion nous nous déclarâmes ouvertement pour l'opposition. Cette disposition qui ne laissait d'alarmer la Cour, bientôt se montra à découvert par lord W. Bertink, qui l'indisposait en encourageant les agitations populaires.

À la cessation de l'occupation anglaise il y eut quelque gêne par le passage du nouvel à l'ancien état. Le commerce, trouvant les mers couvertes de pavillons rivaux, et la source des profits de la contrebande avec le continent napolitain étant tarie, il commença à fortement souffrir. Mais cela s'est vu à toutes les époques et dans tous les pays à la paix. Car il a des industries développées par la guerre au de là de leurs proportions ordinaires, qui sont tout d'un coup obligées à rentrer dans des limites plus étroites. C'est une nécessité qui pri-

ve pour quelque temps les ouvriers de travail et les expose aux mutineries de l'oisiveté. Mais pendant l'occupation anglaise, il n'y avait eu en Sicile des impôts excédants, aucune dissipation de capitaux, l'argent sicilien ayant servi à l'agriculture de l'île et à son propre commerce. Les armements contre Naples et à l'appui des insurrections calabroises avaient appauvri la Cour et non pas la Sicile. Elle ne s'était associée à aucune tentative de la Cour ou des Anglais sur le continent. Les troupes que nous emmenâmes en Espagne pour y combattre les Français, c'étaient des régiments napolitains, qui venaient d'être appelés en Sicile du nom d'étrangers. La présence du roi diminuait la dépense d'un milion, qu'autrefois on fournissait pour l'entretien de la Cour à Naples. En même temps on dépensait en Sicile le subside d'un autre milion et trois cent mille ducats payés par notre Échiquier. Nous dépensâmes en Sicile en cinq années pour vingt-cinq milion de livres sterlings. Cela augmenta la circulation du numéraire. Les marchandises anglaises étaient en Sicile très-répandues et à très-bon marché, ce qui répandait l'aisance dans le peuple. Pendant dix ans il n'y eut ni troubles, ni supplices, ni guerre civile, ni ces changements imprévus de gouvernement, dont le royaume de Naples avait été bouleversé de fond en comble.

L'occupation Française avait valu à la partie continentale du royaume de cruelles souffrances. Il était accablé du fléau de la guerre. Son commerce avait été frappé d'interdit par le blocus continental. Naples en guerre

perpetuelle avec nous, eut en même temps à soutenir la guerre en Italie, dans le Tyrol, dans l'Espagne, en Allemagne, en Russie. Et tandis que la conscription ne venait prendre aucun soldat à la Sicile, le sang des Napolitains était répandu à grands flots sur le Tage et sur la Vistule pour l'intérêt et la gloire des armées françaises.

Tel était l'état de prospérité de la Sicile lorsqu'elle reçut les nouvelles lois de Naples. On appela les lois françaises un recueil de lois conformes aux éternelles maximes de la justice, et aux besoins de la civilisation, le plus beau travail de la raison et de la sagesse d'un âge éclairé. Or ces lois obtint la Sicile à la paix générale. Ce fut une révolution paisible, qui arriva sans être prévue et comme un accident dans l'ordre naturel des choses. L'île entière fut divisée en sept provinces, ressortissant à ving-trois districts, et les districts en cent trente huit arrondissements. Le célèbre astronome Piazzi en fit le projet, qui fut aussitôt adopté et exécuté. L'abolition de la féodalité, et des fidéicommis avec le nouveau code civil, l'égalité devant la loi, l'égale répartition des impôts, le droit au seul talent pour les emplois, tels furent les premiers bienfaits que la réunion avec Naples apporta à la Sicile. Surtout celui des débats criminels, qui succédaient aux jugements secrets et à ceux qui étaient faits *ritu siculo*. Dès lors la jurisprudence criminelle ne tint plus de l'ancienne barbarie. Il n'y eut plus de cette cruauté des procédures qui voulaient trouver plus de coupables que sauver des innocents.

En 1819 on établit, ou pour mieux dire, on créa l'instruction publique. On fonda l'Université de Palerme et celle de Catane, aussi bien que les Académies de Trapani et de Messine. Il y eut partout des établissements d'écoles primaires, comme des sociétés d'encouragements. La nouvelle organisation judiciaire fit bientôt éclore une classe nombreuse adonnée au barreau dans toutes les provinces. Auparavant elle n'était riche et considérée qu'à Palerme. Les magistrats en nombre très-limité auparavant devinrent nombreux et bientôt éclairés dans les nouvelles lois et très-considérés. Les propriétaires appelés aux conseils provinciaux prenaient une part intéressante à l'administration publique. Ce qui prouve que ces institutions y poussaient des racines profondes, c'est que la Sicile n'eut jamais autant d'écrivains qu'ils ne s'en montra depuis cette époque.

Les bonnes lois et les réformes administratives se succédaient avec rapidité. La féodalité abolie, on declara que dans les biens jadis féodeaux on aurait succédé selon le code civil. On déclarait aussi que les biens allodiaux et les patronages représentés par les églises, aussi bien que les bénéfices de toute nature devaient être considérés comme des droits féodeaux. On ordonna la division des biens communeaux, en y faisant disparaître toute promiscuité de droits sur les terres. Tous les péages de nature féodale étaient supprimés. Il ne restait que ceux qui étaient nécessaires à l'entretien de quelque route. On venait de publier ensuite de bonnes lois sur l'économie des bois; on établissait des conseils pour toute oeuvre de bienfaisan-

ce; on abolissait les anciens droits de justice, et à leur place on établissait l'enregistrement des actes. L'établissement de la conservation des hypotèques date de la même époque. Ni à ces seuls bienfaits se bornait la sollicitude du gouvernement.

C'est ainsi que la Sicile, qui pendant un quart de siècle avait été éloignée du centre de toutes les résistances, disposée au respect des lois, avait enfin recueilli par la réunion avec Naples tous les bienfaits de la révolution française sans en éprouver les orages. Cependant il y eut une difference marquée entre les deux parties du royaume à la publication des mêmes lois. La partie continentale était elle plus civilisée, ou se trouvait-elle dans une situation politique plus favorable ? Le Continent napolitain en 1806 venait à peine de sortir d' une guerre civile très-sanglante et d' une première invasion. La noblesse y était impuissante, la populace effrénée; d' où s'en suivirent des révolutions nouvelles et des nouveaux supplices. Le blocus continental vint tout à coup détruire toutes les ressources de l'agriculture. Le commerce disparut. On se mit à accabler de vexations ruineuses un peuple à qui les insurrections et la conscription venaient d'énlever les bras. Les nouvelles lois n'avaient aucun gage de stabilité. Cependant ce fut l'époque dans laquelle on fit l'essai des meilleures et des plus grandes réformes. La Sicile au contraire, où s'étaient écoulés dix ans de la plus grande prospérité, reçut en 1817 les nouvelles lois avec froideur et méfiance.

Chaque réforme blesse les intérêts particuliers, et on

ne touche pas même sans danger à de vielles habitudes. La classe intermédiaire était à Naples déjà riche et influente. Elle avait préparé la réforme des lois, les avait accueillies, et les soutenait. En Sicile une telle classe venait à peine d'éclore, et la classe la plus influente c'était encore la noblesse. La féodalité, qui à Naples avait été ébranlée, même avant l'invasion des Français, en Sicile était encore puissante. Cependant la noblesse napolitaine avait été regardée comme ennemie des réformes, tandis qu'en Sicile elle était regardée comme l'instrument de la révolution de 1812. À Naples elle avait été dépouillée; en Sicile l'on était porté à croire qu'elle s'était dépossédée, elle-même, par un acte qui n'était que la parodie de la déclaration de la noblesse française de 1789. Sur le continent du royame la lutte engagée entre les institutions de 1734 avec celles créés en 1799, s'était terminée par la victoire des premières. Dans l'île le choc entre les ordres anciens et les nouveaux en 1812 avait produit le triomphe des seconds. Des changements arrivés sur le continent ils s'ensuivirent des misères et des désastres cruels; des événements de l'île, il lui vint une prosperité inattendue. À vrai dire, ce fut la conséquence de la situation contemporaine des autres états d'Europe. Mais le peuple ne cherche pas les causes, il se souvient des effets.

A Naples donc le peuple, soit passion politique, soit crainte de l'avenir, se montra intéressé au maintien des nouvelles lois. En Sicile, n'y ayant ces raisons, le peuple était affligé de voir manquer la prospérité du temps de l'occupation anglaise. Ainsi il regardait les nouvelles

lois comme impuissantes à lui rendre le bonheur passé. Ceux mêmes, au profit desquels les réformes semblaient devoir tourner, étaient mécontents. La conscription et les levées des soldats que le peuple voyait en perspective, soulevait sa colère. Le Sicilien, nous l'avons dit, naît dans l'opposition, et un éclair de vérité viendrait à l'illuminer tout à coup, que je ne sais quel absurde point d'honneur l'engagerait à persister dans son erreur. La révolution de 1820 le souleva donc avec facilité. La populace qui aime le passé, la classe moyenne qui vit de l'avenir, la noblesse qui se fonde sur le passé et cherche à s'agrandir avec l'avenir s'entendirent à l'instant. La noblesse surtout avait observé avec effroi, que sa générosité impromptue de 1812 se trouvait changée en obligation par le code civil. Et ne se tenant pas contente des faveurs de la Cour, craignait de tomber plus bas encore. Il faut ajouter qu'elle voyait arriver une révolution dont elle espérait des institutions façonnées à l'anglaise. La classe intermédiaire, quoique peu nombreuse, se tenait satisfaite d'entrer dans l'aristocratie des emplois, aidant la révolution de ses lumières et du poids de la parole. La populace toujours avide de nouveautés et des gains subits, se montra l'instrument actif d'un bouleversement politique. Cependant une division napolitaine de deux mille hommes traversa, partant de Messine, toute la Sicile. Elle fit sa jonction avec l'autre, qui débarquée à Solanto, venait de se rendre sous les remparts de Palerme. C'est là qu'une armée de six mille hommes à peu près força à capituler une ville de deux cent mille habitants.

La division temporaine de la Sicile du continent depuis 1806 avait cependant allumé entre les deux parties du royaume de Naples une haine violente. Cette haine un moment assoupie en présence de l'organisation nouvelle, s'était allumée bientôt après la révolution de 1820. C'est depuis lors que la soumission de la Sicile a soulevé l'opinion des exaltés contre les Napolitains et leurs partisans. La haine que la Sicile éprouvait pour Naples, elle l'avait inspirée elle-même en 1815. Mais à Naples elle était éteinte, en Sicile et surtout à Palerme, elle survivait toute entière et la remplissait de ressentiment pour le passé et de vengeance pour l'avenir.

Toutefois, à partir de l'occupation de Palerme en 1820, l'ordre se rétablit dans l'île, et on vit renaître la prospérité dont elle avait joui avant la révolution. Mais les bienfaits les plus grands elle les doit évidemment au règne de Ferdinand II. Pour en mieux juger l'ensemble, jetons successivement un coup d'oeil sur les différentes branches de l'administration. Ce sont des questions qu'il importerait de creuser à fond, mais le temps manque seulement pour les explorer. Je me bornerai donc à appeler l'attention sur l'ensemble des lois et des institutions qui gouvernaient la Sicile avant la révolution de janvier 1848.

CHAPITRE VI.

Gouvernement du Marquis de la Favare. — Administration de la Sicile.— État des finances, travaux législatifs et administratifs après l'avénement de Ferdinand II. — Communications, agriculture, marine marchande, industrie et commerce.

Le jeune roi monta sur le trône, et on peut dire sans exagération, qu'il était difficile d'y monter dans des circonstances plus critiques. Mais il y monta avec des résolutions méditées et avec l'amour sincère du bien. Un coeur libre de toute passion devait lui faciliter toutes les études. À la pénétration, au discernement il joint une mémoire fort vaste. Il doit à la nature un sens exquis, et de tous ses conseillers le plus sûr est toujours son propre tact. Jamais une volonté ne fut plus constante que celle de Ferdinand II.

Il avait donné et exécuté l'amnistie la plus large; et puisque les adversaires de son gouvernement avaient ajourné en public des desseins dont ils désespéraient en secret, il montra bientôt une intelligente sollicitude pour des intérêts jusqu'alors négligés. Le jeune roi n'a point songé à changer radicalement et en un jour les

conditions de l'état général de son royaume. Il n'a jamais cherché le bruit et la gloire des réformes éclatantes. Les peuples donnent aux réformes une grandeur qui se mesure plus à la force de l'imagination et des impressions, qu'ils en reçoivent, qu'à l'importance des résultats politiques. Mais ceux qui n'imaginent pas qu'il dépend d'aucune réforme, d'aucune révolution d'apporter aux peuples la réalisation des souhaits chimériques, n'hésiteront pas à reconnaître que la Sicile n'a respiré et n'a connu les bienfaits de la paix et de la justice que depuis l'avénement de Ferdinand II.

Après les troubles qui avaient mis le trône en danger sous les règnes précedents, on avait fait donner la vice-royauté de la Sicile au Marquis Ugo de la Favare. Ce vice-roi, dont les flatteurs ont dit tant de bien, pendant qu'il était tout-puissant, et les ennemis tant de mal, après sa disgrâce, était parvenu à fonder une administration, qui inspirait de la crainte, si elle n'inspira que peu de respect. Il n'y eut plus de factions dans le peuple sous son gouvernement, et on n'osa rien entreprendre. Mais la Sicile languissait, les villes étaient sans police, les chemins impraticables et infestés de brigands. Ces déréglements étaient de ces maladies du corps politique, qui pouvaient le détruire. On devait se hâter de les réformer. Mais le vice-roi n'avait pas de grandes vues, et quand même il avait pu les concevoir, il n'aurait pu les remplir. Il eût fallu une autorité plus respectée, des finances en bon ordre, une bonne armée; et tout cela manquait. Il était fort, mais hautain et capricieux. Les

employés du gouvernement et les gentilshommes pauvres s'attachaient par crainte à lui, très-peu au roi, et encore moins à l'état. Le jeune roi à son avénement à la couronne, voulant venir à bout sans obstacles des réformes nécessaires à la Sicile, commença par en ôter le gouvernement au Marquis de la Favare.

Si une administration est plus parfaite, qu'elle est moins compliquée, celle de la Sicile pouvait être considérée comme telle. Nous avons déjà dit qu'on avait procédé à une meilleure division territoriale. Aux gouverneurs, ou capitains locaux de l'ancien système on avait substitué les juges d'arrondissement. Un Intendent par province, des Sous-intendents par district, et des Maires avec des municipalités dans chaque commune, furent chargés uniquement des fonctions administratives et de la police de la Sicile. Les conseils des districts et les conseils généraux des provinces avaient le droit de porter au pied du trône des réclamations et des demandes, et d'appeler ainsi l'attention du gouvernement sur des changements et des améliorations à faire pour la prospérité de leurs provinces. Ils avaient encore un droit tout-à-fait démocratique, celui de censure de la conduite des fonctionnaires publics. Ils étaient certains d'être écoutés quand ils parlaient le langage de la justice, et n'étaient pas animés d'autre passion, que celle du bien public.

L'administration de la justice, qui est un besoin de la civilisation, avait été longtemps négligée. Par l'ancien système judiciaire, la seule ville de Palerme renfermait

tous les tribunaux. La multiplicité des juridictions établies à diverses époques en rendait l'administration compliquée. Il y avait des classes entières qui jouissaient du privilége de *forum* privé. Or toutes les distinctions avaient été abolies par les nouvelles lois. Les juges d'arrondissement formaient le premier degré de juridiction. Chaque province eut un tribunal de première instance et une Cour criminelle, et trois Cours d'appel siégèrent dans les chefs-lieux de Palerme, de Catane et de Messine. Une Cour de Cassation résidait à Palerme.

Les tribunaux étaient indépendants de l'administration civile, comme celle-ci l'était de l'influence des tribunaux. Ainsi les provinces eurent leur administration et leur représentation propres. Ce système donnait une existence aux villes les plus importantes, en appelant dans leur sein les hommes à talents, les propriétaires, les industriels et un grand nombre d'employés.

Le roi avait appris, étant encore prince héréditaire, que l'économie est la première condition d'un règne heureux. Ainsi, à peine sur le trône, il rétablit dans toutes les branches de l'administration une économie non pas sévère, mais sage. Il profitait de la paix pour refaire le trésor dévoré par la révolution et l'occupation militaire des Autrichiens. N'étant de bonne heure étranger à aucun genre de travail, ne craignait ni de détruire, ni de créer pour fermer des plaies profondes, ou raviver la prospérité publique.

La Sicile avait besoin d'un gouvernement actif qui sût aider à la nature, et ce ne fut pas une mine que

l'impéritie laissa languir. L'administration ne s'y trouvait pas en 1831 dans un désordre affreux ; mais elle n'y était intelligente à la fois et forte. Il était urgent de porter remède à un tel état de choses. Les finances étaient embarrassées. Il fallait commencer par arrêter les abus et les pillages qui étaient énormes. Le roi montra une volonté bien prononcée à améliorer la position financière du pays. L'économie bien entendue est une des plus solides garanties du crédit public. Bientôt la dépense des ministères fut commandée sous la désignation de budgets, avec les annotations propres à éclairer l'emploi des déniers publics. C'était un aperçu des dépenses à faire pour chaque département ministeriel. Le roi voulut qu'il fournit un des principaux aliments aux discussions de la Consulte d'état. Le roi soutenait (chose dont il y a bien des témoins) avec une sagacité merveilleuse les réformes les plus raisonnables, comme si les finances avaient été l'études de sa jeunesse. Avec les vrais principes de la matière, il fit bientôt que les dépenses ne dépassassent jamais les moyens, et surtout qu'ils ne fussent employés à des futiles dissipations. Il mit au premier rang des dépenses le paiement de la dette publique. Bientôt une administration éclairée facilita les contribuables, dans l'acquittement des charges qui leur étaient imposées, les moyens employés pour le dégrèvement de la dette. À cet effet le cadastre sur lequel était assis l'impôt direct, n'avait été qu'ébauché. Il demandait une révision nécessaire à l'équilibre et au moyen équitable de perception. Le gouvernement, par or-

dre du roi, s'occupa bientôt sérieusement de cette révision.

En observant dans toutes les ramifications du corps administratif la plus stricte économie, on parvint à établir l'équilibre entre la recette et la dépense. Avec cette exactitude et beaucoup de vues étendues, il trouva des ressources promptes et immenses. De sorte qu'après quelques années, il lui fut permis de soulager les populations de la Sicile, en allégeant la contribution foncière, l'impôt sur les souffres, sur le sel et sur l'amurgue. Selon le calcul de notre T. Lowe nous payons chez-nous en contributions 68 francs et 75 centimes par tête, la Sicile n'en payait que dix francs seulement. Néanmoins on réduisit même une partie de l'impôt de mouture, qui sans être agravant, est en même temps le plus productif. On abolit le privilége du tabac, on rabaissa le tarif de la poste aux lettres, et elle rapporta au trésor public, comme il est arrivé partout, plus que ne rapportait le tarif plus élevé. Ainsi on peut dire que les finances de la Sicile en 1848 étaient à flot.

Le roi s'occupant sans cesse de faire de toutes les parties du royaume un tout régulier, des nouvelles lois ordonnèrent un rigoureux examen pour l'abolition totale des droits féodeaux, s'ils en existaient encore. On préscrivait la révision de toutes les oeuvres de bienfaisance publique; on ordonnait la division de toute promiscuité des droits entre les ex-féodataires et les communautés. C'était frapper encore le féodalisme au coeur. On régularisa les registres de l'état civil, qui avaient été

détruits après la révolution de 1820. On organisa une Garde citoyenne partout. On ne s'occupait pas moins des avantages matériaux. Les villes comme Palerme, Messine, Catane, Trapani, Noto se poliçaient et s'embellissaient. On entreprenait, on faisait des essais d'éclairage à gaz à Palerme et Messine; on y établissait le service des pompes pour les incendies. On institua un Conseil édilice pour la beauté et l'égalité des édifices. Les riches furent obligés de bâtir des maisons régulières, le gouvernement bâtit des édifices publics très-beaux, comme le palais des Finances et les prisons de Palerme. On forma des établissements de bains minéraux et des lazarets. Il y eut un quartier de la ville de Messine qui sembla bâti par la baguette d'une fée. En même temps que ces travaux embellissaient les villes, ils prouvaient le zèle et les tendances de la civilisation du gouvernement.

Le délabrement des routes était extrême. Le roi avait ordonné un ample examen des questions qui regardaient ce pressant besoin. Bientôt les grands chemins, jusqu'alors impraticables, ne furent plus négligés. En rétablissant les anciens, on songeait à en construire des nouveaux. Le roi ordonna une ample grille des routes principales, dont la Sicile manquait absolument. Le roi se chargeait de tout en affectant des fonds à des dépenses aussi nécessaires. On bâtit des ponts superbes, on en projeta en fer; et c'est par de tels soins qu'en 1848 les routes pour la communication intérieure de la Sicile étaient presque toutes achevées. Le roi avait fait réorganiser le service des postes, qui était fait auparavant en

bonne partie à dos de mulets. Il encouragea et peu après organisa le service des bateaux à vapeur. De sorte que les communications jadis très-restreintes et très-difficiles devinrent en Sicile égales à celles de bien des États de l'Italie, et même supérieures à celles de beaucoup d'entre eux.

Le bien qui jamais ne s'achève, se faisait d'année en année. L'école des sourds et muets était parfaite à Palerme ; on s'occupait de celle des aveugles. La maison des fous et le service des enfants-trouvés se ressentaient aussi de la protection du gouvernement. Toutes ces fondations doivent au règne de Ferdinand II leur naissance ou leur perfectionnement. On doit à l'empressement que le roi a pour les choses utiles l'établissement des Archives générales pour les intérêts de l'histoire. On créa pour les besoins de la justice une Cour criminelle à Palerme, et une Surintendance générale des prisons. On en construisit de nouvelles, abolissant celles qui étaient un reste du despotisme féodal, et dignes de la barbarie du temps où elles avaient été formées. Surtout on construisit le magnifique établissement des prisons de Palerme, qui devait servir au premier essai de système pénitentiaire. S'il est vrai, comme A. Smith l'a supposé, que la misère de l'Espagne et du Portugal résultait par dessus-tout de l'administration irrégulière et partiale de la justice, le sort de la Sicile était assuré, car la justice y était prompte, peu coûteuse et équitablement rendue. Elle y était aussi humaine parce qu'avant tout le code est équitable et modéré dans les peines qu'il prononce. Dans les cas très-rares de mort, le

roi tempérait toujours la rigueur des lois. Tout se ressentait de la douceur de son règne.

Pendant que la Sicile commençait à prendre ainsi une nouvelle forme d'administration, on considérait, il est vrai, partout la culture des terres comme le premier bien. On a répété jusqu'à satiété que la Sicile fut jadis le grenier de l'Italie. Mais elle était alors beaucoup plus peuplée qu'elle ne l'est à présent. Il est toujours vrai, que les intérêts de l'agriculture avaient été, jusqu'au dernier temps, sacrifiés à la force presqu'invincible des préjugés et de l'habitude. Les campagnes étaient dépeuplées, car les bras y manquent encore. Des terres avides de produire ne demandaient qu'à être mieux exploitées. Le malaise, par la barbarie des lois, la paresse et l'incurie des paysans, était réel.

Avec les nouvelles lois l'abolition des droits féodeaux eut en Sicile, comme partout, des résultats inébranlables. Si les progrès dans les sciences agricoles et industrielles n'avaient pas répondu entièrement à ce qu'on en pouvait attendre, c'est qu'il manqua le temps nécessaire. La propriété cependant, étant plus divisée, beaucoup de propriétaires, dont se recrutait la classe intermédiaire, devaient concourir avec les soins du gouvernement à l'effet de favoriser l'agriculture. Ainsi on établissait partout des monts frumentaires, des jardins de plantes à Palerme, des jardins expérimentaux d'agriculture surtout à Messine. On faisait de sages projets pour étendre la culture des plaines, on défrichait des terres du Phare à Messine, on ouvrait des canaux d'irrigation,

on ordonnait des écluses et des digues, surtout au Simète, on rectifiait le lit des rivières. Il y a peu d'années que le roi ordonna la colonisation de l'île de Lampéduse, et la colonie est déjà dans un états très-florissant. Il fonda aussi de nouvelles bourgades, fit établir des haras armentaires et des dépôts d'étalons Anglais et Andalous. Les poids et les mesures furent fixés et rendus uniformes aussi que les autres lois. Cette uniformité avait été longtemps désirée, mais inutilement. On fit en même temps des règlements très-sages de police rurale, et avec l'accroissement des bourgades et de population, on délivrait les grandes villes de la foule odieuse de ces mendiants, qui n'ont d'autre métier qu'importuner. Le roi enfin ordonna des encouragements, et décerna des médailles en or aux paysans qui se distinguaient dans l'usage des instruments agraires. Ces soins paternels ne tardèrent pas à faire développer l'énergie productive des campagnes. La condition économique fut bientôt favorisée par d'abondantes récoltes de blés, d'huile, et par l'introduction de la plantation du mûrier. Le développement progressif de l'agriculture fut bientôt aussi favorisé par l'amélioration des terres, due aux partages emphytéotiques des terres episcopales. Elle fut due aussi au commerce, à l'industrie, à l'ouverture de tant de routes et à la communication par les bateaux à vapeur. Les routes créèrent aussi la valeur des forêts.

C'est ainsi que le bonheur des paysans fut l'oeuvre du gouvernement. Le sort des habitants des campagnes est une partie essentielle de l'économie politique. Aussi ils

ne furent plus inutilement laborieux, et les commodités de la vie ne leur furent plus ignorées. Par le désir d'améliorer le sort de cette classe, comme nous l'avons déjà dit, on réduisit en partie l'impôt de mouture, et on le supprima dans les campagnes ravagées par l'ouragan ou dans le temps de disette. C'est ainsi que s'ils ne vécurent pas par tout dans l'abondance, certainement on ne voyait en Sicile ni l'oppression des paysans, ni cet accroissement de prolétaires qu'on voit en Irlande. Nous refusons à faire le tableau des souffrances actuelles de cette partie de l'Empire britannique. Il serait aujourd'hui plus effrayant que celui qu'en fit autrefois notre H. D. Inglis. C'est un épouventable état moral et phisique que celui d'un pays où les paysans se disputent la plus vile nourriture. Et nous ne disons pas que dans la comparaison de l'état des deux îles l'avantage soit entièrement pour la Sicile; car il n'y a pas de comparaison entre l'aisance et une détresse désespérante. Et si on avait observé que le naufrage a été universel en Irlande où tout a indistinctement péri, on aurait evité que le blâme qu'on voulait faire tomber sur le gouvernement napolitain, devint le partage du nôtre.

C'est ainsi qu'en étendant la navigation, avec le crédit qui était l'oeuvre du gouvernement, en augmentant les fabriques, et donnant une plus grande valeur aux produits et leur offrant de nouveaux débouchés, le commerce maritime naquit en Sicile. Bientôt encore il prit une nouvelle face, et devint non pas ce qu'il pouvait être, mais ce qu'il n'avait jamais été.

Les abus et les entraves qui s'opposaient au développement et à la prospérité du commerce intérieur, et contre lesquels s'élevèrent à l'envi les économistes du siècle dernier, étaient disparus, grâce aux lois nouvelles. Les maîtrises, les jurandes, les corporations et les droits qu'on percevait de province à province étaient abolis avec le privilége qui les avait faits naître. Pour le commerce extérieur, il était presque tombé entièrement avant l'avénement de Ferdinand II. Il le fit renaître. On vit bientôt des règlements dressés, autant que possible, pour le plus grand avantage de la Sicile. On organisa mieux le dégrèvement de la dette, on augmenta la chambre des comptes, on institua la caisse d'escompte, on établit les caisses d'épargnes dans plusieurs villes, et la Bourse de Palerme et celle de Messine. On ordonna la suppression des droits, aux quels était sujet le petit commerce, et de l'enregistrement des matelots. On abolit, comme nous l'avons déjà annoncé, l'impôt sur l'extraction du souffre, de l'huile et de l'amurgue. On réforma enfin le tarif onéreux de 1802 pour le port de Messine. C'est ainsi qu'on multiplia les chances commerciales et qu'on provoqua les échanges. Des traités de commerce avec les nations les plus commerçantes étaient plus tard dûs aussi aux soins paternels du roi. L'avenir y était judicieusement prévu.

Les Français et encore plus nos Anglais faisaient par leurs vaisseaux presque tout le commerce de la Sicile, chargeant dans les ports siciliens les denrées, et les distribuant dans l'Europe. On était obligé de passer par

leurs mains et de leur laisser tout l'avantage du commerce. Ils faisaient des profits considérables. Il existait un traité avec l'Angleterre, la France et l'Espagne, par lequel les marchandises provenant de ces pays, et également couvertes de leurs pavillons respectifs, jouissaient de la remise du dix pour cent sur le droit dont elles se trouvaient gravées à leur entrée. Ce traité signé en 1816, après la paix générale, avait abîmé la marine marchande de Naples et produit à la finance une perte annuelle de trente-cinq mille livres sterlings, à peu près. On avait déjà remédié à cet inconvenient par une loi en 1826, qui en avait diminué les facheux effets. Mais le roi accorda ensuite le même privilége à son pavillon, qui se trouva ainsi mieux partagé. Pour encourager les marins aux voyages de long-cours, il fut décrété, que ceux au de là de l'équateur vaudraient aux armateurs une prime de trente pour cent, et de vingt pour les marchandises importées de la Baltique.

Le commerce Sicilien s'était soutenu par ses vins, son sel, ses blés, lorsqu'on se donnait de sanglantes batailles et le fer décidait tout. Maintenant les rapports commerciaux, qu'une longue paix et les traités avaient créés, allaient chaque jour se développant avec une incroyable rapidité. Le roi assignait toujours des primes pour les exportations sous le pavillon Sicilien, exemptait ses sujets toujours plus des impôts et donnait toutes les facilités de transporter eux-mêmes les marchandises à moins de frais. Il est si vrai que le nombre des négotiants s'était accru comme de un à trois. Après A. Smith on ne peut repro-

duire l'idée de la balance du commerce, car c'est une vieillerie usée. Mais l'inventaire c'est la base de tout calcul. Ainsi nous devons remarquer une diminution des importations, et un accroissement des exportations de la Sicile de 1835 à 1839. Par les chiffres des exportations on voit qu'elles dépassaient de beaucoup les importations. Les unes furent pour 4, 406, 174 de livres sterlings, dont 3, 551, 360 seulement de souffres, de soies et de vins; et les autres pour 2,315,971. À cet effet le roi décernait des récompenses à ceux qui faisaient construire des bâtiments dans les ports de l'île. On devait en même temps à la bienfaisance du monarque la construction du port magnifique de Catane, qui coûte déjà soixante mille livres sterlings, l'accomplissement de celui de Marsale, l'entreprise de celui de Mazara, la construction du mole de Terranova et la restauration de celui de Girgenti. On établissait partout des phares; des phares à éclipses et selon le système de Fresnel.

La marine marchande ainsi protégée ne tarda pas à se développer et à prendre rang dans la Méditerranée. Témoin le nombre des bâtiments qui était en 1840 décuplé, et les longs voyages que quelques capitaines entreprirent dans l'océan, et jusqu'à Batavie et Sumatre. Ainsi on vit flotter le pavillon sicilien dans le nord et dans l'autre hémisphère. Après l'impulsion donnée à la marine marchande on introduisit la navigation à vapeur, qui fit des progrès graduels et surprenants. Ce sont de tels soins qui éternisent la mémoire d'un souverain.

La Sicile enfin tirait du commerce de cabotage avec

le continent napolitain, dans toutes ses branches, un profit annuel très-considérable.

Avant l'avénement de Ferdinand II il y avait beaucoup de capitaux en Sicile, mais ils restaient enfouis, faute de papiers de circulation, de billets de Banques ou d'effets d'emprunts. Il y avait peu de villes où circulaient des lettres de change. On créa les Banques de Palerme et de Messine. La somme du numéraire qui était dans les caisses de ces Banques, pour le compte des particuliers, était représentée par des polices qui avaient cours dans tout le royaume. Il est vrai que le déclin des foires, qu'on peut considérer comme les entrepôts des pays de la Méditerranées, annonce la prospérité du commerce. Mais jusqu'à ce que la multiplicité des routes et la navigation à vapeur, leur eussent apporté une atteinte nécessaire et bienfaisante, il fallait les encourager. Le roi n'y manqua pas: l'ésprit d'entreprise et l'amour du gain auraient entraîné le reste.

Une grande révolution s'est faite dans le monde industriel depuis soixante ans. À présent point de préjugés qui flétrissent le travail, les capitaux des riches, activés par le crédit, ne sont plus repoussés par les lois sur l'usure. Les savans travaillent à faire que la science féconde la production. Il est étonnant la rapidité avec laquelle des découvertes industrielles sont imitées partout. Dans ce mouvement général de la société, qui dirige tous les hommes vers une amélioration morale et physique, la Sicile était toutefois restée sans industrie jusqu'à nos jours. L'industrie fut excitée par le jeune roi. Bientôt la fondation des

factories du coton et de laine de Trapani, de papier et de draps à Palerme, d'étoffes de soie à Catane, de mousselines à Messine grandissaient rapidement. Auparavant on tirait la plupart de ces articles de France et d'autres pays étrangers. En rendant les industries siciliennes moins dépendantes de l'étranger, le mouvement était donné: on devait seulement ne pas se roidir contre la force irrésistible des choses. Les tanneries de Palerme et de Messine fournissent déjà des cuirs qui ne le cèdent en rien, pour la qualité, aux plus beaux cuirs de France, de Suisse et d'Allemagne. Dernièrement une grande prospérité se répandait autour d'elles. Les manufactures de soie perfectionnées produisaient à Catane un commerce très-étendu et florissant. On ne voyait aucune branche d'industrie, contribuant au bien être de la Sicile qui fût négligée, et toutes étaient l'objet de la constante sollicitude du roi. Il ordonnait des expositions des produits des manufactures; il encouragea des fonderies en fer, qui s'occupaient surtout des pièces nécessaires à la mécanique et des instruments aratoires. Il avançait aux manufacturiers des sommes pour les encourager; il décernait des récompenses aux inventions, il accordait des décorations à ceux qui y excellaient. À varier l'industrie, à changer l'emploi des capitaux, on était certain de trouver dans le roi bienveillance et protection. C'est ainsi que les manufactures étant secourues par des hommes qui peuvent consommer leur temps aux travaux qui font le charme de la vie, augmentaient tous les jours. Le moyen ordre s'enrichissait par l'industrie, qui ouvrait plusieurs chemins, qui ne se connaissaient

pas il y a vingt ans. On remarquait aisément un mouvement continuel dans tous les moyens d'industrie qui doublait la richesse nationale.

C'est ainsi que les intérêts matériaux du pays formaient l'objet des méditations du roi. L'industrie, le commerce et l'agriculture ont ainsi en Sicile presque toujours marché de front. On en faisait la base de l'administration. Grâce à ces soins, on remit dans le public tous ces trésors enfouis pendant des années, et la circulation du numéraire s'accrut avec le calme et la sécurité. Autrefois le dernier de tant d'ouvrages faits par un monarque aurait suffit seul pour faire bénir son règne. Mais les opinions des hommes dépendent des temps, des lieux et des circonstances.

CHAPITRE VII.

Réformes, instruction et établissement d'éducation publique. — État des sciences, des lettres et des arts. — Armée et marine royale. — Voyages annuaires du roi en Sicile. — Promiscuité des emplois.

Des moyens précieux d'instruction s'étaient établis chez les Siciliens. Toutes les parties de la société en trouvaient une conforme à l'esprit du siècle et en harmonie avec l'intérêt général. La vérité oblige de dire qu'en Sicile le défaut des lumières fomentait encore en 1830 des superstitions populaires et dans la populace une dureté farouche et des moeurs féroces. Un esprit de discorde possédait presque toutes les communautés. On se disputait tout. Il n'y avait pas jusque aux paroisses, qui n'en vinssent aux mains. Les processions se battaient les unes contre les autres pour l'honneur de leurs bannières. Mais le roi, appelé sur le trône de ses ancêtres, s'occupa de l'instruction publique, et un esprit éclairé s'étendit bientôt dans presque toutes les conditions.

La marche suivie depuis ce temps en matière d'instruction publique, c'était qu'elle serait donnée à tous pour les perfectionner, au petit nombre comme moyen de

fortune. Tous étaient indistinctement appelés à prendre quelque part au festin de l'intelligence. Cependant quelques uns seulement plus favorisés par la fortune, trouvaient le loisir et l'émulation nécessaires à développer les hautes facultés de l'ame et de l'ésprit. Pour atteindre ce but, on multipliait les écoles primaires et secondaires partout; et on adoptait les méthodes, celle de Lancaster comprise, qui abrègent et rendent plus facile l'enseignement. On ouvrait des séminaires destinés à fournir aux besoins du culte, et on vit bientôt s'accroître dans les écoles, les pensionnats et tous les établissements de cette nature, le nombre de ceux qui par leurs moyens personnels vont chercher dans les études une vie meilleure.

Le roi fondait en même temps l'Université de Messine, organisa mieux celle de Catane, créa des Académies et des Licées. Il fit établir un institut d'encouragement des arts et métiers et d'agriculture à Palerme, et des sociétés économiques dans les provinces. Dans l'Université de Palerme on créa une chaire de chimie appliquée aux arts, celle d'algèbre et celle de droit pénal; on enrichit l'université de Catane des chaires d'économie politique, d'agronomie et de médecine judiciaire; et celle de Messine des leçons de médecine clinique, de minéralogie, d'agronomie et de droit criminel. Le Licée de Trapani et l'Académie des études de Siracuse furent également enrichis.

Le gouvernement prit les mesures nécessaires et créa bientôt des écoles de navigation à Palerme, à Messine

et à Trapani. Ces écoles recevaient et faisaient participer à l'instruction qu'elles donnaient, un grand nombre d'élèves entrant par les examens. On les pourvut des machines et des instruments qu'on tirait de l'étranger. Et comme une des grandes attentions du roi fut d'animer cette émulation, sans laquelle tout languit, on permit aux pilotes de ces écoles de concourir aux places de la marine royale. On donna une meilleure organisation à l'ancien collége de Catane; on y en fonda un autre pour les demoiselles nobles, et dans la province un troisième pour les bourgeoises. On créa un institut d'arts et métiers, et on prenait des mesures pour qu'il y eût un gymnase du même genre dans chaque province.

À répandre l'instruction des sciences physiques et mathématiques, de la chimie et des arts graphiques, il y avait à Naples le collége militaire, qui a pour objet spécial de former des sujets pour l'artillerie et le génie, l'école des Ponts et chaussées et d'autres services publics, et l'académie royale de Marine. L'état y est d'autant mieux servi, que l'instruction y est plus forte et les examens, soit pour l'admission, soit pour la sortie, plus rigoureux. On forma un institut de jurisprudence près les colléges judiciaires, et un autre de diplomatie, où l'on appelait les candidats siciliens qui étaient destinés par examen à la magistrature et aux dépendances du ministère des affaires étrangères.

On ne protégeait pas avec moins de soin les applications utiles des sciences aux besoins de l'humanité. Des écoles cliniques et de chirurgie étaient établies dans tous

les hôpitaux, dont on augmenta la dotation. On réorganisa le *Protomédicat* de Palerme, on y donna le nom de royale à l'académie de médecine, on y établit l'institut vétérinaire, en tirant les élèves qui s'y signalaient pour les places de l'établissement du même genre qui est à Naples. On y fonda enfin un institut de vaccination pour la salutaire pratique de notre Jenner. On ouvrait les écoles supérieures indistinctement à tous les jeunes gens qui justifiaient des connaissances nécessaires pour y être admis.

Comme le roi voyait à chaque instant naître et partout de nouveaux besoins intellectuels, il décréta une Direction générale de statistique à Palerme, avec des directions dépendantes dans les provinces. Il fit présent à l'Université de Palerme d'une pinacoteque qui était toute de sa propriété, et de tous les exemplaires doubles du muséum royal de Naples. Il fit rabaisser l'impôt sur l'introduction des livres étrangers, ordonna des bibliothèques publiques dans chaque Commune, encouragea l'achat des machines étrangères pour les établissements publics. Le roi ne refusait jamais des encouragements aux lettres, aux sciences, aux arts, et des souscriptions aux ouvrages de littérature.

On se contentera de remarquer ici, qu'on ne doit pas de nos jours s'imaginer que l'Italie soit dans les beaux arts aussi florissante, qu'elle était au seizième siècle, lorsque tant de princes entretenaient à l'envi dans leurs cours la magnificence et la politesse. D'autant moins en Sicile. Néanmoins les beaux arts y florissaient à la fois.

On élevait des théâtres superbes à Messine et à Trapani, on bâtit un petit théâtre pour la musique à Palerme, on agrandissait et on embellissait la fameuse fontaine d'Aretuse, on restaurait les antiques de Girgenti, de Selinunte, de Taormine et de Segeste. On donnait au peuple des spectacles et des fêtes magnifiques. Le roi fit réorganiser le collége de musique à Palerme, donna de fréquentes commissions aux artistes, et bientôt les villes principales eurent des ouvrages de sculpture distingués. On sépara l'étude du dessein de celui de la gravure dans l'académie des arts à Messine; on tirait les plus habiles et les plus laborieux des élèves siciliens pour les envoyer à Rome. On envoyait aussi des jeunes gens dans les pays étrangers s'instruire de quelque spécialité, et il en vint même à Londre.

C'est ainsi que l'instruction gagna bientôt en superficie et les esprits devenaient toujours plus déliés, là même où ils ne devenaient plus éclairés. Quoique les Siciliens ne soyent pas des esprits patients et laborieux, il y eut bientôt des savans, qui s'occupèrent avec succès des sciences naturelles. Les sciences médicales faisaient des progrès rapides. Les lettres, et surtout la poésie, étaient cultivées par des écrivains distingués. Des journaux littéraires et de sciences morales, ce genre d'ouvrages dont l'Europe est aujourd'hui remplie, s'établissaient partout par l'encouragement du gouvernement. Et si la librairie peut servir à constater les progrès d'un peuple, on voit qu'il fut imprimé plus de livres dans les derniers dixhuit ans, que depuis le commencement du siècle.

L'instruction affectait la societé sicilienne d'une manière toujours plus pénétrante et avec des suites plus immédiates et plus marquées. Ceux qui ont examiné cette matière avec des yeux aussi sévères qu'attentifs, ne peuvent nier que cette fécondité, quoique tardive, était l'ouvrage du roi. Les terres qui font naître tant de fruits doivent avoir été longtemps préparées auparavant.

Au milieu de tant de soins, et tandis qu'on signalait comme on a vu, par les sciences, le commerce et les arts, le roi voulait tenir les rênes de son royaume d'une main encore plus forte. Il connaissait que son gouvernement avait été presque toujours sans crédit parmi les nations étrangères. Il s'appliqua donc à refaire son armée. Il améliora la milice, il eut la satisfaction de voir sa marine plus florissante qu'elle n'avait jamais été, tant pour le nombre des vaisseaux, que par la manière dont ils sont équipés. Il mit les places de la Sicile, et surtout Siracuse, dans le meilleur état de défense.

D'après cet exposé rapide, peut-on dire que les Siciliens ont souffert des injures et que l'injustice les a poussés à des excès coupables? La monarchie de Naples loin d'être abandonnée aux caprices de l'arbitraire et au mécontentement du peuple, ne manquait pas d'institutions capables de développer la prospérité nationale. C'est ainsi que lorsque les réformes de la Prusse et ensuite d'Italie, venaient de s'annoncer, elles se voyaient établies dans le royaume de Naples dès le commencement du siècle. On fut obligé en Sicile, la révolution éclatée, d'avouer que les lois de Naples étaient au ni-

veau de la civilisation moderne. Mais on se plaisait à les taxer de stérilité, faute des hommes capables de les exécuter. Mais les hommes qui avaient gouverné la Sicile jusqu'en 1837 c'étaient des Siciliens, lesquels, dans l'intérêt du clergé et de la noblesse, avaient opposé aux lois une résistence d'inaction. Si on ne savait donc douter de la bonté des lois, il aurait fallut songer que dans le monde moral les choses n'ont de garantie que la volonté des hommes. Et quand on parle d'ordre et de justice, ça veut dire qu'il y a moins de désordre et d'injustice qu'ailleurs. N'oublions pas que la perfection n'habite pas cette terre et les exceptions sont de tous les lieux. Et je ne crois pas que chez-nous on ait oublié sitôt les *lettres de Junius,* pour ne se demander s'il existe un ordre de choses au monde où les abus ne trouvent pas moyen de se glisser. Fût-ce même sous l'empire de notre vieille constitution.

Le roi de Naples ne manquait pas de se rendre en Sicile deux fois par année, voyant, écoutant, pourvoyant de lui-même. S'il renonçait pour le moment à voir les provinces de la Sicile, il remettait à un second voyage cette partie de sa tournée annuaire. Et comme il est frugal, laborieux, et ne connait ni jeux, ni délassements, il partait pour aller vérifier lui-même l'exactitude des rapports qu'on lui adressait. Il n'en croyait jamais que ses propres yeux sur toutes choses. Il voyageait en législateur, redressant des torts administratifs, ordonnant des routes, des écluses, visitant des chantiers, des fortifications. Il n'y avait pas un, s'il croyait de son

devoir de l'éclairer sur quelque vérité importante, sur quelque abus de pouvoir, qui ne se fût fait ouvrir toutes les portes, à toutes les heures, en se présentant au château. Tout citoyen avait la liberté de lui présenter des requêtes et des projets. Le roi donnait ses audiences à toute heure, il recevait les personnes de qualité et de mérite, les unes avec honneur, les autres avec bonté. Il s'était fait une heureuse habitude de ne laisser sortir personne mécontent de sa présence, et de se rendre agréable à tous ceux qui l'approchaient. Il l'emportait par la douceur, la grâce, l'affabilité. Par sa sollicitude pleine de bienveillance pour le peuple, sa vigilance s'étendait sur tous les objets. Les moindres désordres fixaient son attention; il prévoyait, il réparait tout. Il ne voulait pour tout au monde négliger ses visites dans les départements siciliens. Certainement le roi du Piémont ne se portait pas aussi fréquemment à Gênes, ni nos rois en Irlande pour la soulager de ses misères. Il y eut un temps dans lequel un voyage de Joseph II était cause d'étonnement pour l'Europe. Maintenant les visites des princes ne sont considérées autrement que des pompes dispendieuses!

Une des choses qu'on a le plus répétées pour expliquer tout ce qu'a été mis à la charge du gouvernement napolitain, c'est que le grief le plus fondé, c'était la destination des employés napolitains en Sicile. Rien n'est si commode que ces généralités vagues, dont le commun des lecteurs ne se contente que trop aisément.

En 1822 on avait sanctionné l'acte véritable de sépa-

ration entre les deux peuples des Deux Siciles. Il était impolitique, car il affaiblissait la force du gouvernement, subversif en ce qu'il rendait en quelque manière légitime la haine des deux populations. Par cet acte on sanctionnait que les emplois en Sicile devaient être donnés aux naturels de l'île. Mais il n'y a pas d'étranger, pour peu qu'il ait été à Naples, qui n'ait été frappé de l'observation que deux tiers des ministres d'état étaient Siciliens. L'armée napolitaine était remplie d'officiers de tout grade qui étaient Siciliens. Et tandis qu'il ne manquait pas de Siciliens émployés dans toutes les branches de l'administration napolitaine, aucun Napolitain ne pouvait obtenir d'emplois en Sicile. Dernièrement la promiscuité des emplois abolie, tous le Siciliens ayant été renvoyés chez eux, il en sont revenus au nombre de plus centaines, employés des douanes la plupart. Ne trouvant pas de pain dans l'île, ils ont demandé de servir dans le continent. Et le roi a bien voulu les considérer comme faisant partie de l'armée pour ne pas les laisser mourir de faim.

On n'a qu'à feuilleter l'almanach royal de Naples pour être convaincu, que les Siciliens encombraient les administrations, les ambassades et le conseil du roi. Cependant le roi, chaque fois qu'il venait de se rendre en Sicile, était assiégé de plaintes contre les magistrats, dont la noblesse faussait les jugements. Il avait été obligé en 1835 de choisir trois consulteurs siciliens, et de les charger de parcourir la Sicile et d'observer sur les lieux mêmes la marche de l'administra-

tion et la conduite des magistrats. Ils s'étaient acquittés de la commission, en relevant les maux causés par l'inconduite des employés. On se disposait à y apporter remède, lorsqu'il survint la révolte de 1837. C'est de la fin de cette année, qu'on se détermina à envoyer en Sicile des Napolitains. Il n'eurent pas de mission politique: leur tâche était d'administrer la justice avec impartialité. Leurs instructions étaient comprises en ces mots ; *Vous devez justice à tous , vous la devez complète et sans ménagements.* Ainsi il n'y eut jamais déni de justice ou refus de publicité. À cet effet ils furent choisis entre les plus éclairés et de toute probité. Il aurait suffit de citer les tribunaux, depuis cette époque, pour réveiller les idées de droiture et d'incorruptibilité. Ce n'est pas là qu'on aurait du aller chercher les preuves de la prétendue dégradation du gouvernement en Sicile. Les magistrats étaient tous pleins d'amour et de zèle pour la justice. Et c'est dans le respect d'un peuple entier, et non pas dans des pamphlets obscurs, qu'il fallait prendre l'idée de la justice en Sicile et des hommes qui la rendaient. Dans le moment où les esprits étaient plus enflammés par la révolution, on les respecta, et ils restèrent dans l'île en toute sécurité. On n'osa pas les appeler ignorants et corrompus. Les révolutionnaires montraient en cela qu'ils pouvaient éprouver le même ressentiment, mais qu'ils avaient plus de pudeur du père Ventura.

La promiscuité des employés avait produit encore un autre avantage. Si la Sicile eût été considérée comme province et en proportion de sa population, elle n'avait

de droit qu'au quart des emplois du royaume. Cependant on établit que chaque fois qu'un Napolitain aurait été employé en Sicile, un emploi du même grade serait occupé par un Sicilien sur le continent. Les ministres siciliens qui étaient dans le conseil du roi veillaient attentivement pour que la loi eût son execution. Ce qui d'ailleurs était très-facile. Toujours est il vrai que les intérêts autant que l'amour propre en furent offensés. La noblesse, qui jouissait d'une influence marquée, les advocats, forts de leurs précédentes rélations, furent choqués d'avoir à dépendre des magistrats napolitains. Les magistrats siciliens de leur côté, qui attendaient leur fortune de Palerme, furent blessés d'être soumis au ministère de Naples. Étant appelés sur le continent, ils obtenaient tout du roi, se disant obéissans et instruments dociles de rapprochement entre les deux populations du royaume. Envers leurs compatriotes, ils s'efforçaient à se donner l'air de victimes du système Napolitain. C'est ainsi qu'ils obtenaient des faveurs du roi à Naples et de la popularité en Sicile. Plus tard plusieurs d'entre eux trempèrent dans la révolution.

Le roi priva, en grâce de la promiscuité, les provinces du continent des meilleurs fonctionnaires pour améliorer l'administration de l'île. Et puisqu' il n'entendait plus, dans ses visites annuaires, les clameurs d'autre fois, il les y laissa pendant dix ans, sans se vouloir plier d'en rappeler aucun. On forçait la Sicile à être heureuse, malgré elle, sous ces Napolitains qu'on s'est plu ensuite à mépriser.

On cherchait des hommes appartenants à toutes les opinions, pourvu que ce fussent des personnes influentes dans le pays et entourées de considération. Chaque jour on voyait partir de Sicile pour Naples des solliciteurs de places. On parlait mal à Palerme de ceux qui en obtenaient. Mais on les enviait au fond, et on était chaque jour plus empressé à les imiter. Certainement il y eut en Sicile des passions déçues et mécontentes, des ambitions destituées. Mais dans les masses, sensibles au bien véritable, il y était envers les employés napolitains de la soumission et de la reconnaissance.

Ce tableau de l'intérieur de la Sicile est imparfait, je le sens. Mais il me suffit d'avoir prouvé, que bien loin qu'il se trouva dans l'administration un principe corrupteur, la tendance vers le bien était éclairée et heureuse. Les lois de la Sicile étaient les mêmes du reste du royaume. C'étaient les mêmes lois qui avaient été apportées à Naples par les Français, et que bien d'états d'Europe soupirent encore inutilement. C'était un ordre qui assurait tous les droits, qui définissait tous les pouvoirs. L'autorité royale n'était plus avilie par des grands, qui d'une main ébranlaient le trône, et de l'autre foulaient le peuple. Égalité dans l'exercice des droits, dans les prétentions légales, devant les tribunaux, dans les impôts, dans le mode d'acquérir, de posséder et de transmettre la propriété. L'instruction généralement répandue adoucissait les moeurs, et rapprochait les diverses classes des citoyens. La classe intermédiaire allait s'accroissant chaque jour plus, et on ne s'inquiétait pas de l'origine d'un individu, de sa naissance ou de son opinion.

Le gouvernement avait réparé les routes, entrepris des communications magnifiques, rendu florissant le commerce. On avait depuis 1837 réprimé le brigandage, et parfois par des tribunaux militaires. Mais ce n'était qu'un remède passager, car le roi n'aimait pas à se servir de ces voies extraordinaires, qui sans être injustes, laissent toujours un soupçon d'injustice. La confiance se maintenant, les transactions privées, le commerce intérieur, les échanges tous les jours plus considérables avec le continent devaient suivre une progression croissante. Avec le commerce qui prenait sa plus grande activité, l'agriculture aussi était en progrès. On avait achevé l'organisation des finances, restauré le crédit, les revenus de l'état croissant à vue d'oeil, les travaux publics se développaient avec une célérité prodigieuse. Les événements mêmes servaient le roi à souhait. Un sentiment de bien-être se répendait partout, et finissait même par gagner le cercle des mécontents. C'était le bon temps de la Sicile, et le peuple comptait sur son avenir, parce qu'il avait sous les yeux son beau présent. Il pouvait dire d'avoir son guide et son pilote qui le défendait des orages et des autans. La Sicile était appelée par le roi un jour à une très-grande prospérité. Et il me semble que d'après cet aperçu, au lieu de l'appeler l'Irlande italienne, il aurait été plus juste de l'appeler la Norvège napolitaine. Contre un état social et politique qui verse sur le peuple de pareils bienfaits, c'est un crime de faire une révolution.

CHAPITRE VIII.

Situation des esprits.—Causes des révolutions depuis celle de 1789 en France.— Condition législative du royaume de Naples.— Excitations des esprits en Sicile depuis 1840. — Redoublement de haine et de mécontentement.

En voilà assez pour faire connaître, je crois, en général, que si le roi fit beaucoup pour la félicité de ses peuples, il ne faisait rien pour la puissance royale. Ainsi à l'exception d'un parti qu'un principe inflexible et des passions implacables rendaient hostile à la dynastie, on désirait généralement l'unité du royaume comme un bien suprême. Le roi de son côté avait cherché à l'établir d'abord dans les idées, dans les sentiments et dans les moeurs. Il n'avait pas cru qu'il suffirait d'une loi pour faire le travail d'un siècle.

Toutefois en présence de tant de bien ou déjà fait ou prêt à se faire, il s'élevait une opposition sourde, vive et menaçante. On pouvait accuser les Siciliens d'un mécontentement prédéterminé que rien ne devait satisfaire.

Il y avait depuis 1830 de ceux qui faisaient un travail souterrain, dont les parties saines du corps social de-

vaient être entamées par la contagion. La noblesse surtout passait sa vie dans une société qui se faisait un mérite de condamner la Cour. Ceux d'un ordre inférieur copiaient la hauteur de la noblesse. C'était une envie dominante de se faire valoir, jusqu'au ridicule, en se montrant peu sensible au bien général qu'on faisait. À Palerme on traitait le roi et les Napolitains avec un dédain superbe, tout en caressant, et en s'humiliant devant le pouvoir. C'était un étrange aveuglement, c'était un dépit qu'on ne dissimulait pas toujours. Cependant les sentiments se dissimulent d'ordinaire chez ce peuple passionné, mais défiant et soupçonneux. Il sent aujourd'hui, peut-être, tout ce que le roi fit pour le bien de la Sicile; mais en 1847 on ne le sentait pas : il travaillait pour des ingrats. Ce n'est pas, de nos jours, le défaut de bonnes lois ou de leur exécution qui produit les révolutions. La révolution française, préparée par les erreurs et les fautes des prédécesseurs de Louis XVI avait pour soi l'intérêt des populations. Les poids de la féodalité, les dîmes de l'Église, les priviléges des emplois publics et notemment ceux de l'armée, des lois au dessous de l'état des lumières du siècle, et surtout les pénales, c'étaient autant de causes qui firent éclater la révolution. Et si on dépassa les premiers voeux de 1789, qui étaient la réforme des abus, l'abolition du régime féodal, l'égalité devant la loi, l'uniformité de la justice, de l'administration et des impôts, c'est que dans les révolutions on se laisse entraîner ordinairement par des théoriciens insensés, qui dans le délire de leur orgueil

sont sans cesse excités. Et ce n'est qu'être excité encore, que d'être toujours satisfait.

Or je défie de porter de telles accusations contre les lois qui gouvernaient la Sicile. La grande lutte contre l'ancien ordre des choses, vaincue par la révolution en France, avait été vaincue par la conquête dans les divers pays de l'Europe. On l'a dit, et on ne le dira jamais assez, c'est ainsi que le royaume de Naples avait conservé le principe de l'égalité civile, la justice distributive en tout, dans la législation, dans les tribunaux, dans l'administration, dans les impôts, dans le service militaire et dans la distribution des emplois. Chacun y subit le même châtiment ou y reçoit la même récompense; tout Napolitain, comme tout Sicilien, comparait devant le même juge, obéit à la même loi; et avec cela l'ordre, le répos et la prospérité publique fruit de la paix. Lorsque la bataille de Leipsik ébranla les monarchies créés par Napoléon, le royaume de Naples seulement conserva les lois obtenues durant l'empire.

La cause puissante des révolutions c'est principalement l'ambition de la classe intermédiaire, comme je l'ai déjà dit, qui se sentant forte, tend toujours à s'élever. J'ai lieu de croire que la beauté de certaines formes de gouvernement consiste justement dans ce chemin toujours ouvert aux honneurs pour quiconque en est ou s'en croit digne. Il n'est pas difficile de comprendre que de là vient que depuis la fin du siècle passé les exigences soient devenues extrêmes. Les jugements sur les affaires du gouvernement sont des jeux d'enfants; prédir

tous les jours des malheurs publics, le peu de durée du présent et la certaine prospérité de l'avenir, moyennant une révolution, c'est un moyen sûr de popularité, de richesse et de pouvoir. On a un moyen sûr dans les innovations, qui doivent mettre tout à sa place, doivent rendre tous les droits inviolables, toutes les autorités bienfaisantes et tous les sujets heureux. C'est un fanatisme stupide qui glorifie toutes les convulsions politiques.

Ainsi nous vîmes la Sicile enhardie et peu à peu excitée par dix ans de prospérité. Quelques sages seulement commençaient à prévoir, en soupirant, qu'elle ne durerait pas toujours. Les ambitieux et les mécontents gâtés par beaucoup de liberté, ne souffraient des contrariétés qu'avec impatience. Plus on faisait pour la Sicile, moins ils allaient au devant des bienfaits de l'autorité. Ils n'étaient ni justes, ni reconnaissants, ne se plaisant pas dans le bien qu'ils voyaient faire. Leur patriotisme, s'il y en avait, n'était pas raisonné. On l'aurait mis en mouvement par des moindres phrases. Ils s'étaient créé le besoin de juger des maîtres et à porter des jugements téméraires sur tout. Depuis 1840, la querelle du roi avec notre gouvernement, à l'occasion des souffres, les avait surexcités dans l'éspoir d'une guerre et d'une invasion anglaise. Dès lors le gouvernement napolitain ne servit que d'exercice à la critique des bons esprits, et fut condamné à être infaillible. Chaque fois que la curiosité publique était vivement excitée par l'arrivée du roi, le déchaînement des malveillants devenait

plus vif. Ils étaient toujours prompts à tirer des moindres circonstances les interprétations les plus subtiles et les plus absurdes. Des colporteurs de fausses nouvelles répendaient dans les provinces le blâme passionné dont le roi était l'objet exclusif. Il ne demeurait en Sicile, qu'au milieu des discours intarissables de peu d'approbateurs et de beaucoup d'improbateurs. Chacun applaudissait ou blâmait selon ses passions satisfaites ou deçues, ses opinions politiques. Mais les frondeurs étaient audacieux et effrontés. C'étaient des insectes, qui en bourdonnant dans les villes piquaient tous les citoyens et encouragaient parfois les murmures de la populace.

Cette aigreur secrète prenait insensiblement la place de la confiance, avec laquelle on avait quelque temps vécu. La Cour, qui en avait conçu quelque ombrage, s'efforçait de désarmer les plus ardents. Elle leur donnait des emplois, en croyant les mettre dans sa dépendance. Plus d'un seigneur à demi rebelle obtenait ainsi des récompenses et des honneurs, et plusieurs employés tâchaient de faire acheter leur obéissance. Mais le remède était dangereux, car les ambitieux avaient toujours devant eux un exemple qui les échauffait au lieu de les contenir. Cela pouvait faire dire au roi, à plus de raison qu'à Louis XIV: Toutes les fois que je donne une place vacante, je fais cent mécontents et un ingrat.

Un autre principe de dissolution dans les ressorts intérieurs de la machine politique existait. Chacun lisait à son choix; on imprimait avec l'aveu d'un censeur indulgent, sans que le gouvernement se méconnût assez pour

en craindre. On imprimait à Palerme des livres qu'on n'aurait permis de lire dans aucun autre état d'Italie. On y publia même une histoire des *Vêpres siciliennes*, dont le but était d'exciter à la révolte, et dont les allusions contre les Napolitains n'étaient pas cachées.

Les liens de l'autorité donc allaient chaque jour se relâcher de plus. Le roi en ressentait l'ingratitude en maître, qui connait le prix de l'ordre et la nécessité du respect. Mais il était résolu d'éteindre par sa modération ce feu qui faisait craindre un incendie. S'il perdait l'occasion d'être sévère à propos, c'était pour n'avoir jamais voulu l'être sans nécessité.

Tel était l'état des choses au commencement de l'année 1847; et ce sont là les faibles principes qui devaient bouleverser tout l'état et ensanglanter la Sicile. Le feu couvait sous la cendre. Une révolution soudaine allait éclater, qui devait sous peu de jours plonger la Sicile dans le deuil et la tristesse.

CHAPITRE IX.

État des opinions et marche de la révolution. — Effervescence croissante des mécontents à la suite des réformes italiennes. — Complôt et scènes tumultueuses et peu sanglantes de Messine. — Agitations populaires et troubles à Palerme et à Trapani. — Le gouvernement prend des mesures pour sa sûreté.

On marchait à grands pas vers la révolution, dont la possibilité depuis dix mois troublait profondement la sécurité accoutumée de l'île et du gouvernement. On avait mûri la conspiration qui se tramait sous le plus profond mystère. Les partis s'agitaient en secret; les chefs des mécontents faisaient insensiblement des progrès considérables, courant de tous côtés pour se communiquer mutuellement des projets de révolte. Ils tâchaient de former une confédération et s'armer à fin de surprendre le gouvernement sans défense. Il ne manquait pas d'hommes dangereux pour tout troubler et pour tout perdre par la réunion funeste de la mauvaise volonté et des talents nécessaires pour la mettre en oeuvre. Mécontents du gouvernement, ils répandissaient contre lui des bruits sourds, propres à le rendre odieux; les moines mendiants de la démagogie, parcourant la Sicile, soufflaient par-

tout leur propagande. Ils affectaient de plaindre beaucoup le peuple et d'entrer dans ses intérêts. Ils disaient tous les jours qu'il était bien malheureux de servir un gouvernement étranger et avare, et d'être exposés aux coups de fouet qui lui étaient infligés par le militaire. De semblables discours, accompagnés de manières obligeantes et populaires, sans qu'il y paraissait de l'affectation, firent une telle impression qu'il ne fut plus au pouvoir du gouvernement de s'en rendre maître. Quelques nobles oisifs, jaloux et blessés trouvaient toujours à redire même dans les meilleures dispositions et dans les lois les plus bienveillantes. C'était le temps où le goût de contredire et de maudire était la tendance dominante. Ils n'oubliaient pas en même temps le vice-roi, qu'ils flattaient ou offensaient tour à tour pour trouver l'issue par la quelle il pussent penetrer dans son coeur. Un jeune homme de la haute noblesse parcourait les côtes avec un bateau élegant sous pretexte d'un tour d'amusement, mais en effet pour fomenter le mécontentement du peuple et y introduire leurs poisons. Il s'assurait de ses amis, il faisait agir les plus dévoués, répandait des cathéchismes et des proclamations. Les cathéchismes étaient écrits à la façon de celui des Espagnols contre les Français dans la guerre de l'indépendance. On y excitait le peuple à la haine contre les Napolitains, et on l'exortait à prendre les armes pour venger les injures faites à la Sicile. On engageait aussi dans les desseins plusieurs employés qui faisaient paraître beaucoup de penchant pour les nouvelles opinions. Dans l'espérance de gagner quelque chose parmi les

troubles, ils faisaient agir tous les ressorts de la ruse et de l'intrigue pour semer la discorde et rendre leur parti plus nombreux. Les adeptes s'engageaient à ne mettre bas les armes, qu'après avoir obtenu le rétablissement de la prétendue indépendance sicilienne. C'etait là un vain rêve, qui n'eût il été chimérique, aurait amené une désastreuse guerre civile. Mais les hommes qui s'agitaient de la sorte étaient animés des intentions fort cruelles. Ils convinrent ensuite qu'il fallait, pour réussir dans leur desseins, disposer insensiblement le peuple de la campagne à la révolte par le moyen des bruits qu'on ferait répandre, que le gouvernement napolitain était prêt à établir de nouveaux impôts exorbitants. Et l'esprit des campagnes parut bientôt inquietant. C'est ainsi qu'ils entretenaient de sourdes défiances, deversant le mépris sur les autorités napolitaines. On entretenait aussi des corréspondances avec ceux qui vivaient à l'étranger dans les mauvais sentiments que l'exil inspire, privés qu'ils étaient de leurs familles, de leur fortune et de leur patrie. Les plus ardents agitateurs étaient les réfugiés de Malte.

Parmi les étrangers qui avaient été invités pour prendre part à la révolte, il y eut le Colonel Antonini. C'était un Italien qui avait servi dans les guerres de l'Empire et qui plus tard s'était fait remarquer dans la dernière guerre de Pologne. L'Ambassadeur napolitain à Paris avait averti son gouvernement du départ du Colonel pour la Sicile. On le fit chercher partout : mais enfin il fut reconnu à Messine où il se tenait en qualité d'artiste,

et où il avait fait le portrait de l'Intendent qui le faisait rechercher. Mais le Colonel Antonini s'était aperçu qu'on l'avait trompé sur la disposition des esprits en général, et il vit qu'on ne pouvait espérer aucun résultat des préparatifs révolutionnaires. Cependant il fut arrêté et envoyé à Naples, et ensuite expulsé. Les conjurés étaient confiants et féconds en promesses, comme le sont tous les conjurés, et surtout les émigrés. La révolution de la Sicile s'offrait sous les couleurs décevantes que l'espérance du succès prête à tout projet. Les conjurés étaient toujours prêts à dérouler des projets et à en faire toucher au doigt la possibilité et la facilité.

La fermentation en 1847 commençait déjà à se manifester par des signes très-visibles. La police avait surpris des émissaires qui colportaient des pamphlets et essayaient d'éveiller la haine des paysans contre le gouvernement. La conduite de quelque haut employé et le mouvement qui paraissait parmi les mécontents faisaient déjà croire qu'on ne serait pas longtemps sans voir naître quelque mouvement. Plusieurs entre les chefs s'étaient rendus sur un bateau à l'*Acqua Santa* près de Palerme, où on avait conspiré hautement, et pris le parti d'envoyer à Londre celui d'entre eux qui avait le plus de dextérité. Ils étaient quatorze parfaitement connus du gouvernement, mais on ne prit d'autre mesure contre eux, que d'en éloigner le chef, en lui donnant un emploi à Messine. Ils se préparaient à faire un pas en avant, lorsque le prompt retour du roi, revenant de Trieste, surprit et dissipa les mécontents. Chacun cacha ses sen-

timents avec soin, on montra même de l'empressement et de la dévotion. On dit que les serpents à sonettes en Amérique, par certains vents glacés du nord, viennent chercher inoffensifs leur abri sous le manteau des voyageurs. Cependant le peuple ne laissa paraître ni à Messine, ni à Palerme pas même des dehors de joie sur son retour. Quelques gentilshommes se tinrent à l'écart, ce qui montre qu'il y avait déjà de la hardiesse même dans les esprits qui ne semblent faits que pour la souplesse. Aussitôt le roi parti, les mécontents se croyant pour ainsi dire caressés, attribuaient cette conduite à la frayeur du gouvernement napolitain, et plus ils travaillèrent à se former des alliances et à se tenir prêts à éclater. On s'était déterminé pour le jour de la fête de S. Rosalie, pour profiter du grand rassemblement des populations à Palerme. Mais ce dessein avorta et la tentative n'eut pas lieu par la présence du prince de Joinville avec son éscadre. On se décida alors à pousser à la révolte la ville de Messine. Une levée de boucliers en effet venait d'être essayée, c'etait le premier de septembre. Mais le mouvement fut aussitôt éteint comme ceux de Penne d'Aquila et de Cosenza, dans les années précédentes, sur le continent, et comme les mouvements de Catane et Siracuse en 1837.La révolte reposait sur deux données, qui étaient non seulement incertaines, mais contraires. On comptait que le peuple entier se serait soulevé en même temps sur le continent, et que les troupes royales n'y auraient opposé aucun obstacle. On allait jusqu'à se flatter qu'elles auraient suivi le mouve-

ment. On avait tâché en effet de leur inoculer l'esprit de sédition. Mais ces espérances n'étaient fondées que sur les promesses des conjurés, qui ordinairement se donnent une importance qu'ils n'ont pas, exagérant le nombre et la résolution de leur adhérents. Crédules, il disent au de là de ce qu'ils croyent, et il croyent au de là de ce qui est, en trompant eux-mêmes et ceux qui les employent. Les troupes en effet étaient disciplinées et elles affectionnaient le roi pour lui-même ; et les esprits sur le continent étaient preservés des dangers d'une révolution par les leçons de l'expérience. Le mouvement de Messine ne devait avoir lieu qu'à la moitié d'août, le jour de la fête de notre *Dame de la Lettre*, dans laquelle il y a un grand concours des populations des campagnes environnantes. Mais après des exitations nées par mesintelligence, il éclata le premier de septèmbre. Les insurgés sortant, à un temps donné, d'un faubourg qui est à l'extrémité, traversèrent la ville presqu'en toute sa longueur. Ils s'arrêtèrent, les armes à la main, dans la place du *Dôme*, au nombre de cinq cents à peu-près. Là, après avoir arboré l'étendard de la révolte, on devait haranguer le peuple et l'appeler aux armes. Mais le peuple à leur approche s'était caché, toutes les boutiques, toutes les maisons se fermaient à la hâte. Il y eut parmi les conjurés un moment d'hésitation. Cependant ils se préparaient à faire un mouvement en avant lorsque il survint une compagnie de voltigeurs, et après un combat très-court les insurgés furent dispersés. Cette conspiration avortée à Messine, Reggio, située vis-à-vis

sur le continent, en avait malheureusement imité l'exemple.

Les autorités militaires épouvantées, s'étaient renfermées dans le vieux château, où ne s'y croyant pas assez fortes pour résister, sans attendre les secours de Naples qui allaient arriver, se hâtèrent de capituler. Mais le jour suivant se présenta l'escadre napolitaine, et aux premiers coups de canon les insurgés se dispersèrent. Les troupes, ayant mis pied à terre, les poursuivirent. Après trois jours la révolution était vaincue. Ce fut une joie bien grande à Naples à la nouvelle que la révolution était étouffée. On respira comme délivré d'un souci mortel, et le gouvernement crut que la plus chaude alerte passée, la crise s'apaiserait maintenant d'elle-même. Mais cet événement, qui n'était en réalité qu'un mouvement populaire, au quel peu de monde avait pris part, n'aurait eu sans doute aucune suite, si les esprits n'eussent été encore soulevés. Ainsi on n'avait rien terminé; l'orage au lieu de se dissiper, allait bientôt grossir. La révolution ne se tenant pas tout à fait vaincue et pas encore revenue de ses illusions, dévorait son chagrin en silence, se promettant de résister à son temps. De sorte que toute crainte de révolution ne pouvait pas se dire éteinte, car les exagérés rapports des faits de Messine et des Calabres, loin d'abattre, avaient soulevé les espérances des conjurés. Les journaux italiens, et d'après eux les français, en faisaient des contes merveilleux. Sur les montagnes calabroises, selon eux, étaient des milliers d'insurgés pourvus d'artillerie. On était en présence sur les crêtes

des Apennins, où se donnaient de fréquents combats, toujours au détriment des troupes royales en annonçant la mort de quelque général. Ces mensonges qui faisaient lever les épaules et sourire de pitié dans le royaume de Naples, trouvaient un echo terrible dans la Sicile. Il y a une fatale disposition à croire que le mal qui dort est apaisé, et à taxer de provocations imprudentes toute précaution un peu sévère.

Toutes ces faiblesses de notre temps, ont été exploitées aussi habilement. Ainsi le gouvernement napolitain entouré de tant d'écueils, marchait sur un terrain mobile, en présence des hostilités acharnées. Il s'appuyait sur des digues bâties sur le sable, et qui devaient bientôt nécéssairement fléchir. Après ces événements, le mécontentement des Palermitains n'eut plus de bornes. On insultait les Ministres, on n'applaudissait au théâtre que les pièces dont les allusions étaient révolutionnaires. Il y arrivait l'émigré La Masa qui avait trempé dans l'affaire de Messine, d'où il s'était enfui en Toscane. Cet agitateur était hardi, parlait avec facilité, ne paraissait que dans les lieux les plus écartés, il restait peu dans un même endroit. Le Directeur général des douanes, à qui le gouvernement qui connaissait son ésprit inquiet, avait ôté son emploi, irrité d'une conduite qu'il traitait d'ingratitude, faisait paraitre son mécontentement et s'en expliquait en des termes peu éloignés d'une menace. La conduite du gouvernement, selon lui, le mettait en liberté de suivre son inclination. La fermentation crut avec tant de violence, qu'il aurait fallut pour l'apaiser, que le

gouvernement eût été plus sévère. Mais il semblait que les autorités eussent fermé les yeux sur les machinations qui se pratiquaient non plus dans l'ombre. Il semblait qu'on eût laissé mûrir et consommer le complot des conjurés, qu'on eût cru à propos de laisser grossir et éclater l'orage. C'était que le roi, désirant calmer les troubles, voulait se servir de toute sa prudence pour empêcher la sédition. Il croyait qu'il y serait parvenu par la douceur bien plutôt qu'il n'aurait fait en n'employant que la force. S'il n'eût resté plus qu'à sévir, l'esprit public aurait été perdu sans retour.

Cette conduite, rien moins que sévère, loin d'apaiser les esprits comme on s'en était flatté, ne fit que les enhardir davantage. L'histoire profite à tout le monde, et on doit savoir par elle que la faiblesse ne sauve rien. Déjà l'élan imprimé à l'opinion par tant de machinations, ne pouvait plus être maîtrisé. Les conjurés parvenus au plus haut degré d'exagération, attribuaient la douceur du gouvernement à sa faiblesse, plutôt qu'à une véritable clémence du roi. Le parti se montrait en fin au grand jour; sa voix était menaçante, son front superbe, son oeil enflammé. Le mal devenait chaque jour plus considérable, et le besoin d'y remédier plus urgent; mais le remède toujours plus difficile à trouver.

Vers la fin de novembre dans le théâtre de Palerme, on éclata en applaudissements aux réformes du Pontife Pie IX. De là à quelques jours quelqu'un des plus audacieux se permit de haranguer le peuple dans les Tuilleries de Palerme. Après quelques jours encore à Tra–

pani, on disposa une fète, que les autorités n'eurent pas la force de défendre, et dans laquelle on couronna le buste du Pape. Après quoi les assistants se répandirent par la ville, prétendant que l'Évêque se montrât pour les bénir. On entendit des cris séditieux pendant toute la nuit, et le jour après on renouvela la même scène à la marine où les bâtiments étaient pavoisés. De là on prit le pretexte que la populace voulait se soulever pour piller la ville, et une Garde nationale fut improvisée. Le gouvernement à Naples s'emût de ces événements et montra de vouloir s'éveiller. Les autorités étaient inquiètes, parce qu'elles voyaient arriver une commotion populaire dont le résultat final était difficile à préjuger. Elles la voyaient s'accroître à chaque instant et entendaient gronder l'insurrection qui dominait déjà tout le royaume. Malheureusement il paraît que le gouvernement croyait encore qu'il n'y eût pas de digues qui pussent faire rétrograder la marée montante. Aussi il ne fit avec ses hésitations, qu'encourager l'insurrection. On avait arrêté deux officiers d'artillerie napolitains qui étaient dans la conjuration. Le procès, comme on a vu souvent, envahit entièrement l'attention publique, dans les quelques jours émployés pour le jugement. Ils furent acquittés à la grande satisfaction et aux applaudissements des exaltés. Ce qui au demeurant ne servait qu'à fournir de nouveaux éléments au foyer qui allait tout embraser. Le gouvernement se crut alors obligé de demettre quelques fonctionnaires, et on en arrêta aussi onze entre les plus exaltés de Palerme, qui furent enfermés dans le fort de Castel-

lammare. Cet acte de vigueur après coup produisit peu d'effet. La rigueur et la clémence ne produisent aucun effet salutaire, et ne font qu'empirer les choses quand elles ne sont pas employées à propos.

On fit donc arrêter les plus mutins, les autres se cachèrent dans la multitude ou échappèrent par leur obscurité. Toujours est il qu'on n'employa aucune de ces persécutions indirectes, qu'on sait si bien employer pour réduire des sujets opiniâtres dans leurs sentiments de révolte. Cette révolution commençait comme toutes celles qui ont détrôné les souverains. On présente d'abord des requêtes, on expose des griefs, on finit par renverser le trône. Ainsi à Palerme on devait commencer par demander une réforme et finir par une séparation entière. On s'attendait à démembrer le royaume à jamais, ce qui entraînait la plus desastreuse des guerres civiles, et occasionnerait la perte de la monarchie, devenue la proie de la rage intérieure et de l'ambition étrangère.

CHAPITRE X.

Détails et circonstances de l'insurrection du 12 janvier 1848 à Palerme.— Troubles dans les provinces et dans les campagnes.

Après qu'on eut fait secrètement disposer les principaux de la conjuration à demander hautement au gouvernement des réformes, les mécontents établirent d'éclater si les réformes n'étaient pas accordées. Ce plan fut fidèlement suivi, et la situation des choses les portant à se prononcer d'avantage, ils allaient saisir l'occasion qu'allait leur fournir l'anniversaire de la fête du roi. Ils étaient résolus de profiter de l'affluence extraordinaire des paysans des alentours pour exciter la révolte.

Le vice-roi avait pris toutes les mesures soit pour maintenir la tranquillité générale, soit pour prévenir ou pour réprimer les attentats contre l'ordre public. Les troupes napolitaines se tenaient rassemblées pour se porter sur les points qui leur étaient assignés. La journée du 12 janvier commençait par être une journée d'attente et de morne anxieté. Les ateliers se fermèrent, un

fleuve d'hommes se promenaient avec une sombre et vague curiosité. Des rassemblements nombreux se formaient autour des plus audacieux. On s'agitait, on s'interrogeait, on parlait avec égarement et avec défiance. Les uns désiraient une grande révolution, les autres la craignaient : tout était en alarme.

Vers le midi un attroupement, un vexillaire à la tête, donnait le signal de l'insurrection. Mais le vice-roi eut bien vite pris son parti. Un escadron chargea les émeutiers, leur tomba dessus et les dispersa. Il y eut en quelques-uns de tués et de blessés. Cependant on ne sut pas profiter de ce premier moment et nettoyer le Cassero et les alentours. D'autres bandes se ralliant, les insurgés commencèrent à se jeter dans les maisons, d'où il firent feu sur les troupes, qui furent obligées de recouler à leur tour. Si dans les révoltes on ne met pas le pied sur les premières étincelles, bientôt il éclate un embrasement inestinguible. Ainsi à Palerme l'insurrection, par l'hésitation des autorités, gagna bientôt la ville avec la rapidité du feu. La populace qui est partout assurément portée par caractère à la nouveauté et aux remuements, se laissa à Palerme facilement entraîner par les conjurés et courut aussitôt aux armes. Ayant tué ou blessé quelques soldats, encouragée par ce premier succès, elle se crut supérieure à tous les efforts du gouvernement. Le vice-roi et les autorités militaires craignaient de faire un carnage, n'étant pas sûrs des déterminations de Naples. On contremanda les ordres pour lancer les troupes sur les points stratégiques désignés d'avance. Cela jeta dans les opéra-

tions militaires le décousu et le désarroi. Ils retirèrent les troupes dans le palais et dans les quartiers de S. Jacques, du *Noviziato* et des *Quattroventi*, ayant jeté un détachement dans le Palais des Finances. Mais un tel poste était bon uniquement pour s'abriter contre la populace.

Ainsi les insurgés restaient du premier moment maîtres de la ville, et toutes les maisons qui entouraient les quartiers devinrent autant de citadelles. Bientôt après le peuple se croyant sûr de son triomphe, devint farouche, selon l'ordinaire, brula et saccagea le quartier de S. Jacques et les maisons des autorités, dont il croyait avoir plus à se plaindre. Les chefs de la conspiration se réunissaient et formaient un comité révolutionnaire; les autres, à la tête d'une multitude effrénée, s'abandonnèrent aux plus grands excès. L'insurrection s'étant répandue avec promptitude dans les villes et dans les campagnes d'alentour, aussitôt le tocsin sonna dans toutes les campagnes environnantes. Des paysans armés se transportaient à Palerme. Un bandit, le Scordato, tout à coup se déclara chef de la sédition à la Bagheria. Il tomba sur le peu de gendarmes qui y étaient, les désarma ou les tua et marcha pour grossir les forces des insurgés. Ce n'est pas la peine de pousser plus loin ces détails pour faire voir comment les plus faibles ressorts font souvent les grandes destinées.

Aussitôt que les nouvelles de ces faits arrivèrent à Naples, l'on rassembla une division de sept mille hommes et on les expédia de suite à Palerme, sous le commandement du général Desauget. Le Général a été accusé de

faiblesse et même quelques personnes poussèrent leurs accusations plus loin. Mais juger un tel homme, jusqu'alors irréprochable, avec des données incomplètes, serait imiter les folliculaires que la révolution enfanta. Lui-même un jour lèvera mieux qu'il n'a fait le voile qui couvre cette malheureuse expédition. On lui a fait de longs reproches mêlés d'amertume, car on est assez ordinairement porté à juger les événements d'après leurs résultats. S'il eût remporté l'avantage, on eût préconisé son habileté; vaincu, on a cherché à lui trouver des torts. Je n'ai garde de faire sa responsabilité plus grande qu'elle n'est; mais toujours est il qu'il manqua son but, en reculant devant les chances de la guerre civile.

Le jour de la fête du roi, la nouvelle de la soulevation de Palerme ne pouvait arriver à la garnison de Nocera. Mais on y observait déjà l'agitation des esprits qui annonçait la révolution. Ce jour le Général donnait un bal aux officiers, haranguait et enflammait les officiers à combattre pour leur souverain. Tous fondirent en larmes, au milieu des cris d'enthousiasme, et en firent le serment. Malheureusement tandis que l'agitation révolutionnaire prenait un caractère alarmant et elle était secondée par l'organisation des clubs, le gouvernement semblait toujours frappé d'étourdissement ou de paralysie. Loin de profiter de la disposition de l'armée, on commençait à montrer de vouloir fléchir. Le Général s'en était entretenu lui-même avec ses intimes. Comme il se vit appelé à Naples pour être envoyé à Palerme, il fut troublé, car il s'était déjà aperçu de la marche incertaine du gouver-

nement. Il commença à craindre que tandis qu'il exposerait sa réputation en Sicile, le gouvernement ne cédât tout à fait, et le mit dans une position équivoque et dangereuse. Il demandait parfois pourquoi on l'avait préféré à tant de généraux. Il était irresolu. Il achemina ses troupes à Naples et demeura encore quelque temps, espérant, à ce qu'on dit, que ne le voyant pas arriver, on se serait déterminé à choisir un autre chef à l'expédition. Mais il paraît que n'y étant pas réussi, il s'empressa d'obéir, et fit voile avec sa division vers Palerme.

À l'apparition de la flotte qui apportait les secours de Naples, un découragement soudain s'empara des insurgés. Ils craignaient qu'au moment du débarquement, les troupes qui se tenaient énfermées, ne profittassent de cet avantage pour reprendre l'offensive et les accabler. Ils se tenaient déjà comme perdus. Plusieurs s'enfuyaient, quelques-uns se réfugiaient sur des bâtiments anglais. Ils maudissaient hautement les conjurés de Naples, qui, après tant de promesses, au lieu de se soulever, avaient permis à la flotte d'amener des secours à la garnison de Palerme.

Maintenant la lutte devait se décider dans cette ville; si elle aurait tombée, la soumission de l'île était assurée. Mais si la population de Palerme en serait sortie victorieuse, ou même aurait resisté quelque temps encore avec avantage, la Sicile entière se soulevait. Le royaume en aurait suivi l'exemple, et tous les États italiens auraient été bouleversés. Or, si le général Desauget avait pris sur-le-champ une résolution prompte et sen-

sée tout pouvait être reparé. Il aurait dû profiter du temps qui restait encore, des forces qu'il avait à sa disposition et des embarras dans lesquels les insurgés allaient se trouver placés. Mais son indécision laissa échapper l'instant favorable et ne voulut rien hasarder. C'était un esprit avisé, mais en ce moment irresolu. Il débarqua la nuit du 15 janvier avec sept mille hommes environ et bivouaqua hors de la ville, aux *Quattroventi*. Il manqua de se mettre tout de suite en communication avec les troupes de la garnison et avec le vice-roi qui était au Palais. C'était une faute très-grave de ne pas centraliser la pensée et l'action du gouvernement. Et ce fut surtout cet éloignement qui fit vaciller l'autorité et disloquer le pouvoir en face d'une émeute grossissante. Il se contenta d'envoyer au vice-roi des vivres et des munitions. Il demeura inactif, attendant dans sa position les nouvelles ultérieures de Naples, tandis qu'il aurait dû accabler la révolution d'un coup.

Pendant ce temps les événements marchaient avec rapidité. L'inaction du Général et sa perplexité, furent bientôt remarquées par les insurgés. Ils avaient mis à la tête du Comité le général en retraite, Ruggiero Settimo. Celui-ci n'avait fait paraître jusqu'alors aucune ambition. Il s'était même proposé, voyant la révolution s'approcher et l'orage prêt à éclater, de se retirer à la campagne. Mais la vue du pouvoir et l'espoir peut-être de la célébrité l'éblouirent. Il écouta les propositions des conjurés, il traita avec eux et il finit par consentir. À partir de ce jour où les troupes napolitaines attendaient dans une inaction funeste,

il est hors de doute que la sédition commença à faire la loi. Elle sentit qu'elle pouvait tout contre un gouvernement qui se démolissait de ses propres mains, et que tout desormais pouvait céder à sa passion. Les fugitifs rentraient, les embarqués descendaient, tous enflammés plus que jamais, s'obstinèrent à resister. Ce n'était pas sans raison. Les deux officiers d'artillerie qui avaient été acquittés de leur jugement, avaient obtenu leur liberté par l'entremise du général Desauget qui voulait se montrer d'un esprit conciliant. Il les avait tenus à table avec lui et les avait comblés de caresses : mais ayant profité d'un moment de confusion, se dépouillèrent de leur uniforme et s'enfuirent dans la ville. Là se présentant au Comité, ils dévoilèrent ce qu'ils savaient ou croyaient savoir et l'encouragèrent à la resistance. Ils ne s'en tinrent pas là ; mais brûlant de vengeance, ils prirent la direction de l'artillerie des insurgés. Alors la révolte devint furieuse et l'insurrection, grâce au retard du Général, se répandit de nouveau de ville en ville avec une promptitude éffrayante. Une multitude de paysans et de laboureurs des montagnes bloquèrent la ville du côté de terre, à fin qu'aucune espèce de secours, ni de vivres, ni de munitions ne pût y arriver. Quelques-uns des plus exaltés sortirent de Palerme et coururent dans les provinces, à fin d'y soulever les habitants par des nouvelles enivrantes et des offres exagerés de secours. C'est ainsi qu'ils devaient achever d'organiser l'insurrection. Bientôt les troupes royales furent réduites à la situation la plus déplorable. Sans vivres, sans munitions, sans éspoir d'améliorer leur posi-

tion, elles étaient déjà trop faibles pour s'opposer à la marche envahissante de la révolution, et durent se borner à couvrir les points stratégiques où elles étaient placées. Le bruit et l'agitation augmentaient à chaque instant dans la fourmillière populaire, les cris devenaient de plus en plus insolents. On échangeait partout des coups de fusil. Une fois les insurgés voulurent se montrer et assaillir les troupes a *Porta Macqueda.* Mais quelques officiers, suivis d'une poignée de cavaliers coururent à leur rencontre. Les insurgés se serrent les uns contre les autres, flottent un instant indécis et soudain disparaissent. De temps en temps le fort de Castellammare jetait quelques bombes pour intimider la population. Mais la populace qui formait la masse des combattans n'avait de quoi en être intimidée. Une bombe éclata sur le mont de Pitié et le mit en feu.

CHAPITRE XI.

Indécision du général Desauget.—Ordres de Naples.—Détresse de la garnison.—Situation périlleuse du vice-roi dans le Palais.—Tentative infructueuse de réconciliation.— Retraite des troupes royales et effets de ces revers.—Révolutions dans Messine, Termini, Trapani et autres villes de Sicile.— Renversement du gouvernement. — Accusations multipliées contre les troupes napolitaines.

Par sa conduite indécise et irresolue le général Desauget devait se trouver bientôt dans l'embarras. Il avait perdu des jours entiers et manqué ainsi une occasion décisive. Lorsqu'il changea d'avis, et il avait déjà songé à sortir de son inaction, mais sans trop se hâter, il n'eu eut plus le temps. Il allait exécuter sa résolution, lorsqu'il fut prévenu par les insurgés, et obligé à se borner encore à la défensive en attendant des ordres de Naples ou de nouvelles forces. Il n'avait pas osé s'ouvrir une issue de communication avec le Palais, et l'armée était ainsi coupée en deux, une partie confinée au Palais, le reste aux *Quattroventi.* Il connut alors toute la gravité du péril; il avait averti le gouvernement du nouvel état des choses, et sa dépêche était empreinte de la plus

grande anxiété. Il était soucieux en songeant au jugement que le roi porterait de sa conduite. Il écrivait que les soldats étaient dévoués, braves, infaticables, mais ils pouvaient à la fin se décourager. Il mettait à découvert les dangers de sa position, parce qu'il devait établir les communications avec le Palais par le moyen de continuelles expéditions, pouvant manquer de vivres et d'eau, et les soldats combattant contre des ennemis invisibles. Il ajoutait qu'il avait fait tirer quelques bombes dans le seul but d'intimider la population. Cette correspondance fait foi de la fluctuation de son esprit.

La réponse ne se fit pas attendre. On lui faisait observer qu'à lui-même il devait attribuer la difficulté de sa position, n'ayant pas exécuté les ordres qu'il avait reçus. On lui reprochait fortement surtout d'avoir fait tirer des bombes sur la ville, puisque ce n'était point un moyen propre à ramener la soumission. On lui mandait de se retirer sur Messine, s'il trouvait que la retraite pût s'exécuter sans danger. Il reçut la dépêche le 24, et c'était à lui d'exécuter cet ordre toutes les fois qu'il l'aurait cru possible.

Tout allait donc de mal en pire et tendait à un dénoûment funeste. À compter de ce jour, la présence des troupes royales à Palerme ne signala plus rien d'important. Le vice-roi de son côté avait cru un instant entrer en pourparler avec le Comité. Il aurait désiré examiner les demandes, voir ce qu'il y avait de juste, y faire droit, s'il était possible, et conduire toute chose avec autorité et vigueur, de manière à empêcher les progrès

effrayants de la révolution. Mais il ne voyait pas qu'il était déjà fort tard, que maintenant traiter avec l'insurrection c'était rendre la societé par capitulation. Il en essaya un superbe refus. Éclairé sur l'inutilité des formes amicales, avec lesquelles il s'était vainement flatté de reduire les séditieux, il assembla dès le soir même un conseil de guerre. L'avis général fut d'abandonner le Palais, pour aller rejoindre les troupes arrivées de Naples. Il est inutil de discuter si une telle résolution fût précipitée. Toujours est il certain que les casernes à côté du Palais étaient incendiées et au pouvoir des insurgés. Les soldats manquaient de vivres et de munitions; à peine y restait il quelques gouttes d'eau, très-insuffisante pour étancher leur soif. Presque chaque nuit un bataillon partait des *Quattroventi*, traversant la ville en toute sa longueur, ou faisant un long détour au dehors et au milieu des plus graves dangers pour les ravailleter. Aussi la garnison du Palais était réduite à la dernière extrêmité, cependant elle se défendit aussi longtemps qu'il lui fut possible. Mais à quoi bon maintenant sacrifier sans fruit tant de braves soldats?

La retraite ayant été décidée, on se mit en marche à minuit pour traverser la ville. Une foule de femmes et d'enfants, qui s'étaient réfugiés au Palais, suivaient la colonne dans un morne silence. Par surcroît de malheur, les insurgés se doutaient de la chose ou en avaient été prévenus. Au moment donc où la garnison se trouva engagée dans les rues, du haut des toits, des terrasses ou des murs crénelés, les insurgés, à couvert de tout danger,

firent un feu plongeant et meurtrier. Beaucoup d'entre la foule qui se traînait à la queue de la colonne, furent blessés ou tués. L'épouvante et le désordre devinrent effroyables; on ne pouvait ni reculer, ni se pousser en avant sans porter la confusion et le trouble au milieu de la colonne. Les femmes éplorées, étouffées, appellent leurs enfants par des cris douloureux; elles se croyaient arrivées à leurs derniers termes. Il y en eut qui vinrent expirer aux pieds des soldats. Ceux-ci firent halte, et ripostant par un feu terrible empêchèrent par leur calme et leur fermeté un orrible désastre. Mais tant d'intrépidité devait fléchir devant une nécessité inexorable. Déjà des rumeurs menaçantes se succédaient et se rapprochaient, lorsqu'au bruit de la fusillade, le général Desauget, qui soupçonna ce qui se passait, envoya aussitôt de son côté quelques bataillons pour soutenir la retraite. Ainsi dégagée de son danger, la garnison se réunit aux troupes des *Quattroventi*. Ce fut là que le Général communiqua les ordres de Naples qui lui enjoignaient de se retirer sur Messine. Dès ce moment le vice-roi et le Général ne crurent plus à la solidarité de devoir et d'intérêt qui les unissait. Le premier résigna le commandement, et peu après s'embarqua pour Naples. Le Général de son côté se laissa persuader encore, par l'entremise de notre commodor Lushington, quoiqu'en le suspectant, d'en venir à des négotiations, à fin de se retirer sans être troublé. On prétend que le commodor Lushington, soutenant les prétentions du Comité, déjà enorgueilli et certain de son triomphe, conseillait de

capituler. Le Général rempli d'indignation, interrompit brusquement les pourparleurs, et repoussa avec dédain toute médiation. Dès cet instant jugeant la retraite nécessaire, il l'ordonna avant que de nouveaux progrès de l'insurrection n'interdissent les communications, et se prépara à l'exécuter par terre sur Messine.

On ne saurait justifier d'aucune manière une telle résolution. Il n'y avait certainement à craindre de l'ennemi qui aurait pu se précipiter sur l'armée prête à s'embarquer. On ne pouvait même douter des restes désespérés de cette armée qui avait soutenu de si longs et de si acharnés combats. Pouvait-on penser que l'empressement des soldats pour s'embarquer aurait mis le désordre et la confusion parmi eux, et qu'on avait à craindre d'être taillés en pièces? Il y avait l'escadre, le fort du môle, celui de Castellammare et la batterie de la Lanterne qui auraient soutenu et favorisé l'embarquement. Les insurgés d'ailleurs n'avaient jamais osé se montrer à découvert, ou s'ils l'avaient osé, ils auraient été aussitôt jetés en déroute complète. Ils ne se seraient donc jamais hasardés d'attaquer la position des *Quattroventi*, ou de braver la mitraille des bâtiments et des forts pour fondre sur les troupes et les jeter à la mer. En auraient ils été capables, on les aurait bientôt accablés d'obus et de mitraille.

La retraite sur Messine présentait certainement des dangers beaucoup plus sérieux. Les bourgades et les villages par où l'on devait se frayer un chemin, se seraient bientôt insurgées à la nouvelle des désastres essuyés par l'armée. Le chemin d'ailleurs était long, difficile et les

troupes harrassées dc fatigues, mourantes de faim et mouillées par la pluie. On avait derrière soi une population toute prête aujourd'hui à se soulever contre les Napolitains. Pour se procurer des vivres tout le long du chemin il cn aurait coûté bien du sang. En marchant parallèlement à la côte, on se serait exposé à trouver un terrain très-difficile pour l'artillerie et la cavallerie, et dominé par des hauteurs d'où les insurgés les auraient accablés. D'ailleurs le Général avait envoyé à Naples un officier pour demander des ordres, et il était à supposer qu'il les aurait attendus. Cependant ayant beaucoup trop craint les périls de l'embarquement, il préféra se retirer à travers le pays soulevé. Il desarma le fort dc la Lanterne et la batterie, enleva les canons et brula les affuts sans aucune raison qui justifiât un pareil sacrificc. Pendant qu'il retirait la garde des prisons, pour ne pas l'exposer à être massacrée, il abandonnait cinq-cents hommes qui gardaient le Palais des Finances. En même temps il ordonnait à celui qui les commandait de céder à la force, tandis qu'il aurait pu les retirer sans obstacle. Certainement ils ne pouvaient de l'endroit où ils étaient placés lui assurer sa retraite. Il embarqua les blessés, les femmes, les enfants et tout ce qui pouvait l'embarasser avec une précipitation inconcevable. Le Général était tourmenté des reproches qu'il avait reçus et des remords d'avoir par son indécision enhardie l'insurrection. Il était préoccupé de l'idée, à ce qu'il paraît, de faire une retraite, laquelle étant exécutée à travers d'innombrables dangers, eût été considérée comme savante et

digne de son nom. Il espérait qu'en couvrant et en conservant Messine, on lui pardonnerait son indécision qui avait tout perdu. Mais l'ordre laissait à sa prudence de juger de la possibilité de se retirer sur cette ville. Malheureusement ce fut l'ordre unique qu'il voulut exécuter littéralement. Quelque murmure s'éleva dans l'armée, et les officiers s'en indignaient; mais l'ordre était donné et il fallait obéir. Ayant donc fait répandre le bruit qu'il allait s'embarquer le 28, avec neuf mille hommes à peu près, il commença son mouvement.

Le mal ne s'arrêta pas là, car à peine éloigné de la ville il rencontra des dangers qu'il était aisé de prévoir. Les insurgés voltigeaient autour de l'armée en retraite afin d'observer sa marche. La brume du matin du 29 n'était pas encore dissipée, que déjà les éclaireurs saluaient les Napolitains de leurs balles. L'armée royale était constamment harcelée par des troupes de paysans qui parcouraient les défilés et les sinuosités du chemin. Cependant elle marchait, prête à tout, repoussait les attaques et demandait parfois à hauts cris, lorsqu'ils étaient plus pressants, les ordres pour devenir assaillante à son tour. Une colonne qui se tenait plus à droite en traversant des villages, était exposée aux mêmes dangers, contre lesquels elle venait de lutter à Palerme. Des ennemis placés sur les clochers, cachés sous les toits ou derrière les fenêtres, la fusillaient sans être exposés eux-mêmes à aucun danger. La colonne qui suivait les routes latérales trouvait des ennemis embusqués derrière toutes les haies et les tertres. Les soldats furieux

assaillaient les maisons et massacraient tous ceux qui s'y défendaient. À *Bocca di Falco* ils sont assaillis et foudroyés par les insurgés postés sur les escarpements de leurs rochers. Les soldats ne furent pas ébranlés; ils se précipitent en désespérés, débusquent les ennemis qui tiraient sans risque de leurs tanières, et se frayent le chemin au milieu des cadavres. L'affreux défilé franchi, les colonnes s'enfoncent encore dans de gorges impraticables. Elles rencontrèrent au village de *Villa Abate* une assez vive résistance, dont elles eurent bientôt triomphé. Elles prirent le village d'assaut. Et puisque ceux qui étaient enfermés dans les maisons n'avaient plus d'autre ressource que la clémence du vainqueur, s'obstinant toujours à ne pas se rendre, on en fit un carnage épouvantable.

Ainsi balayant tout se qui se trouvait devant eux, les Napolitains avançaient toujours, quoique les Siciliens paraissaient vouloir les poursuivre avec toute la fougue de leur caractère. Un avis arrivé à temps avertissait le général Desauget que d'autres piéges lui étaient tendus sur son chemin. Il n'est pas certain maintenant que les indications fussent exactes, l'indicateur étant le bourreau de Palerme. D'ailleurs avec des troupes capables de réparer tout accident imprévu, on n'aurait pas dû flotter un instant indécis. Mais les indications étaient vraisemblables, et ne voulant pas braver de nouveaux dangers, pour lesquels les efforts de tant de braves paraissaient être impuissants, il changea de direction. Mais déviant de sa route, l'armée erra au hasard pour quelque temps. Il faut abréger ce déplorable récit.

Tandis que le général était soucieux et attendait impatiemment des nouveaux détails pour prendre un parti, tout à coup la flotte napolitaine se présenta à la vue de l'armée. Après avoir franchi les hauteurs de *Casteldduccia*, on était retourné aux bords de la mer à Solanto. La flotte étant venue, le danger était passé. Elle emmenait l'officier que le général avait expédié à Naples; ne l'ayant pas trouvé à Palerme, la flotte se mit à longer la côte pour avoir des nouvelles du général et soutenir au besoin sa retraite. L'officier expédié à Naples en apportait l'ordre de l'embarquement de l'armée.

C'était la réponse à la demande que le général avait faite de Palerme. Mais à présent la position était changée. L'armée était enfin arrivée, après tant de peines et de dangers, sur le chemin praticable tout le long de la plage où toute voie était ouverte aux convois. Neuf mille hommes qui au milieu de tant de fatigues, de dangers et de privations s'étaient maintenus constants et disciplinés, protégés maintenant par la flotte, étaient sûrs d'arriver et de pouvoir se reposer entre Melazzo et Messine. On aurait couvert ces places et on aurait conservé la Sicile; l'armée désormais n'aurait manqué de rien, et la révolution pouvait être enfermée dans Palerme. Mais le général qui n'avait marqué jusqu'alors d'autres sentiments que ceux du courage et de la patience dans son infortune, préféra d'obéir, et embarqua ces troupes, même avec une précipitation que rien ne justifiait. Il embarqua d'abord l'infanterie, et ordonna qu'on tua les cheveaux; ordre que les soldats n'eurent pas le courage d'exécuter. Les che-

veaux, aux quels on avait jeté la bride sur cou, se lancèrent à la mer, en poussant des hennissements plaintifs, voulant suivre leurs maîtres; et les soldats qui les voyaient disparaître sous les ondes, pleuraient de rage et de désespoir. Voilà comment se termina l'expédition contre Palerme; dans laquelle le général Desauget, ayant toutes les chances en sa faveur au début, s'était comporté de telle façon qu'il les avait eues à la fin toutes contre lui. Peu de soldats avec un officier avaient été laissé à la garde du Palais. Les insurgés s'en approchent ; on s'y presse , on s'y pousse ; l'escalier est escaladé; on entend des coups de crosse de fusil briser les portes; la foule envahit les appartements, on désarme les soldats, on vole les effets. Bientôt le flot tumultueux d'une populace effrénée y pénètre et la demeure royale est pillée de fond en comble. Les soldats qui avaient été abandonnés dans le Palais des Finances, sans vivres et sans munitions, furent obligés de capituler. On tenta envain de leur faire mettre bas les armes. Le fort de Castellammare tint ferme pendant sept jours , repoussant les attaques et les séductions, malgré l'assistance ouverte de nos bâtiments aux insurgés. L'ordre, en étant enfin arrivé de Naples, la garnison sortit avec les honneurs militaires. Traversa au milieu d'une foule tumultueuse, qui cependant n'avait rien d'hostile, et s'embarqua. De nombreuses salves d'artillerie annoncèrent alors au loin là nouvelle, toutes les cloches de la ville sonnèrent à pleine volée.

Les événements de Palerme ayant pris une marche si differente de ce qu'on avait supposé, le reste de la Sicile

s'électrisa. Pendant que le général Desauget sortait de Palerme, Messine se soulevait. La faible garnison s'était auparavant retirée dans la citadelle. Les insurgés se prirent à la guerre qui leur avait si bien réussi à Palerme. Ils occupèrent les maisons et les couvents où ils se tenaient cachés et sûrs, et n'en faisaient pas moins pleuvoir la mort sur la garnison si elle se hasardait de sortir. La citadelle tirait sur les édifices, et parfois les en dénichait. Mais ils y retournaient le moment après, et harcelaient leurs ennemis. Catane se souleva aussi en accablant la faible garnison, et tâchant ensuite les insurgés de massacrer dans un quet-apens les gendarmes qu'on devait amener à Messine. À Agosta et Licate, où il y avait seulement quelques artilleurs, on s'insurgea également. Toutes les têtes cédaient à l'ivresse de la révolution. Aussi Termini et le port ou le môle de Girgenti tombaient aux mains des insurgés. Quelques soldats sans ressources et éloignés de toute espérance n'avaient rien de mieux à faire que de se rendre.

Mais il n'en était pas ainsi de Trapani qui avait une garnison, un château et deux forts aux angles opposés de la ville. Ceux qui s'étaient montrés les plus résolus dans les faits de Palerme y accoururent, ouvrirent les prisons, et y appelèrent les condamnés de Favignana. Ils assaillirent la garnison. Le tocsin retentissait par tout, le peuple amassé dans les rues y joignait ses cris, le canon y joignait ses roulements. Le Commandant n'avait pris aucune mesure pour réprimer l'insurrection. Loin de la contenir, il s'était laissé gagner, peut-être à son insu,

par la faction révolutionnaire. À la nouvelle de la retraite de Palerme, bien qu'il eût pour lui la mer, six cents hommes, un château bien conditionné, environné d'édifices ou de maisons basses et croulantes, de vivres et de munitions pensa tout de suite à se rendre. Après avoir riposté au feu des assaillants, qui ne traînaient que deux vieux canons, plus capables à faire du bruit que du dégât, il céda honteusement. Car on ne l'eût pas plutôt sommé de rendre le château, qu'il en sortit sans tirer autrement un coup, et il se trouva bien heureux de rencontrer dans les chefs de la révolte un abri contre la fureur des insurgés. Il exagéra plus tard le nombre et la hardiesse des révoltés pour justifier le peu de résistance qu'il avait fait à leurs armes. Mais la position était forte, bien occupée sur tous les points, difficile à emporter, impossible avec une troupe de galériens; et puisqu'il ne s'agissait plus que de capituler, le château permettait de retarder au moins ce triste résultat. Lorsqu'il ordonna de mettre bas les armes, les officiers hésitèrent à obéir, plusieurs pleurèrent de dépit, d'autres brisèrent leurs epées, les soldats jetèrent leurs armes avec un dépit également honorable. Mais ils y furent contraints par obéissance à la discipline militaire. Les soldats furent enfermés honteusement dans les prisons, le peuple ajoutait la raillerie et l'insulte aux violences contre eux. Ils traversèrent la ville assaillis par les invectives les plus outrageantes et par les plus lâches moqueries. Le capitaine de gendarmerie n'échappa à d'affreux dangers, que grâce à l'intercession de quelques ci-

toyens influents. Cependant une frégate étant arrivée, ils furent embarqués et conduits à Naples. Siracuse seule restait au pouvoir des Napolitains. L'état de la place et la fermeté du vieux soldat qu'y commandait et qui ne connaissait que la consigne militaire, obtinrent que le drapeau du roi y flottât comme sur la citadelle de Messine.

Les troupes royales s'étaient montrées braves et disciplinées. Pendant douze jours elles avaient dû se battre dans les rues de Palerme contre des ennemis invisibles. Elles y avaient eu à soutenir plusieurs combats des plus rudes, car douze mille hommes contre une population de deux cent mille habitants avaient un désavantage immense. Faute de vivres, elles se nourrissaient de ce qu'elles pouvaient. Des bataillons entiers affrontaient mille dangers pour apporter quelques biscuits à leurs camarades dans le Palais. Toutefois aucun mécontentement ne régnait parmi eux, ils ne murmuraient pas et ils se battaient. Dans la retraite de Palerme, au milieu de mille obstacles, accablés de fatigues, ils bravaient les dangers, se tenant constants et unis. Aucune expédition n'eut mieux répondu au reproche fait aux Napolitains de ne pas savoir supporter les revers. L'embarquement s'exécuta avec ordre et sans précipitation. La perte de ces troupes dans la retraite fut très-légère; on amena avec eux les blessés, ce qui prouve la fermeté avec laquelle elle fut exécutée.

Je ne prétends pas faire un crime au peuple palermitain, une fois la révolte éclatée, d'avoir usé tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour écraser la gar-

nison. Mais je ne comprends point quelle justice il y avait de faire un crime à la garnison de s'être avantagée de tous les siens. Il n'est point d'injures toutefois qui n'ait été faite aux soldats. Les épithètes de vils et de lâches, qu'on n'aurait blessés que dans les reins, c'étaient de la part des Siciliens une bassesse et une injustice. Des plumes atroces reproduisaient ces reproches. Les basses grossièretés, aujourd'hui si dégoutantes, ne révoltaient point alors des esprits assez agités par toutes les passions qu'excite une révolution. On arriva jusqu'à reprocher aux troupes de ce qu'elles avaient fait feu de derrière les remparts du Palais. Certes c'était un reproche bien étrange, et plus encore pour des soldats qui avaient combattu pendant douze jours contre les sommets des clochers. Ces injustes reproches pouvaient peut-être se pardonner dans les premiers moments de l'exaltation révolutionnaire; mais la presse n'aurait point dû les répéter, ni le gouvernement palermitain y calquer souvent dans ses actes. Nous avons vu plusiers fois les vielles bandes de Napoléon céder en Espagne, dans le Tyrol et dans les Calabres devant le peuple insurgé. Les troupes royales cédèrent dans les trois journées de juillet à Paris, les Hollandais sortirent de Bruxelles, les Russes de Varsovie et dernièrement les Autrichiens de Milan. Mais dans aucun de ces cas la lutte ne fut aussi disproportionnée, aussi prolongée et soutenue avec autant de chaleur. J'ai voulu aussi rappeler le reproche que les Siciliens ont fait au général Desauget d'avoir tiré des bombes sur la ville, parce qu'il n'y a pas de journal en Europe qui

n'ait répété l'accusation qu'il en avait l'ordre du roi. Il est vraiment absurde qu'une ville qui se soulève prétend faire au gouvernement un crime des moyens qu'il employe pour étouffer la rébellion. Dans le siècle passé on cria contre l'incendie d'Altona, de nos jours on a blâmé l'aggression contre Copénhague, mais personne ne s'est avisé de crier contre ce qui ce fit à Anvers, à Barcellone, à Lyon. Je ne sais ce que ferait une flotte anglaise devant Dublin, si on y menaçait d'exterminer la garnison. Les peuples qui se soulèvent affrontent volontairement une garnison, et ils doivent subir par cela même les conséquences des moyens que les troupes amploient pour contre-balancer la disproportion du nombre. Il est bien ridicule encore de crier qu'une bombe ait incendié le mont de Pitié ou un hôpital, comme s'il était possible de donner aux projectiles telle direction qui ne le fasse tomber que sur tel ou tel autre endroit, où il n'y a pas d'indication, ou qu'on doive se servir des bombes et des boulets, comme de simples amusements. De nos jours les armées étaient préoccupées de la pensée qu'on ne pouvait resister à l'impétuosité des peuples, et qu'il était difficile de les vaincre dans les villes. Cela explique les faits de Palerme, comme ceux de Milan. Plus tard aigris et sûrs que la discipline et la valeur doivent vaincre le nombre et la fureur, des scènes toutes opposées se vérifièrent à Naples, à Francfort, à Prague, à Vienne et à Dresde.

CHAPITRE XII.

Anarchie par suite du gouvernement révolutionnaire.—Conséquences de la révolte de Palerme.—Déchaînement des patriotes.— Violences du parti exalté. — Cruautés atroces.

Les nouvelles de Sicile arrivées coup sur coup à Naples y produisirent l'effet qu'on devait naturellement en attendre. Elles augmentèrent la fermentation et le déchaînement du parti révolutionnaire. Maintenant une révolution subite avait changé la face des choses. L'espoir d'apaiser la Sicile, les agitations du royaume, les troubles d'Italie, décidèrent le roi aux réformes. On désirait savoir de toute part comment serait accueilli l'acte de concession du roi à Palerme, et si, étant arrivé le jour qu'une tourmente extraordinaire avait séparé la monarchie du peuple, la tourmente passée, le prince serait rendu au pays. On se flattait même qu'au milieu de ce mouvement, le trône serait devenu indivisible et immobile pour la sûreté et la tranquillité de tous. Une fois le système de concessions adopté, on croyait qu'un gouvernement devait devancer les voeux, car les applaudis-

sements qu'il en obtiendrait empêcheraient d'éclater aux oppositions futures. Ce n'est qu'en allant au devant du torrent qu'on peut parvenir à le diriger en partie. Mais les causes secrètes qui avaient fait éclater la révolte de Palerme, devaient faire arrêter l'enthousiasme à l'écorce, quand même les concessions du roi l'auraient excité.

Chez tous ceux qui avaient mis la main à cette oeuvre de bouleversement, la joie de la voir achevée était grande. Le peuple, mordu au coeur et frappé à la tête, était jeté sans le savoir dans toutes les saturnales de la révolution. On chantait, on dansait, on s'embrassait. C'était un délire universel, furibond, irresistible. La révolution fêtait ses journées dans le tumulte et dans l'ivresse. Les rues de Palerme étaient sillonnées par des bandes tumultueuses, qu'y promenaient leurs drapeaux tricolores, en agitant des fers homicides et en urlant les chansons les plus frénétiques. Au milieu de ces joyeux étourdissements, chacun s'affublait d'un costume patriotique, et la populace d'applaudir. Tout allait bien jusque là. Mais bientôt la Sicile ne devait présenter qu'une désolante confusion. C'était déjà une cruelle punition que l'agitation de toutes les classes, le déplacement des ouvriers arrachés à leurs ateliers, des négociants à leurs affaires, des propriétaires à leur bien-être et leur tranquillité. Cependant les chefs de la révolte, enorgueillis d'une victoire qu'ils ne devaient pourtant qu'à des circonstances inattendues, après s'être servis du mécontentement pour gêner le roi sur le trône, allaient maintenant se servir de la révolution pour l'en faire des-

cendre. Mais les démagogues en usèrent à peu près de même dans toute l'Europe. Enflés de ces succès et fiers de leur triomphe momentané, se précipitèrent tout à coup dans les plus énormes excès. La populace effrénée donna tête baissée dans les violences de tout genre. Maintenant se succédaient les saturnales de la force à son plus grand excès. Affranchies de la crainte de l'autorité, toutes les passions haineuses sont bientôt soulevées et demandent à la force brutale, aux moyens les plus odieux une ample et prompte satisfaction. Ceux qui avaient fait la révolte et ceux qui voulaient en profiter, ils ne prenaient conseil et ne recevaient d'ordre que d'eux mêmes, comme s'ils n'étaient plus soumis à aucune autorité et qu'ils n'eussent plus de maîtres, ni de supérieurs. Les orateurs, pour qui, comme disait Philippe de Macédoine, la guerre tient lieu de paix et la paix de guerre, entretenaient le peuple par une éloquence flatteuse, qui ne lui montrait dans l'avenir que victoires et grandeurs. On faisait toujours prévaloir à la raison l'éloquence ; et dans les révolutions, comme dans les démocraties, c'est la passion et la violence du langage qu'on appelle de ce nom. Flattés d'une vaine idée d'indépendance, dont ils ne connaissaient ni les bornes, ni les devoirs ni la fin, ils se remuaient, s'agitaient, se donnaient bien du mouvement sans but et sans raison. Hommes propres à la parole, enclins au bruit, dogmatisant avec audace et ignorance, agitateurs sans frein, démagogues et déclamateurs de lieux publics, achevaient de corrompre le peuple par les plus grossières adulations. Ils étaient

toujours sur la place publique comme ces phalènes qui viennent tournoyer aux lumières. La presse en même temps jetait dans des cerveaux troublés par une continuelle exaltation, toujours de nouvelles prétentions factieuses. Les doctrines les plus perverses s'avouent, s'affichent et s'imposent par de mauvais scribes, nourris de Robespierre et de S.t Just. La presse ne se gardait pas même d'exhumer les haines du passé. Surtout les onze individus qui avaient été arrêtés peu de jours avant que la révolte éclatât, échauffaient le public par le récit des prétendues souffrances de leur détention. Ils auraient été mal logés, jetés sur la paille, réduits au plus strict nécessaire. Aux soldats, qui étaient sans cesse de garde à la porte de leur prison, était défendu de répondre à aucune de leurs paroles. Mais ces militaires, selon eux, s'étaient particulièrement attachés à les tourmenter et à les menacer par le dépit qu'ils éprouvaient des succès de la révolte. C'est ainsi qu'ils annonçaient combien les moments de leur détention avaient été cruels. Nulle décence, nulle bienséance, ni dans les procédés, ni dans les paroles et surtout dans les écrits. On ne trouverait que peu de pages qui ne fussent pas remplies de ces mensonges hardis qui soulèvent tous les honnêtes gens. Les journaux c'étaient des feux follets qui voltigeaint sur un marais infect. Les armes de Guttemberg ne semblaient destinées qu'à la destruction. Tout le monde ne faisait que poursuivre ce fantôme de popularité éphémère qu'on gagne sans mérite et qu'on perd sans crime. Je plains, disait Lord Mansfield, ceux qui sont devenus le

jouet des vains bruits populaires, et plus encore ceux que leur vanité a conduits à prendre les cris de la populace pour la trompette de la renommée. Il s'était fait une révolution subite, comme partout ailleurs, dans l'esprit de cette jeunesse toute affirmative, qui croit que sa raison peut tout comprendre, et que hors de ce qu'elle comprend, il n'y a absolument plus rien. Cette confiance, dans laquelle ily avait plus de vanité que d'ambition, lui faisait dédaigner tout d'un coup l'état de particulier, et tout établissement dépendant et subalterne, pour aspirer à des emplois, aux quels chacun d'eux n'avait jamais songé, et ne se serait pas même cru capable de prétendre. On sait combien l'intérêt particulier fascine les yeux et rétrécit l'esprit, même dans des temps paisibles, mais dans les temps de révolution il devient aveugle. C'est l'époque dans laquelle de justice n'y a pas même l'ombre. Éloignant de toute magistrature ceux qu'ils croyaient portés et propres à désirer l'ancien gouvernement, ils étaient pourvus des premières charges et des principaux emplois. Ainsi on avait remplacé par des membres des clubs presque tous les anciens employés. On parvenait à de hautes fonctions en déployant beaucoup de zèle démagogique. Ceux qui les cherchaient étaient précisément ceux qui, à les entendre, étaient plus capables de servir la cause de la révolution de leurs exploits et de leur courage. Aucun ne voulait céder, ni obéir à quiconque avait été jusqu'alors son égal. Les destitutions suivies de remplacements étaient sans fin, on s'arrachait les lambeaux du pouvoir. L'habitude et le spectable journalier

de donner et de reprendre le pouvoir devait bientôt laisser les magistrats sans considération, tandis qu'ils devaient satisfaire à des imaginations inquiètes et mobiles. Les révolutionnaires d'ailleurs portés par leur énergie à exécuter eux mêmes tout ce qui leur semblait fait trop mollement par les autorités, étaient conduits à empiéter sans cesse.

Sous le masque d'hommes privés les autres, affectant de ne prendre aucun titre d'autorité, se montraient en effet des maîtres durs et impérieux. Ils formaient différents partis auxquels les autres s'attachaient, chacun selon ses vues particulières d'interêt et d'ambition. Car il ne faut pas s'attendre que dans de tels mouvements les prétendus motifs du bien public aient aucune part aux résolutions qu'on prend. Tous les partis se choquaient, négociaient, se trahissaient déjà tour-à-tour. Mais le plus redoutable et le plus redouté c'était un parti bruyant, audacieux, composé de têtes ardentes et des aventuriers dont on ignorait quels étaient leurs mérites pour oser assumer une impertinente autorité sur les autres. Ils voulaient dominer au risque d'être abymés par cette marée décevante, au dessus de laquelle très peu surnagent. Partout se formaient à cet effet des comités révolutionnaires pour correspondre entre eux. Les révolutionnaires subalternes, hommes de désordre et de sang, n'étant plus contenus, et la multitude qui se range à la suite des agitateurs, population active, rémuante et toujours prête à s'agiter, excitaient une extrême fermentation. Ils s'ameutaient, ils étaient toujours prêts à se sou-

lever; les meneurs populaires les poussaient, des placards incendiaires les excitaient. Ils se récrutaient parmi ces bandes crapuleuses et dégoutantes qui vivent dans la paresse, la prostitution et le crime dans toutes les grandes capitales. Il s'éleva enfin un grand tumulte dans les quartiers plus populeux. Dans ce désordre extraordinaire la populace féroce et abrutie se livrait à tous les excès et voulait profiter du tumulte pour piller les riches. On assassina tous les employés de police qui étaient l'objet de la haine du peuple. On les traînait dans les rues, on les y poignardait. À ces actes de justice ne manquaient pas des femmes qui rappelaient celles qu'on appela *furies de la guillotine* en France. On voit que les générations présentes n'ont rien inventé. Sur cinquante-deux hommes de police, on en massacra vingt-deux. Les autres furent incarcérés; mais, à la tombée de la nuit, périrent victimes des furieux qui pénétrèrent dans les prisons. C'étaient les tristes réminiscences du quatre-vingts-treize; il n'y manquait que le spectacle des échafauds. La populace est toujours extrême, toujours barbare quand on lui lâche la bride. Mais ces scènes sont si remplies d'horreur et de dégoût, sont si dégradantes pour la nature humaine elle-même, qu'il vaut mieux jeter un voile sur ces objets hideux. Elles durèrent plusieurs heures, avant que le Comité pût donner des ordres, mais il n'en donnait jamais. Les membres du Comité étaient débordés, ils n'osaient se montrer contre ceux qui dominaient par la terreur. Tout reculait devant l'hydre anarchique qui était hideuse et terrible. C'est ainsi que

des farces grotesques coudoyaient de terribles tragédies et tournoyaient dans le cratère de Palerme.

Ceux qui avaient soutenu la révolte et qui exposaient leur vie dans le cas où le succès ne justifierait pas l'entreprise, croyaient que ces crimes odieux étaient nécessaires. Ceux qui étaient de la lie du peuple, ne s'étaient pas bornés à forcer les prisons et rendre la liberté aux détenus, mais devastaient les maisons de quelques officiers du roi ou des militaires. La maison du général Vial fut rasée, tout fut détruit ou volé. On dit que les portes des prisons furent ouvertes par ordre de M. Stabile, aussitôt son avénement au pouvoir, pour débuter magnifiquement, à ce qui paraît, à la régénération de sa patrie. Dans les provinces on imitait les fureurs de la populace de Palerme. La révolution avait rassemblée et maintenait une armée mercenaire sur pied, avec laquelle elle devait appauvrir et asservir le pays. Chaque comité avait ses troupes indépendantes et séparées, il n'y avait ni ordre, ni discipline, et parmi tant d'intérêts différents et si peu de subordination, on ne songeait qu'à piller les caisses publiques et ruiner le peuple. Les forçats et les détenus qui s'étaient dispersés dans les environs des villes, dévastant et désolant les campagnes et les fermes, se retiraient chez-eux pour y jouir tranquillement du fruit de leurs brigandages. Ces emportements ne caractérisent que trop la violence du peuple; violence toujours plus grande que les abus et les tyrannies dont il se plaint.

Les crimes de la populace avaient achevé de dessiller les yeux. Les hommes impartiaux voyaient bien que

10

dans ce moment de vertige, faute de direction, le vaisseau de l'État devait s'abymer dans les flots. Les gens raisonnables qui voulaient un gouvernement fort, dans lequel on conciliât l'ancien système avec l'unité nécessaire pour donner de la force au royaume, n'osaient pas se compromettre avec les partis des démocrates prononcés. Les uns craignaient de devenir odieux en désapprouvant ses débordements qu'ils ne pouvaient plus empêcher. Les autres cachés dans leurs maisons n'osaient presque en sortir de peur de s'attirer des persécutions. Ils restaient donc tranquilles dans leurs demeures, impuissants à calmer le tumulte et à régulariser le désordre de la victoire populaire. C'est cette classe moyenne qui assista, seize mois durant, avec une froide curiosité à la violation des principes les plus tutélaires. Le clergé pendant ces jours d'effervescence populaire, observant les évolutions du pouvoir et ses mesures audacieuses, était inquiet des changements qu'on faisait déjà ou qu'on menaçait de faire dans le temporel de leurs églises. Plusieurs employaient leur habileté à se faire une position mixte entre les révolutionnaires et le roi; poste toujours glissant où l'on a également à craindre ses ennemis et ses amis. Quelques-uns seulement se laissaient entraîner par faiblesse ou porter même un peu loin par les flots révolutionnaires. Les nobles, d'abord joyeux de la retraite des Napolitains, en furent bientôt alarmés. Ils commençaient à craindre, en perdant des maîtres incommodes, d'avoir perdu des protecteurs dans le cas probable des convulsions révolutionnaires contre la noblesse. Les dispositions des nobles Si-

ciliens ressemblaient à ces velléités libérales de la noblesse française, élevée à l'école de Voltaire. Ils ne voulaient pas conformer leurs actes à leurs principes, ils étaient novateurs par ambition. Maintenant, voyant l'étrange spectacle de l'activité inquiète des exaltés, impatients de devenir grands, et la tolérance et l'impunité des plus grands crimes, ils furent singulièrement épouvantés. Voyant aussi peut-être un danger dans une opposition intempestive, ils se jetèrent avec empressement au devant du mouvement pour profiter d'une révolution qu'ils n'étaient plus à temps d'empêcher. Tous les membres de la noblesse donc, les employés et même des évêques, s'empressaient de donner au Comité de Palerme des marques de complaisance.

Ce qui leur coûtait d'autant moins, qu'ils croyaient les Napolitains hors d'état de tenter quelque chose de sérieux. Ils croyaient la guerre et ses périls fort éloignés, et le gouvernement de Naples trop épuisé pour oser l'entreprendre maintenant. Mais contre les violences révolutionnaires ils n'avaient pas de défense. C'était une bourrasque, pendant laquelle il fallait se faire petits, dociles à tout vent. C'est ainsi qu'ils espéraient louvoyer sans faire naufrage et surgir dans le port. Le peuple des campagnes peu accoutumé au nouveau joug, connaissait à peine ses nouveaux maîtres. Il n'avait pas eu le temps d'oublier les anciennes lois et la forme de gouvernement sous laquelle il avait depuis longtemps paisiblement vécu. Tel était en Sicile, du commencement de la révolution, le relâchement progressif de tous les liens de

*

l'ordre et de la subordination, l'inactivité de la justice, l'agitation générale des esprits, le mécontentement des privations particulières, les haines et les dissentions qui sont la suite inévitable des révolutions.

On disait partout que les jalousies, les rivalités, les querelles entre les pays divers avaient eu le temps de disparaître, et tous les intérêts étaient venus se réunir dans un intérêt commun. Mais c'était encore une illusion. Il y avait une dislocation universelle. Partout où il y a des hommes en conflit d'intérêts et d'opinions, il y a bientôt les fureurs et les dissentions de l'orgueil. La Sicile qui avait aspiré à se séparer de Naples, au lieu de se constituer en état indépendant, sembla du premier instant arrivée au terme de son existence. L'excès du mal amène souvent le retour du bien. Mais la Sicile n'avait fait que commencer sur elle-même son détestable suicide. Quel était donc le remède possible pour apaiser les troubles, exiger les impôts, arrêter les séditions qui pouvaient naturellement éclater encore ? Comment même contenir dans le devoir des troupes accoutumées au pillage et commandées par des chefs qui avaient chacun des vices et des prétentions différentes ? On le voulait peut-être et on ne le pouvait pas. Pour empêcher les passions de dévorer l'État, il fallait organiser un gouvernement qui eût de la force et qui méritât de la confiance. Le remède unique à tant de maux c'était de choisir quelqu'un capable de porter un si grand poids et de maintenir l'ordre et la paix. Le gouvernement provisoire avait été le gouvernement du hasard, qui cependant dans

les jours de dangers, était obéi à souhait. Maintenant, le triomphe assuré, il n'y avait rien à attendre de cette espèce d'hommes, dont les noms arrivaient pour la première fois jusque au peuple, et qui furent bientôt uniquement occupés de leurs intérêts particuliers. Il était même très-dangereux de l'oser au milieu d'un peuple plein de sagacité, d'une finesse extrême, d'un caractère inquiet et propre aux soupçons impromptus. On avait mis cependant à la tête du Comité Ruggiero Settimo, vieux général en retraite, qui laissait à chacun ses espérances et ses prétentions et même les couvrait de son nom et de son autorité. Il était comme un régent du nouveau royaume. Mais en effet il n'en avait pas même le nom. L'autorité était toute entière entre les mains des Comités, qui s'étaient partagé les provinces. Ruggiero Settimo avait trop peu de capacité pour apporter un remède prompt et efficace à tant de maux rassemblés. Son indolence habituelle ne fit qu'accélérer la marche de la Sicile vers sa ruine. Au lieu de maîtriser la tempête, il n'avait été que le jouet de tous les flots. Il se laissait entraîner, malgré lui, et comme il se sentait très-faible pour supporter le poids du gouvernement, il s'en déchargeait sur M. Stabile. C'était un jeune homme obscur et ambiteux, qui de simple secrétaire s'éleva et se jeta dans l'arène politique. Il avait pris de l'ascendant avec la trempe de son esprit, mais il voulait les faveurs du peuple, lui faisant sans cesse la cour et cherchant avec affectation les applaudissements. Le Marquis de Torrearsa, dont la morgue cachait le peu de connaissances, était

d'ailleurs un homme fin et adroit, s'il n'avait la souplesse d'un habile négociateur. Mais tous les chefs avaient beau affecter la puissance, délibérer, consulter, décider; rien ne devait être exécuté. Des hommes lancés au pouvoir par un soulèvement public, n'ont pas la force morale nécessaire aux sévérités de la répression, parce que leur force c'est la popularité. Ce serait attendre l'impossible de la nature humaine. La révolution d'ailleurs était arrivée trop-tôt, et les avait surpris sans idées réunies, sans projets arrêtés, sans politique immédiatement applicable. Les hommes d'une expérience reconnue auraient dû se rallier à eux, les fortifier de leur opinion et l'environner de confiance. Au contraire le Comité était toujours assiégé par une foule affairée, tumultueuse, bruyante, mêlée d'amis, de curieux, d'officieux, des individus qui attendaient pour se déclarer prêts à acclamer le triomphe quel qu'il fût. On tombait toujours d'accord seulement dans les pratiques qu'il fallait entamer à Naples pour y semer le trouble et le désordre. L'idée de contrainte par le moyen des armes, était, selon eux, pour le présent une idée vaine et impolitique. Mais ils craignaient qu'avec le temps le royaume de Naples ne se releva de la faiblesse dans laquelle, grâce à la révolution, il était tombé. Des émissaires nombreux, chargés de nouer des trames à Naples, s'y appliquaient avec un zèle assidu et parfois très-adroit. Ils se plaisaient à y répandre des bruits alarmants, en y organisant des tumultes, en y faisant crier contre la guerre sicilienne. La presse révolutionnaire à Naples était pour eux; elle se pronon-

çait pour l'indépendance de l'île. La presse démocratique en Sicile ne faisait cependant que vomir des injures contre les Napolitains. C'étaient des lâches que les Siciliens étaient déjà habitués à blesser dans les reins : c'étaient des poltrons qui s'étaient inutilement couverts de fortifications contre la bouillante valeur sicilienne. Ils ne s'en serait sauvés que trois mille à peine de douze mille qu'ils étaient.

La presse napolitaine ne répondait pas à tant d'injures, quoique l'armée eût fait son devoir. Les anciens Romains connaissaient mieux les sentiments dont une armée est excitée. Aussi ils admettaient même des défaites honorables. Le mépris l'humilie et la décourage. C'était peut-être par modération que la presse napolitaine se taisait. Mais notre Jacques II louait hautement les Anglais qui combattaient contre lui ; et les émigrés français à Londres se rejouissaient des victoires de la république qui les persécutait. Le silence de la presse napolitaine était une insulte à l'honneur national. Il fallait cependant en Sicile employer le temps à créer des moyens financiers, lesquels sont toujours étroitement liés aux moyens militaires, et dans une révolution ils le sont plus que jamais. Au premier désordre, le peuple en profite pour refuser de payer les impots, et surtout ceux qui sont assis sur les consommations. On ne voulait pas tomber sitôt sur le papier monnaye et on n'avait de moyens d'égaler les revenus avec les dépenses. Il y eut pour le temps des difficultés de réalisation assez grandes ; peu à peu les contributions étaient exactement perçues, mais

mal employées. Les ressources à peine entamées, restaient consommées. Tous les malheurs ne se bornaient pas là, car les nouvelles autorités laissaient voler ou volaient elles-mêmes l'état avec impudence. Ils étaient les résultats, non pas de la gêne financiere, mais des dépenses énormément augmentées et de l'administration infidèle et inexpérimentée. On commença à tirer des sommes de l'argenterie des églises et des couvents, qu'on faisait fondre et dont on remplissait le trésor public. On avait déjà réuni au domain public les biens des Jésuites et d'autres corporations. Mais il fallait réaliser tout cela, et c'était là la difficulté.

Il y avait cependant une circonstance qui rendait plus graves encore les troubles de la Sicile. C'était la disposition des partis à chercher leur appui à l'étranger. Cela arrive toujours dans les pays faibles et trop importants en même temps par leur position pour être convoités. On avait envoyé en conséquence soit à Londre, soit à Paris, soit dans les divers États Italiens des agents dévoués à la révolution, avec des instructions très-hostiles au roi et bientôt connues de lui. On souhaitait surtout à Palerme que notre gouvernement fût en qualité de garant obligé de veiller sur une révolution qu'on se plaisait à dire son ouvrage. Dans ce temps la Cour de Naples était inquiétée par ceux qui lui faisaient la guerre en invocant l'intérêt du peuple. Elle l'était surtout par ceux qui cherchaient un refuge à leur ambition désappointée, en distillant leur rage autour d'eux. C'était une société turbulente, passionnée et surexitée que les événements brûlaient et emportaient dans un

perpétuel ouragan. Dans une lamentable disette d'idées, des démagogues défiants et ombrageux ne faisaient qu'arracher chaque jour quelque lambeaux du pouvoir.

Ils revenaient toujours le lendemain à l'assaut pour arracher une autre nouveauté. Ils avaient pris parti pour la Sicile contre les rigueurs imprudentes, selon eux, dont elle était l'objet. Il y en avait qui déjà assis dans les conseils du roi, avaient l'arrière-pensée de pousser la guerre avec mollesse, et de saisir avec empressement les occasions de la terminer à l'avantage de la Sicile. À cet effet, loin d'amortir toute influence révolutionnaire, ils se paraient d'une disposition toute pacifique comme purement utile au royaume. Car sur un ordre de Naples la garnison de Melazzo, qui était dans un château à cavalier de la ville et qui avait la mer pour soi, s'était déjà retirée depuis le 25 février. On tâchait, avec une perfidie assez mal cachée, de réduire la citadelle de Messine à la dernière détresse. Le général qui y commandait avait voulu déclarer la ville en état de siége, mais il n'avait pas trouvé le moyen de faire imprimer sa proclamation dans les Calabres. On s'y refusait ouvertement. Il s'adressa au gouvernement à Naples et pour toute réponse, il en reçut l'ordre qui le lui défendait. Après cela le gouvernement établit un armistice avec les insurgés de la ville, ce qui était reconnaître le gouvernement insurrectionnel, c'était donner plus d'audace aux rebelles.

C'est ainsi qu'on offrait les moyens aux ennemis du roi d'accroître leurs ressources, de nouer des correspondances avec les Calabres et d'affamer la garnison de la

citadelle ; ce qui arriva bientôt. Quelque temps après on fit retirer la garnison de Siracuse, ce qui était un acte sacrilége, car la ville ne remuait pas, et les fortifications étaient dans un état formidable. On pensa quelque moment d'abandonner même la citadelle de Messine. Mais le général Pronio, qui en avait pris le commandement, s'y opposa avec force, et bravant les insurgés, la sauva. Toutefois on s'en serait sans doute emparé, si le général Palma n'était venu à son secours. On y manquait de munitions, d'argent, de presque tout ce qui était nécessaire pour une longue défense. Le général Palma, obligé par le gouvernement de Naples d'évacuer Siracuse, fournit en passant la garnison de la citadelle de Messine des canons et des munitions qu'il avait tiré de Siracuse. Cependant, malgré ses secours, les troupes royales pressées de tous les côtés, devenaient à la fois assiégeantes et assiégées. La citadelle était serrée de si près qu'on n'y pouvait espérer aucun secours. Bientôt le manque des vivres et des munitions devaient mettre le comble à la situation critique des Napolitains prêts à être eux-mêmes forcés à se rendre. Les travaux des insurgés étaient dirigés par un vieux lieu-tenant colonel, émigré napolitain, jadis au service de Mehemet Ali, et auquel avait été celui-ci redevable de la prise di S.t Jean d'Acre en 1839. C'était un homme d'un caractère singulier, plein de courage et d'un esprit inquiet, quoique en âge très-avancé. Il espérait de s'emparer de la citadelle de vive force, et il ne se passait pas de jour qu'il ne visitât la tranchée et les travaux les plus avancés. Mais, s'exposant

comme le moindre soldat, il fut reconnu et tué par une sentinelle napolitaine.

La ville de Messine avait été couronnée d'artillerie et sur les hauteurs les canons étaient disposés de manière à foudroyer à chaque instant la citadelle et la flotte qui aurait osé s'approcher pour la secourir. L'artillerie était dirigée par les deux officiers napolitains, qui ayant déserté à Palerme, avaient tant contribué au succès de l'insurrection. C'était un lâche fratricide.

CHAPITRE XIII.

Lord Minto à Naples et Palerme. Conditions du Comité palermitain. — Débarquement des Siciliens en Calabre.

Comme ces craintes étaient fondées, on crut éteindre le feu de la révolte en nommant pour médiateur dans la discorde et en cherchant l'appui de Lord Minto qui alors était à Rome. On voulait l'intéresser à la cause du roi en le constituant juge de ce qui se passait entre Naples et la Sicile. On espérait qu'il ferait tous ses efforts pour ramener les Siciliens à un accommodement qui, conciliant leurs intérêts respectifs, rétablirait la paix et la tranquillité. Il fut reçu à Naples avec des manières honnêtes et pleines de confiance. Il devait en homme habile conjurer l'orage qui allait fondre sur le royaume.

Il eut des conférences avec le ministre des affaires étrangères, quoique un peu contrarié, à ce qu'on disait, d'entendre qu'on voulait attendre l'arrivée de l'Ambassadeur français qui était de jour en jour annoncée. On dit qu'il assura qu'il n'oublierait rien pour faire réussir sa négotiation selon les intentions du roi. On

ajoute même qu'il laissa entrevoir qu'il avait des ordres secrets d'appuyer les intérêts de la Cour de Naples. Quoiqu'il en soit, on fit semblant de le croire, et on n'oublia rien de toutes les honnêtetés qu'on pouvait lui faire pour le gagner et pour le ramener en effet aux intérêts du roi.

Pendant le séjour de Sa Grâce à Naples, Ruggiero Settimo annonçait à la Sicile par une proclamation l'arrivée prochaine du noble Lord, l'un des plus hauts personnages de notre pays. Il commandait qu'on lui fît un accueil flatteur. La presse palermitaine alors commença par lui rendre des hommages, le combler de flatteries et même le plaindre de ce qu'il était obligé d'entreprendre un voyage incommode. On aurait dit que Sa Grâce allait se rendre au Kamkchatka. On lui supposait d'avoir dit qu'il protégerait les droits des peuples partout où pourrait voltiger le pavillon Anglais.

La France est pour les peuples, on y disait, l'Autriche vient d'être menacée par des vêpres lombards, et Lord Minto arrive au milieu de nous et pour nous. Il arriva en effet à bord de l'*Ibernia*, et il fut reçu avec des égards et des respects infinis. Partout de vifs transports éclatèrent à sa vue; on lui prodigua de fêtes. Il traita à son tour les chefs du Comité avec une bonté paternelle et des égards délicats, mais au travers desquels perçaient, selon les Siciliens, la protection et la superiorité. Cela même rendait la négotiation très-difficile. On dit qu'il entama la question par établir préalablement en principe, qu'on ne devait songer à aucun changement de dynastie. Sans quoi il menaçait de rompre tou-

te négociation. Le Comité en fut choqué et, à ce qu'il parait, embarassé. La presse se prononça clairement. On avait déjà dit hautement que si l'Italie était appelée à essayer de la république, ce ne serait pas en Sicile que les princes fugitifs auraient trouvé leur asyle. On publia que la séparation de la Sicile était tout à fait à l'avantage de Naples, sans quoi l'île serait un poids pour le royaume, comme l'Irlande pour notre Angleterre. Il ne manquait même de ceux qui repoussaient la protection britannique, en relevant le sort de Malte et des îles Ioniennes. Et chez-nous on donnait le nom d'Irlande à la Sicile!

Le Comité donc trouva le principe établi par Lord Minto comme exorbitant. La prospérité du moment et sa fierté l'élevait si haut qu'il refusait même d'entrer en arrangement avec le roi. Et la presse qui était en éveil criait après le Comité à l'absolutisme britannique. Peu à peu le Comité revint, et supposant qu'on ne voulait que le contrarier et l'intimider par une impériosité artificielle, crut prescrire à son gré les conditions de la paix. Peut-être était il séduit par les manières dont on dissimulait la révolte. Le prince de Scordia, se posant en vainqueur, prétendait faire la loi; le Comité répondit d'une voix hautaine au médiateur. Il demanda un vice-roi pour la Sicile, avec des facultés formulées par le Comité lui-même: on ne pourrait donner des emplois à d'autres qu'à des régnicoles, tout en respectant ceux que les Comités avaient déjà donnés. Les troupes royales devaient abandonner les forteresses dans l'espace de huit jours, le roi devait

consigner à la Sicile le quart de la flotte napolitaine. Les dommages du port franc de Messine, causés par le bombardement, seraient à la charge du gouvernement napolitain.

Les prétentions étaient aussi peu fondées qu'intempestives. Cependant le Comité ne se montrait pas prêt à se départir de ce que ces propositions avaient de trop rigoureux. On se disait même à l'oreille qu'on ne les avait présentées que dans l'espoir et dans le dessein qu'elles fussent refusées. En tout cas on ne les aurait signées qu'avec la secrète pensée de les violer à la première occasion. Le roi avait présenté des arrangements qui pussent honorer sa justice et la sagesse de sa politique. Le Comité voulait au contraire reconnaître l'autorité nominale du roi et lui obéir tout juste assez pour ne pas provoquer le déploiement de ses forces. Telle était sa politique. Il ne voulait à aucun prix de la domination de Naples; on avait fait, selon lui, de grands et de magnanimes efforts pour expulser les troupes du roi, et on y avait réussi. On avait reconquis les droits de la Sicile, et ce serait une lâcheté que de les abandonner.

Mais ces conditions étaient trop injurieuses à la dignité du roi; et d'ailleurs elles portaient en elles-mêmes une empreinte de ridicule propre à frapper vivement. Car on ne peut nier l'incontestable supériorité de la partie continentale, sur la partie insulaire du royaume. On se faira une idée de la folle exagération de ces prétentions, si on songe, qu'après avoir obtenu le but de la révolution, on voulait être indemnisé des frais et des dommages

causés par elle. Aussi on voulait imposer non pas au gouvernement, mais au peuple napolitain des sagrifices pécuniaires. Enfin on demandait une partie considérable d'une belle flotte, à la formation de laquelle la Sicile n'avait pas du tout contribué. Le Comité donc, appuyé par la secrète malveillance de quelque diplomate, était à peine au début de la guerre, et déjà ses prétentions s'étaient accrues au point de ne pouvoir plus être ajustées que par la force.

Ce qui paraîtra extraordinaire c'est que Lord Minto en fut satisfait, et crut y avoir trouvé le moyen d'arranger les différends, parce qu'il accepta de les transmettre à la Cour de Naples. Il descendit, après cela, de l'*Ibernia*, salué par les artilleries et par les applaudissements bruyants de la foule, qui l'appelait défenseur des peuples oppressés. La Garde nationale fut placée à son hôtel, la presse recommença à crier que le plus beau triomphe de la révolution c'était d'avoir mérité les sympaties du noble Lord. On pensa ensuite à lui donner une marque publique de reconnaissance. Il y avait à Palerme une statue du roi, qui était destinée à être placée dans le péristyle des Finances. On imagina d'en faire un cadeau à Sa Grâce. C'est ainsi, disait on, qu'on aurait honoré l'artiste qui l'avait faite, le noble personnage qui protégeait la Sicile et l'on se serait en même temps débarassé d'un triste souvenir. En effet le gouvernement révolutionnaire avait ordonné partout la destruction des statues du roi et de celles de ses ancêtres. On en abattit des superbes à Noto et à Messine, où ne fut renversée seulement celle de D. Jouan d'Autriche, et fondues pour

en faire du canon. Les statues représentant les rois de Sicile furent aussi renversées et brisées. Athènes en avait fait ainsi de Philippe. Et comme les Athéniens étaient excessifs en tout, prodiguaient les louanges, les honneurs et toutes sortes d'hommages à l'égard d'Attale et des Romains. Le même spectacle devait être donné par les Siciliens, et c'était à notre représentant que les hommages et les honneurs devaient être prodigués.

Comme on n'est pas mieux instruit aujourd'hui des causes qui obligèrent Sa Grâce à une conduite aussi extraordinaire, nous aimons mieux ne pas chercher à soulever le voile mystérieux qui la couvre, que de nous exposer en l'examinant à être guidés par des conjectures odieuses.

Toujours est il vrai que le noble Lord s'était rendu à Palerme pour conférer avec le Comité et tâcher de le remmener autant que possible à des vues raisonnables. Il était désirable que s'il n'avait eu le mérite de faire prévaloir la modération, il avait eu celui de la conseiller. À cette époque donc stimulés par les étrangers, à n'en pas douter, les Siciliens conservaient l'attitude de révoltés avec une obstination extrême. C'est ainsi qu'ils répondaient à la générosité de leur prince et exigeaient de nouvelles sûretés. Le noeud semblait inextricable, mais il fut tranché lorsqu'on s'y attendait le moins.

Dans ces entrefaites il s'était répandu à Palerme le bruit que la Cour de Naples venait de s'adresser aux puissances signataires du traité de Vienne. Ça mit les têtes en feu ; c'était, selon les Siciliens, une folie et même

une trahison. On recommença à crier, on comblait de louanges les militaires siciliens qui s'étaient refusés de prendre service à Naples, on les appelait en Sicile. La Sicile, qui avait fait sentir les premiers coups de la révolution européenne, serait aussi la première à la soutenir par des combats glorieux. On comparait la Sicile à la Grèce. Cent des célébrités de la révolution française, selon les journaux, ne valaient pas Stabile et Ruggiero Settimo. Pour mieux échauffer les têtes on avait institué une fête anniversaire du 12 janvier et défendu le carneval jusqu'à la prise de la citadelle de Messine. L'autorité du Comité est rendue plus formidable, et on répand l'effroi dans tous les esprits, parce qu'on se plaint de tout et on veut tout réformer et tout punir. On répandait à chaque instant mille bruits absurds et alarmants. Les journaux, qui étaient le tocsin de la guerre civile, ébruitaient tantôt qu'un bateau à vapeur sicilien avait mis, devant Melazzo, en fuite la flotille napolitaine. Tantôt, c'étaient deux régiments du roi, débarqués à Sciacca, qui avaient été mis en pièces. On ajoutait naïvement, qu'on pouvait douter de la nouvelle du débarquement, mais cela arrivé, la déroute des Napolitains était certaine. Parfois le roi, avec la famille, s'était enfoui de Naples et déjà arrivé à Malte, parfois il était mort et on en annonçait la nouvelle par des cris frénétiques. Quelquefois c'étaient des gens qui soutenaient la prise de la citadelle de Messine avec un carnage effroyable de la garnison. La citadelle était une épine dans les yeux des Siciliens. Il y eût même un jour que la foule se précipi-

ta vers le port, où surgeait un bâtiment qui, disait on, en avait porté la nouvelle. Tous ces mensonges servaient à échauffer les esprits et à les rendre ennemis du roi. L'effervescence des esprits était telle, qu'il était impossible de retenir ce torrent. Le gouvernement ne le voulait pas même, dans la crainte de déplaire au peuple, dont il briguait toujours la faveur. Dans les premiers moments de l'ivresse et après une commotion aussi violente que l'insurrection du 12 janvier, il était impossible que tout rentrât à l'instant dans le calme et dans l'ordre accoutumé. Maintenant c'étaient les chefs du gouvernement qui prolongeaient eux-mêmes le mouvement révolutionnaire. En attendant, on leurrait toujours les esprits des secours certains et prochains de l'Angleterre. Des agents secrets avaient été envoyés à Londres âfin de chercher avec nos ministres la manière d'ajuster les intérêts de l'île.

On s'était enfin empressé d'ouvrir le Parlement à Palerme, si tant est qu'on puisse donner ce nom à une convocation illegale. Au milieu d'une population nombreuse, au bruit prolongé des salves d'artillerie, au joyeux carillon de touts les clochers de la ville, l'Assemblée se réunit le 1er mars avec toutes ses prétentions aveugles, avec tous ses droits révolutionnaires. Ruggiero Settimo dans son discours loua la révolution sicilienne et la fermeté du gouvernement dans la négociation avec Naples. Il parla ensuite des préparatifs de guerre de manière à persuader, à qui voulait l'en croire, qu'il existait déjà une flotte et une armée respectable. Quoi de plus beau que de

tels songes si l'heure du réveil ne devait pas sonner ! Mais on n'avait fait en effet qu'envoyer des volontaires à Melazzo, qui de là s'étaient portés à grossir l'armée insurrectionnelle de Messine. Les Catanais en avaient fait autant. On avait fondu des canons, accaparé des munitions et des vivres.

Les difficultés donc ne semblaient devoir se terminer que par la voie des armes. On affichait de la sécurité à Palerme, mais en réalité les préparatifs de Naples commençaient à causer aux chefs du gouvernement sicilien beaucoup d'inquiétude. Le roi, dont tous les malheurs s'étaient enchaînés, pouvait voir tous les succès s'enchaîner aussi. Il avait l'avantage fort-grand d'être placé très-près de la Sicile, et de pouvoir en conséquence y profiter des retours de la fortune. Ils étaient donc toujours en quête de nouvelles combinaisons pour faire triompher leur cause. Ils voyaient dans la conduite des mécontents du royaume une suite de projets et de desseins auxquels il leur paraissait difficile de s'opposer. S'il y avait à Naples des songes dans l'air, il y avait encore plus de cupidité dans les coeurs. Remplis de cette idée, ils entretenaient toujours des secrètes intelligences avec eux. En effet la presse démocratique à Naples soutenait leurs prétentions, et les révolutionnaires en favorisaient les desseins. Des émissaires siciliens intriguaient sourdement à Naples et y préparaient une révolte infâme. Lorsqu'il y avait quelques divisions intestines, les émissaires siciliens s'en mêlaient ordinairement, et ce n'était pas naturellement en faveur de l'autorité royale. Qu'importe à ces

hommes longtemps obscurs, et qui viennent de ravir le pouvoir par un coup de main, que le sang coule à flots! Bientôt le continent du royaume devint un vaisseau sans boussole sur une mer blanche de courroux. La révolution c'est une hydre à qui il renaît plusieurs têtes, à mesure qu'on lui en écrase une à coup de massue. Il faut toujours se hâter de la détruire par quelque remède proportionné à la grandeur du mal. Mais tandis que les auteurs de tous les désastres du royaume contemplaient d'un oeil stupide l'orage qui grossissait à l'horizon, il fondit tout à coup. La révolution fut étouffée dans les rues de Naples. Les chefs du gouvernement sicilien, qui avaient vu le trône chanceler au milieu des agitations de la guerre civile, en furent étonnés. Mais la nouvelle du 15 mai répandit dans les exaltés de Palerme encore plus d'irritation que d'alarme. Les cris contre le roi retentirent avec plus de force que jamais. Le gouvernement ordonna trois jours de deuil pour cet événement et des honneurs funèbres à la mémoire de ses victimes. On déclara que les Siciliens qui avaient soutenu la révolte dans les rues de Naples avaient bien mérité de la patrie. On suspendit la fête de Ste Rosalie, comme on avait défendu le carneval pendant la guerre. On avait même proposé dans les Chambres d'envoyer des troupes pour s'emparer de Naples. Mais aussitôt on avait annoncé l'heureuse nouvelle qu'elle avait été déjà reconquise par les masses du peuple des provinces, et les députés et les tribunes récompensèrent celui qui la donna par de bruyants applaudissements.

Les révolutionnaires n'étaient point découragés. Ils sentaient leurs ressources, tout vaincus qu'ils avaient été à Naples, et ils agissaient comme des maîtres contre le roi. Le danger les excite à faire de nouveaux efforts. Les réfugiés de Malte vinrent dans les Calabres, et une nouvelle révolution et plus redoutable y éclata. Mais l'armée, animée d'un nouvel esprit, marchait droit à eux; et si l'expédition des Calabres avait eu un heureux succès, le roi se sentant rassuré à Naples, et toujours inquiet pour la Sicile, aurait fait de nouveaux préparatifs pour la recouvrer. La révolution éteinte en Calabre, devait produire dans l'esprit des soldats une véritable exaltation d'espérance de la reconquérir. Il fallait donc, tandis que la guerre était complètement inactive, faire des préparatifs, dont l'urgence frappait tous les esprits, et qu'on eût soin de faire les dispositions nécessaires pour résister à l'ennemi en cas d'attaque. À Messine les insurgés et la garnison, après s'être bornés à de légères escarmouches, étaient demeurés dans la plus complète inaction. Le gouvernement palermitain donc pour détourner les forces du roi et les diviser, forma le dessein d'envahir les Calabres. Les grandes passions sont toujours fort crédules, et on se flatte aisément de tout ce qui se désire avec ardeur. Ainsi il espérait que le feu de la révolte mal éteint à Naples et brûlant dans les Calabres pourrait se rallumer tout d'un coup dans tout le royaume à la présence de six cents volontaires siciliens. Voilà la pensée que les chefs de la révolution à Palerme roulaient dans leur esprit. Quelque témérai-

res que paraissent les entreprises, elles sont toujours la suite des opinions dominantes. L'idée en avait germée dans les têtes des révolutionnaires de Naples, maintenant c'était une vaste conspiration, dont la guerre civile devait être le dénoûment. Ainsi on envoya le général Ribotti, piémontais, dont le génie turbulent, hardi et entreprenant devait organiser l'insurrection des Calabres et la soutenir. Ribotti se promettait des prodiges et les avait même fait concevoir à Palerme, quoiqu'il n'était pas tout à fait bien avec le gouvernement. Il était accompagné par des jeunes gens, qui s'étaient jetés tête baissée dans la révolution. Bien qu'il y eût des cadets de familles nobles de Palerme, il ne manquait dans son armée jusqu'à de jeunes abbés métamorphosés en officiers. Le reste n'était composé pour la plus part que de galériens, de voleurs ou des autres aussi méprisables ou aussi vils. Il débarqua aisément en Calabre; mais cette apparence de fortune ne dura pas. Du premier instant de son débarquement Ribotti fut tout étonné de ne trouver dans les Calabrois que froideur et insouciance. Il s'en plaignit au gouvernement de Palerme, et il s'aperçut bien tard que sa petite armée n'avait aucune confiance en elle-même ni dans ses chefs. Elle n'en inspirait pas non plus aux insurgés des Calabres, qui ne la voyaient pas non plus propre à déployer une grande valeur en un jour périlleux, qu'à soutenir une longue campagne. En effet à la première rencontre il n'y eût que les Calabrois qui soutinrent le choc des troupes royales. Les Siciliens se précipitèrent vers les marines de Catanzare, où s'embarquant précipitamment, firent voile pour Corfou.

CHAPITRE XIV.

Proclamation du Duc de Gênes destiné à être roi des Siciliens.— Situation du roi du Piémont dans la guerre de Lombardie.

Les chefs du gouvernement palermitain qui dans quelques mois s'étaient tour à tour emparés du pouvoir et l'avaient exercé sans raison, sans justice et sans humanité, furent effrayés de l'issue de l'expédition des Calabres. Dès qu'on eût ensuite la certitude que les préparatifs du roi étaient sérieux, loin de revenir sur leurs déclarations, ou de leur donner une explication compatible avec les circonstances de la révolution, on se précipita toujours plus dans des dispositions hostiles. On se prépara à repousser l'invasion de l'armée napolitaine avec tous les efforts possibles. On croyait entendre l'art de produire de grands effets sur l'imagination du peuple. Les bastions du Palais ayant été démolis, on commença par décréter que la place s'appellerait désormais place de la victoire. On accorda une amnistie aux diserteurs, on promit un encouragement à celui qui activerait une fabrique d'armes; on accorda une exemption

d'impôt à l'introduction de certains objets militaires. On défendit toute communication avec le continent; le cabotage était permis aux seuls pavillons étrangers. La Sicile fut partagée en deux divisions militaires, et on mit à disposition du ministère deux millions pour les dépenses de la guerre. En même temps on faisait des lois pour l'organisation d'une armée, des bataillons mobilisés de la garde nationale et de l'artillerie. Les gardes municipales de Palerme, de Catane et de Messine étaient déclarées des corps militaires à la dépendance de la guerre. Les localités de mille habitants devaient présenter un cheval, celles de douze un mulet. On nommait des commandants, on établissait des règlements pour la discipline, le service et les revues; les diserteurs étaient considérés comme diserteurs en temps de guerre, et par conséquent condamnés à être fusillés. Ruggiero Settimo était nommé lieutenant général, en récompense du zèle qu'il avait fait paraître pour les intérêts de la révolution. Mais il était toujours peu entreprenant; et par son âge, ses lumières et son inclination, il était incapable de faire la guerre au roi.

Cependant la révolution voulait tout à fait rompre avec le passé. Les patriotes enragés voulaient la révolution complète et sans retour, et elle ne serait pas telle qu'on n'aurait pas détruit tout lien avec Naples. On commença par déclarer que le Parlement serait permanent pendant la durée de la guerre et du danger. C'était déclarer la révolution en état de siége, comme la révolution française et la convention en 1793. On adopta la loi des sus-

pects, on déclara traitres à la patrie le prince de Petrulla qui s'était employé au service du roi de Naples. Enfin il se déterminèrent à renoncer solennellement à l'obéissance qu'ils devaient au chef de l'État. Le langage, étant dicté, devait être uniforme partout. Il fallait, disait-on, mettre un terme aux hésitations, aux faux scrupules et en venir à la seule résolution qui fût stable, c'est à dire à l'élection d'un autre roi. C'était, selon eux, constituer la Sicile par un acte complet et définitif. On avait sondé, à ce qu'on dit, le Duc de Leuchetenberg, le prince de Joinville, le fils du Grand Duc de Toscane, le prince Léopold de Bavière, et même le Duc de Bordeaux. Mais enfin on s'était décidé à offrir la couronne au Duc de Gênes. À cet effet le Marquis de Torrearsa, président de la Chambre, se lève et lit aussitôt à haute voix ce décret: « Ferdinand Bourbon et sa dynastie sont à jamais déchus du trône de Sicile; la Sicile y appellera un prince italien, dès qu'elle aura réformé ses statuts. Des applaudissements frénétiques accueillent cet acte; le Ministre Amari prescrit le serment, et on déclare le roi parricide public. Le Duc Serradifalco, président de la Chambre des Pairs, y renouvelle la représentation; le père Ventura par ses principes théocratiques y excite l'enthousiasme. Les forcenés, qui étaient, l'oeil étincelant, dans les tribunes, bruissaient et troublaient la séance. Lamasa, maintenant colonel, entouré de ses coupe-jarrets, au visage menaçant, se tenait debout, lorsqu'on procéda à cette scène de démence par laquelle on allait d'abyme en abyme. Un orateur présen-

ta au Parlement la nécessité d'élire promptement un roi. Un autre, la Rosa, fit ensuite le portrait du Duc de Gênes, en peignant ce prince comme vigilant, laborieux, plein de courage, comme le seul capable par sa valeur et sa prudence de s'opposer aux prétentions injustes des Napolitains. Pendant des heures l'éloquence démagogique s'évertua avec cette indignation à froid et toutes ces colères hypocrites qu'elle exploit ordinairement. On conclut que les Siciliens seraient aveugles dans leurs intérêt, s'ils ne lui déféraient pas le titre et l'autorité de roi. Les discours furent reçus avec de grands applaudissements, la déliberation fut emportée avec l'impétuosité de l'enthousiasme et toute l'Assemblée se leva et proclama, le 11 juillet, la déchéance de la maison des Bourbons, et l'élévation du Duc de Gênes à roi des Siciliens, avec le nom d'Albert Amédée Premier. On lui assigna les biens de la famille détrônée, qui avaient été déjà déclarés appartenir au domain de l'État. Et comme si une couronne ne côutait que la cérémonie de se la faire mettre sur la tête, ils croyaient que ce prince saurait bien se maintenir sur le trône, malgré les droits et les armes du roi de Naples. Le flot populaire se retira satisfait; les bâtiments français et anglais tirèrent le canon à l'honneur du souverain nouveau. En attendant ils lui députèrent quelques seigneurs des plus considérables pour lui offrir la couronne. On dit que Baudin offrit une frégate pour transporter la députation à Gênes; mais ce fut un vaisseau de notre marine royale qui la conduisit, et tout cela s'accomplissait sous nos yeux et pres-

que sans interruption. La députation ne fut pas reçue officiellement, mais les ministres piémontais qui ne laissaient échapper aucune occasion de blesser le roi de Naples, non seulement accueillirent les députés favorablement, mais leur donnèrent au nom de leur maître les espérances les plus flatteuses. Cependant ils étaient arrivés après la déroute de Custoza! La députation fut ensuite reçue à Alexandrie, accueillie honnêtement par le prince et admise à la table du roi. Si la Cour de Savoye était ennemie prononcée de celle de Naples, elle ne s'en était tenue jusqu'alors qu'à de mauvais procédés. Maintenant elle se prononçait hostilement. Les principautés italiennes étaient fort malveillantes pour la maison de Savoye, mais aussi heureusement pour elle très-impuissantes pour le moment. Ce n'était pas ainsi pour le roi de Naples, qui disposait d'une belle flotte, et qui pouvait devenir un ennemi dangereux, si les dispositions des hautes puissances eussent changé à l'égard de la Sicile.

Le roi Ferdinand avait senti dès le commencement de la guerre du Piémont contre l'Autriche qu'il n'avait aucun intérêt à venir au secours de son ennemi. Maintenant il aurait eu celui de l'accabler.

Il est étonnant que personne n'ait dit au roi du Piémont: Vous avez maintenant deux guerres sur les bras et qu'il faut renoncer à l'une d'elles, car vous qui pouvez suffire à peine à une seule, vous ne sauriez suffire à toutes les deux. Mais celui qui considère les effets de l'ambition inflexible du roi de Piémont, ne sera pas étonné qu'il

se soit mit au point d'être opprimé pour avoir voulu accepter le présent de la Sicile pour son fils. Il était clair que son fils n'était que l'instrument dont les révolutionnaires voulaient se servir pour se venger de leur monarque. Un jour il aurait été obligé de sortir de ce même pays qui l'avait demandé pour roi. Dans le cas plus probable on aurait vu se renouveller l'exemple du prince de Conti, de Stanislas Leczinsky, ou de ce roi Théodore, qui finit par avoir recours à l'humiliante générosité de Lord Walpole.

Quoiqu'il en soit, l'accord du Piémont avec le gouvernement révolutionnaire de Palerme anéantit tout espoir de réconciliation. Il ne fit qu'accroître la fureur de l'armée napolitaine qui aimait son roi et brûlait d'impatience de le venger. Il ne faut pas oublier que dans les révoltes précédentes jusqu'à celle-ci on avait respecté le nom et la personne du souverain. On exposait des griefs, mais on le supposait innocent des reproches qu'une opinion surexitée lui adressait; et si on lui faisait la guerre, c'était au nom des lois; on s'appelait sans cesse à Philippe mieux informé. C'était une opposition dynastique qui était toujours prête à rentrer dans l'obéissance. La porte restait toujours ouverte aux accommodements. Maintenant on rompait le seul lien qui réunissait les deux parties du royaume, le seul qui contenait le soulèvement des populations ameutées les unes contre les autres. Ce pas de la révolution avait tout brisé. Les deux parties du royaume de Naples restaient comme deux rives escarpées qui ont perdu le pont qui les unissait.

Une fois ce premier sacrifice consommé, les Siciliens ne s'arrêtèrent plus afin de mieux assurer la fantastique indépendance qu'ils pursuivaient. On comprendrait mal ce qui se passait alors à Palerme si j'omisse ici une circonstance qui caractérise assez bien les hommes de la révolution. C'est la manière étrange dont cet événement fut énoncé à la Sicile.

On publia une proclamation dans laquelle on énonçait les prétendus torts du roi de Naples et les maux auquels les Siciliens seraient exposés en cas de défaite. Ainsi on effrayait la Sicile, et par les craintes de dangers incertains, on l'entrenait dans les dangers réels d'une révolte ouverte. On parlait ensuite de la tentative d'invasion de part des Napolitains, comme certaine. Mais on annonçait d'avoir déférée la couronne au Duc de Gênes, et que trois puissances auraiant soutenu la Sicile. On ne sait pas quelles étaient ces trois puissances, mais l'allusion était trop claire pour que Lord Palmerston en ait dû demander explication. Mais Sa Grâce, et pour de bonnes raisons peut-être, préféra se taire. Ayant ainsi les Siciliens rompu avec la maison de Naples, ayant brûlé leurs vaisseaux, on espérait à Palerme que dans cette occasion toute la Sicile s'ébranlerait, tout le monde s'assemblerait pour combattre. Ce ne serait pas une armée, ce seraient des peuples entiers qui s'armeraient pour la défense de leur patrie. On faisait capital de l'exaltation du peuple. Mais les États ne se règlent pas par l'enthousiasme, disait l'Italien Doria, et Doria n'aurait pas dû être sitôt oublié par les Italiens. D'ail-

leurs cette exaltation n'existait que dans les chefs ; dans le reste ce n'était qu'hypocrisie politique.

C'était là comme partout ailleurs le même erreur de croire que les mêmes situations doivent produire les mêmes hommes et les mêmes résultats. On ne parlait à Palerme que de la France, de l'Espagne, de la Grèce. Mais les Grecs n'avaient à défendre que seulement leur vie de la glaive des barbares. La France et l'Espagne avaient la conscience de leurs forces, les mémoires du passé, les grandeurs de l'Espagne de Charles V et celles de la France de Louis XIV. L'une et l'autre comptaient sur le caractère belliqueux et fier de ses habitants. Mais les orateurs palermitains n'en étaient pas embarrassés, n'aspirant qu'à la réputation d'éloquents et ne songeant qu'à se faire louer. C'était une fièvre, c'était un délire qui avait gagné tout le monde. Il n'y avait clocher de village qui ne prétendît à son Demosthène. Mais Demosthène, qui avait poussé sa patrie à la guerre contre Philippe, malgré les conseils de Phocion, fut le premier qui s'enfuit à la bataille de Chéronée. Il y a deux siècles que nous autres pendant le fanatisme du temps de Cromwell nous entonnions des psaumes. Mais pourtant l'Évangile dans une main et l'épée dans l'autre, nous nous battions à Marstonmoor et à Naseby. Les Français chantaient la Marseillèse, mais eux aussi se battaient vaillemment à Valmy et à Jemmapes. Les Siciliens les imitaient et se préparaient à la guerre par des chants aussi et des harangues. Il restait à voir s'ils les imiteraient sur lès champs de bataille.

CHAPITRE XV.

Expédition de l'armée napolitaine contre la Sicile.— Le général Filangieri. — Prise de la ville de Messine.

Le roi ne pouvait perdre la Sicile sans perdre tout, le dernier gage de sa sûreté et la justification à son honneur. Avec un coup d'oeil parfait, que les passions n'obscurcissaient pas, avec la conviction qu'on se préparait à lui arracher la Sicile, il brava la flétrissure non méritée, et refusa de se résigner aux arrangements qui avaient été pris, peut-être, par les gouvernements de Londre et de Paris. Dépouillé d'une partie de son royaume pour un intérêt quelconque, il aurait pu l'être successivement du reste par des intérêts pareils. Il n'avait que le choix de tomber avec honneur ou de rester debout pour tomber plus tard.

Il se vit encore une fois dans la situation pénible où il avait été huit mois auparavant. Le roi n'avait pas été pacifique par indifférence. Il n'est pas impossible qu'il se soit flatté de tout concilier encore. Il ne rejetait pas peut-être la possibilité de se faire entendre à une population

désabusée et calmée. Mais les révolutions qui vinrent alors agiter le royaume, l'avaient obligé de dissimuler. Il joua donc en cette conjoncture le rôle forcé de l'indifférence. Il avait été obligé aussi à négocier à la fois avec chacune des puissances, et il avait pensé peut-être qu'il ne fallait pas laisser aux puissances le temps de réclamer le droit, s'il en est un, d'intervenir. Car le repos du monde c'est le seul cas dans lequel il soit permis d'intervenir dans les affaires d'autrui. C'était une négociation délicate qui devait être habilement conduite, réunissant à la justice, l'adresse et la fermeté. Il avait donc fait demander au cabinet de S.t James et au gouvernement français leurs intentions à l'égard de l'invasion pour reconquérir la Sicile. On ne pouvait pas cacher sous une forme plus convenable la volonté réelle de recourir à la voie des armes.

Le roi à la rigueur aurait pu s'en passer. Mais l'exemple du Danemarck et le besoin qu'on avait de la Russie jusqu'à la fin pour réussir, l'obligeaient de menager les deux gouvernements si étroitement liés. La Russie, comme il était arrivé autrefois dans le courant de ce siècle, pouvait garantir le roi des ambitions ennemies. Ainsi cette manière d'agir était de nature à déconcerter un peu la politique tortueuse de notre cabinet. La Russie n'intervenant pas encore dans la lutte, on devait redouter qu'auprès d'elle le roi de Naples, souffrant patiemment les torts de l'Angleterre, ne l'eût laissée sans excuse.

Et si les deux puissances, malgré la différence de leurs intérêts, marchaient au même but, la Russie pouvait en

avoir un tout à fait contraire. Ainsi tous les torts dont le roi avait à se plaindre pouvaient être un jour probablement réparés. La décision à prendre sur ces négociations devait agiter la Cour de Naples plus que toute autre question, en même temps qu'elle dut embarrasser notre cabinet et le gouvernement de France. Quoiqu'il en soit, à Londres, comme à Paris il fut consenti et officiellement déclaré qu'on n'opposerait aucun obstacle à la conquête de la Sicile, car si on s'y fût opposé personne n'aurait pu empêcher le roi de publier cette opposition, pour démontrer à l'Europe la violence dont il eût été la victime. Ne pouvant sauver autrement la Sicile de la convoitise britannique qui aurait pu le blâmer de s'appuyer sur la Russie? Jusqu'au mois de juillet tous les yeux étaient fixés sur le Mincio, où allaient se décider les destinées de l'Italie. C'est de là que devaient surgir les événements qui pouvaient mettre fin à cette obscure politique qui remuait l'Europe. Ces événements devaient amener ou la destruction du royaume subalpin, ou le morcellement de l'Italie pour le constituer. Maintenant après les échecs de l'armée piémontaise, il fallait considérer différemment la révolution sicilienne. Désormais il fallait abandonner aux hasards de la guerre un résultat que la sagesse ne maîtrisait plus.

L'honneur chez le roi est délicat; et se laisser dépouiller à la tête d'une belle armée, il n'était pas des conseils d'une prudence timide qui colora ce déshonneur. Les efforts d'ailleurs étant les derniers que les finances lui permissent, il devait surtout ne pas s'exposer à aucun

arrangement, car on pouvait, par le même cercle, le ramener au même besoin, et compromettre le repos futur du royaume. S'il y avait une chose urgente, c'était de prendre un parti. D'ailleurs il fallait mettre à profit l'avantage que lui donnait l'initiative des mouvements, et tomber comme la foudre. Ainsi puisque la guerre à outrance était décidée, on ne songea plus qu'à se battre.

Le choix du Général avant tout devait tomber sur un homme de talent, entreprenant, actif, dont la réputation était faite, fécond en expédient, et possédant l'art de se faire aimer de tous ses subalternes. Le roi confia donc au général Filangieri l'entreprise de la conquête de la Sicile. Le choix de ce Général était heureux. Filangieri avait le talent qui conçoit, et dans un haut degré le courage qui exécute. Avec son nom, ses souvenirs et ses moyens, tout fut chez lui du premier instant décision et ardiesse. Les préparatifs furent accélérés autant que possible, en y appliquant toutes les ressources du moment. Tout dépendait donc des événements de la guerre; et notre gouvernement, espérant de son côté, à ce qui paraît, qu'elle tournerait à l'avantage des Siciliens, n'était pas fâché d'en attendre l'issue, qui ne pouvait tarder d'être connue. On se proposait peut-être de recueillir tous les fruits de la guerre qu'on n'aurait pas faite. Il était bien clair, que s'il fallait que le roi pliât, notre cabinet aurait eu l'honneur de la réconciliation.

La place de Messine occupée par les Napolitains leur assurait un pied à terre et une base pour tenter l'invasion et l'occupation de l'île entière. La conservation de

Messine était donc pour les Siciliens d'une importance qu'ils ne méconnaissaient pas. D'autant plus qu'ils n'avaient point d'argent, ni de temps pour faire construire des bâtiments ou pour en acheter. Cependant l'entreprise était pour les Napolitains des plus hardies et des plus dangereuses. Elle offrait des obstacles presqu'insurmontables, car outre les hasards du débarquement, nos commerçants, ayant depuis long-temps pénétré que le but de l'expédition était de s'emparer de Messine, avaient fourni aux insurgés tout ce dont ils avaient besoin pour se fortifier et opposer une résistance vigoureuse. Malte les avait fourni constamment d'armes et de munitions. Messine en était devenue chaque jour plus redoutable. Elle était d'ailleurs défendue par une garnison de quinze mille hommes, il y avait huit mille gardes nationaux, et toute une population gardant la place et défendant toutes les rues. On avait fait tout ce qu'on jugeait à propos pour faire échouer l'entreprise des Napolitains.

De l'autre côté l'expédition ayant été décidée à Naples, les plus belles troupes furent mises en marche. On pourvut de tout ce qui était nécessaire, des vaisseaux de guerre et autres moins considérables, avec une rapidité sans exemple. Dorénavant ce qu'on appellerait des victoires seraient pour la Sicile, non moins que pour Naples, la source d'effroyables désastres. Après beaucoup de difficultés vaincues, l'expédition aurait été préparée pour la fin d'août, et toutes les troupes une fois réunies sur les côtes des Calabres, la foudre était prête à éclater. À Naples on ne parlait que de l'attaque de Messine. On était

tellement plein de préventions contre l'armée napolitaine, qu'on n'en imaginait pas possible la conquête. L'erreur de ce calcul semblerait inexplicable, s'il n'avait eu pour motif une fausse supposition. On se faisait illusion sur les forces et l'opiniatreté des Siciliens, on avait une grande confiance dans les menteries des journaux. Jamais erreur ne fut plus complète. On faisait des gageures sur la possibilité de prendre la ville d'assaut. C'était vraiment une chose cruelle de voir des hommes en venir même à des personalités, selon le fanatisme qui les agitait.

Les préparatifs d'une descente étant terminés et les troupes concentrées sur les côtes des Calabres, il fallait se résoudre sur-le-champ et attaquer la ville de vive force. Le 6 septembre fut le jour choisi pour l'exécution de cette entreprise. La garnison de Messine ne gardait aucune règle, ni aucune discipline, se croyant presque éloignée de tout danger. Elle savait, à n'en pas douter, que l'armée du roi était ébranlée, en proie au mécontentement, livrée au murmure. On l'aurait jetée à la mer si elle avait osé de tenter un débarquement. Miloro, celui qui s'était distingué dans l'insurrection de Palerme, maintenant colonel à Messine, invitait la garnison à assaillir la citadelle. Il demandait la direction de l'entreprise et quelque pièces d'artillerie. Il imprimait sur les journaux qu'il attaquerait en plein jour, se souciant peu des Napolitains, qu'il appelait des restes de bretteurs, protégés par des bateaux à vapeur *lazzaroni*. On ne faisait aucun effort pour résister à ce torrent de présomption et d'orgueil insensé.

Depuis le 4 septembre les batteries de la ville vomissaient des bombes sur la citadelle; celle-ci ripostait. C'est ainsi qu'on préludait au débarquement de l'armement napolitain qui allait aborder la côte. Les Siciliens n'avaient point de flotte qui tînt la mer et qui pût s'opposer au passage. La flotte napolitaine cingla donc tranquillement le 6 de Reggio et se présenta devant la rade. Une frégate et quelques canonnières allaient attaquer la batterie des *Moselle* et furent bientôt disposées de manière à la battre et à en éteindre les feux. En même temps une sortie de la citadelle l'attaqua de son côté. Les insurgés reçurent les assaillants en les accablant de leur feu incessant et du reste peu meurtrier. Mais les soldats et les matelots, rivalisant d'intrépidité les uns avec les autres, avançaient avec un admirable sang-froid. Un vieux colonel donna le premier l'escalade et tomba dans le fossé; un officier de l'état major fut plus heureux et y arbora le drapeau napolitain. L'étendard royal fut aussitôt salué par la flotte et l'armée. On décida le débarquement à l'instant même, on donna le signal, on mit les embarcations à la mer et on aborda sur-le-champ la plage voisine et les récifs de la côte. On se forma en division pour marcher droit à l'ennemi et on s'élança sur la ville. Le général Filangieri, aussitôt les troupes debarquées au nombre de six mille à peu-près, avait fait éloigner toutes les embarcations. Les batteries des insurgés vomissaient un feu terrible, mais les Napolitains avançaient toujours. Toute retraite faite en présence d'un ennemi vainqueur coûte beaucoup de sang, mais ici s'ils eussent

été obligés de regagner la mer, la retraite eût été pleine de désordre et de confusion. Ils étaient décidés à vaincre ou périr. Dépourvus d'artillerie, n'ayant que dix pièces de montagne, ils gagnaient toujours du terrain et se battaient avec un courage extraordinaire. Malgré l'infériorité des forces, ils allaient déjà pénétrer dans la ville.

Le général Pronio, qui était averti de se hâter pour venir accabler l'ennemi de son côté, se disposait en même temps à faire une sortie de la citadelle avec toutes ses forces. Mais on l'accabla lui-même tout à coup d'un feu épouvantable de mitraille. Sans s'ébranler, il dirigea une colonne à demi-portée de fusil sous une grêle de boulets et de grenades. Elle devait s'efforcer de pénétrer par la rue d'*Austria*, qui est du côté méridional de la ville. Sûr et fier de son courage, il pensait, malgré le feu qui partait de tous côtés des maisons environnantes, d'en venir à bout.

Quelques signes indiquaient que les mines allaient jouer, ce qui aurait arrêté les assaillants à l'entrée. Dans ce moment une bombe éclata, causant des dommages très-graves, couvrant le terrain de morts et de blessés, et jetant dans les rangs un désordre orrible. Bientôt la confusion fut telle, que sans plus rien entreprendre, la colonne fut obligée de se retirer en arrière. Après se premier moment, elle se rallia en devant de Terranova. Le jour était fort avancé, et Pronio fit avertir le Général à Reggio qu'après ce désastre il était obligé de ne rien entreprendre jusqu'au lendemain. Dans ce moment la division de la gauche poussée en avant par l'ordre du Gé-

néral en chef et qui déjà s'était fort avancée, fut obligée aussi de s'arrêter, vue l'inaction du général Pronio.

À cette vue la ville ne retentit que de vaines bravades, pleines d'insolence, de fierté et de menaces barbares. On criait que la journée était gagnée, l'ennemi n'ayant pas fait de progrès. Cependant elle était perdue en effet, dès qu'elle n'était pas complètement gagnée; car il aurait fallu ramener les Napolitains et les contraindre à se rembarquer. Mais les Siciliens étaient remplis de joie, quoiqu'ils eussent essuyé des pertes sensibles. L'irritation en même temps n'en devint que plus grande. Le tocsin retentissait partout. Le fanatisme des Palermitains était tel, que dans leur extravagance, il n'y eût pas d'excès auxquels ils ne se livrassent. La violence, les rapines, les assassinats, un désordre complet, tels furent les effets de l'enivrement causé par la retraite des Napolitains. Les insurgés renouvelaient avec plus de rage encore les scènes de carnage de Palerme. On ne put empêcher que des hommes furieux n'assouvissent leur rage sur quelques malheureux prisonniers napolitains, qu'ils percèrent de coups. Il se trouva des hommes assez brutaux pour en griller les membres publiquement sur des charbons, et pour les manger. Cette atrocité si révoltante est maintenant incontestable. Le peuple de Paris avait dévoré les restes sanglants du Maréchal d'Ancre, le peuple de la Haye avait mangé le coeur du grand pensionnaire de Wit. Mais ici c'était le premier exemple qu'on mangeât, comme les Caraïbes et les Iroquois, les captifs faits à la guerre. Il y eût des vendeurs qui en crièrent à l'encan

les morceaux, des soldats qui pendirent des oreilles à leur boutonnière. Le colonel Miloro, s'il ne montra pas cette fureur anthropophage, demandait, par écrit, des prisonniers suisses ou napolitains pour assouvir sur eux sa rage détestable et inhumaine. Les guerres politiques sont devenues des guerres de cannibales.

Le général Filangieri avait cru devoir suspendre le combat, et remettre au lendemain le soin de l'attaque. Il attaqua le lendemain la position de *Campanaro Longo* dans le village de *Gazi*. Là recommença le carnage. Les insurgés, abrités dans les maisons, faisaient un feu incommode, et tenaient en échec un bataillon de voltigeurs arrivé le premier sur les lieux. On se battait au pied de chaque muraille. Mais l'ardeur des troupes était si grande, qu'elles arrachèrent le village, une maison après l'autre aux mains des insurgés. Elles marchèrent ensuite sur *Contessa*, essayèrent d'enlever le village, et en effet y pénétrèrent et s'en rendirent maîtres. Ce village ainsi emporté de vive force, elles poussèrent brusquement quelques détachements ennemis devant soi, ou s'en défirent à coups de sabres et de baionnettes. On se pressait à courir sur les faubourgs de Messine. Il fallait marcher rapidement, profiter de la désorganisation des insurgés et frapper la ville de terreur, avant qu'on leur eût rendu l'ensemble et la confiance. On marchait parallèlement à la mer, et au couchant du soleil on avait atteint les *Innocenti* près S.t Cusano. Là on bivouaqua sur les deux côtes de la route. De son côté le général Pronio qui devait flanquer l'attaque, étant sorti de la citadelle et ayant pé-

nétré par le point opposé, avait tout refoulé dans sa marche. Ainsi les Napolitains qui montaient des rivages de la mer en trois colonnes se joignirent devant le couvent de la Magdelaine, qui est très-prèt de l'une des portes de la ville.

Quand les Napolitains eurent gagné le pied des murailles du couvent, ils se trouvèrent encore en butte à une infinité de coups. Il n'y avait endroit de muraille qui ne fît pleuvoir incessamment d'en haut sur leurs têtes une grêle de balles. Les suites de cette obstination furent aussi lamentables qu'on devait s'y attendre. Les soldats s'approchaient des murs, et après une attaque vigoureuse, ayant fait une brèche assez considérable et forcé la grille du côté des jardins, on pénétra de vive force dans le couvent. On y tua tous ceux qui se présentaient, on le livra aux flammes. Les soldats chassant devant eux les insurgés, allaient pénétrer par la *Porta Nuova*, en franchissant le pont qui passe sur le torrent la *Zajera* et s'ouvrir une issue dans l'intérieur de la ville. On s'y était préparé à les recevoir sur les toits, sur les terrasses et derrière des murs crénelés, ayant fermé par des barricades les rues qui venaient d'y aboutir. Mais les soldats napolitains déjà avaient commencé à les escalader, et à y mettre feu. Le bombardement avait déjà excité l'incendie dans cinq à six endroits différents. Des nuages d'une fumée noire obscurcissaient le ciel, et au milieu de ces spirales épaisses la flamme dardait des lueurs sinistres. Ces scènes sanglantes avaient duré trois jours, lorsque les rebelles, convaincus enfin de l'impuis-

sance de leurs efforts, furent incapables de soutenir plus long-temps la lutte. L'occupation de la Magdelaine, après une résistance si opiniâtre, avait plongé la ville dans la plus grande consternation. Livrée à la licence effrénée de la soldatesque qu'elle avait dans son sein, elle était maintenant exposée à toute sorte de calamités de la part des assaillants. Alors se firent sentir les effets du découragement des insurgés. Le désordre était complet; les rapines et les assassinats se renouvelèrent, après quoi, ils abandonnèrent la ville à son destin. Ils se retiraient dans un désordre effroyable par la route de Spadafora et Barcellone. Ils pillaient, ravageaient, tuaient même, se conduisant en vrais barbares, de sorte que les Napolitains étaient appelés comme des libérateurs par les gens du pays. Il n'y avait dans la ville que frayeur, consternation, désordre; on passait sous les fourches Caudines de la révolution. Les habitants, dont une terreur panique s'était emparé, fuyaient vers ou par les champs. D'autres se précipitaient dans une foule de barques pour se réfugier sur le Bul-dog, le Panama et l'Hercule. Ils n'échappaient aux horreurs du bombardement et aux fureurs des insurgés, que grâce à la généreuse assistance de nos officiers et des officiers français.

Les chefs du gouvernement révolutionnaire, qui avec plusieurs familles y avaient cherché les premiers un réfuge, y continuaient à tenir un langage le plus inconvenant contre les Napolitains, que, tout en fuyant, ils appelaient des lâches. Notre Amiral et l'Amiral français, qui s'étaient efforcés d'arrêter l'effusion de tant de

sang, purent à la fin être écoutés. Mais les Napolitains s'étaient déjà frayé le chemin après quatre jours de combats continuels, au milieu de la ville. Ils y pénétraient du côté de la *Porta Nuova* et de la rue d'*Austria*, brûlant les maisons d'où partait encore quelque résistance.

Il serait trop long de décrire en détail toutes les circonstances de ce fait, de parler de l'intrépidité des attaquants et de l'opiniâtreté des attaqués. On s'était battu avec acharnement pendant trente-deux heures. Parmi les morts du côté des insurgés on trouva une femme en uniforme de sergent d'artillerie. Le général Filangieri aussi maître de lui-même dans la mêlée fit des prodiges, donnant jusque au bout l'exemple de l'ardeur et du sang-froid. Quoiqu'il menât au feu des soldats presque tous neufs, plein de présence d'esprit au milieu de l'action, il leur avait communiqué un courage héroïque. Et beaucoup de traits de dévouement et d'héroïsme, par la voix des témoins oculaires ont été tirés de l'oubli. Les Français et les Anglais qui étaient dans la rade rendirent justice à la valeur brillante des troupes napolitaines. Mille hommes à peu près, tant morts que blessés, restèrent sur le champ de bataille. Le général Filangieri à la tête de six mille hommes, illustra les armes de son souverain en prenant Messine, qui était d'une importance extrême et d'un si difficile accès par sa situation. Alors on put calculer combien les Siciliens avaient dépensé pour les fortifications de la ville. On y trouva deux cent cinquante-trois pièces d'artillerie, avec un grand nombre d'armes, beaucoup de vivres et de mu-

nitions. Les bagages, les archives, les drapeaux tout était tombé au pouvoir des vainqueurs. Dans le même temps que les troupes royales pénétraient dans la ville d'un côté, une autre colonne s'élancait pour s'emparer des redoutes construites sur les sommités de Messine. Un détachement de vingt-cinq hommes s'empara, sans coup férir, du fort Gonzague. Toutes les batteries du Phare à Messine tombaient de même: les défenseurs s'enfuyaient par tout à l'approche des assaillants. Le général Filangieri tint occupé ses soldats en de telles expéditions, pour ne pas les faire entrer dans la ville, tandis qu'ils étaient encore exaspérés de la résistance qu'on leur avait opposée, et ivres d'une conquête qu'ils avaient payée de leur sang.

Telle fut l'issue de cette entreprise. On l'avait regardée comme problématique; mais quand Filangieri fut maître de Messine, l'on ne trouvait pas assez de louanges pour l'en accabler. Tant il est vrai que les hommes ne jugent les choses que par leur succès.

Les troupes royales ne firent aucun mal aux habitants, à peine la résistance cessa. C'est ici le lieu de relever un étrange conte que firent les journaux. On a accusé chez-nous les Napolitains d'avoir brûlé, saccagé, tué, et jeté encore des bombes pendant huit heures, après que la ville fut soumise, et qu'il n'y avait plus que des femmes et des enfants. Un tel fait était trop peu vraisemblable pour être cru. Aussi, malgré les assurances qu'en donna dans notre Parlement le noble lord Beaumont, personne ne crut à cette accusation dénuée de fondement. Il aurait suffit pour la combattre le nom du Général et

une vie jusque là noble et pure. Son témoignage aurait dû être accueilli avec toute confiance. Il aurait suffi pour le noble Lord de la déclaration du gouvernement de Palerme, dont le témoignage ne saurait être révoqué en doute, et qui n'eût pas la maladresse de répéter une telle accusation.

Il est prouvé au contraire que, malgré les atrocités des Siciliens, les troupes du roi épargnèrent l'hospice des pauvres de *Collereale*, d'où on les avait accablés de coups. Les blessés siciliens qu'on trouva dans les hôpitaux furent respectés, et les soldats napolitains, aussitôt maîtres de la ville, s'empressèrent d'y éteindre les incendies, quoiqu'ils couraient un danger effrayant par les mines qu'on y avait préparées. Ils se jetaient dans les maisons embrasées, qui reflétaient encore d'affreuses clartés et maîtrisaient l'incendie qui allait s'éte ndre. Car la malheureuse ville, grâce à la maladresse des canonniers, s'était trouvée pendant des heures exposée au feu de ses propres batterie. Voilà les atrocités des Napolitains, n'en déplaise à Lord Bruce, et qui certainement ne devaient pas faire frémir les habitués aux horreurs de la guerre.

Le général Filangieri entra dans Messine, dont personne n'était plus en état de lui disputer la conquête. Il en trouva les habitants qui y restaient dans une extrême consternation, ne sachant ce qu'ils avaient à craindre ou à espérer. Il y en avait bon nombre qui avaient abandonné la ville, et s'étaient retirés dans les bourgs voisins, et même à Palerme. La plupart étaient des esprits brouillons et mer-

cenaires, sans vertu et sans justice. Maintenant il était nécessaire de faire renaître la confiance. Le Général à cet effet déploya tout ce qu'il avait d'adresse. Pour cela il lui fallait avoir les propriétaires à sa disposition, et il ne négligea rien pour se les attacher. Il leur fit espérer une certaine amélioration de leur sort, et quoique ces précautions étaient parfois inutiles, il réussit bientôt à gagner complètement la confiance des plus influents. Il rétablit les autorités, réorganisa la magistrature; la ville obtint l'ancien privilége du Port-Franc, et fut même déchargée de quelque taxe qui alors pouvait devenir exorbitante. La ville avait payé mille livres sterlings par jour pour soudoyer ses redoutables défenseurs. C'est ainsi que l'humanité de l'armée napolitaine, et la prudence du Général firent aussitôt connaître aux Siciliens la clémence du prince contre lequel ils avaient pris les armes. Respirons un moment.

CHAPITRE XVI.

Conduite des gouvernements anglais et français envers le roi de Naples.— Conférences de Gaëte. — Concessions du roi aux Siciliens.

Autant que la nouvelle de la prise de Messine répandait de joie à Naples, autant les Palermitains en furent consternés. Un député dès le premier jour était accouru à Palerme annoncer à l'Assemblée que les troupes royales avaient été repoussées. Il déclarait qu'il allait repartir sur-le-champ pour retourner dans peu de jours pour apporter la nouvelle d'une victoire complète. Cette apparition soudaine et cette déclaration avait été reçue par des cris de joie frénétique. C'est ainsi qu'aussitôt après la bataille de Marathon un soldat courut de toutes ses forces à Athènes. Mais il s'était détaché de l'armée encore tout fumant de sang des ennemis. Maintenant c'était imiter l'Athénien avant d'avoir gagné, et en courant la poste.

Cependant à peine la prise de Messine fut connue qu'il y eût un déchaînement de fureurs à cette nouvelle. Toute la colère des insurgés tomba sur les Napoli-

tains, gens pacifiques, qui étaient demeurés en Sicile, et qui ne pouvaient pas se dérober à la vengeance de leurs furieux ennemis. Plusieurs en furent sacrifiés. On exerça même à Trapani ces sanglantes représailles contre deux malheureux employés des douanes.

La rapidité des opérations en Sicile et la plénitude du succès militaire avait trompé les prévisions de ceux qui ne voulaient pas la guerre, et surpassé les espérances de ceux qui l'avaient appelée de leurs voeux. Le plan des Siciliens était déconcerté par cette défaite, et l'espoir du gouvernement napolitain s'étant ranimé, les représentants des puissances, qui s'étaient montrés peu disposés pour le roi, se virent encore plus éloignés de leur but. Désormais tout le système du Cabinet britannique, il sembla qu'il fût bouleversé. Si l'armée napolitaine eût échoué, elle n'aurait eu d'autre parti à prendre que de renoncer à son projet d'invasion. Mais l'heureuse issue de l'expédition l'avait encouragée à marcher contre Palerme. Maintenant la situation s'était expliquée, le danger était mieux déterminé. On avait à craindre que les Napolitains s'appuyant sur Messine, ne tentassent l'occupation de l'île; et l'orage paraissait s'être fixé sur Catane et Palerme. On n'y aurait opposé que peu de resistance, il était à craindre qu'on aurait capitulé aussitôt. Siracuse en effet, qui était sur le point d'être attaquée et autres villes, qui déjà appréhendaient les suites de la prise de Messine, se disposaient à la soumission, et à rentrer d'elles-mêmes dans l'obéissance. Milazzo avait cédé sans résistance; l'île de Lipari avait cédé à la seule apparition d'un bateaux à

vapeur. Mais l'armée royale se trouva arrêtée tout à coup, et tous les desseins du Général allaient échouer par un obstacle imprévu. Les deux amiraux, Parker et Baudin, voyant le péril, et ne pouvant pas arriver assez tôt au secours de la Sicile, songèrent à faire suspendre sur-le-champ les hostilités. Ils intervinrent dans la querelle, protestant qu'ils allaient s'opposer de toutes leurs forces, au nom de l'humanité, à tout progrès des hostilités. Et faisant suivre de près les faits aux menaces, ils envoyèrent un vaisseau à Siracuse pour en défendre l'approche à l'expédition napolitaine.

On ne peut reprocher à notre ministère de s'être jamais laissé empreindre d'un vernis étranger, et de prendre peu à coeur les intérêts nationaux. On ne peut dire que la politique française fut jamais timide avec les forts et offensive avec ceux qu'on suppose faibles. Mais après les déclarations explicites que le roi de Naples avait reçues à Londres et à Paris, d'après lesquelles il s'était déterminé à faire partir l'expédition, ce que les deux amiraux entreprenaient n'était propre ni du caractère ordinaire, ni de la carrière politique des deux gouvernements. Les prétentions étaient inusitées. Naples retentit tout à coup des notes officielles et des menées diplomatiques de notre envoyé et de part de l'envoyé français, qui intervenaient seuls dans la grande querelle. Mais auparavant il fallait qu'on s'expliquât nettement sur les principes, qui étaient la base sur laquelle la négociation pût s'ouvrir. On revint à des négociations qu'on savait d'avance infructueuses. C'était d'ailleurs perdre dans des

formes lentes un temps que les Napolitains auraient pu donner à des opérations vigoureuses. Dans ce dessein apparemment les deux amiraux et les deux représentants à Naples entamèrent leurs négociations. C'est ainsi qu'on voulait obliger encore le roi de traiter avec des sujets rebelles et à moitié vaincus. Et nous autres Anglais, nous supportâmes autrefois une guerre longue et acharnée, parce que nous avions une grande répugnance à traiter avec la France républicaine. C'était à nos yeux traiter avec la révolution. Maintenant nos représentants protestaient de s'être opposés aux hostilités par humanité, et ils faisaient concevoir de grandes espérances de terminer cette guerre fratricide. Mais le temps était déjà passé, où Palerme pouvait respecter les conseils de notre Amiral, en sorte que toute négociation devait être nécessairement infructueuse. Le roi ne pouvait voir là qu'un leurre pour traîner en longueur les négociations, et laisser le temps aux insurgés de revenir de leur consternation, et de relever le courage des exaltés. Il s'opposait donc avec force, convaincu de l'inutilité de leurs offerts; car les Siciliens, sortant de l'incertitude des négociations, auraient même accepté la paix, avec le projet de la rompre sitôt qu'ils se seraient trouvés en position de le faire. On pouvait donc en conclure, que si les parties eussent été seules dans la querelle, la paix aurait été facile à obtenir. Mais on ne pouvait venir à aucune conclusion avec une diplomatie conciliatrice en dehors et des hostilités souterraines. Il en résultait que la trêve était injuste et violente, et que les

résultats même de la paix n'auraient effacé ni cette injustice, ni cette tyrannie. C'était d'ailleurs une politique cruelle à l'égard du roi, car s'il voulait pousser ses avantages, il aurait essuyé une guerre sans raison, comme sans justice. Nous voulions conserver les apparences de la paix et de l'amitié, tandis que nous rendions les circonstances toujours plus favorables à une rupture ouverte.

Ayant donc les envoyés et les amiraux, sans motifs suffisants, détournés les Napolitains de leur marche victorieuse, il convenait au roi, appuyé sur la justice de sa cause, de prendre un langage prompt, net et public. En conséquence le ministre des affaires étrangers à Naples, fit au Cabinet britannique et au gouvernement français une communication calme et franche. On disait à peu près dans cette note, que le roi comme prince indépendant était dans son bon droit, et les prétentions des puissances inusitées. On faisait remarquer que toute négociation était évidemment illusoire, et que le roi ne pouvait rien en attendre. Les raisons qu'on y donnait étaient évidentes. L'armistice ne pouvait plus avoir qu'un objet, celui de sauver la révolution en Sicile, dont le seul armistice compromettait la conquête. Le gouvernement de Palerme se serait menagé des forces pour recommencer sa résistance en cas de reprise d'hostilités. Les combats livrés pour la prise de Messine devenaient inutiles, et il aurait fallu recommencer sur de nouveaux frais. Les ministres français et anglais, hommes spirituels et sages, certainement sentaient la force de ces raisons, mais ils ne se

permirent pas moins de faire signer l'armistice et la ligne de séparation des deux armées.

En même temps le roi, ayant reconnu que sans l'intervention d'une volonté puissante, le répos de son royaume resterait indéfiniment en péril, il invoqua l'appui de la Russie. Le cabinet de S.t Petersbourg avait déjà ouvertement blâmé la conduite de nos ministres dans les affaires d'Italie. Il était en communauté de sympaties et d'intérêts avec la Cour de Naples, dont le royaume allait être déchiré en lambeaux. La jalousie continentale en faisait un ennemi de la France, comme la jalousie maritime en faisait un de notre Angleterre. On était donc sûr à Naples que nos ministres n'oseraient pas repousser l'entremise de l'empereur de Russie, car la négociation sur la Sicile embrassait l'ensemble des affaires d'Europe. On espérait essayer par là de prevenir un embrasement universel. Dans le cas contraire la Cour de S.t Petersbourg serait blessée de se voir peu écoutée, et la Russie qui peut déployer une puissance colossale, a dans ses mains, il faut l'avouer, tous les moyens de réprimer le moindre empiétement politique en Europe.

Nos ministres en effet qui avaient bien senti qu'ils auraient fini par se couvrir de ridicule aux yeux de l'Europe, s'ils avaient continué à rester dans une position équivoque, avaient déjà tolléré l'expédition contre Messine. Maintenant, n'osant dire ce qu'ils voulaient, nos nobles Lords devaient craindre que la Russie n'adressât quelque note d'où il sortirait inévitablement la guerre. Tout bon Anglais ne se laisse pas intimider lorsqu'il faut

faire la guerre pour l'honneur et l'intérêt de sa patrie. Mais dans l'injustice, dont on usait envers le roi de Naples, nos ministres devaient songer à l'Europe, à ses jugements, au déplaisir de tous les cabinets; et il était possible qu'on y fût exposé à des événements inconnus et funestes.

Le roi Ferdinand voulait la paix sincèrement, parce qu'il la croyait le grand intérêt de ses peuples.Il n'est jamais incertain, quand le devoir est prouvé. Il y avait trop de lumières en lui pour que les désavantages des Siciliens fussent méconnus. Il ne se trompait pas en calculant la résistance des insurgés sur leurs moyens. Mais il lui répugnait à recommencer une lutte dont il ne pressentait pas encore toute la facilité.Avec les éléments de résistance qui existaient encore en Sicile, il lui en coûterait du sang, avec lequel les Napolitains auraient scellé leur ouvrage. On pensait à négocier plus qu'à se battre, ainsi que dans toutes les guerres civiles, car on craint de se couper un bras malade avec celui qui est en bon état. Mais il était inébranlable sur l'indépendance de l'île. Il ne pouvait souscrire à un bouleversement qu'il pouvait empêcher. Un jour la Sicile, sauvée à travers les orages, le consolait de tout. On ne pouvait que le pousser à la guerre, en l'attaquant dans cette dernière espérance. Le devoir comme le droit du roi était incontestable; et par conséquent sa résolution finale certaine. Et puisque les négociations étaient évidemment illusoires, il ne pouvait rien en attendre, et il avait résolu de déjouer les finesses de notre diplomatie, en s'adressant à la Russie. Ce n'était pas tout.

De tous les côtés les événements en Italie avaient trompé la sagesse des politiques et les avaient jetés hors de leurs calculs. Ce qui s'était passé à Rome et en Toscane, et ce qui allait se passer en Piémont, avait allarmé tous les cabinets. Chez notre ambassadeur, et l'ambassadeur français au désir de temporiser avait succedé le désir de conclure. On augurait mal des préparatifs qui se pressaient en Piémont. Toutefois il fallait beaucoup d'habileté pour traiter. On fait beaucoup dans un temps, on craint de faire même peu dans un autre. Car les Siciliens, s'étant déjà remis de leur terreur, ils pouvaient forcer les puissances, malgré elles, s'ils jetaient le gant, que les Napolitains se seraient empressés de ramasser. Le roi de son côté avait vu de près les hommes et les choses, des événements mal jugés ne l'avaient été bien, que par lui. Il était incapable de condescendre à un arrangement qu'il regardait comme honteux pour lui, et nuisible aux intérêts du royaume. Mais il était sincère, il voyait les choses en grand pour les ramener à lui. Certain aujourd'hui de pouvoir s'entendre avec Londres et Paris, il ne se hâta pas moins de terminer la négociation, quoique le temps semblait chaque jour applanir les difficultés qui subsistaient encore. Les deux puissances en effet commençaient à témoigner peu d'intérêt pour les Siciliens. Notre Cabinet, qui craignait la conquête de la Sicile, à ce qui paraît, insistait seulement pour terminer le différend. Il n'avait voulu qu'éluder pour satisfaire les Siciliens et se prémunir dans les événements qui pouvaient surgir en Europe. À présent il

voulait sincèrement traiter, et il fallait en venir à des communications efficaces et bienveillantes. Mais il était loin d'offrir des garanties. Le général Filangieri fut invité à une conférance avec notre ambassadeur.

On s'entretint du désir réciproque de terminer la guerre et de la meilleure manière d'y réussir. Le Général écouta tout ce qu'on lui dit sur les conditions aux quelles la paix pouvait être conclue, et de son côté fit connaître tout ce que souhaitait avec justice le roi. En conséquence après s'être efforcés, chacun de son côté, de faire aboutir le résultat aux fins qu'on préférait, on convint d'une espèce d'engagement. Présenté au roi, discuté avec quelque ambassadeur, c'est ainsi qu'il fut approuvé et envoyé à Palerme le manifeste de novembre 1848. C'est ce document qui témoigne d'un sens ferme et droit, d'un caractère calme et élevé dans le roi.

Il avait fait à ses sujets rebelles des conditions dont ils auraient eu raison de s'applaudir. La fortune leur souriait; un trait de plume avait fait pour eux ce que des victoires auraient inutilment mérité. La soumission les aurait mis sous la garantie des deux puissances. Avec la résistance et des succès balancés on pouvait espérer de s'entendre quelque jour et obtenir des conditions supportables. Mais dans un rêvers, ayant perdu leurs derniers avantages, l'épée devait dicter la loi sans retour. Les Siciliens obtenaient donc sans coup férir, et même après la prise de Messine, ce qui depuis seize mois faisait l'objet éternel de leurs griefs, l'éloignement à jamais des Napolitains. Ils échappaient à une lutte désastreuse

sans même en avoir manqué l'objet primitif. C'était un arrangement brillant proposé par le roi lui-même. Tout le monde sentait qu'en s'obstinant à faire la guerre on aurait dépassé le but, et manqué l'occasion de traiter avantageusement. D'autant plus que le roi dans une marche d'ailleurs ferme et adroite, en traitant habilement à Gaète, avait aussi poussé vivement les préparatifs de la guerre.

CHAPITRE XVII.

Situation de la France à l'égard des puissances d'Europe.—Défaut de motifs de justice ou de politique pour intervenir dans la querelle de la Sicile.

Les mouvements révolutionnaires d'Italie avaient ébranlé le trône de Louis Philippe. La révolution de février venait d'éclater. Un orage de quelques heures avait emporté la monarchie. Le roi, dont l'habileté contenait depuis dix-huit ans tous les efforts de la démocratie européenne, tomba par excès de confiance. La résistance est un expédient dangereux, car elle ne laisse aucun remède légal. La modération promet moins, mais elle maintient avec plus de sûreté. Une trop grande confiance dans ses forces devait le tromper. On ne céda pas lorsqu'il le fallait, on ne résista pas lorsqu'on le pouvait. La vague populaire renversa le trône de juillet et en transporta les débris. Louis Philippe dans sa chute emportait avec lui la paix du monde ; l'Europe et l'humanité faisaient une perte immense. L'Italie et l'Allemagne surtout, travaillées comme elles l'étaient par une fermentation sourde, de-

vaient ressentir jusqu'au plus profond de l'âme, les émotions de ce formidable instant.

Le nouvel état en France ne se considerait pas plus sûr à l'intérieur qu'au dehors. Les dangers de la frontière, les inquiétudes de l'intérieur, les grands problèmes à resoudre, mille craintes et mille espérances confuses remplirent immédiatement les esprits. La crainte plus raisonnable c'était celle d'une guerre européenne. Une opposition acharnée avait long-temps reproché à Louis Philippe sa politique extérieure. Mais à peine le gouvernement issu de la révolution de juillet, qui semblait parvenu à son apogée, fut tombé, aussitôt on devait s'en rapprocher. Le temps ne pouvait changer les conditions de la France en un instant. La jalousie et le dépit de notre gouvernement ne pouvaient de sitôt être apaisés. La Russie se tenait à l'écart et menaçante. Les autres états, se relevant de leurs désastres momentanés, pouvaient changer leur froideur en inimitié ouverte.

Dans cette terrible période, que limitent pour l'Europe janvier et février, au sein de ce cataclisme effrayant, au bruit menaçant des trônes, qui de toutes parts s'écroulaient, les nationalités naguère les mieux équilibrées, s'entre-choquaient. Les rois rendaient la France responsable de la révolution européenne, et les peuples s'empressaient à s'armer contre elle de l'idée de nationalité, qu'elle leur avait lancée. Les menaces de propagande armée, que les clubs lançaient dès le lendemain de février aux monarchies européennes, devaient éveiller le souvenir de la première révolution française et

inspirer de graves inquiétudes sur leur sûreté tant extérieure qu'intérieure. Mais si les souverains redoutaient cette terrible soeur du 92, les peuples à leur tour craignaient le retour du temps de l'empire qui aurait menacé leur indépendance. Il fallait détromper les uns et les autres, et il fallait surtout se hâter, car un jour depuis le 24 février c'était plus qu'un siècle. La France, se trouvant isolée et menacée dans un avenir qui pouvait n'être pas éloigné, récommença la tactique de 1830. Elle déclara de vouloir le respect des traités, comme un fait et des droits acquis. Mais les exceptions qu'elle y mettait, détruisaient l'effet de ses déclarations. La France se plaçait dans une position équivoque, et ses indécisions, fruits de la nécessité, la rendaient faible, inconséquente et soupçonnée de mauvaise foi. Elle se constituait dès lors l'alliée obligée de l'Angleterre.

Notre gouvernement se tenait à l'écart. La France nouvelle aurait-elle encore la vitalité nécessaire à l'accomplissement des fonctions d'un grand état? Ne saurait-elle devenir la France de Louis Philippe et plus tard celle de Napoléon? Ne voudrait-elle pas devenir l'auxiliaire des peuples insurgés, pour tomber de nouveau avec ses armées sur le Rhin et sur le Po? On croyait encore chez-nous à sa puissance au dehors. On redoutait son action et par conséquent on y tenait compte de sa parole. Si l'Angleterre s'était tant opposée à l'accroissement de l'influence française en Espagne, elle devait empêcher qu'il se présentât des combinaisons qui permissent son agrandissement en Italie. Mais voyant depuis peu la nouvelle république fai-

ble, déchirée par des partis, proche à tomber dans les abymes de nouvelles révolutions, plus qu'elle ne fut capable à s'élever, l'Angleterre s'en déclara la tutrice. On avait tant crié, on s'était tant pleint depuis 1815 que la France n'était plus qu'un fief de la coalition européenne. Maintenant elle rougissait de l'avouer, mais elle n'était aux yeux du monde, dès le premier instant de la révolution de février, qu'un satellite dans l'orbite de la diplomatie britannique.

Pour ce qui regarde l'Italie, la France hésitait et montrait même de la répugnance. L'Italie toujours divisée avait eu recours de tout temps à la France. Un Duc d'Urbino, de Mantoue ou de Castre, un Marquis de Monferrat ou de Saluce avaient appelé souvent les armes de la France en Italie. Une Italie unie, compacte et forte, qui eût mis son épée dans les guerres de l'Europe, ne pouvait pas plus convenir à la France républicaine qu'à la France monarchique. Les luttes de la république, du consulat et de l'empire n'aboutirent qu'à un royaume d'Italie, qui fut ébranlé et tomba avec Napoléon. La France ne pouvait voir de bon oeil un royaume puissant au pied des Alpes. Il lui aurait fermé l'accès à l'Adige, lorsque des plaines de la Lombardie elle aurait voulu se frayer le chemin, comme autrefois, au Danube.

Le Piémont est une barrière que l'Europe a mise entre la France et l'Autriche, depuis les luttes séculaires engagées entre elles. Mais la monarchie militaire du Piémont, défendue par les Alpes et s'étendant de la mer de Gênes au gouffre de Vénise, aurait été pour la Fran-

ce un nouvel et puissant ennemi. La politique sentimentale qui l'aurait permis aurait méconnu l'histoire et les intérêts de la France. La France aurait été dès lors fermée par la circonvallation des Alpes comme par les places fortes des Pays-Bas.

La conduite de cette seconde république française à l'égard de Naples, devait être l'opposée de celle de la première. Elle n'aurait pas dû oublier combien lui avait nui l'inimitié de Naples depuis 1792, et quels secours nous avaient fourni les ports et la marine napolitaine. Maintenant le royaume de Naples à l'égard de la France a acquis beaucoup plus d'importance après la conquête de l'Algérie. Elle doit trouver pour long-temps encore son grenier dans la Sicile, des refuges pour les bâtiments français dans les ports nombreux de cette île. Comment la république française pouvait elle se resoudre à souffrir que la Sicile devint une colonie anglaise? Mais il en est des peuples comme des enfants, qui n'apprennent que de la nécessité. C'est ainsi que les fautes nouvelles ressemblent presque toujours aux anciennes. La France républicaine faisait ce qu'elle avait tant reproché au gouvernement de Louis Philippe. Elle se rapprocha tellement de l'Angleterre, que notre Cabinet lui marquait ou en neutralisait l'action.

Certainement dans la question sicilienne les intérêts de la France et de l'Angleterre, si celle-ci en avait un, devaient être opposés. La révolution offrait à la maison de Savoye la couronne de fer; on voulait faire un grand Piémont au lieu d'une grande Italie, et de substituer un

pouvoir piémontais aux pouvoirs italiques. Or la France devait désirer que le royaume de Naples se conservât uni et par conséquent fort. Il aurait été ainsi le contrepoids du nouveau royaume de la haute Italie, qui était evidemment créé contre elle, si abusant da sa puissance elle avait provoqué une seconde réaction universelle contre sa grandeur. En tous cas le Piémont aurait été une royauté jalouse et disposée toujours à contrarier les desseins de la France. Les cours de Naples, de Florence et de Rome ne voyaient pas sans regret la création d'un vaste royaume en Italie. Pie IX ne devait pas oublier les intérêts temporels du saint-siége. Mais la Cour de Naples principalement devait en être blessée. La France aurait trouvé son avantage à la venger. Cependant la France avait, à ce qu'il paraît, oublié que ce royaume subalpin, formant l'état le plus considérable de l'Italie, capable de tenir la balance entre elle et l'Autriche, était un projet du 1805, lors de la troisième coalition. C'était encore une idée caressée par notre W. Pitt, comme l'était aussi celle de donner à l'Italie une organisation fédérative. Aussi la France devait-elle au contraire faire en sorte que la maison de Naples devint plus puissante que celle de Savoye sa rivale, si celle-ci venait à s'agrandir. Il fallait donc avoir des menagements à son égard, et dans une révolution qui agitait profondément tous les peuples de la péninsule et allait bouleverser cette contrée, il fallait peut-être procurer des agrandissements à la maison de Naples. Il était de toute nécessité de contrarier celle de Savoye, qui se flattait de réunir toute la

péninsule sous la même domination. Et quand même il n'y en avait pas d'occasion, il pouvait se faire qu'il s'en trouva en avenir, et on devait s'empresser d'en profiter à l'avantage de l'Italie méridionale.

La France a été souvent trompée par des sentiments généreux, oubliant les avantages qui allaient en résulter pour l'Angleterre. Elle avait sous Charles X concouru cavalièrement à détruire la flotte ottomane à Navarin. Elle s'efforça de créer le royaume de la Grèce, en affaiblissant la Turquie, son alliée séculaire. L'ascendant de la France à Constantinople, qui était dû beaucoup moins aux événements de la révolution, qu'à l'alliance conclue dans le seizième siècle entre François 1.er et Soliman, alliance entretenue avec soins par les rois de France, en fut alors ébranlée. Mais la Grèce implorait la magnanimité, la pitié, la religion des rois et des peuples pour ne pas périr sous le sabre des Musulmans. Une sympatie exaltée entraînait vers les contrées du Levant, comme au temps des Croisades, toute la jeunesse de l'Europe. La France avec sa politique de philantropie obéissait aux exigences de l'esprit public. Mais quel but pouvait elle avoir en déchirant en lambeaux le royaume de Naples, pour en former deux états indépendants et rivaux? Affaiblir la maison des Bourbons en Italie, n'était-ce-pas agrandir d'autant la maison de Savoye à ses dépens? Les deux parties démembrées du royaume de Naples, placées à côté de Corfou et de Malte, qui est l'oeil droit de notre gouvernement, qui est l'Argus de la méditerranée, étaient menacées de la même destinée

des états de l'Amérique meridionale. Les deux états nouveaux allaient devenir ennemis de la France, l'un par la prépondérance britannique, l'autre par celle de l'Autriche. Car la Sicile tombait évidemment sous l'influence immédiate de l'Angleterre, et par cette raison même le roi de Naples aurait été obligé de se jeter dans les bras d'une puissance prépondérante. Je n'ignore pas qu'on proposait à la France un rôle singulier. Partout où une nationalité aurait lutté en Europe, c'était son devoir d'aller la secourir, et d'oublier par cette tâche pressante ses embarras, ses alliances traditionnelles, ses propres intérêts. Ceux qui comprenaient ainsi sa politique pouvaient bien lui dire, qu'il fallait prendre fait et cause pour la Sicile contre le roi de Naples, comme pour le Schleswig-Holstein contre le Danemark. La France se serait ainsi faite le bénévole auxiliaire de l'ambition allemande ou de la politique anglaise. Mais l'intérêt bien entendu de la France, aurait été de s'opposer à la division du royaume de Naples, de combattre les intrigues du noble Lord, qui la préparait et de regagner par là l'amitié du roi. Elle n'aurait pas blessé la Russie dans son juste orgueil, en soutenant des projets fastueux de réconstruction italienne, éclos d'une longue fermentation d'esprit dans des jeunes têtes. Elle n'aurait pas contrarié l'Autriche vivement alarmée pour son existence dans ce qui se passait en Italie. La Prusse, hésitant sans cesse entre la crainte de la révolution, et l'espoir d'un remaniement des territoires en Allemagne, se serait bientôt rapprochée. Et même à l'aide des nouveautés de l'Italie, la France

pouvait-elle espérer d'être indemnisée des pertes qu'on lui avait imposées en 1815? Elle manquait à tous ses intérêts en s'attachant dans la question sicilienne à notre Cabinet. On ne s'allie point avec un ennemi naturel sans nécessité. Ici elle n'avait pas même la nécessité de satisfaire l'opinion publique, qui demandait hautement, si non de se séparer de l'Angleterre, au moins de ne pas se rendre jouet de sa politique. L'opinion publique ne pouvait demander une alliance attentatoire de l'indépendance des nations, une alliance qui réveillait de cruels souvenirs, une alliance où les Français se traîneraient à la suite de ceux qui toujours ont été leurs ennemis.

Peut-être même eût-il été facile à la France de rester en dehors de la querelle. Elle y aurait gagné une pleine liberté d'action dans les affaires italiennes et allemandes. Au contraire traînée par notre gouvernement on l'a vue flotter entre les directions les plus opposées et pencher tantôt vers l'une, tantôt vers l'autre. En voulait elle faire de la querelle de Naples une question dynastique? Elle n'aurait pas dû aussitôt oublier ce que notre Canning en 1826 avait hautement prononcé dans le Parlement anglais, lors de l'invasion projetée du Portugal par l'Espagne. Il faut être juste, disait-il, et reconnaître que l'entrée de l'armée française en Espagne est jusqu'à un certain point un affront à l'orgueil de l'Angleterre. Mais j'ai contemplé l'Espagne comme nos ancêtres la contemplaient; et si la France doit s'emparer de l'Espagne, je ne veux pas que ce soit l'Espagne avec les Indes. Voilà pourquoi j'ai appelé le nouveau monde à redresser la balance de l'an-

cien. Lord Palmerston a de nos jours imité Canning. Les mariages espagnols ouvraient dans la péninsule le chemin à l'ancienne influence française, et lui il la détruisait en Italie. Il tâchait de créer un royaume puissant, et par cela même ennemi, aux portes de la France. En même temps il s'efforçait de détacher la Sicile du royaume de Naples pour y mieux établir notre influence et rendre plus puissante encore la nouvelle création dans le Nord de l'Italie.

Si la France n'aurait souffert que l'Europe armée inondât son territoire, l'Europe ne pouvait vouloir que la France armée déborda sur le continent. Quoique le système de l'Europe n'a été développé que dans le XVI siècle, il paraît qu'on s'est toujours réuni tant qu'on a pu contre les puissances prépondérantes. C'est ainsi qu'on se ligua contre Philippe Auguste au treizième siècle, et qu'on se réunit contre Louis XIV et de nos jours contre Napoléon. La France entendait-elle donc vivre en paix avec tout le monde? Mais elle le devait étant considérée et respectée comme il convient à un peuple qui a tant de moyens, de force et de puissance. La France ne pouvait être déconsidérée et amoindrie par la direction donnée à ses relations extérieures. Peut-être s'apercevait elle de ce qui se passait et redouta un embrasement général en Europe. En effet l'Angleterre songe avec regret aux énormes dépenses que lui coûta la guerre longue et acharnée qu'elle soutint contre la France depuis 1793 à 1815. Mais elle, comme presque toutes les autres puissances, se souvient des larges in-

demnités territoriales qu'elle en a obtenues. La France seule devait se souvenir, que courant après la fortune, on peut gagner beaucoup, mais que l'on finit par perdre tout. En France les soldats et les enfants peuvent encore s'enivrer en entendant les récits des exploits guerriers de la république et de l'empire. Mais les politiques ne peuvent oublier que Louis XIV était passé de Rocroy à Malplaquet, et Napoléon de Austerlitz à Waterloo. D'ailleurs les efforts de la fin du siècle passé ne seraient pas possibles. La France peut beaucoup par l'empire qu'elle exerce sur les souvenirs et surtout par sa population valeureuse et par ses moyens réels de richesse et de puissance. Mais la première révolution donna au gouvernement français une confiance et une audace extraordinaire. Maintenant le gouvernement était épuisé, les finances embarrassées et même dans la détresse, le crédit ébranlé. On ne pouvait espérer d'exciter le même enthousiasme pour opérer les prodiges d'une autre époque, qui donna un nouvel essort à la prépondérance morale des Français sur l'Europe. L'Europe en même temps n'est plus dans la position d'autrefois. La France accoutumée depuis Henry IV à protéger les petites puissances de l'Allemagne, n'avait pas depuis 1815 conservé son influence dans les arrangements relatifs à la Confédération Germanique. Au de là du Rhin il n'y a plus cette vieille Allemagne avec ses cercles, il n'y a plus ces états ecclésiastiques, qui étaient à la dévotion des princes plus puissants. Il y a au contraire une nation compacte, une armée fédérale très-forte avec la même disci-

pline, la même instruction, la même langue. Les vieilles jalousies, dans une guerre contre la France, y seraient bientôt éteintes. En Italie il n'y a plus la même division politique de 1796. Gènes y est unie au Piémont, Vénise à l'Autriche. Du côté des Pyrénées il n'y a plus la faible monarchie de Charles IV; et les Pays-Bas opposent cette formidable ceinture de forteresses, dont notre Lord Wellington entoura la France. La nouvelle république pouvait donc, malgré les fortifications de Paris, voir les mêmes invasions, qui rendirent la France plus malheureuse encore qu'elle ne fut après Crecy et Anzicourt. On a dit, et peut-être bien à propos, que la France dans la crainte d'une guerre générale faisait comme l'autruche, qui pour éviter le danger voile sa tête de ses ailes. Mais ainsi elle ne l'évite point, elle ne le voit pas.

CHAPITRE XVIII.

Intérêt de l'Angleterre dans les affaires d'Italie et la querelle sicilienne.— Bentinck et la constitution de 1812.

Depuis l'époque de Chatham, de Burke et de Shéridan on a fait chez-nous place à une politique toute pratique dominée par les exigences des faits. Le dédain des théories est à son comble. Maintenant il n'est plus guère possible d'en douter. L'expérience qui a dû éclairer tout le monde sur le mérite des promesses de la démagogie a fait qu'en 1848 l'Angleterre seule, en Europe, paraît avoir conservé son sang-froid. Or la crise dans laquelle se débattait l'Italie, venait d'entrer dans une phase nouvelle, où les parties intéressées avaient dû formuler avec plus de franchise leurs desseins. Les Italiens avaient franchi le Rubicon, et nous ne pouvions plus contempler avec sympatie les vicissitudes de leur fortune. Il était de notre devoir de savoir que ni l'intelligence d'un législateur, ni l'epée d'un héros ne peuvent affranchir les nations, et qu'on ne saurait décréter l'indépendance d'un peuple, pas plus qu'on ne saurait

improviser pour lui l'activité et la prévoyance. Cette apocalypse des nations, selon notre Bulwer, ne peut être que la conséquence des facultés déjà développées d'un peuple, non des lois de parchemin. Les Italiens, ou pour mieux dire, la maison de Savoie, s'était plu à jeter le gant à la nécessité; l'on n'avait consulté que ses désirs, sans s'inquiéter s'ils restaient dans les limites du possible. Au reste quelle que devait être l'issue de la guerre du Piémont avec l'Autriche, la question n'aurait pas été résolue de sitôt. Elle contenait dans son sein le germe de bien d'autres guerres. Il n'y avait pour nous d'autre remède, que la vigilance et l'attention perpetuelle sur nous mêmes et sur les autres. Notre ministère, ce noyau d'hommes expérimentés dans la conduite des affaires politiques, s'était-il demandé si cette unité d'Italie, au nom de laquelle on avait pris les armes, pouvait convenir à l'Angleterre? Il nous est permis de supposer que non. Créer un royaume hostile à la France, pouvait bien répondre à nos intérêts: mais il nous n'aurait pas convenu dans le bassin de la méditerranée que de petits états avec une marine limitée. De Malte et de Corfou, et un jour peut-être de Candie, nous pouvions toujours les influencer. Une Italie unie, avec des côtes étendues, tant de beaux ports et un vivier d'excellents marins à côté de la France, et en ligne avec la Grèce et la péninsule Hybérique, voilà ce que nous ne pouvions pas vouloir. L'Italie ainsi constituée dans une guerre maritime deviendrait l'alliée naturelle de la France, pour laquelle Alger serait alors un réel accroissement de puissance.

Les anciennes traditions britanniques veulent agglomérer autour de la reine des mers les états de second rang. Elle les trouva dans toutes les guerres d'Europe. Et comme dans la bienveillance que l'ancienne France a toujours témoignée aux états secondaires de l'Allemagne, aussi pour la vieille Angleterre il y a une tradition à conserver et à avouer pour certains états d'Italie. Il est de principe, en effet, pour tout Anglais nourri des idées nationales, pour avoir un pied sur le continent, de dominer en Portugal, d'avoir une entente cordiale avec la Hollande, et d'être l'ami du roi de Naples. On aurait ainsi des ports d'une haute importance, celui de Siracuse surtout, que Nelson, lui aussi étant fort endommagé après la bataille d'Aboukir, put regagner paisiblement. On pourrait ainsi rompre la ligne des côtes qui nous pourraient être opposées. Au contraire le nouveau projet de l'indépendance sicilienne aurait un jour ramené le blocus continental. Le royaume de Naples est d'une grande importance dans une guerre maritime. Il possède une excellente position géographique, de beaux ports, des matelots excellents, et une marine militaire assez florissante. Pourquoi en blesser le roi sans raison, comme sans justice, et se le rendre ennemi à jamais?

Depuis que les conquêtes de la France eurent bouleversé et opprimé les nations de second ordre, sa plus noble mission, sa plus raisonnable ambition c'est d'avoir une influence morale, qui les couvre de sa protection désintéressée. Blesser, dépouiller ces états ne pourrait valoir qu'à nous des ennemis, à eux une dépendance humiliante de la France.

Voulait-on imposer une médiation afin de faire cesser un état de choses oppressif pour les deux parties ? Il ne fallait pas faire reprocher à l'Angleterre son ambition, la dureté de ses procédés et son système envahissant. Il n'était pas nécessaire de se couvrir de beaux semblants de désintéressement et d'humanité pour la défense d'agir signifiée à Naples. Cette défense devait humilier le roi cruellement, puisqu'elle ne garantissait que la révolution sicilienne. À quoi s'évertuer à établir doctrinairement un état de paix au milieu de tant de mesures de guerre? Si l'Angleterre étrangère à la querelle avait voulu trouver un moyen d'arranger le différend, elle aurait dû arrêter avant la prise de Messine des hostilités acharnées, dans lesquelles on était prêt à se précipiter. Et pour que notre médiation fût capable de composer de si grands différends il suffisait de cette vieille autorité qui concilie l'impartialité et la modération, de cette justice éternelle qui est le premier besoin des rois et des nations. Pour arriver à ce but si désirable il n'était pas besoin de l'appui du canon.

Notre gouvernement avait-il cru devoir subordonner l'intérêt de Naples à celui de la paix générale, ou voulait-on en effet le sacrifier? Le rapport haineux dont on croyait chez-nous voir se développer le progrès, avait-il fait croire par hasard que les obligations de l'amitié avaient cessées? Satisfaire aux traités, sans prolonger les obstacles à la paix, était-il si difficile et pouvait-il faire tort à notre politique ? Que fallait-il faire dans ces circonstances ? Disputer leur droit aux Napolitains ? Rendre le roi victime d'une politique astucieuse?

La politique raffinée, a dit Burke, ce grand médecin politique, selon mon compatriote Grattan, a toujours été la mère de la confusion, et le sera tant que le monde existera. Je voudrais bien savoir de quel oeil nos ancêtres auraient contemplé la marche des choses actuelles. Certainement les Siciliens n'avaient pas les raisons des Américains, auquels nous fîmes la guerre. Fut-elle une injustice de notre part? Les wighs n'auraient pas dû oublier les paroles de Chatham et de Fox qui étaient partisans d'une réconciliation pacifique. Surtout lorsqu'ils pénétrèrent que les étrangers allaient se mêler de la querelle! Notre gouvernement désirait-il le succès de la révolte? Il était visible que les puritains de nos jours voulaient partout s'ériger en république. C'est l'esprit du calvinisme, qui devait nous rappeler notre *convenent* de 1668. C'était la même entreprise qu'on exécuta en Hollande, et qui en France, comme en Angleterre, s'exécuta à travers des flots de sang.

Tandis que des nuages ténébreux pesaient sur l'avenir, y avait-il de la prudence, pour la question sicilienne, à graver cette idée dans nos colonies qu'on peut commencer par des réclamations et finir par l'insurrection? Les frontières de l'empire britannique en Asie ont été portées à l'occident jusqu'à l'Indous. La bataille de Goudjerat nous a apporté un gain immense. Le royaume de Penjab a été mis, par la défaite de Sykhs, aux mains de l'Angleterre, et nous y dominons de fait et de droit, comme nous le dominions par notre influence. Mais de si vastes possessions resteront toujours soumises? Dans la condition actuelle de

l'Irlande voulait-on ouvrir la voie à la révolution qui menaçait de dévorer tous les états comme une lave enflammée ? Avait-on oublié sitôt que Pitt effectua l'union législative de l'Irlande avec l'Angleterre , cette union dont notre O'Connel a si long-temps demandé le rappel? Que l'Irlande supporte avec impatience trop naturelle l'état d'infériorité et d'ilotysme auquel elle reste condamnée? Les plaintes et les réclamations du Canada, et des îles Joniennes auront toujours été vaines? Notre protectorat s'y est changé en pleine souveraineté. Notre domination y est intelligente, douce, et les Joniens riches et tranquilles sous notre protection redoutable ? Cela peut-être, n'est pas même douteux. Mais il est impossible de ne pas voir que notre protectorat s'est imposé graduellement, et a tous les caractères de l'usurpation. Les sentiments démocratiques excités par le voisinage de la Grèce, le sentiment national exalté, ont arraché déjà aux Joniens des paroles de mécontentement, et ont ensuite produit l'insurrection de Céphalonie. Voudront-ils un jour s'associer aux destinées politiques du royaume de Grèce? L'Angleterre ne se ressent point à l'intérieur de l'émotion produite en Europe par l'esprit révolutionnaire. Les idées abstraites, les innovations d'après l'idéal ne sont point la préoccupation des Anglais. Mais aujourd'hui que la contagion commence à s'introduire chez-nous, et l'infection à se répandre dans l'air même qu'on respire, quelle espérance a-t-on d'échapper à son atteinte? Les radicaux chez-nous se borneront-ils à imiter nos modèles d'outre Manche? Pendant le cours de la révolution fran-

çaise, selon que le remarquait notre Windham, tantôt les armes ouvraient la route aux principes, tantôt les principes préparaient la voie aux conquêtes.

Nous nous rencontrons en 1780 dans la célèbre émeute de George Gordon, celui que lord Walpole avait surnommé le Jean de Leyde de son siècle. Cet épisode extraordinaire de notre histoire remonte à l'époque, dans laquelle la question de l'émancipation catholique soulevait les plus violentes antipathies populaires. Londres fut entièrement livrée et abandonnée sans défense à des bandes furieuses, qui pillèrent les chapelles et les maisons, mirent feu à Newgate, et délivrèrent tous les détenus, donnant un assaut à la Banque. Le feu fut mis dans la ville à trente-six endroits à la fois. Cet exemple inouï d'une grande capitale livrée pendant toute une semaine au feu, et à la dévastation, n'a jamais été oublié en Angleterre. Or l'homme sage ne doit jamais défier la fortune, mais la conjurer. Un pilote à travers les tempêtes de nos jours, ne les aurait pas provoquées par la violence de sa politique, pour ne pas précipiter la patrie dans l'insondable abyme des révolutions. Mais au contraire on aurait dû se rappeler chez-nous cette caricature de Gillray, qui représentait Price, Paine et Priestley soufflant du haut de la chaire la révolution. Ils terminaient leur sermon par la formule de notre liturgie: et maintenant prions avec ferveur pour l'abolition de toute monarchie, et pour que le désordre et l'anarchie puissent, par nos pieux efforts, régner dans tout l'univers!

C'était peut-être une fatalité que cette politique tor-

tueuse de notre gouvernement ? Les gouvernements doivent eux aussi chercher leur popularité. Je ne crois pas qu'il en fût différemment du temps de Platon. Comment obéissait-on chez-nous à cette nécessité ? On adopta les anciennes maximes, que plus on abaisse la puissance de la France dans l'échelle politique, plus on élève l'Angleterre. Ainsi notre Cabinet préparait la destruction de l'influence française. Quel était d'ailleurs le grief de notre gouvernement contre le gouvernement français? Ce renouvellement du pacte de famille, ce mariage destiné à resserrer les liens qui unissaient les monarchies française et espagnole. Mais ce pacte venait bientôt anéanti par la brusque ruine de la monarchie de juillet abymée dans le gouffre de février. Il devenait au contraire un gage permanent de défiance entre la France républicaine et l'Espagne monarchique. Pourquoi ne pas se désister alors de cette politique nébuleuse et presbyte, qui sacrifie le présent à un avenir problématique ? Fallait-il à quelque prix que ce fût affaiblir l'influence française en Italie ? Quel intérêt avait l'Angleterre à y fomenter la révolution ? On ne peut assez s'étonner qu'elle ait voulu remuer les esprits, pour que notre influence s'y étayât du parti exalté, et y subît les conditions du radicalisme. Le *foreign-office* de crainte d'être supplanté par la propagande révolutionnaire française, imagina-t-il de prendre les devants sur elle? Il faut avouer, que si on s'était mis en tête de jouer le rôle que joua le Cardinal Alberoni dans le siècle passé, et de bouleverser l'Europe, on fut sur le point d'en venir à bout. Cependant on n'au-

rait dû oublier qu'on est presque toujours mené par les événements, et rarement on les dirige. Nos ministres ne calculèrent-ils pas la responsabilité qu'allait peser sur eux, ouvrant le gouffre des révolutions, où l'Europe se serait précipitée? D'après les scènes incroyables qui se passaient pourtant sous les yeux de toute l'Europe haletante, on pouvait bien dire que notre politique avait bien un visage non pas une physionomie. L'Autriche prenait-elle des précautions et se tenait sur ses gardes contre la révolution qui grondait? Notre gouvernement lui annonçait hautement qu'il n'aurait jamais souffert que les armées impériales franchissent les limites de la Lombardie. Est-ce qu'on craignit réellement quelque coup préparé contre les états de l'Église, ou voulait-on exciter les Italiens et les rendre favorables à nos desseins? Bientôt le contre-coup des révolutions italiennes renversèrent le trône de Louis Philippe. Les armées françaises pouvaient être appelées dans la péninsule. Lamartine énonce-t-il à peine cette possibilité, que notre gouvernement montra de blâmer le roi du Piémont et tâcha de se rapprocher de l'Autriche. L'armée piémontaise est poussée en avant, et l'Autriche parait-elle disposée à ceder? Notre gouvernement a tantôt des velléités de médiation. Charles Albert dédaigne l'appui des Français? et chez-nous renaît l'idée du royaume subalpin, et on décline toute œuvre de médiation. Les rêvers des armées piémontaises surviennent elles bientôt, et la haute Italie demande à grands cris l'intervention des Français? Ceux-ci peuvent-ils être entraînés par les anciens souvenirs de leur gloire mili-

taire ? Notre Cabinet se jète en avant, en offrant cette même médiation qu'il avait auparavant déclinée.

Mais était-il que nous affaiblissions par ces moyens l'influence de la France en Italie ? Ou notre Cabinet voulait-il en effet, de son aveu même, provoquer des réformes légitimes dans la péninsule ? Heureux notre siècle s'il n'eût produit que de tels desseins ! Il resterait à savoir toutefois, comment, selon le droit des gens, un gouvernement étranger pouvait en imposer aux souverainetés indépendantes, à qui seules regarde de réformer leurs états. Le prince de Metternich l'avait fait remarquer à Lord Palmerston. Mais il me paraît sensible que le vrai fond de la question était l'influence française qu'on voulait craindre, et que le prétexte était qu'on désirait les réformes. Un fait digne d'attention c'est que la Russie avait fait de raisonnables observations à notre ministère là dessus lorsque la querelle de la Sicile, plus ou moins envenimée, subsistait toujours. Nesselrode se plaignait à l'Angleterre qu'elle avait excité les troubles d'Italie, en donnant des espérances, et des encouragements, et que la présence de notre pavillon eût soulevé les Lombards et les Siciliens. Il avertissait notre Cabinet, que le besoin de réformes cachait la révolution. Il l'avertissait qu'il agissait, peut-être sans le vouloir, dans l'intérêt de la France, et des idées démocratiques. L'Angleterre aurait avec les nouvelles institutions, selon le cabinet Russe, accru la force morale du gouvernement français en Italie, tout comme en Espagne, dans la Grèce et dans la Suisse. La France y aurait gagné par la paix ce qu'el-

le n'aurait jamais obtenu par la guerre. Les nouveaux gouvernements organisés sur le model français, vivant de son esprit, agissant sous son influence, seraient devenus les foyers des principes français. Ces partisans et ces auxiliaires, fortement attachés à la France auraient en toute occasion fait cause commune avec elle, ayant même avec elle par les habitudes et les moeurs plus d'affinité qu'avec l'Angleterre. Si la France avait un jour écouté son instinct qui l'entraîne hors de ses frontières, l'Angleterre se serait trop tard apperçue d'avoir affaibli ses propres moyens de résistance. Car tandis que la France se serait ménagé ainsi autour de soi des gouvernements amis, qui allaient faire tous leurs efforts pour l'appuyer, l'Angleterre aurait paralisé l'Autriche, qui lui sert de contre-poids. Ainsi elle aurait détruit ce système défensif, qu'elle même avait contribué par tant de sacrifices à établir en Europe.

Ces observations étaient justes, et il s'en fallut peu, que les choses ne se fussent passées ainsi, par ce mélange d'hésitations et de revirements soudains dans les alliances, qui a caractérisé notre politique. Il paraît que nous avions oublié le temps de Jacques 1.er en voyant toujours des ambassades, et n'ayant jamais des alliés. Et pourtant le peu de crédit chez l'étranger contribua beaucoup à le priver de celui qu'il devait avoir chez-lui. L'état qui perd sa considération au dehors, est bientôt troublé au dedans.

Mais cet étrange attitude politique, qui profitait de la fiévreuse inquiétude, dont l'Italie était agitée, était-

elle plus raisonnable ailleurs? En Espagne, par exemple, en 1848 les agitateurs de la *Puerta del Sol* à Madrid étaient les protégés du *foreign-office* tout aussi bien que les Siciliens. On dit que notre ministre Bulwer assistait aux réunions des sociétés secrètes, et que plusieurs insurgés de Madrid se réfugièrent à l'hôtel de l'ambassade anglaise. Les colonels Fitch et Jordan parcouraient les provinces espagnoles, et de petites bandes révolutionnaires sortaient de terre comme par enchantement. Lord Bulwer n'agissait certainement pas à la légère, et de son propre mouvement, comme ont voulu l'insinuer plus tard les amis du chef du *foreign-office*. La note du cabinet espagnol, qui, au lieu de réfuter les accusations, dont fourmillait la fameuse note de notre Cabinet du 16 mars 1848, détournait contre nous les récriminations, ne nous avertissait-elle pas de l'égarement de notre politique? Ne touchait-elle pas au juste, en disant qu'il n'était pas de notre compétence d'entrer dans la critique des actes d'un gouvernement étranger? Autant aurait valu la prétention du cabinet espagnol de réclamer de nous des mesures plus humaines envers l'Irlande, et plus de justice envers les Indes. C'est ainsi que Lord Stanley et Lord Aberdeen désavouaient le rôle qu'on faisait jouer à l'Angleterre, aux applaudissements de la Chambre haute. Tandis que la démagogie parcourait et bouleversait l'Europe, et l'incendie républicain qui menaçait de nous cerner ne marchait déjà que trop vite, l'Angleterre qui pouvait être elle-même ébranlée au dedans, devait-elle songer à renverser les points d'appui monarchiques qui

pouvaient lui rester au dehors ? Comment notre diplomatie n'a-t-elle pas craint qu'au jour du danger nous aurions cherché, et avec effroi, sur le continent la vieille société intacte et la royauté forte? Que les rancunes du *foreign-office*, si elles devaient se pousser jusqu'au terme, auraient produit la brusque défection des alliés qui nous restaient en Europe? On s'était flatté peut-être que les peuples nous payeraient nos services par un redoublement de docilité. Mais le fait est que l'Angleterre monarchique, ayant cru habile de souffler le désordre en Italie comme en Espagne, elle n'a fourni qu'une occasion à la France républicaine de protéger l'ordre. Ainsi, puisque le premier devoir de tout gouvernement c'est de pourvoir à sa propre conservation, la France changea sur les Alpes, malgré nous peut-être, en neutralité bienveillante l'attitude d'abord hostile de sa révolution. Jamais les vieux pouvoirs n'avaient été plus désarmés qu'en 1848 ; jamais une situation plus effrayante n'avait frayé le chemin des révolutions. Et tandis que notre Angleterre, afin de courtiser les passions populaires, donnait aux peuples tout l'appui dont ils avaient besoin pour désobéir, par un juste retour des choses d'ici bas, elle aurait plus contribué par cela qu'aucune autre puissance à l'affermissement des trônes et des institutions monarchiques.

Mais où est-ce que nous avons agi avec plus d'inconséquence si ce n'est envers le royaume de Naples? Comment pouvions nous repaître la Sicile d'une espérance aussi extravagante que celle de l'indépendance? La Fran-

ce agissait de la même manière et d'accord avec nous? Mais la France ne pouvait-elle se repentir d'être entrée dans ce démêlé? Et ne l'aurions nous pas forcée peut-être de renoncer à une alliance qui lui suscitait tant de troubles, et dont les fruits étaient si amers? Notre ministère s'attachait à la mantenir dans son erreur politique, et à en tirer le plus grand parti contre des états, avec lesquels elle était dans des rapports d'amitié, ou d'une exacte neutralité. Mais une nouvelle révolution pouvait s'opérer en France, comme il s'en était déjà tant operées depuis soixante ans. Elle n'en serait pas devenue moins redoutable pour le monde entier, et n'en serait pas moins restée ennemie acharnée de l'Angleterre.

Charles Albert avait été battu, le roi Ferdinand II avait étouffé la révolution dans les rues de Naples et dans les Calabres. Comment lui nier le droit de soumettre l'île qui s'était révoltée contre lui? Il nous en avait exprimé le désir, qui était presque une demande formelle, dont il pouvait se passer. Un peu de bruit dans notre Parlement et la voix de la Russie, et les Siciliens étaient abandonnés. On doit s'indigner certainement d'autant plus de la hauteur de notre Cabinet envers le roi de Naples, qu'on affectait d'ignorer les vues d'un puissant monarque, aussitôt qu'il se faisait entendre. Voilà, sans contredit, une chose odieuse et qui ne trouve pas d'expressions assez fortes pour la flétrir.

Nous avons cherché à légitimer notre intervention dans les affaires de Sicile en rémontant aux événements de 1812. Mais en avions nous le droit? Arrêtons nous

*

un instant et jetons un regard en arrière pour contempler ce qui se passait en Sicile à cette époque.

Bentink, entouré de patriotes exaltés, se flattait, qu'en implantant le nouveau système, il maintiendrait notre influence dans la Sicile et nous la rendrait une alliée gratuite d'onéreuse qu'elle était. Mais sans que cette aveugle confiance dût lui valoir la moindre garantie pour l'avenir, il s'occupa de ce soin avec une violence absurde. Il était fougueux et opiniâtre dans ces opinions. Quand il se décida à régler en arbitre suprême les affaires de la Sicile et il semblait la tenir sous sa main, les bornes de la justice étaient depuis long-temps dépassées. L'aigreur se mêlait en tout, et pour asseoir la constitution sur une base qui ne fût plus attaquée, Bentink se montra dur et despotique sans raison, comme sans nécessité. On renouvelait contre la famille royale les scènes violentes de Bajone, que nous avions tant reproché à Napoléon. Et même avec plus d'ingratitude. La reine, ayant soutenu ses droits avec fermeté, s'était enfin retirée à Castelvetrane. On voulait jouir de son humiliation; mais comme on ne parvint pas à l'intimider, on lui fit une sorte de violence pour l'exiler de la Sicile. Elle grandissait de toute la haine de ses ennemis.

Le gouvernement représentatif est celui du parlage et des intrigues, partout ou il n'y a pas une aristocratie puissante comme chez-nous. Aussi ne pouvait il comprimer de son autorité privée les mouvements désordonnés, auxquels un État nouveau est toujours exposé. En lisant quelques écrits anglais de ce temps-là, on verra que leurs

auteurs étaient frappés du débordement des désordres de la Sicile. Samuel J. Coleridge nous a laissé un triste tableau de l'ignorance et des passions des membres du Parlement sicilien. On ne peut se défier de son pinceau, qui n'était conduit ni par la flatterie, ni par la haine. Il y avait des ambitieux effrénés, des intrigants perdus de dettes et de dupes insensées. L'opinion publique s'égarait sous l'influence des déclamations des partis. La presse se livrait au plus affreux déchaînement. Le pouvoir constamment livré au ridicule et à la haine, ne pouvait être ni fort, ni durable. Il n'y eût que quelques séditions dans les provinces. Mais à Palerme le bas peuple, excité par le haut prix des denrées, commit les plus grands désordres et brisa les boutiques, qui furent pillées de fond en comble. Le général Mac Ferlane ne parvint à dissiper les pillards qu'en employant la force. Il y eût des blessés et des tués. Aussi Coleridge criait: connaissez-vous dans l'histoire moderne une absurdité pareille à la nôtre d'avoir donné une assemblée législative aux Siciliens ? Coleridge avait vécu long-temps en Sicile.

Un décret du roi suffit pour renverser ce monument que Lord Bentink avait donné à la Sicile et du premier moment ébranlé par la haine publique. Nous étions de ce temps-là déjà aux regrets d'avoir recommandé le nouveau système. Aussi Sir W. A' Court se vit obligé, en quittant Palerme, de donner une dernière leçon aux factieux. Nous ne pouvons nous empêcher, leur disait-il, de déplorer la continuation du violent esprit de par-

ti, dont la Sicile offre encore le spectacle affligeant. Ainsi l'Angleterre dans sa pressante sollicitude pour la prospérité de cette île ne peut laisser un ministre anglais à Palerme, où dans un foyer d'intrigues, on pourrait abuser de son nom, selon les intérêts et les passions.

Lord Bentink en 1821 sollicita vivement notre intervention pour garantir la constitution de 1812. Il fit des interpellations au Ministère sur les rapports de l'Angleterre avec la Sicile, et insista pour la mettre sous notre protection spéciale. Qu'on se souvienne de ce débat si animé, dans lequel Lord Castelreagh déclara que notre occupation n'avait été que purement militaire, que nous n'avions pas garanti la constitution de 1812, et rien ne pouvait justifier notre intervention. Le Parlement déclara que nous ne pouvions pas nous tenir pour obligés ni par honneur, ni par intérêt, et d'ailleurs on s'y prenait fort tard. Ainsi la proposition de Lord Bentink fut repoussée. Maintenant il est surprenant qu'après un quart de siècle notre Cabinet ait voulu ressusciter la même question. Comment pouvait-il se dire plus fondé à juger des intérêts de la Sicile, que les cabinets de Perceval et Lord Liverpool pour déchirer les traités de Vienne? Mais il y eût été de garantie de notre part, en acceptant la constitution démocratique des Cortes en 1820, la Sicile aurait elle-même dégagé l'Angleterre, et fait tomber tout sujet de réclamation de notre part. Aussi Lord Minto, si on s'en rapporte au témoignage du Blue Book, ne tint jamais le même langage. Comme un homme égaré qui demande sa route, il allait tantôt sou-

tenir que nous avions garanti la constitution de 1812, tantôt que la Sicile devait faire un corps avec le royaume de Naples; plus tard que la Sicile était à charge au royaume et qu'elle devait en être séparée. C'était démembrer et détruire d'un coup de plume la monarchie napolitaine. On devait, selon le noble Lord, en offrir la couronne à un fils du roi, plus tard à un fils du Grand Duc de Toscane, enfin on proposait de la donner au Duc de Gênes. C'était là un étrange droit des gens! Et il s'en prenait toujours à l'obstination du roi! Il eût été à désirer plus de clarté dans l'esprit da Sa Grâce pour juger sainement une telle question, ou qu'il eût mieux compulsé nos archives diplomatiques.

Les Siciliens nous appelaient-ils par l'instinct d'une civilisation moulée sur notre propre civilisation? Nous appelaient-ils à eux par cause de la conformité de religion? par une prédilection marquée pour notre langue, ou par quelque sympatie dans les habitudes? Par l'acquisition de Malte la Sicile avait dans notre gouvernement un terrible voisin qui allait peser de tout son poids sur l'Ile et qui avait le choix du mal qu'il aurait voulu lui faire. Malte c'est la domination de la méditerranée, c'est la seconde Gilbraltar pour nous. Cette domination nous assure à jamais le plus grand débouché à notre commerce. Toute autre influence ou domination ne serait que précaire, comme jadis notre établissement en Corse.

Or le roi de Naples avait satisfait à tous les engagements qu'il avait contractés avec nous. Nous avions tiré de notables avantages des larges concessions qu'il nous

avait faites.Nos commerçants, autrefois privilégiés entre toutes les nations à Naples et pardessus même les naturels du pays, voyaient avec satisfaction que nous venions de conclure avec le roi un traité infiniment avantageux. Il avait été le premier en 1845 à accepter toutes les conséquences de la liberté de commerce proclamée par notre ministère. Mieux eût valu pour nous de nous en tenir à ces avantages effectifs. Favoriser les idées siciliennes sur l'indépendance, n'était certainement pas nous produire de plus grands avantages, que le système de Peel nous en avait apportées. Nous ne devons pas oublier que les révolutions font éclore l'exagération de l'indépendance. Les peuples et surtout les assemblées agitées par les démagogues oublient bientôt les bienfaits d'une nation étrangère. L'Espagne, la Grèce, la Belgique, et surtout le Portugal auraient dû nous l'apprendre. Nous serions nous menagé avec le nouvel ordre de choses en Sicile tous les profits du commerce? Bientôt la même jalousie, le même dépit de notre influence se seraient éveillés. Il n'y avait aucune comparaison à faire avec l'époque de notre occupation militaire. Dans ce temps-là l'Europe était fermée tout à fait à notre commerce, et nos produits manufacturés encombraient la Sicile. Les habitants les achetaient avec l'argent même que nous répandions dans l'Ile par les subsides à la Cour et les dépenses de l'occupation militaire. C'était une richesse fictive que nous y avions créée, et qui étouffait tout germe de manufactures indigènes. Les produits du pays avaient acquis une valeur excessive, mais le peu-

ple vivait dans l'abondance. Cependant ces circonstances devaient nécessairement changer, et la situation économique de la Sicile, comme nous l'avons déjà dit, a dû se refaire. Pendant l'occupation anglaise, les Siciliens avaient contracté pour les produits anglais une prédilection qui prolongea et rendit nécessaires les habitudes de plus d'une espèce de contrebande. Avec l'indépendance que nous aurions procurée à la Sicile, Messine aurait été repoussée des Calabres, et elle aurait perdu la moitié de son importance. Tous les ports d'Italie auraient bientôt créé des obstacles au commerce sicilien, qui aurait été enveloppé par une ceinture de rivages ennemis. On aurait obligé le roi de Naples d'entretenir des cordons de troupes sur les lisières des Calabres et des précautions extraordinaires de sûreté très-dispendieuses. Cela nous aurait obligé de même à faire croiser des vaisseaux dans les eaux de la Sicile. Les embarras du commerce auraient reflué sur l'agriculture, et le peuple aurait bientôt songé à son émancipation de l'Angleterre. Le Portugal nous a montré, même dans des circonstances plus malheureuses encore, comment on peut secouer la sujétion commerciale envers les étrangers.

C'était, dira-t-on, une politique de circonstance celle de notre gouvernement. Mais si on ne veut pas condamner une telle politique, on doit en blâmer certainement les moyens. Les événements qui se succédaient avec rapidité, pouvaient-ils justifier les tergiversations de notre Cabinet? Les faits ont souvent démenti les prévisions des politiques, et plus souvent encore la force des cho-

ses a sans cesse violenté leurs desseins. Mais si quelque réflection m'est permise dans cet essai, je considère qu'il est bien de n'employer que des moyens loyaux pour avoir toujours un légitime orgueil devant les contemporains et devant l'histoire.

CHAPITRE XIX.

Rôle de l'Angleterre dans la révolution de la Sicile. — Conduite de nos agens consulaires. — Documents présentés au Parlement. — Guerre de notes après le 15 mai.

On ignore, mais on n'ignorera probablement pas toujours quelle a été la part des moyens secrets dans l'insurrection sicilienne. Le temps qui dévoile tout, découvrira à cet égard quelle a été cette secrète influence dont on a agité, en partant de cette Ile, l'Italie et l'Europe. Nous avons toujours gagné dans les troubles du continent. Aussi nous a-t-on toujours accusés de favoriser les discordes chez-autrui pour nous assurer les avantages du commerce. Mais notre gouvernement, qui se plait à chatier si sévèrement la révolution chez-nous, est il tout à fait exempt du reproche de l'avoir excitée en Sicile?

Des nuages s'étaient élevées tout à coup en 1840 entre Naples et le cabinet de S.t James, qui se conduisit avec autant d'ingratitude que d'injustice. On se souviendra de la question des soufres. Nos ministres prétendaient que le roi de Naples n'avait pas le droit d'établir des impots dans ses États. Chose singulière que dans cette époque les hommes d'état chez-nous prétendaient

tirer par force les soufres de la Sicile, et verser par force l'oppium dans l'empire de la Chine! Il est fort important, je crois, de savoir que l'opinion publique chez-nous ne se montra pas favorable aux prétentions du *foreign office.* Notre *Attorney and sollicitor General* lui même se prononça pour le roi des deux Siciles, et on ne doit pas avoir oublié l'écrit de Mercator *(The sulphur question plainly stated)* adressé à Lord Palmerston lui-même, dans lequel il combattait en faveur du roi de Naples contre les discours de Lord Lyndhurst. Cependant osa-t-on dire dans ce temps là que le peuple sicilien ne pouvait être taxé sans son consentement et sans lui accorder des représentants ? Osa-t-on dire au roi de Naples que sa puissance législative n'était pas souveraine et sans appel ? On ne parla que de l'obligation à lui imposée par le traité de **1816**. Quelques personnes pensèrent à cette époque de la question des soufres que le noble Lord Palmerston qui envenima tant cette querelle, le fit beaucoup moins dans l'intérêt de notre commerce, que pour se venger du dépit qu'il ressentait vivement de se voir peu écouté dans des affaires qui ne regardaient pas la politique.

Tout occupé de ses réformes intérieures, le roi de Naples fut péniblement affecté de se voir appelé dans le champ périlleux de la politique contre les prétentions outrées de nos ministres. Elles ne pouvaient se qualifier mieux de ce que fit le roi lui-même. Bravant le danger d'une lutte inégale, il dit qu'il avait plus de confiance dans la force du droit, que dans le droit de la force. Et

puisqu'il fallait prendre les armes, il se prépara sans hésitation à la guerre.

En 1778 et en 1802, à la rupture de la paix d'Amiens, avant toute manifestation régulière, les vaisseaux de notre marine royale couraient sur le commerce français. On avait en 1805, sans sommation préalable, arrêté les vaisseaux espagnols rencontrés sur les mers. De la même manière en 1840, tandis que nos compatriotes mettaient en sûreté leurs propriétés, à l'aide de ventes simulées, ou de la protection des consuls étrangers, nos vaisseaux attaquaient en pleine paix les bâtiments napolitains. C'était une violence peu conforme au droit des gens, qu'on pouvait qualifier sans injustice de piratérie. Des innocents commerçants se trouvèrent ruinés ou privés de leur liberté par une espèce de véritable guet-apens. Si notre gouvernement craignait en 1778 et 1802 d'être prévenu par les Français, s'il appréhendait, certes avec moins de fondement, les hostilités de la part de l'Espagne, pouvait-il craindre, en pleine paix, en 1840 une aggression du côté de Naples ?

Toute fois il faut avouer que dans ce temps-là on ne recourut pas à des moyens révolutionnaires. On avait permis, il est vrai, deux ans auparavant à Londres la réunion de l'association cosmopolite, à la tête de laquelle étaient Lelwel et Mazzini; ce qui pouvait avoir éveillé les soupçons des governements du continent. Mais notre Cabinet ne tâcha pas alors d'exciter les Siciliens. Peut-être on n'en eût pas le temps, car aujourd'hui on ne tranche tout par le glaive, et la querelle fut bientôt

apaisée par la médiation de la France. Aussi plus probablement nos ministres, n'osant pas alors violer les traités, s'en tinrent aux moyens ouverts. Ils devaient penser aux probabilités d'une conflagration générale à cause de la question d'orient qui était palpitante d'actualité. Et bien qu'ils connussent la France peu disposée à s'exposer au danger d'une guerre européenne, ils se tenaient étroitement liés avec les puissances du Nord. Certainement ce n'était pas le temps d'exciter des révolutions, ou de tracer de nouvelles limites aux vieux États du continent. La jalousie des grandes puissances pour le démembrement de l'Empire ottoman, qui peut se détruire non pas se partager, obligeait notre gouvernement à accepter la médiation française dans la question sicilienne.

On serait tenté de croire qu'ensuite le séjour de l'empereur de Russie à Palerme, en 1846, ne fût tout à fait étranger au ressentiment caché de notre Cabinet. Il regard attentivement l'orient et les ports de la Sicile, pays si riche d'avenir. Ils seront d'une grande importance pour celui qui les possèdera le jour où le levant sera transformé en champ de bataille, dans l'issue du grand drame qui changera la face de l'Europe. C'est peut-être celui-ci le noeud secret de toutes les querelles qu'on a eûes de nos jours avec le roi de Naples. En attendant on parle le langage de la justice, parce que le démembrement de la Turquie ne permet pas d'en être copartageants. Peut-être la Cour des Tuilleries aussi en fùt un peu choquée. Si cela était, le ressentiment de notre gouvernement devait se montrer à découvert deux ans après.

L'Angleterre se tenait, comme nous l'avons dit ailleurs, naturellement offensée des mariages espagnols, de cette union de famille qui abaissait encore une fois les Pyrénées. On était blessé que la France n'eût pas restitué Alger, de ce qu'elle tendait à se séparer de l'*entente cordiale* et de vouloir encore gagner en Italie la même influence diplomatique qu'elle avait acquise en Espagne. Ainsi dans l' intérêt de ses haines et de son influence menacée, l'Angleterre voulait-elle s'établir en protectrice de cet esprit qui rongeait et dévorait l'Italie pour y détruire toute influence française? Ça devait être le contrecoup de ce qui se passait dans la péninsule Hybérique. Les réformes du Pontife et la fermentation des esprits en Italie lui en offraient l'occasion. Les chefs du parti populaire tâchaient de s'approcher des princes. Il fallait que ni les uns, ni les autres ne réconnussent aucun bienfait de la France. On laissa entrevoir aux peuples quelque chose de plus que ce que la France ne faisait espérer. Le Comte Minto traversa alors l'Italie, et on y vit exciter le feu que M.r de Bresson et Rossi s' efforçaient d'étouffer.

La Sicile était profondément imbue des idées révolutionnaires, dont les Napolitains eux-mêmes y avaient déposé les germes. Nous y avions plus de crédit, à cause des souvenirs de 1812, les tendances anglaises y étaient plus vives et notre influence politique conservée par la suprématie du commerce. Malte était le réfuge des Siciliens émigrés en 1837. Ils répandaient de là en Sicile des écrits incendiaires de toute sorte. On pouvait se de-

mander pourquoi notre gouverneur souffrait de tels hôntes, et quelle était la raison des complaisances du Ministère britannique, qui n'empêchait pas des diffamations envers un gouvernement ami ? Pourquoi souffrait-il patiemment, qu'à la faveur d'un territoire étranger, les émigrés conspirassent aux portes d'un royaume notre ancien allié? Toujours est il vrai que notre gouvernement regarda la Sicile, comme plus disposée à répondre à ses desseins. Depuis long-temps on connaissait à Naples les voyages fréquents, entrepris dès 1838, à Londres, et les entretiens que quelque mécontent avait eû avec un haut personnage de la Cour de Naples. On connaissait les offres qu'on avait essayées pour le pousser à une tentative contre le roi de Naples en Sicile. Dira-t-on que le gouvernement britannique eùt recours à ces moyens, qu'on devrait se faire scrupule d'employer? qu'il dépassa toutes les limites du droit des gens admis entre les nations? On en jugera par les faits eux-mêmes. Nos agents diplomatiques n'ont jamais peut-être avili leur dignité pour souffler l'esprit de révolte. Mais au lieu d'une politique ferme et conciliatrice, qui aurait aplani chaque jour les difficultés, au lieu d'une conduite modérée envers tous les partis, on va voir celle qu'ils tinrent pendant seize mois.

Nos consuls, collection d'insuffisances et de médiocrités, n'étaient que des negociants qui désiraient sauvegarder leurs intérêts, ou les avantager avec la révolution. Rester absolument impassibles leur semblait, peut-être, déplacé. Soit par inconcevable vanité, soit qu'il fussent trom-

pés par les factieux, ils donnaient avec le nom de l'Angleterre un grand poids à leur parti. Je ne dirai pas de M.r Goodwin ce qu'en a dit Mac Ferlane, mais, certes, il n'était pas d'une probité politique incontestée. Céda-t-il aux perfides suggestions des exaltés, entra-t-il dans les intrigues des révolutionnaires, devint-il l' instrument de leurs passions ? Toujours est il que le jeune Lord, qui représentait notre gouvernement pendant l'absence de l'honorable Temple, avait été averti d'avoir sur M.r Goodwin une surveillance, accompagnée de défiance. Cependant Goodwin en décembre 1847 écrivait déjà à Naples que l'esprit de réforme avait jeté partout des racines, et que les voeux hautement exprimés par les Siciliens se bornaient aux réformes. Rien ne marque mieux l'intérêt vigilant qu'il prenait à la Sicile, que de le voir s'amuser à dévoiler quelles étaient les prétentions des Siciliens. C'était aussi dévoiler ses propres projets et sa capacité. Dans les jours de la plus grande fermentation, en janvier, la veille même de l'explosion, il était d'une sécurité parfaite. Car il écrivait, si on s'en rapporte au témoignage du Blue Book, que la confiance dans le gouvernement napolitain était intacte. Bientôt il ne s'en tint pas là. La Sicile en 1847 n'était pas, quoi qu'en aient dit les détracteurs ordinaires de tout régime, indignée contre le gouvernement napolitain. Il n'y avait que des ambitieux et des intrigants qui songeassent à le détruire. Encore n'étaient ils pas tous compromis dans un complot bien caractérisé. Toujours est il vrai qu'on apercevait clairement les signes d'une action sourde et

16

malveillante, d'une lutte voilée, mais réelle, continue, envenimée par les jalousies politiques et les inquiétudes confuses. On ne pouvait s'y tromper. Mais l'impartialité historique nous force à dire que déjà les conspirateurs ne se gouvernaient pas par leurs propres inspirations. Cependant M.r Goodwin, qui n'aurait dû plier à aucune influence, se fit un devoir bientôt de décrire le gouvernement en Sicile comme faible, déconsidéré et compromis. Les autres consuls ne restaient plus étrangers à ce qui allait se passer, et ne se plaisaient pas moins à décrier le gouvernement. Le vieux W. Baker à Messine se laissait régler par son fils, que son beau frère (dont la persévérance à conspirer était connue) avait fait entrer dans ses projets. C'était ainsi de Jeans à Catane, de Oates et de tous les autres. Au lieu d'une puissance morale, éclairée, habile et bienfaisante, ils adoptèrent un système de partialité qui accusait leur inhabileté.

Pour se faire une idée de ces employés de notre gouvernement, au témoignage desquels on s'en rapportait, on n'a qu'à compulser le Blue Book, présenté par Lord Palmerston lui-même au Parlement. Et voilà le langage singulier qu'ils tenaient. Ils révoquaient en doute la réalité de tout complot, ils regrettaient les prétendues fautes du gouvernement napolitain. Ils ne jugeaient avec indulgence que les égarements des factieux. La révolution éclatée, on croyait la Cour de Naples désormais impuissante à résister aux desseins des insurgés. Aussi ne prenaient ils plus aucune peine de cacher leurs vues. On était pressé d'en finir, sans paraître s'inquiéter des

réclamations du gouvernement napolitain. Ils étaient mûs par une seule intelligence en un seul et même but.

Ils dépêchaient courrier sur courrier à Lord Napier, pour faire part de ce qui se passait en Sicile, en accusant toujours avec une nouvelle véhémence ce qui ils appelaient l'obstination du roi. Ils ne parlaient que de la fermeté héroïque des Siciliens, de l'intrépidité des insurgés et de la lâcheté des troupes royales. Surtout ils s'extasiaient de la conduite des principaux chefs de la révolte. Ils exagéraient les avantages des rebelles, ils en taisaient ou dissimulaient les rèvers. Quand l'ouragan était déchaîné dans toute sa violence, quand la confusion et le désordre étaient à leur comble, ils ne doutaient plus du complet affranchissement de la Sicile rêvé par les insurgés. Ils soutenaient que les soldats napolitains étaient des cannibales, des bourreaux implacables, égorgeant d'innocentes victimes. Mais quand les escouades siciliennes traversaient l'île en pillant tout sur leur passage, et marquant leurs traces par le ravage; quand les fuyards de Messine massacraient des citoyens inoffensifs; quand ils tailladaient en morceaux les prisonniers, nos consuls n'y voyaient qu'une représaille et faisaient valoir les droits du peuple. Pour eux les Siciliens pouvaient se livrer à toutes les orgies de l'homicide, c'était un peuple de héros; si les soldats voulaient tirer leurs epées c'étaient des assassins, comme le roi était un bombardeur. Mais ce n'est pas la premiere fois qu'on eût des apothéoses pour Pride et Hulet et des exécrations pour Charles 1.er Et les mensonges étaient ap-

*

plaudis, et toutes les calomnies étaient acceptées. Le temps a bientôt découvert ces mystères. C'est notre noble Lord Palmerston lui-même, qui par le Blue Book nous apprend ces faits ; et c'est par les rapports de tels employés qu'on se décidait en Downing-Stréet! Un, dépit manifeste s'était emparé de tous les coeurs anglais qui étaient à Naples, et qui pensaient tout autrement. Mais on ne les consultait pas. Ainsi on ne doit pas s'étonner si on nous accusa d'une application suivie à maintenir l'Angleterre en paix, et à entretenir le trouble chez les autres, en répandant l'argent pour exciter des révolutions.

Mais voilà des démarches, qui, il faut le reconnaître, n'étaient ni loyales, ni faciles à justifier. L'agitation était assez vive à Palerme, on savait, que la conspiration était flagrante. Aux symptômes très-graves de révolution prochaine, le gouvernement s'était décidé de faire arrêter le comte Aceto, qui s'il n'était le plus hardi, n'était pas le moins dangereux. Un commissaire de police se présenta devant la maison de notre Consul Goodwin, qui prétendit qu'on ne devait pas même frapper à sa demeure. Mais dans les maisons de Palerme, comme à Edimbourgh, habitent plusieurs familles. Il est étonnant donc de prétendre que le gouvernement n'avait pas la faculté d'y rechercher un coupable, ou d'y faire des visites domiciliaires, parce que les armoiries de la G. Bretagne étaient sur le vestibule. Ce serait accorder la plus dangereuse des impunités, et souffrir patiemment que les sujets conspirassent, à la faveur

d'un territoire étranger, dans le sein de l'État. Ce serait se laisser tuer sans se défendre. On ne peut alléguer une telle raison que quand on est sûr que ceux à qui on la donne seront dans la nécessité de la trouver bonne. La police n'en fit moins son devoir, et notre Consul de protester que c'était une violation du droit des gens. L'irritation qu'en ressentit Lord Napier est facile à deviner. C'était Jupiter en colère. Il déclara au ministre des affaires étrangères à Naples, que l'Angleterre ne se tiendrait pour satisfaite que par la destitution du commissaire, les excuses qu'on ferait au Consul et l'annonce sur les journaux de la satisfaction qu'on nous aurait accordée. C'était se montrer bien malveillant envers un gouvernement ami. Voulait-on lier les mains aux Napolitains? Voulait-on leur ôter jusqu'au rêve d'une espérance? Était-ce dans ses instructions? Tant il y a, qu'il servait ainsi de marchepied aux desseins de la révolution. Nous ne pouvons nous empêcher de déplorer une conduite qui produisit bientôt après de si funestes conséquences. Les conjurés se hâtèrent de profiter de cette occasion pour conspirer plus à l'aise : ce fut une conjuration permanente. Le noble Lord oubliait qu'en politique l'énergie doit toujours être mise au service de la prudence. Aussi le gouvernement napolitain nous donnait déjà toute espèce de satisfaction, lorsque le flot révolutionnaire l'emporta et renversa toutes les digues. Bientôt après le parti révolutionnaire semblait s'être placé tout entier sous la main de notre corps consulaire.

À peine quelque bombe éclatait elle sur Palerme, aus-

sitôt le consul Goodwin déclarait avec l'expression d'un grand dépit, que le bombardement exciterait l'exécration du monde civilisé. Le combat engagé, Lord Mounth Edgecumbe se trouvait à Palerme. Avait-il l'ordre de s'y rendre pour s'y faire voir, ou pour juger les événements, auxquels on s'attendait, de ses propres yeux? On l'ignore. Cependant il s'était placé au palais Butera, où s'abritaient tous les plus chauds révolutionnaires. Aussi on soupçonna qu'il y pressait vivement l'achèvement de l'entreprise si heureusement commencée. Il tenta de se déclarer intermédiaire entre les insurgés et le vice-roi, qui disputait la ville à la révolution et lui opposait une resistance efficace. Il écrivit au général Vial, et le capitaine Key de notre marine royale fut choisi pour porter la lettre. C'était le 14 janvier, quand les Napolitains se disposaient à livrer de nouveaux combats. Ils avaient de grandes chances de succès, et ils ne voulaient pas attendre les secours de Naples dans une inaction funeste. Sa Grâce signifiait par sa lettre que le peuple sicilien se croyait dans une position à faire des demandes bien fortes, et il attendait des concessions fort considérables; qu'il ne se contenterait pas de promesses, mais il lui fallait des sécurités. Ainsi le noble Lord affichait sans aucune retenue les passions, qu'un insurgé sicilien aurait pu ressentir. Et on peut s'étonner que les Siciliens se fussent livrés à des rêves présomptueux? Lord Edgecumbe demandait au Général ce qu'on pouvait céder pour établir un armistice en gardant chacun ses positions. C'était assez pour remonter l'esprit de l'insur-

rection et placer les Napolitains, réduits à l'inaction, dans un véritable état de blocus. L'effet moral en aurait été plus fâcheux que la perte matérielle, car on allait avoir sur les bras tous les insurgés de la Sicile toute prête aujourd'hui à se soulever. C'était vouloir le mal, en proclamant les droits de l'humanité. Qu'on mette en opposition à cette lettre la réponse du Général. Il signifiait que les Napolitains, en leur qualité de sujets fidèles et de militaires loyaux, ne devaient que se battre. Qu'ils avaient été provoqués et que le vice-roi ne pouvait se compromettre que de faire oublier ce qui s'était passé à Palerme et de faire accueillir une députation qui irait supplier le roi. Mai qu'on devait commencer par mettre bas les armes, et dissoudre les attroupements hétéroclites qui s'étaient formés.

Les événements marchaient avec rapidité, mais la perte de Palerme, qui n'était pas même la perte définitive de la Sicile, n'était pas encore décidée. C'était le 24 janvier et tout pouvait encore être réparé, si le Général napolitain profitait des forces qu'il avait à sa disposition. Dans ce moment Lord Napier fit à Naples une tentative plus ouverte. Il adressa une communication au ministre des relations extérieures dans laquelle il énonçait que pour ôter aux Siciliens tout prétexte de se plaindre, il fallait leur donner la constitution de 1812. Ils l'avaient conquise, disait-il, par un courageux dévouement et de nobles efforts, et qu'ils étaient disposés à lui sacrifier les biens et la vie. C'était évidemment vouloir susciter au gouvernement napolitain toujours des embarras

nouveaux. Qu'aurait on fait de plus si la révolte de la Sicile eût été un soulèvement organisé par les Anglais?

Lorsqu'on fut assuré du triomphe de la révolution en Sicile, et que les Napolitains ne pouvaient plus opposer de résistance efficace, nos agents diplomatiques en se mettant en rapport avec les autorités révolutionnaires n'élevaient de difficultés que contre le gouvernement de Naples. Feuilletez jusqu'au bout le Blue Book, si vous vous en sentez la force, et vous y verrez un échange continuel de communications désagréables.

On ne se cachait pas que de Malte on envoyait des armes et des munitions. Le commerce de ces articles en Angleterre est libre, disait-on, et aucun gouvernement n'avait le droit de s'en plaindre. Lorsque la révolution éclata à Palerme les armes de manufacture anglaise y étaient vendues à un prix si bas, qu'il était évident qu'on cachait la libéralité sous le nom de vente. Les journaux siciliens louaient, dès les premiers jours de la révolution, la conduite d'un capitaine anglais, qui avait mis à disposition du Comité les munitions de son bord. Lord Parker lui-même fournit au Comité palermitain plus tard des traites d'argent sur Londres. C'était un encouragement manifeste, c'était révolutionner, non pas comme la France favorisa l'insurrection de nos colonies de l'Amérique, ni comme l'Angleterre autrefois contribua en revanche à l'insurrection de l'Amérique du sud. La révolution éclatée à Palerme, il y eût une protestation du corps consulaire, et qu'on disait sollicitée par no-

tre Consul. Le commodor Lushington, n'étant que spectateur, garantissait avec sa frégate la batterie que les insurgés de Palerme construisaient contre le fort de Castellamare. Le commandant napolitain demanda des explications; Lushington répondit qu'il tenait du Comité qu'on n'aurait pas ouvert le feu de ce côté. Mais tout à coup il signifia au napolitain qu'on lui avait manqué la promesse, et prit le large: les Siciliens vomirent un feu épouvantable contre le fort. Les insurgés qui attaquaient la citadelle de Messine, tentèrent de s'emparer par un coup de main du fort *D. Blasque*. Quelques officiers de notre marine royale, faisant semblant d'observer les fortifications, s'avançaient nonchalamment pour masquer les assaillants et empêcher le feu des Napolitains. On le somma à diverses reprises de s'éloigner. Et puisqu'ils ne voulaient pas se tirer à l'écart, on ouvrit un feu de mitraille, qui leur dut apprendre à être au moins plus prudents, s'ils n'étaient plus impartiaux. On est tenté de se couvrir les yeux de honte. Aussi après la prise de Messine, le Polonais qui s'efforçait de défendre Siracuse, avait reçu des secours d'un vapeur anglais, avant d'être obligé à renoncer à son entreprise inutile. Je crois ces faits connus de Lord Landsdowne, comme je dois avouer d'ignorer tout à fait ce trait d'humanité d'un capitaine anglais qui sauva deux régiments napolitains qui étaient sur le point d'être taillés en pièces. Cependant dans ce temps-là notre ministère ne s'était pas encore décidé, car Lord Palmerston déclarait à Lord Normanby à Paris, qu'il pouvait assurer le Duc de Serracapriola, ambassadeur de

Naples, qu'on croyait dangereux le démembrement du royaume des deux Siciles. Plus tard si Lord Minto n'aurait été invité, on aurait envoyé W. Parker pour composer la querelle. Et n'en déplaise à Lord Landsdowne, qui l'a dit à la Chambre, cette mission n'aurait pas conservé l'unité du royaume.

Le roi de Naples, qui connaissait parfaitement les relations de Lord Minto avec les démocrates italiens, le fit inviter de Rome, espérant par cette démarche de montrer de la confiance à notre gouvernement. Les Siciliens, qui se souvenaient de lord Bentink, en furent charmés. On croyait savoir que dans la guerre implacable que l'Angleterre avait déclarée à la dynastie de juillet, le comte Minto était l'instrument de notre politique agitatrice. Il aurait été envoyé, disait-on, par Lord Palmerston comme de passage pour l'Italie afin de souffler dans la Suisse l'esprit révolutionnaire qui devait troubler le continent. Aussi avait-on observé, à partir de son arrivée en Italie, les coups frappés sur les trônes se succéder sans interruption et la révolution se hâter. On contait de lui qu'à Rome il avait ouvertement poussé aux révoltes, et plus tard il aurait même en plein théâtre salué d'une voix enthousiaste l'indépendance italienne. C'était à Lord Minto que s'était présenté à Florence un ardent démagogue, émigré sicilien, et avait plaidé publiquement la cause des droits de la Sicile. Je ne veux pas dire que la conduite du noble Lord ne correspondit pas à la confiance du roi. Mais je dois dévoiler sans déguisement que, après son arrivée, l'obstination des Siciliens en

devint plus furieuse encore. J'ai dit comment on avait annoncé son arrivée à la Sicile, et comment il y fut reçu. Toujours est il certain qu'après avoir déconseillé le Comité d'ouvrir le Parlement sicilien, Sa Grâce se daigna ensuite d'y assister. Elle y fut saluée avec frénésie, de sorte qu'elle se tint obligée d'attendre à la porte pour en remercier les membres qui en sortaient. Le jour après le noble Lord reçut à bord de l'*Ibernia* les officiers de l'armée insurrectionnelle, et visita les fortifications de Castellamare. Il alla diner avec l'amiral Parker, le capitaine Lushington et les officiers de notre escadre, chez le prince de Scordia, où il trouva rassemblés les membres du Comité palermitain. Les discours qu'il y tint, et ceux qu'il tint à la députation messinoise, selon les journaux siciliens, n'étaient certainement pas faits pour les décourager. En partant, il assura le Comité, que soit qu'il restât à Naples, ou qu'il se rendît à Rome, il lui fairait savoir tout ce qui pourrait être avantageux à la Sicile. Le président annonça cette promesse au Parlement de Palerme, et les journaux l'annoncèrent à la Sicile. Aussi Ruggiero Settimo écrivait-il à Lord Palmerston : l'honorable Lord Minto, qui a tant de sympatie pour la cause sicilienne, a été parmi nous, sans pouvoir fléchir l'aveugle obstination du gouvernement de Naples.

Cependant les envoyés du gouvernement insurrectionnel étaient accueillis à Londres avec les mêmes égards que lord Minto à Palerme. En même temps il était notoire à Naples qu'un personnage anglais s'entourait de

tous les démocrates les plus ardents, napolitains et siciliens, qui marchaient au même but. Le langage qu'il leur tenait était bien loin de répondre aux égards dûs à une puissance amie.

Lorsque l'indépendance fut proclamée à Palerme, les vaisseaux de notre marine royale avaient salué le nouveau drapeau. Dans le théâtre Carolino, on accueillit avec des applaudissements frénétiques les officiers de notre escadre. Un Commodor se leva pour remercier le public, et fit de sa loge voltiger le drapeau sicilien. À chacune des séances du Parlement on avait aperçu dans les tribunes nos compatriotes souriant et encourageant les orateurs les plus violents. Les journaux ne parlaient que des sympaties des Anglais pour la révolution et les victoires des insurgés. Ils annonçaient que c'étaient les Anglais qui avaient offert leur médiation pour faire délivrer les arrêtés de Castellamare, que c'étaient les Anglais qui avaient offert des munitions et fait respecter le drapeau de l'indépendance.

Plus tard aux envoyés siciliens à Londre on fit comprendre qu'on n'aurait pas reconnu une république en Sicile. Ce qui voulait dire, à n'en pas douter, que la république c'était l'influence française, mais qu'on était enclin à reconnaître une dynastie nouvelle. On attendait, à ce qui paraît, que les insurgés se fussent emparés de l'île entière. Alors c'eût été un fait accompli, et notre ministère aurait reconnu le Comité sicilien comme un gouvernement de fait. L'élection du Duc de Gènes était donc adroitement insinuée. M.r Fégan, attaché

à notre ambassade à Naples, sicilien d'origine, et qui ne s'était pas montré le moins chaud partisan de l'indépendance de la Sicile, se rendit à Palerme sur un bateau de notre escadre. Sans répéter ce qu'en ont dit Mac Ferlane et les journaux de ce temps-là, il est certain que son beau-père était le plus chaud des révolutionnaires. Il arriva à Palerme lorsqu'on offrait la couronne de la Sicile à tout venant. Il fut reçu avec des égards et des respects infinis. Les Siciliens s'empressèrent de saisir l'occasion de montrer leur malice, et ils voulurent faire de cette apparition un grand événement. Il parcourut la ville entouré et suivi par les autorités. C'était vers lui que tous les regards se portaient avec satisfaction. Assurément on ne pouvait montrer plus clairement sur qui on cherchait à s'appuyer. Peu de jours après le Duc de Gênes fut proclamé roi des Siciliens.

Nous avons remarqué qu'on envoyait des armes et des munitions en Sicile. Mais il ne faut pas s'en étonner. Nous avions donné aussi des encouragements aux insurgés de l'Amérique espagnole. Et non seulement nous avions envoyé des soldats et des armes, mais nous avions fait des prêts d'argent aux deux parties belligérantes. Les mêmes banquiers se présentèrent pour être les bailleurs de fonds des révolutions et des contrerévolutions. C'est par leur entremise que la guerre civile continua pendant plus d'un quart de siècle dans ces belles possessions d'Espagne en Amérique. Plus tard on vit les apprêts militaires qu'on faisait dans nos ports pour D. Pèdre. De l'autre côté, lorsque notre gouvernement voulut

entraver l'insurrection de la république de l'Équateur, il fit mettre l'embargo sur les bâtiments dans la Tamise, qui devaient transporter en Amérique les armes et les soldats. Pour ce qui a trait au cas du royaume de Naples on en usa de la même manière à l'égard des Siciliens. Nos arsenaux mêmes leurs fournissaient des armes. On débarqua de septembre à février 1849, selon le témoignage du Blue Book, 4,891 fusils anglais, et 14, 567 de fabrique française. Les bâtiments anglais transportaient librement des munitions de toute espèce et des canons de gros calibre. Quand le roi de Naples s'en plaignit, on dit que Lord Palmerston répondit que ça n'avait été qu'un malentendu. Vraiment il n'est pas de coutume de notre gouvernement de tomber dans des malentendus de la sorte. Deux grandes frégates à vapeur se construisaient pour les Siciliens dans les chantiers anglais. Le roi de Naples s'en plaignit de nouveau; on s'en excusa et l'on promit d'en empêcher le départ. Mais par un nouveau malentendu, malgré les protestations du roi et l'engagement pris par nos ministres, les deux frégates prirent la route de Sicile. Il ne faut pas s'en plaindre à nous, si elles n'y arrivèrent pas à temps. Mais nos bâtiments étaient là pour transporter les fugitifs aux frais de l'Angleterre.

On ne pouvait nier le droit au roi de Naples de reconquérir l'île qui s'était révoltée contre lui. On espéra du temps et de quelque événement nouveau. Après la prise de Messine, on s'opposa à la marche victorieuse de l'armée napolitaine. Le reproche d'inhumanité aux Napolitains

dans l'assaut de la ville était un mauvais prétexte. Le noble chef du *foreign–office*, quand il en faisait un aux Napolitains, ne songeait pas, sans doute, aux bombardements et aux exécutions militaires de 1842 ordonnées par son protégé Espartero. On ne pouvait en imaginer un plus maladroitement conçu. Il reposait sur des erreurs de fait ; il était à la fois inexact et blessant. Mais cette déclaration pompeuse d'humanité, dont le moindre défaut était d'avoir paru trop tard, était–elle justifiée par l'histoire de notre Angleterre? Nous ne voulons pas rappeler à nos ministres les carnages de l'Irlande, mais bien la guerre sauvage faite aux colons insurgés de l'Amérique. Tout le monde se souvient chez–nous de la magnifique et brûlante sortie que fit Lord Chatam contre l'alliance de nos soldats avec les tribus indiennes. Dernièrement le jour où le Canada montra de céder au penchant bien naturel qui l'attire vers les États–Unis, quel fut la conduite des troupes britanniques ? S. Dénis et S. Charles furent inondés de sang, le carnage fut orrible, le ravage des terres de la population française épouvantable. Nous fîmes souffrir aux malheureux des supplices inconnus jusqu'alors. On appela nouvellement encore à l'aide de nos soldats les peuplades indiennes, qui mirent à leur tour tout à feu et à sang. Et nous leur payâmes les têtes des fugitifs, selon la coutume des Turcs et des Arabes! Le sang a coulé, disait Brougham, et non pas le sang des coupables seulement, mais le sang des innocents que notre politique criminelle a livrés aux bourreaux. Ce n'est qu'après cette orrible ca-

tastrophe, après ces scènes sanglantes qui remplissaient d'horreur et d'indignation, que la paix et la soumission au souverain devaient être rétablies. L'Amiral français, à Messine, tout en observant dans les formes plus de mesure, avait cependant abouti aux mêmes conclusions du nôtre. C'était toujours au nom de l'humanité. Mais si les Français avaient oublié les scènes sanglantes de la Vandée et de la guerre d'Espagne, des côtes de la Sicile ils pouvaient jeter un coup d'oeil à la dérobée sur l'Afrique. Ainsi ils pouvaient, peut-être, se souvenir des grottes d'Uled Riah dans le Dahra où des centaines d'Arabes malheureux périrent étouffés par la fumée. Plus tard nos ministres et le gouvernement français devaient se retrouver au spectacle des malheurs de la guerre de Hongrie et de la Transilvanie. La prise d'Hermanstad fut bien différente de celle de Messine. On s'y montra sans pitié pour les malheureux habitants, le pillage dura trois jours entiers, et la brutalité du soldat fut sans bornes. Tout le pays Saxon fut parcouru par des colonnes mobiles, qui pillaient et incendiaient les fermes et les villages!

J'avoue qu'il me parait sans intérêt de discuter s'il y a des bornes à la fureur des guerres civiles. On devrait la calculer lorsqu'on conspire hautement, et qu'on provoque ces détestables conflits par la violence de ses discours ou de ses intrigues.

En attendant l'issue de ses pratiques, sollicitait-on d'une manière si pressante une trève de quelques mois dans l'espérance de pouvoir concilier les esprits? Au

contraire on s'était pris à contrarier l'expédition napolitaine, même avant l'attaque de Messine. Certainement les moyens étaient mal calculés pour arriver aux fins avoués d'une conciliation.

Les discussions entre le gouvernement napolitain et nos diplomates, après le 15 mai, furent interminables. C'était une guerre de notes, dans lesquelles les sarcasmes étaient jetés à pleines mains. Nous ne lui laissions pas même la consolation des formes. Le *Stromboli* s'était mis à la poursuite des Siciliens, fugitifs des Calabres, et ils s'étaient rendus à discrétion sans combat. Aussitôt nous protestâmes contre cette prétendue violation du droit des gens. Les Napolitains avaient issé le pavillon anglais, et lorsqu'ils étaient déjà dans les eaux de Corfou. Mais le premier fait était une ruse permise par les lois maritimes; le second fut éclairci par nos officiers mêmes de garnison à Corfou. On ne se tint pas pour battus. Nous prétendîmes que parmi les prisonniers était un Maltais, qu'on devait reconnaître à son passeport, et qui avait en conséquence droit à notre protection. Lord Napier écrivait que le passeport était dans ses mains. Le gouvernement napolitain, par une marque de déférence à Sir W. Parquer, remit le prisonnier, et alors on s'aperçut qu'il était Ionien! Ainsi il était clair qu'il n'avait pas de passeport. Ces difficultés heureusement vaincues, il fallait se tenir pour satisfait. Mais on voulait jeter le gouvernement napolitain dans des embarras inextricables. On prétendit que les prisonniers gémissaient couchés sur la paille, tourmentés par

la faim, exposés aux outrages. Cette nouvelle réclamation en faveur des malheureux fut bien accueillie. Le ministre des relations extérieures permit, le sourire aux lèvres, que M.r Fégan, qui avait une sollicitude si vive d'alléger leurs maux, allât en juger de ses propres yeux. Après cette condescendance on demanda de vouloir interroger les prisonniers qui étaient sujets du roi de Naples et pris les armes à la main. Mais cette fois le gouvernement ne voulut pas le souffrir, et il soutint avec raison qu'il ne pouvait le permettre et qu'il ne le permettrait pas. La flotte napolitaine est chargée de bloquer les ports de la Sicile et quelque commerçant aussitôt de contester au roi de Naples ce droit toujours reconnu de l'Angleterre et si souvent mis en pratique. Une balle de fusil atteint un brik anglais à Messine, sans toucher personne. Et nous de crier encore contre ce nouvel attentat. C'est toujours par cette logique machiavélique qu'on ne se refusait aucune violence. Il faut le dire haut parce que l'histoire ne doit rien cacher, on servait ainsi admirablement les projets de la révolution. Le masque de la justice est plus odieux peut-être que l'oppression qui brave l'opinion publique.

Mais si le Corps diplomatique anglais, qui s'est toujours conservé à sa hauteur, avait une direction aussi dessinée contre le roi, nos forces maritimes, grâce à notre politique extérieure, ne se traînaient pas moins à la suite des révoltes. C'est ainsi qu'on croyait tenir la clef de l'outre des tempêtes ! Notre amiral Parker, avec son escadre, avait pris une position hostile devant Na-

ples, et sous les yeux mêmes du roi. On n'osait renouveler l'exemple de 1764, et Parker ne pouvait se permettre ce que fit alors notre amiral Marteens. Cependant il se posta dans les limites défendus par les traités, se refusant pendant deux jours de rendre le salut à la bannière de Naples. Il étalait une attitude aussi étrange, que s'il eût en hâte de saisir au vol une occasion de rupture laborieusement préparée. Des Siciliens allaient et venaient à son bord. Il manqua peu un jour que deux d'entre ceux qui avaient été à Gênes offrir la couronne au Duc, ne montassent par méprise sur un vaisseau napolitain.

Le prétexte de cette attitude hostile de notre escadre, c'était la prise du bâtiment qui conduisait les Siciliens fugitifs des Calabres. Ils y avaient pourtant débarqué pour y soutenir, les armes à la main, l'insurrection contre leur souverain. Et nous nous montrions offensés, de ce qu'un *stimer* napolitain pour les tromper avait issé le pavillon anglais. Mais c'était une ruse permise par les lois maritimes; tandis qu'aucune loi ne pouvait permettre à Lord Seaton, haut commissaire dans les îles Ioniques, de bien accueillir les Siciliens rebelles à un roi ami de la grande Brétagne, et de les faire conduire par nos bâtiments à Ancone.

Le gouvernement napolitain s'étant justifié, ce qui était aisé, demanda à notre gouvernement à son tour des explications sur l'attitude hostile de notre escadre. On fut prompt alors, à ce qu'on dit, à désavouer la conduite de l'amiral. Est-ce qu'on s'attendait d'intimi-

*

der la Cour de Naples? Mais le roi était le même de 1840, et si la situation de l'Europe et les troubles de son royaume lui eussent laissé plus de liberté d'action, il s'en serait suivi une cruelle complication. Dans notre Parlement, en 1840, on avait dit que deux à trois vaisseaux suffisaient pour intimider la Cour de Naples. En 1848 on devait croire à Londres plus que suffisante la flotte de Parker avec la flotte française, pour empêcher l'expédition des Napolitains contre la Sicile. Il en était ainsi pour ceux qui dans ces jours là à Naples, tremblaient ou espéraient au moindre mouvement de la flotte anglaise, selon le parti auquel ils appartenaient. Mais la plus part croyaient que l'expédition aurait échoué devant Messine. Les rélations qu'on expédiait à Londres sur les préparatifs et la résolution des Siciliens confirmaient cette opinion. Les Siciliens, selon eux, résisteraient aisément à une tentative du roi, s'il avait la folie d'en faire une. Les Napolitains repoussés, l'indépendance de l'île devenait un fait accompli à jamais.

Mais cette conduite, qui n'avait aucun motif de justice, en avait elle de politique? Les accusations sont elles fondées? Quand l'opposition dans notre Parlement reprochait au gouvernement d'être l'âme de la révolution sicilienne et de pousser les sujets du roi de Naples à la résistance, avait elle tort de critiquer sa politique? Après une longue discussion, Lord Stanley soutint que nos ministres avaient déclaré aux agents siciliens que l'Angleterre n'aurait jamais approuvé une république, mais qu'on avait promis de reconnaître le Duc de Gênes. On

répondit vaguement que l'Angleterre n'avait jamais songé à démembrer le royaume de Naples. On interpella Lord Lansdowne sur la commission de M.r Fégan, et il ne donna pas d'éclaircissements. On poussa le ministère à déclarer quelle aurait été la conduite de Parker, en cas de collision dans la méditerranée. Et tout en avouant qu'il était devant Naples pour y protéger les intérêts anglais, contre un emprunt forcé, proposé malgré les traités, il refusa de s'expliquer. C'est ainsi qu'on est fondé de croire que, grâce aux suggestions de notre gouvernement, et aux folles espérances des Palermitains, tout projet de rapprochement fut toujours écarté.

Mais avec tout cela avions nous en effet arraché la Sicile au danger imminent qui la menaçait? Après tant d'encouragements donnés à la révolution, on ne pouvait se tirer en arrière sans ruiner notre crédit. C'est pourtant ce qui arriva bientôt. La politique de notre Ministère en Italie, qui tournait sur la Sicile comme sur un pivot, se trouva bientôt ruinée, comme elle l'avait été auparavant en Portugal. Car là aussi il abandonna ceux qu'il avait soulevés. Peut-être on redoutait d'avance une telle nécessité, aussi on traîna la France dans la querelle. Baudin était remorqué par Parker, comme Bastide l'était par Lord Palmerston. Mais nos intérêts n'en étaient pas moins blessés, notre crédit ruiné auprès de tous les partis, et le noble Lord Palmerston devenait pour les Siciliens ce qu'avait été un siècle auparavant notre Bolinbrook pour les Catalans. C'est ainsi que nous avons fait donner sur le continent bien des fois le nom de pu-

nique à la foi britannique. Par tout où nous avons été obligés d'intervenir, tous les partis ont compté sur nous, et Lord Stanley a observé qu'ils se sont tous également trompés. Cependant l'expérience aurait dû nous apprendre combien nous avons été portés en triomphe par les peuples un jour et chargés d'exécration le jour suivant.

CHAPITRE XX.

Situation intérieure de la Sicile.— Préparatifs de guerre ; lois pour la soutenir et mesures financières pour fournir à ses dépenses; négociations infructueuses. — Efforts des ministres étrangers ; on va reprendre les hostilités.

On était tenté de croire à Naples que les offres du roi eussent mérité plus d'égards à Palerme. Les Siciliens étaient désormais seuls dans la lice. La guerre entre l'empire et le Piémont avait continué, secondée par les mécontents Hongrois. Mais en fin Charles de Savoie venait de prouver une dernière et funeste déroute à Novare. Cette défaite faisait perdre au Piémont tout ce que le Piémont aurait pu gagner, s'il avait été vainqueur, au roi elle faisait perdre la couronne de fer. Compter sur notre Angleterre dans l'isolement où notre ministère semblait prendre un malin plaisir à conduire la Sicile, était une erreur, dont l'année précédente devait au moins les avoir guéri. Cependant on apprit avec étonnement qu'une démocratie turbulente se précipitait dans une guerre injuste sans profit et sans gloire. Elle montrait vouloir s'y plonger et s'y épuiser jusqu'à l'extinction de

chaleur vitale. Elle voyait la paix avec peine et les troubles d'Italie lui donnaient des espérances, auxquelles elle aimait encore à se livrer, quoiqu'elles eussent été si souvent trompeuses. La dernière espérance des Siciliens aurait été donc, après avoir fait paraître une fierté inflexible, de tomber avec honneur; se flatter d'un succès, en attaquant, devenait le comble de l'inconséquence. On pouvait observer que l'armée napolitaine était excellente. Son organisation, la confiance dans les chefs, tout ce que donne des moyens moreaux, l'expérience nécessaire au Général, à l'officier de tout grade, jusqu'au simple éclaireur; la perfection d'ensemble, les études spéciales, tout s'y trouvait. L'habitude de la guerre dans les officiers et les soldats venait de commencer dans les Calabres et dans la Sicile. Que de choses manquaient à côté d'eux! Déterminé à opposer une forte résistance, le gouvernement palermitain s'était décidé à porter à vingt-mille hommes l'armée, avec une légion étrangère, dont il avait commencé l'organisation. Il était parvenu à la mettre sur pied. Mais ce n'est pas tout que solder une armée, de la nourrir, de la pourvoir d'armes et de vêtements. L'armée sicilienne formée à la hâte n'était qu'un ramassis de conscrits. La légion étrangère n'était qu'un rassemblement de recrues et de diserteurs. On avait vu accourir en Sicile plusieurs de ces aventuriers, gens incertaine, qui s'offrent toujours avec chaleur dans les commencements des révolutions. On avait le spectacle de vingt nations différentes rassemblées sous l'aigle sicilienne. Il y avait jusqu'à des matelots venus du Bré-

sil avec Garibaldi. On avait fait toucher à un des plus exaltés une somme considérable d'argent pour faire des levées en Suisse. Mais on n'en avait plus reçu de nouvelles. Quand on espérait d'un grand exemple d'énergie des fruits heureux pour l'avenir, et que la Sicile serait allée au devant de toutes les privations, il ne fallait pas être défendus par une milice de Mamelues et de Janissaires. Mais le peuple sicilien depuis long-temps n'avait passé pour guerrier et il fallait qu'il le devint tout à coup. Et ce n'était pas seulement la discipline et l'habitude du champ de bataille qui manquaient, mais l'inexpérience de ces jeunes troupes était augmentée par la crainte de trahison qui remplissait les esprits et qui rendait les terreurs paniques très-faciles.

Toute armée a des ressources, même avec des vices élémentaires, quand un Général la commande, qui est versé dans les mystères de l'art, quand il est dans l'exécution riche en expédients. Que devait-il être quand l'impéritie ne saurait profiter de rien? C'était donc à un coup de foudre qu'il fallait s'attendre. À moins d'un miracle, l'art et la bravoure devaient triompher. Les insurgés devaient tomber au premier choc, tous leurs efforts seraient inutiles, un jour aurait décidé entre les deux armées. La résistance devait coûter aux Siciliens, et sans fruit, des torrents de sang, même dans les hypothèses les plus favorables.

Ce calcul clair, aisé, est ce qui fait de la résistance des Siciliens la plus impolitique de toutes leurs fautes. Ainsi l'avait jugé le général Antonini, qui avait été ap-

pelé pour commander l'armée. Jamais général ne fut attendu avec plus d'impatience, ni reçu d'une manière plus flatteuse. Bientôt Antonini parti de Gênes fut rendu à Palerme, parcourut la Sicile, inspecta l'armée et les fortifications, observa la nature des routes, les positions militaires. Il devait, son exploration terminée, prendre le commandement de l'armée. Mais ayant tout observé, et ne se laissant cette fois entraîner par aucune illusion, il jugea que bientôt les Napolitains auraient occupé l'île entière presque sans résistance. Il demanda pour la défendre trente mille hommes de troupes régulières. C'était trop peut-être; mais se voyant peu écouté et s'irritant à bon droit, il donna des conseils pour conserver au moins cette apparence de force, que peu d'hommes savaient juger. Ils ne furent pas même écoutés et il se retira. On se mit sur-le-champ à l'oeuvre et on fit choix du Polonais Mieroslawschy, qui, rendu à Palerme, parcourait la Sicile au milieu des ovations révolutionnaires. Voulant se hâter de cueillir les premiers lauriers, il était évident qu'il fallait organiser l'armée. Mais les officiers se révoltaient à toute idée d'épuration. Le général français Trobriant en frémissait, mais il ne se laissait pas fléchir. Le feuilletoniste La Farina, qui avait le portefeuille de la guerre, travaillait toutefois, jour et nuit, à ce qu'il appellait l'organisation de l'armée nationale. On n'imaginait pas même la possibilité d'un rèvers, on allait à un choc terrible comme à une victoire aisée. On ne combinait rien pour le cas d'un premier désastre, et on s'exposait à ce qu'une bataille per-

due ouvrit aux troupes royales la route de Palerme. On n'avait en Sicile que des illusions et l'entraînement de la révolution.

Il n'y avait pas une chance qui ne fût contre les insurgés. Cependant ils allaient prêchant la guerre, la guerre à mort, comme le dernier moyen de salut. Pour ces patriotes aveugles le passé était le présent, et la guerre du treizième siècle était le gage de la résistance du dixneuvième. Ivres de fureur, ils voulaient la guerre. À quoi bon, disaient-ils, vingt-mille hommes sous les armes, pour se faire imposer la loi? Les Napolitains n'avaient jamais gagné, selon eux, pendant dix mois un pouce de terrain hors du territoire où ils étaient cantonnés. Ou si par suite d'une victoire plus ou moins importante, ils entraient dans le centre de l'île, tant pis pour eux, ils n'en sortiraient pas. Les temps d'anarchie, a dit Voltaire, sont ceux qui produisent l'excès de l'héroïsme. Si cette maxime eût été vraie, come elle est fausse, il restait à savoir de quel héroïsme auraient été capables les Siciliens, et si dans la moderne société on peut faire la guerre selon les Curdes. Quoiqu'il en soit, ils avaient conçu le dessein de se défendre en désespérés. À cet effet on avait établi des corps d'observation à Catane, à Taormine, à Trapani, à Mazara, à Girgenti, à Palerme, par tout. On avait envoyé des commissaires pour appeler les populations aux armes. Les fanatiques tiraient un parti prodigieux de la prise de Messine pour électriser les compromis. Le gouvernement palermitain avait annoncé à la Sicile une telle défaite, comme si

c'était une victoire. On aurait battu constamment les troupes royales. On ne les appelait pas autrement que lâches et couards escouades du Bourbon, satellites barbares et feroces de Ferdinand. Ils auraient été, selon la proclamation, mis en fuite, battus pendant quatre jours de suite. Mais on aurait abandonné la ville presque détruite, parce qu'il était désormais inutile de plus tenir des décombres. Ainsi on l'appelait, dans la proclamation, la Varsovie et la Missolungi italienne. On exortait ensuite le peuple à ne rester témoin du triste spectacle de cette ville encore fumante et demi ruinée, on l'appelait aux armes et à la vengeance. Homme contre homme, on y disait, dix entre nous en valent cent, et cent dix mille de nos ennemis. Quelque officier de notre marine doit se souvenir que dans l'assaut de Messine, les insurgés, tout en fuyant sur nos bâtiments, appelaient laches les Napolitains qui bravaient le feu très-meurtrier de la ville.

Un tel enivrement, un orgueil si déraisonnable sont les avant-coureurs ordinaires de quelque grand désastre.

Dans ce déchaînement des patriotes, diverses lois révolutionnaires sont mises en vigueur. On fait une loi de conscription; tout Sicilien depuis l'âge de dixhuit jusqu'à trente ans était soldat, on ordonne une levée de toutes les classes, on devait exiger de chaque localité un contingent de trois sur mille dans le délai de quinze jours. On offrait six ducats pour engagement de chaque volontaire. Celui qui aurait présenté cent vingt hommes équipés serait nommé capitaine; on autorisa une légion de volontaires.

Une partie de la garde nationale fut mobilisée, on augmenta l'artillerie et on déclara avoir bien mérité de la patrie celui qui marcherait contre l'ennemi. Les ecclésiastiques devaient conserver l'ordre à l'intérieur. Les armes de calibre, les poudres et les manufactures d'armes étaient mises à disposition du gouvernement; tous les ouvriers armuriers et les chevaux étaient requis et mis à disposition des ordonnateurs de l'armée. On avait proposé même une flottille de corsaires.

Il fallait à ces mesures militaires joindre des mesures financières pour fournir aux dépenses de la guerre. Les deux premiers emprunts l'un forcé, l'autre volontaire, se remplissaient avec rapidité. Maintenant pour suppléer encore à la détresse des finances, on avait recours à un autre emprunt forcé. Les comités devaient se réunir aussitôt pour faire la répartition. Le mode d'exécution de l'emprunt forcé devait être de sa nature nécessairement arbitraire. Les corporations étaient autorisées à faire des dettes et hypotèquer sur leurs biens. On ordonna aussi la vente des biens nationaux pour un milion et deux cent mille onzes. Mais comme on doutait du succès de la révolution, on ne les achetait pas. Ainsi on autorisa le gouvernement à prendre l'argenterie et les ornements des églises et des couvents. Les meubles et les immeubles devaient être saisis par le ministre des finances, vendus ou donnés pour gage aux préteurs. Plus tard, et tandis que l'édifice élevé par la révolution s'écroulait déjà, on fit un nouvel emprunt forcé de six cent mille onzes. Dès le commencement de la révolution on

avait imposé une taxe sur les boutiques, les fenêtres et les appointements des fonctionnaires. Corvaja, ex-marchand de vins de la société énologique et banqueroutier, était ministre des finances. Il était curieux de voir son outrecuidance : nul ne pouvait l'égaler en grands projets. C'était une foi naïve et incommensurable.

À ces mesures pour soutenir la guerre, on en joignit d'autres encore, tout à fait politiques. On déclara coupables de haute trahison ceux qui à Messine prenaient service avec les Napolitains, on fit une loi des suspects, on nomma les commissions militaires pour les juger aussi bien que les voleurs et les brigands qui s'étaient multipliés d'une manière épouvantable. Les révolutions sont plagiaires ; elles n'en ont jamais assez de toutes imitations ridicules ou cruelles. Elles ne varient jamais leurs formes.

Ainsi les révolutionnaires allaient leur train, sans s'informer s'il était un roi, dont l'intérêt ne fût pas le leur. Ils croyaient avoir des motifs d'élever la voix, de la puissance à résister. Ils se laissaient aller au cri de guerre, ils croyaient qu'il suffisait de vouloir pour vaincre. Il n'y avait plus de remède à la frénésie incurable des factions. L'action des journaux se faisait également sentir. Affiches, placards de toute espèce, livraient tout à la dérision ou à la haine. C'était une rage de parler et d'écrire. Et quand on a laissé la pensée à toutes ses licences, on ne peut plus réprimer les actes.

Mais quelques moyens qu'on employât pour monter les esprits et pour les exciter au courage, malgré les

cris de la presse injurieuse et arrogante, en réalité l'inquiétude était profonde et universelle. Il s'était opéré un revirement dans l'opinion générale. Les hommes tranquilles désiraient se voir délivrés du joug de la tyrannie la plus atroce qui eût jamais existé. Les imaginations, après avoir exagéré les succès, devaient exagérer aussi les rêvers. Il y avait dans la classe éclairée, beaucoup d'hommes qui jugeaient assez bien l'état des choses pour frémir de l'idée qu'on osât s'exposer au choc des troupes royales. Ils ne voulaient pas du moins ajouter des fautes aux malheurs, ils voulaient échapper à leurs destinées. Plusieurs se taisaient par contrainte, beaucoup d'autres se montraient disposés à se soumettre. Tout ce qu'il y avait de citoyens sages et sensés étaient d'avis de profiter d'une conjoncture si favorable et de travailler à conclure une paix qui finit toutes les jalousies, qui apaisat tous les ressentiments, qui guérit toutes les défiances. Tel était le dessein et l'intention de la noblesse. Elle avait repris ses anciennes maximes, ou plutôt elle ne les avait quittées qu'en apparence et parce qu'elle n'aurait osé les faire paraître. Les propriétaires et les marchands surtout rebutés d'une licence tumultueuse et qui les exposait aux insultes du plus fort, auraient volontiers consenti que le roi eût repris toute l'autorité nécessaire pour rétablir la tranquillité et faire fleurir le commerce. Les peuples des campagnes laissés d'une indépendance qui leur causait tant de malheurs, redemandaient le roi, et ils préféraient une douce sujétion à une liberté facheuse. On avait dédaigné et détruit le gouvernement

napolitain quand on l'avait, on le désirait avec tristesse quand on l'avait perdu.

Le gouvernement palermitain aussi aurait voulu s'arrêter, mais la force de projection qui l'avait lancé dans l'anarchie ne pouvait être suspendue par des lois. Il avait été dès l'origine composé d'éléments divers et peu cohérents. Il y avait des hommes faibles par les talents, puissants par l'audace, l'intrigue et le dédain de toute morale. Comment anéantir les doctrines de la révolution, la rendre honteuse d'elle-même et deshonorer ses agents? Trop de passions avaient été remuées, trop d'amour-propres compromis. Le torrent devait suivre son cours. C'était une confusion d'idées et de langues, on ne s'entendait pas, le gouvernement s'agitait, se tourmentait et croyait avancer.

Ceux qui trouvaient leurs avantages dans les troubles de l'État empêchaient l'effet de toute heureuse disposition. Surtout ces hommes qui d'un seul bond s'étaient emparé du pouvoir et ceux qui par l'insatiable ambition de places, ne faisaient qu'adhérer aux injonctions des clubs. Ils persistaient dans la résistance, ils ne voyaient de sagesse que dans les emportements, ils nommaient faiblesse les calculsdes têtes calmes. C'est que dans les crises des états, l'homme raisonnable est celui qui passe pour faible, parce que la passion ressemble à la force. Y avait-il au moins une suffisante harmonie entre l'assemblée et le gouvernement en présence d'une telle situation pleine d'inquiétudes et aux prises avec des dangers si pressants? Les factions politiques sont parfois le

cortège des situations les mieux organisées, mais elles sont l'inévitable conséquence des révolutions. Or le gouvernement et l'assemblée, tout en cédant à l'entraînement des masses et repoussant toute conciliation avec Naples, ne pouvaient plus s'entendre.

Les démarches des amiraux pour amener une conciliation, furent donc infructueuses. On ne peut se figurer avec quelle hauteur le gouvernement de Palerme reçut les concessions du roi. Il refusa tout accommodement; il prétendait parler en maître avec son orgueilleux dédain. Et les puissances qui avaient voulu imposer au roi les conditions de la Sicile, étaient loin de contraindre la Sicile à accepter celles du roi! Les conciliateurs effrayés se remirent au travail pour réparer le mauvais effet de l'obstination des Palermitains. Étant bien résolus à poursuivre tous les résultats, dont se flattait leur politique, et la Sicile montrant un entêtement désespérant, ils pensèrent qu'on ne pouvait réussir à vaincre que par l'ensemble des adhésions des puissances. Les ministres anglais et français à la Cour de Naples se rendirent à Palerme. Ils exortèrent le gouvernement à profiter de l'occasion pour inspirer des sentiments de paix, pour éviter les maux dont une guerre entreprise mal à propos aurait accablé la Sicile. Mais leurs instances restaient sans effet. Il refusa encore d'accepter aucun parti que lui proposait le monarque. Les hommes qui ont vu Palerme à cette époque, disent qu'il n'y eût jamais un tel exemple d'exaltation et d'entraînement. Jamais on n'y vit de délire pareil. C'était une irritation déplora-

ble, par laquelle ils refusaient d'accepter, et même d'opter entre aucun parti. M.r de Rayneval et ceux qui le secondaient dans cette louable, mais inutile entreprise, insistaient beaucoup auprès des membres du gouvernement révolutionnaire. Tous ces soins furent inutiles. Les plus ardents voulaient le combat, bien qu'il en eût coûté à la Sicile des torrents de sang. Désespérant de rien conclure, le Ministre français se détermina à répandre sur les côtes la proclamation du roi. Mais il prit aussi inutilement ce parti. C'est ainsi que l'Angleterre, dont les Siciliens attendaient peut-être la bienveillance et l'appui moral, était réduite à se prêter aux combinaisons qui leur sont hostiles. Toutes les espérances des amis de la paix se détachaient une à une. On ne veut rien savoir, la rancune l'emporte, et pour satisfaire des haines surannées on va se jeter follement dans une voie de perdition. Mais comme le danger presse, les exaltés se décident à faire des fossés autour de Palerme. Les citoyens se joignent aux ouvriers, toutes les têtes s'électrisent, les femmes partagent cet enthousiasme fictif, et les bandes se mettent en marche, une pelle sur le dos, la bêche à la main, précédées par leurs bannières, et au milieu des cris, des chants et des bruits des tambours. Le Ciel qui avait décidé la perte des révolutionnaires les entraînait vers ce qui devait la rendre plus sûre.

Malgré le penchant déclaré du roi pour la paix, il était temps que Ferdinand II pour l'honneur de son nom tirât vengeance de tant d'insultes. Six mois de tergiversations ne permettaient plus de temporiser, et il était peut-

être déjà fort tard. Il avait fallu combler la mesure de la patience et attendre encore jusqu'à ce que la mauvaise foi des Siciliens fut prouvée d'une manière évidente, et que la reprise des hostilités pût être imputée à eux seuls. Maintenant il se voyait donc dans la nécessité de reprendre les armes pour faire valoir ses droits et forcer ses sujets rebelles à accepter la paix à quelque prix que ce fût. La Sicile donc attaquée par une armée qu'elle avait tant méprisée, allait être exposée aux plus extrêmes dangers. La Sicile allait bientôt être contrainte de sortir d'elle-même et de se montrer au dehors telle qu'elle était. Que la responsabilité en revienne à qui de droit, car un but chimérique doit nécessairement conseiller des moyens aventureux. C'est la vieille histoire de la démocratie, s'exagérant et succombant bientôt.

CHAPITRE XXI.

Reprise des opérations militaires et mouvement de l'armée napolitaine. — Conduite atroce des Siciliens.— Leur défaite devant Catane.—Découragement des insurgés.

Après toutes ces réflexions, où nous a conduits l'examen de la marche politique des cabinets, il faut revenir aux événements qui suivirent en Sicile. Le roi devait à son honneur et à l'humanité d'avoir fait un dernier effort pour ramener la Sicile à la raison et l'arracher aux intrigants qui voulaient sa perte. Maintenant comme toute négociation était rompue et que rien n'est plus important en de semblables circonstances, que d'agir avec célérité, le général Filangieri se rendit aussitôt à Messine. Sa présence inspira aux soldats cette confiance qui précède ordinairement la victoire. Leur foi en lui était aveugle ; ils brûlaient d'impatience que la trêve que les amiraux étrangers avaient faite fût expirée, pour porter les armes dans l'intérieur de l'île. Le Général avait, dans l'intervalle, ramassé bon nombre de Siciliens et il en avait formé un bataillon de volontaires. Ils avaient prêté avec joie le serment de fidélité au roi pour tout

le temps de la guerre. Ils venaient de s'attacher à la fortune du Général avec autant d'ardeur que s'ils eussent été Napolitains. Le Général cependant ne voulait pas se servir de ces troupes pour grossir son armée. Son but était de prouver que ce prétendu soulèvement national, n'était qu'une révolte pour l'intérêt de quelques familles et les moyens de peu de mécontents.

Les Napolitains donc attendaient avec impatience l'heure d'être conduits à l'ennemi, qui campait à quatre lieues de distance. La trêve expirée et les hostilités étant dénoncées, l'armée royale fut mise en mouvement. Le Général envoya une proclamation aux habitants. Il les assurait qu'on maintiendrait leurs droits, que leurs propriétés seraient respectées, s'ils mettaient bas les armes. Mais il les menaçait en même temps de les travailler avec ce droit rigoureux que donne la guerre, s'ils opposaient la moindre résistance. Immédiatement après avoir publié cette proclamation, il fit arrêter à la fois ceux qui avaient fait part du Comité et ceux qui étaient accusés d'être des ardents démagogues. Messine fut déclarée en état de siége le 28 mars; les croiseurs napolitains étaient en vue partout. Ainsi, ses derrières assurés, il pouvait fondre en sûreté sur les insurgés. Après avoir vaqué à ces soins, il fit ses dispositions pour se mettre en marche, et il partit comme l'éclair pour aller à la rencontre de l'ennemi.

La terreur inspirée par les Napolitains, après la prise de Messine, était telle, que si à cette époque on les eût laissés maîtres de disposer de six à dix mille hom-

mes, ils se seraient facilement emparé de l'île entière. Les Siciliens n'étaient point alors en force pour resister. À présent, grâce à l'intervention des amiraux, ils avaient une armée, occupaient toutes les places fortes, et s'y étaient établis de manière à opposer la plus vive résistance. Les hostilités, pensait-on, allaient recommencer des deux cotés avec un égal acharnement. Ce serait des flots de sang versé inutilement qu'on aurait à regretter. Et s'il était vrai qu'on s'attendait que les deux armées se seraient battues avec toute la fureur et l'opiniatreté qui se trouvent entre deux peuples voisins et ennemis qui combattent pour l'empire et l'indépendance, l'humanité des amiraux avait préparé le spectacle affreux de nouveaux carnages.

Le général Filangieri sûr de pouvoir accabler les ennemis sur le premier point, où ils voudraient lui tenir tête, se mit à la fin en marche le 31 mars. L'armée napolitaine forte de 15m. hommes, était formée en trois divisions. À la droite était celle du général Nunziante. Une seconde était embarquée et en sortant de Messine, au lieu de prendre le chemin de Catane, doubla le cap Orlande. Le Général avait ordonné à sa flottille de longer la côte et de se rendre à la hauteur de Cefalù. De là elle devait le rejoindre et remonter vers Catane, parallélement avec l'armée qui marcherait le long de la mer. C'était peut-être dans le dessein de faire accourir les troupes ennemies à la défense de Palerme. Mais elles ne bougèrent pas. Il paraît que le général Mieroslawschy, qui les commandait, était convaincu

que le sort devait se décider au pied de l'Etna. Il ne voulut donc pas dégarnir et faire tomber la formidable barrière de Catane. L'armée campait dans la ville, ou s'étendait dans les plaines qui bordent Catane, ne faisant pas un seul pas en avant. Placée ainsi dans un camp inespugnable, elle réunissait derrière soi tous les moyens de composer une résistance suffisante. Elle s'élevait au dessus de 25m. hommes. Les Siciliens y jouissaient d'une trompeuse sécurité. Le Général napolitain de son côté se montrant au milieu de ses soldats et leur témoignant beaucoup de confiance leur faisait désirer la prochaine rencontre avec l'ennemi. Il fallait beaucoup hasarder dans sa situation, et il ne devait pas hésiter. Il ne lui restait qu'à se ruer contre l'ennemi. Il passa le 29 en revue son armée, qui le reçut avec un enthousiasme extraordinaire. Le 31 on se mit en marche. Le grand duel fut repris. La division napolitaine qui était la plus forte, en sortant de Messine, allait de suite attaquer les insurgés. Elle les rencontra au bourg d'Ali, les culbuta, les chassa et les mena tambour battant jusqu'à Fiume de Nisi. Ici ils voulurent encore tenir tête, et furent également renversés. Interdonato, jadis avoué, maintenant colonel, qui avait voulu défendre le passage, s'enfuit sur les hauteurs voisines. Ils perdirent peu de monde, mais les bagages ainsi qu'un grand nombre de chariots chargés de munitions et de vivres tombèrent entre les mains des vainqueurs. Et ces actions consécutives accrurent la confiance et l'ardeur des troupes royales. La résistance à S.t Alessio opposée par un bataillon

étranger, un escadron de réformés d'Afrique et un ramassis d'insurgés, irrita les soldats, qui y pénétrèrent de vive force, saccagèrent et livrèrent quelques maisons aux flammes. Mais le Général défendit aux soldats de mettre le feu dans les pays qui résistaient, et fit des efforts continuels pour les protéger, faisant parfois camper les troupes hors des villages pour empècher les dévastations. Le mouvement se continuait sur Taormine. Nunziante y marchait de son côté, il avait été jeté sur la droite, chargé d'assaillir le pays par le revers des montagnes.

La grande route qui par Forza d'Agrò, S.t Alessio et Taormine va joindre Catane, étroite, taillée souvent dans le roc est enfermée entre la mer et les montagnes qui la dominent. Elle passe sous le feu d'un plateau près de Taormine. Bâtie sur un roc escarpé, elle est inabordable du côté de la mer. Le général Filangieri craignait qu'une résistance opiniatre ne rendît le passage impossible, peut-être même désastreux. Mais les Siciliens sans en opposer aucune dans des passages difficiles, où quelque millier d'hommes déterminés pouvaient arrêter une nombreuse armée, ne s'arrètèrent qu'à Taormine. Il y avait un rassemblement de trois mille insurgés, qui s'y était grossi des étrangers et des fuyards de S.t Alessio. Les troupes royales avaient à gravir les hauteurs sur lesquelles pose la ville, et il fallait que les soldats franchissent le plateau escarpé, essuyant un feu long et meurtrier. L'attaque pouvait conduire à des résultats facheux. Le Général, qui s'y était rendu par mer, avait déjà commen-

cé à débarquer un détâchement pour assaillir la position de son côté. Mais les soldats impatients, s'élancèrent à l'assaut brusquement, gravirent les escarpements, supportant le feu bravement et s'en emparèrent. Les insurgés, après un combat de peu de durée, se precipitèrent hors de la ville en fuite. Les endroits qui voulurent encore opposer quelque résistance furent pillés et incendiés. Ce fut pendant l'attaque de S.t Alessio et de Taormine, que l'escadre contribua par ses feux continuels au succès.

On rencontra encore l'ennemi à S.t *Giovanni la Punta*, il y fut mis de nouveau en déroute.

Maintenant que la campagne était commencée avec autant d'ardeur que de succès, il ne restait aux Napolitains que marcher contre l'armée qui était rangée autour de Catane. Si on la battait, on marcherait à Palerme directement et à pas de vainqueur. Mais il était très-hasardeux d'attaquer les ennemis dans leurs retranchements et oser les déloger de leurs positions avantageuses. Il était à croire, que si la victoire restait même flottante, les derrières de l'armée ne seraient plus garantis. Bientôt les deux armées furent en présence. Les insurgés occupaient des positions formidables. On avait roulés des rochers énormes arrachés de l'Etna, au milieu de la route, qui se trouvait ainsi séparée par des massifs. On couronnait en force toutes les hauteurs. Le général Filangieri n'hésita pas à les y attaquer. Dispersés dans tous les replis du terrain, répandus derrière les haies et les jardins, les insurgés commencèrent à tirail-

ler avec une grande supériorité. Quelques soldats napolitains et un officier supérieur (Ritucci) tombés entre les mains des insurgés, furent, comme à Messine, mis en pièces, mutilés, écartelés. À cet affreux spectacle les Napolitains furent saisis d'une horreur profonde et d'une colère, qui devint fatale aux Siciliens qu'ils purent saisir. Il marchèrent résolûment sur les insurgés ; on les déloge, on enlève les positions, on s'empare de leur artillerie; les colonnes allaient se réunir au centre et écraser l'ennemi. Les Siciliens reculaient vers la porte d'Aci; serrés de près et menacés en flanc, ils perdirent confiance, et finirent par s'abandonner à une déroute complète. On les poursuivit à outrance, ne faisant de quartier à ceux qu'on rattrappait. Les insurgés, repoussés vigoureusement dans la ville, le général Filangieri jugea à propos de les y suivre. Les fuyards se jetèrent pêle-mêle dans les maisons pour y opposer une nouvelle résistance. D'un côté le désir de la vengeance, de l'autre la crainte des supplices animaient les combattants. Les troupes royales et plusieurs officiers allaient encore être les victimes de cette fureur. Un ploton de lanciers se poussa en avant; mais il fut reçu par le bataillon de Siracuse qui s'avançait de l'autre côté de la ville, et quelques cavaliers tombant morts, l'officier qui le commandait se vit obligé de replier. Rien ne put alors arrêter l'élan des Napolitains. Ils pénétrèrent dans Catane affrontant avec une rare audace les obstacles et les périls. Les troupes, qui auraient dû leur disputer le terrain pas à pas, reculèrent. Les Napolitains s'engagèrent avec la plus grande bra-

voure dans la grande rue qui traverse la ville pour s'ouvrir des issues dans l'intérieur. Bientôt chaque rue, chaque maison devint le théâtre d'un combat acharné. Les Napolitains s'en rendaient maîtres, en montant à l'assaut. Et ne s'en tinrent pas là. Transportés de fureur par les souvenirs de la retraite de Palerme, les cruautés sauvages de Messine et le spectacle tout récent du major presqu'écartelé vif, ils mirent le feu aux maisons en y tuant tous ceux qui s'y tenaient. Ils arrivèrent ainsi à la place de la cathédrale. La terreur se répandit alors parmi les insurgés qui commencèrent à s'enfuir sans faire autre opposition. Il ne resta dans la ville que les débris de la légion étrangère, qui se battait bien, de l'aveu des Napolitains eux-mêmes. À la faveur de la nuit, ils se sauvèrent avec trois pièces et tentèrent de se rallier à Adernò. Mais à peine arrivés à perte d'haleine, les vainqueurs arrivent aussi, les culbutent, les délogent et les obligent de se retirer au de là des éminences, où serpente la rivière du Simète, pour tenir tête encore. Les Siciliens, qui avaient honteusement plié, ne songeaient qu'à se sauver. Un mois auparavant ils prévoyaient succès, gloire et influence; maintenant ils ne voyaient plus d'avenir dans la carrière où ils se trouvaient engagés. Livrés à un singulier désordre d'esprit, ils prenaient des routes différentes. Les uns suivaient le chemin qui mène droit à Palerme, les autres gagnaient les montagnes. La déroute et la honte furent plus grandes que la perte. Les chefs et les soldats s'attribuaient réciproquement la défaite, et peut-être avec autant de raison. Ce

qu'il y eût de plus triste dans cette défaite, c'est que les fuyards traitaient les paysans et les citoyens paisibles des villes et des bourgs, par où ils traversaient, comme ennemis, les dépouillant des débris de leur fortune. Ils fuyaient saccageant et ravageant tout ce qui se trouvait sur leur passage. Ils ne laissaient après eux que des souvenirs de honte et de rapine. Leurs forces étant dispersées et la possession de Catane étant assurée, le général Filangieri se détermina aussitôt de suivre les traces de l'armée insurrectionnelle, dont les tristes débris avaient pris le chemin de Palerme. Il les fit poursuivre vigoureusement.

C'est sans doute à cette victoire, réellement décisive, en ce qu'elle déjoua après quatorze heures de combat tous les projets insurrectionnels, qu'on doit la conservation de la Sicile. Les insurgés perdirent cinquante pièces de canon, douze drapeaux, les bagages, tous les trophées qui contribuent à augmenter l'éclat d'une victoire. Un millier de morts jonchèrent les rues de cadavres. Si les Siciliens avaient eu l'intrépidité, dont ils s'étaient vantés, et à leur tète un chef qui eût balancé les talents, l'activité et l'audace de Filangieri, la situation des Napolitains devenait très-difficile. Une bataille indécise était bien autre chose pour eux, que pour les Siciliens. Ceux-ci étaient à la source de leurs moyens et ils avaient des retraites sûres, si la fortune leur tournait le dos. Les Napolitains au contraire auraient été rejetés sur Messine, étant poursuivis par la fougue des vainqueurs et la vengeance des populations. Ainsi leur position se rendait très-critique.

Deux faits, que rien ne colore, ajoutèrent encore à l'impression profonde qu'avait fait le combat et la prise de Catane. On se demande pourquoi les Siciliens ne se rallièrent pas à Palerme, et pourquoi le polonais Mieroslawky les quitta sans avoir tenté de rallier les fuyards. Mais les Siciliens s'étaient nourris de cette idée de soi qu'un premier rèvers détruit ou paralise. Mieroslawky, qui ne se fit pas particulièrement remarquer par sa bravoure, dévoré de chagrin, agité de sentiments contraires, il perdit le sang froid nécessaire dans une retraite. Atteint d'une balle à la gorge et ne s'étant pas remis de son étonnement, fit raser sa grande barbe, s'enveloppa dans son manteau et s'enfuit honteusement. À peine arrivé à Palerme il courut s'embarquer et alla chercher un asile en France, laissant les Siciliens et les Napolitains se disputer le terrain: ce fut une lâcheté sans excuse.

Après le combat du 6, qui fit tomber Catane, plusieurs villes, comme Aci-Reale qui en donna l'exemple, vinrent se remettre entre les mains du général Filangieri. Siracuse qui était défendue par une garnison de 1,200 hommes et 400 artilleurs, qu'on disait brûlants de patriotisme, et Auguste avec de l'artillerie et des munitions suffisantes, tombèrent sans un coup de pistolet.

Le fait est que ces places importantes qui pouvaient se défendre aisément, étaient occupés par des troupes méprisables, sans discipline militaire et uniquement livrées au pillage et à la dévastation. Ces places se rendirent sans attendre une attaque sérieuse. Rien de tout cela n'était possible, qu'au milieu d'une dissolution générale. Sira-

cuse se taxa pour payer et éloigner sa garnison. Les autres villes qui se trouvaient sur le passage de l'armée suivirent l'exemple d'Aci-Reale et de Siracuse. Le Général recevait des députations de tous les habitants, qui accouraient pour invoquer sa bienveillance. Ils venaient à sa rencontre avec des rameaux d'olivier et avec le cri de vive le roi. Les soldats entraient au milieu des acclamations du peuple, surtout à Caltanisette. À la simple apparition des Napolitains toutes les tentatives de résistance s'évanouissaient; de sorte qu'en cinq jours le roi se trouva d'avoir réconquis presque l'île entière. Il ne restait que Palerme, qui loin de se laisser intimider, paraissait n'en montrer que plus d'obstination. On s'y flattait que le courage des chefs du gouvernement fût au dessus de leur fortune, et qu'ils viendraient à bout de tout. Mais ce n'était qu'enthousiasme, et les hypocrites politiques n'ont ni enthousiasme permanent, ni zèle intrépide.

CHAPITRE XXII.

Agitations et troubles de Palerme.—Derniers combats et déroute près de la ville essuyée par les insurgés. — Terreur générale. — Entrée des troupes royales.

À la nouvelle de la bataille perdue la consternation avait été au comble dans Palerme. D'abord on avait essayé de déguiser la vérité. Mais bientôt le bruit se répand que l'armée a été détruite. Tombés de leur hauteur chimérique, les révoltés virent tout perdu, dès qu'ils ne virent plus tout à gagner. Ils s'en prirent à tous ceux qu'ils purent accuser. Des causes ordinaires n'expliquaient pas leur malheur, il fallait recourir à des causes mystérieuses, ou à des imputations diffamantes. Il fallait que la Sicile eût été vendue. Des bruits atroces flétrirent les chefs de la révolution et de l'armée, tous furent l'objet de mille imputations. Des hommes tout bouillants de colère et poussés peut-être par ceux qui restaient en dehors, occasionnaient le plus de bruit et d'agitation. Parmi la populace la fureur recommençait à éclater. Bientôt l'épouvante enfanta le désordre.

La cruelle leçon aurait dû corriger les plus opiniâtres. La soumission et la paix étaient la dernière condition de salut; et tout le monde se réunissait à la conseiller, de quelque prix qu'il fallût l'acheter. On se voyait en effet trop faible pour faire désormais tête à l'armée du roi, qui comme un torrent inondait la Sicile. On ne pouvait plus rien pour s'en garantir. Sans espérance du côté de notre gouvernement et de la France, depuis la rupture des négociations, on songeait à mettre fin à une guerre qui avait déjà été fort malheureuse et qui pouvait le devenir encore beaucoup plus. Au milieu de ces agitations capables, sans doute, de paralyser tout le système de l'administration publique, les autorités frappées de terreur ne faisaient rien de ce que le moment prescrivait. Jalouses les unes des autres se desservaient réciproquement, quoique aucun succès ne pouvait venir s'y mêler. Car c'est l'alternative du malheur et du succès qui exalte ordinairement l'énergie de la résistance. Cependant les révolutionnaires exaltés, les agitateurs vulgaires, les républicains obstinés, à qui la perte de la bataille avait d'abord abattu le courage, reprenaient les illusions qui déjà les avaient tant desservis dans cette confiance aveugle de leurs forces. Les uns au milieu des dangers, n'ayant pas moins l'ivresse et l'orgueil de la victoire, affectaient une constance et une fierté ridicules. Les autres s'efforçaient d'échauffer nouvellement la multitude, après qu'on avait offert de vouloir se soumettre. Il ne se passait pas de moment, où ces furieux patriotes n'eussent reçu quelque nouvelle étonnante de succès im-

prévus contre les Napolitains. C'étaient à chaque instant des villes insurgées, des massacres de troupes, des soulèvement de paysans indisposés par des rigueurs et des contributions injustes, des garnisons décidées à s'ensevelir sous les ruines des places. Les fugitifs arrivaient de tous côtés dans la ville cependant et il y arrivait au milieu de ces agitations ce poignée de Français et d'Allemands, que l'envie des révolutions, l'enthousiasme des armes et l'espoir du pillage avaient engagés au service de la Sicile. Leur état était si déplorable, qu'on ne put les voir sans consternation. Sans habits, sans souliers, mourant de faim, parce qu'ils n'avaient dans leur marche rapide, reçu aucune distribution, ils présentaient un spectacle affligeant, capable de décourager les plus obstinés. Les esprits sages qui désiraient sincèrement qu'on évitât une lutte ultérieure, et qui souhaitaient un rapprochement, car ils sentaient le danger, firent les derniers efforts en cette occasion. Mais les agitateurs populaires, qui ne voulaient pas renoncer à la défense de Palerme, ne cessaient d'échauffer les esprits. Il n'est pas aisé de concevoir l'activité qu'ils y employaient. Ils ne négligeaient rien pour échauffer le zèle, alarmer les esprits, fortifier les caractères faibles, soutenir les caractères décidés, en donnant des inquiétudes ou des espérances de salut, et en essayant l'influence de la séduction et de la crainte. La populace n'ayant pu goûter les conditions qu'on lui prescrivait, on commença par l'aigrir contre ceux qui étaient épouvantés des suites d'une folle obstination. Les galeriens crièrent à la trahison et tout fut désor-

dre et confusion dans la ville. Les citoyens paisibles ne pouvaient empêcher que par la fuite les violences, dont ils se voyaient ou se croyaient menacés. Les autorités durent s'enfuir ou se cacher pour éviter la mort. C'est à ces sourdes menées et à ces infaticables prédications des démocrates enragés, qu'on doit principalement attribuer que toute négociation avec le quartier général napolitain n'eût point de suite. On y négociait avec une mauvaise foi hérissée d'obstacles. On désirait prolonger les négociations pour faire naître des troubles dans la ville, qui rendissent la position des insurgés moins critique. Elles furent enfin rompues, et on vit dans la ville avec étonnement et frayeur que le peuple recourait de nouveau aux armes. C'est une vérité triste, mais incontestable, les hommes ne traitent que lorsqu'ils ont épuisé leurs forces. Déjà des partis napolitains poussent jusqu'à quelque lieue de Palerme; l'alarme s'y répand, on s'y prépare à la hâte à soutenir un siége. Mais la ville mal fortifiée par le côté menacé pouvait à peine résister. Le général Filangieri, connaissant qu'il faut faire toujours ce que l'ennemi craint, déjà s'approchait. Son armée était victorieusement débouchée. La route de Palerme était ouverte; les soldats étaient impatients d'y entrer. Les insurgés s'étaient de leur côté préparés à un dernier effort désespéré.

On sortit donc le jour 7 de mai en force de la ville à la rencontre des troupes royales, comme si les insurgés avaient voulu engager une affaire sérieuse. La journée se passa à se harceler des deux côtés. Le jour après, à

peine en présence de l'ennemi, le bataillon de l'université, se mit à crier *en avant les Français*, poussant au combat la légion étrangère. Elle s'ébranla en effet, et essaya d'enlever les hauteurs de Missilimeri. Elle s'avançait avec impétuosité, mais bientôt elle fut arrêtée et rejetée en bas; les masses furent culbutées, et les troupes du roi, les délogeant des hauteurs de Mezzagno et de *Villa Abate*, prirent à rebours les ouvrages des insurgés. Les troupes royales se précipitèrent alors, renversèrent de leur choc et dispersèrent les insurgés, qui s'enfuirent avec précipitation et dans un désordre effroyable. Cependant c'était un petit dommage, car la confusion était si grande dans la ville, que la perte d'un combat peu meurtrier ne pouvait guère y ajouter. Mezzagno et *Villa Abate* furent brûlées. Les Napolitains avaient fait des progrès si rapides et si importants, que rien n'aurait pu les arrêter jusque à Palerme, qui les attendait plongée dans la plus grande consternation.

Ce furent les dernieres efforts d'une révolution éffrénée et tumultueuse. Le mal était sans remède. Les ennemis de la révolution ou par dévouement au roi ou par haine de la terreur, allaient se servir des passions des autres pour solliciter le dénouement. Dans ce moment de crise, l'amiral Baudin manda au Consul français de conseiller la paix, et après cette démarche, les ministres qui avaient voulu la guerre, donnèrent leur dimission. Le Parlement qui s'était mis en permanence n'offrait que des scènes repoussantes et des tumultes scandaleux. Les séances étaient troublées par les clameurs des tri-

bunes publiques. Mais enfin il se prononça, tout en caressant l'orgueil du peuple, pour la paix. Il décréta un acte absolu de soumission au roi. On y avait tenté encore de s'y opposer, au moyen de menaces ou de fausses démonstrations, tâchant de soulever la populace. Mais les habitants résistèrent aux instigations des furieux. La garde nationale en vint même aux mains avec ce rebut de criminels et de galeriens, qui se croyant perdus, voulaient tout abymer. Enfin les chefs des guerillas, le jour dix, firent leur soumission et prirent des passeports pour leurs propres pays. Les exaltés, faibles comme ils avaient été violents, avaient passés de la fureur à l'abattement. Ils n'avaient plus ni le choix des partis à prendre, ni le temps d'y réfléchir. Au seul bruit de l'approche de l'armée la terreur et la défiance se répandirent dans la ville. Les uns craignaient que les chefs ne fussent gagnés secrètement et qu'ils n'eussent fait un accord particulier aux dépens de leurs têtes. Les chefs appréhendaient réciproquement d'être abandonnés du peuple. On s'observait mutuellement et la crainte les rendit bientôt ennemis. La plupart ne se croyant pas en sûreté, se sauvèrent secrètement; les autres, épouvantés de la fuite des chefs, se dissipèrent chacun de son côté. Le vapeur l'*Indépendance*, l'un des deux qu'on avait commissionnés en Angleterre et qui mouillait dans le port, leur avait été d'un secours inutile. Tout se faisait trop tard; la fuite seule était praticable. Les plus compromis saisis de frayeur se précipitèrent à bord de l'*Indépendance;* les autres révolutionnaires ardents, s'étant sauvés sur des vaisseaux mar-

chands, firent voile pour Malte, pour Gênes et pour les côtes de la France. Les plus violents de ceux qui restaient en proférant quelques cris de rage, bientôt étouffés, prirent le parti de se soumettre. C'est ainsi que Palerme, après seize mois inutilement employés, renonça à son entreprise et prit le parti d'obéir. On envoya une députation au quartier général napolitain. Parmi les députés on en remarquait un qui six mois auparavant avait brigué pour aller à Gênes offrir la couronne au Duc. Le contraste n'est pas inexplicable et ne peut dérouter les calculs; il n'a rien de bien extraordinaire, car il en a été ainsi partout.

Les troupes napolitaines ne tardèrent pas à entrer et ceux qui applaudissaient étaient pour la plupart les mêmes qui seize mois auparavant avaient fait paraître tant de zèle pour la défense de la révolution. Il y en avait même qui partout ailleurs soutenaient qu'il fallait avoir recours aux moyens extrêmes. Tant il est vrai qu'il n'y a presque personne qui résiste long-temps à la crainte de la persécution ou à l'espérance de la faveur. Le général Filangieri, après avoir vu l'armée des Siciliens dissipée en un clin d'oeil, et la révolte de l'île réprimée en quelque jours par une poignée de soldats, s'était avancé pour occuper la ville. La municipalité vint lui remettre les clefs de Palerme. Il entra et tout y fut si paisible qu'il eût été difficile d'imaginer que quelques jours auparavant tout avait été dans la confusion. Ainsi peu de mois s'etaient écoulés, lorsque le Général répondit à la lettre des onze détenus de Castellamare. Il faut croire

qu'il n'y en trouva aucun pour lui faire les honneurs de la maison. La flotte napolitaine apparaissait en même temps dans le port de Palerme. Il envoya ensuite un détâchement pour exiger la soumission de Trapani, dont les habitants ne songèrent pas, plus que ceux d'Auguste et de Siracuse, à se défendre, quoiqu'ils en eussent les moyens. De nombreuses colonnes obéissant à une impulsion uniforme et correspondant entre elles, sillonnèrent par ses ordres le pays tout entier. On châtiait les brigands, on protégeait les faibles et on poursuivait sans relâche tout reste d'insurrection.

La Sicile toutefois obtint des conditions qui n'étaient pas dures, ni proportionnées à ses rèvers. Le roi accorda un pardon général à tous ceux qui l'avaient desservi. Palerme s'étant rendue et les chefs de la révolution s'étant éloignés, toute la Sicile fut ainsi soumise. La grande masse de la population se réjouit de voir finis les ravages de la guerre et les horreurs de la révolution. Elle se soumit et se détâcha en ce jour des événements politiques. Et c'est ainsi qu'elle revint au royaume de Naples, après en avoir été séparée pendant seize mois par une tourmente affreuse. On n'avait pas cru pouvoir conserver la Sicile paisible et tranquille avec dix mille hommes, et on venait d'en faire la conquête en peu de jours, contre vingt mille soulevés, avec quinze mille. C'est qu'il y eût autant de courage et d'énergie de la part des Napolitains, que de prudence et d'humanité.

Mais c'est assez, c'est ici que je dois m'arrêter. Les destinées sont accomplies et on ne peut nier que ce soit

la Sicile elle-même qui ait forcé le roi de Naples à la reconquérir, les armes à la main. Trop opiniâtre pour désister de ses desseins, trop faible pour les exécuter, elle éprouva les suites funestes de la guerre civile, qu'elle-même avait allumée. L'Italie entière en fut émue, et cette fraternité à laquelle on avait fait appel, s'est retrouvée au spectacle de tels malheurs. La Sicile avait été frappée dans sa richesse, dans son crédit, dans sa sécurité. Elle n'a joui qu'en songe des biens dont on l'avait flattée, et avait effectivement perdu les biens réels et véritables dont elle jouissait. Triste leçon de l'histoire! Les ravages de la révolution, l'État obéré, les plaies intérieures de la Sicile saigneront encore long-temps! Le crédit public et le privé attaqués dans leur source, paralyseront l'industrie; le commerce sera pour long-temps étouffé. Le numéraire s'est écoulé par mille routes. En vain l'industrie s'agitera, les conditions du travail n'existent plus. Le royaume de Naples aussi recueille sa part des maux qu'il n'a pas causés.

Mais la Sicile a un roi qui n'a de besoins que ceux de l'État. Les Siciliens doivent prendre confiance en lui et seconder ses efforts. Bientôt toute trace de discorde civile sera effacée. C'est une tâche immense que la reconstitution de la société si profondément secouée. Mais à travers les noires perfidies du passé, on entrevoit les riantes images de l'avenir. Déjà l'ordre est rétabli, la vigueur commence à se ressentir dans tous les nerfs de l'État et les lois s'exécutent partout sans obstacle. Il faut croire que la Sicile éclairée aujourd'hui par les événements, dé-

teste ses erreurs et ceux qui les lui ont fait commettre. On a vu le livre des destins se dérouler lentement, mais sans remède par une suite d'événements étrangers à la sagesse du roi. Cependant il a montré tant de prudence, de courage et de fermeté, au milieu des troubles et des révolutions, que dans les loisirs d'une heureuse paix, seul temps propre pour rétablir l'État, il tentera toutes les voies de réparer les malheurs de la Sicile. Les premiers pas du jeune monarque annonçaient les plus héureuses dispositions. Il n'avait pas songé à briguer un rôle dans la politique du monde, et ce fut avec regret qu'il prit le sien des mains de la nécessité. Il marche non pas avec des hésitations misérables ou des tergiversations pusillanimes, mais avec une ferme et imperturbable lenteur. Comment aurait-il autrement déjoué les intrigues de l'extérieur et quel aurait été son point d'appui à l'intérieur? La crise de 1848 altéra la paix de son royaume et non la tranquillité de son âme. Et le temps qui mûrit les opinions des hommes mettra le sceau à sa réputation. Désormais des grands talents, une application infaticable aux affaires, sa profonde connaissance des hommes, sa fermeté héroïque au milieu des disgrâces, sa piété et son zèle religieux donnent la douce espérance, ayant rétabli la tranquillité de son royaume, de voir y renaître l'ordre et la félicité, qui seront désormais à l'abri des caprices du sort et de l'incertitude de l'avenir.

FIN.

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.



CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.





